

France-Maroc : raison d'Etat

TOUT est bien qui finit bien ? M. Abdoumoumen Diouri est arrivé à bon port, vendredi 21 juin. Les autorités gabonaises, qui l'ont reçu à Libreville, lui ont offert un « hébergement sûr ». L'expéditeur de cet encombrant colis, M. Philippe Marchand, ministre français de l'Intérieur, qui a agité avec lui, sur instruction, s'est dit convaincu que l'opposant marocain ne courait aucun risque dans un pays qui se vante d'avoir une « longue tradition dans le domaine de l'accueil des réfugiés politiques ».

Les responsables français affichent leur bonne conscience en s'abritant derrière le paravent de la « nécessité impérieuse », variante de la raison d'Etat, argument du fait que M. Diouri entretenait des relations « constantes » et douteuses avec des extrémistes arabes du tout bord, palestiniens, libanais et irakiens. Avec un bel aplomb, M. Mitterrand a confirmé, vendredi, à Issoudun, que « tout réfugié politique auquel l'asile sera accordé parce que c'était un vrai réfugié politique peut vivre en paix en France... ».

M. DIOURI se serait-il donc comporté comme un mauvais réfugié politique ? Il aurait donc fallu dix-sept ans aux fins limiers de la Place Beauvau pour s'en rendre compte ? Et, si tant est que cette découverte ne soit pas sans conséquence, serait-il la seule exil politique à ne pas respecter l'obligation de réserve ? Les autorités tunisiennes, par exemple, ne se sont-elles pas récemment étonnées que des islamistes en vue lancent, depuis Paris, des appels à l'insurrection armée sans que le gouvernement français ne paraisse partager leur émotion ?

L'opposant marocain aurait-il été expédié, manu militari, sous les tropiques, s'il n'était l'auteur d'un brûlot, à paraître, à l'automne, aux éditions L'Harmattan, dans lequel il se demandait « à qui appartient le Maroc ? ». Si les autorités françaises n'ont pas les moyens d'interdire la parution de ce livre, elles ont empêché, en tout cas, son auteur de le défendre sur place.

C'EST le moins que le gouvernement ait estimé en mesure de faire pour désamorcer la royale colère de Hassan II. L'an dernier, lors de la sortie de l'ouvrage de Gilles Perault « Notre ami, la roi », le souverain chérifien qui tient bien en mains les rênes du pouvoir mais n'accepte pas la moindre critique contre sa personne, avait accusé Paris d'avoir laissé la bride sur le cou aux médias français pour commenter cet événement politico-littéraire...

Quels sont les termes du marchandage auquel s'est livré le ministre de l'Intérieur ? L'antouage de M. Diouri n'a peut-être pas tout à fait tort de servir de « monnaie d'échange ». Ce n'est un secret pour personne, en effet, que, dans les milieux de l'immigration marocaine en France, Hassan II jouit d'une certaine popularité dont il pourrait user pour aider, un tant soit peu, à rétablir le calme dans les banlieues.

Reste surtout que les intérêts économiques de la France, premier partenaire commercial du Maroc, où vivent près de 30 000 ressortissants français, pèsent lourd dans la balance. Paris s'est donc cru obligé de ménager Hassan II...

(Lire page 3 l'article d'ÉRIC INCYAN)

M0146 - 0624 - 6.00 F



M. Ratsiraka face à la contestation

La crise s'aggrave à Madagascar

Devant un mouvement de contestation qui ne cesse de s'amplifier depuis une dizaine de jours, le pouvoir souffle le chaud et le froid. Le président Ratsiraka a commencé à rencontrer des dirigeants de l'opposition, mais le gouvernement a laissé entendre, vendredi 21 juin, qu'il pourrait employer la manière forte pour mettre un terme aux manifestations. Alors que l'idée de conférence nationale prônée par les contestataires est toujours refusée, ce durcissement a encore fait monter la tension dans la capitale, Antananarivo (ex-Tananarive).

ANTANANARIVO
de notre envoyé spécial

« Il faut craindre le pire. » Le pasteur Josuab Rakotonirainy, membre du puissant Conseil des Églises chrétiennes de Madagascar (CECM), évoque son inquiétude. Avec quelques autres responsables ecclésiastiques, il a rencontré, jeudi 20 juin, le président Didier Ratsiraka, qui a, une nouvelle fois, repoussé l'idée d'une conférence nationale, à laquelle s'accroche, pourtant, l'opposition. Sa promesse de recevoir individuellement les chefs de l'opposition qui ont lancé, depuis le 10 juin, une campagne de manifestations dans le pays n'a pas calmé les esprits. Vendredi, le pasteur Richard Andriamanjato, chef du parti,

autrefois marxiste, de l'AKFM-Renouveau, qui a quitté, en 1989, la majorité présidentielle pour rejoindre les rangs de l'opposition, a annoncé la nomination d'un « gouvernement transitoire » composé de vingt-neuf membres mais sans mentionner les attributions de chacun. Dans la soirée, la télévision malgache a brusquement interrompu ses programmes pour permettre au ministre de l'Information, M. Jean-Claude Rahaga, de lire deux communiqués qui traduisent un raidissement du pouvoir devant la contestation permanente à laquelle il doit faire face.

JEAN HÉLÈNE
Lire la suite page 5

Pour combattre le chômage des jeunes

M. Mitterrand veut adapter l'école aux besoins des entreprises

M. François Mitterrand a lancé, vendredi 21 juin à Issoudun (Indre), un appel à la « mobilisation générale des énergies et des compétences » pour adapter les formations à l'emploi et tenter, ainsi, de faire face aux défis du chômage. Cet effort nécessite, à ses yeux, une profonde « déconcentration » de l'éducation nationale, qui doit pouvoir s'adapter aux réalités du terrain. Mais il suppose également que les

entreprises s'engagent beaucoup plus fortement dans le système de formation : « Les entreprises doivent définir clairement les qualifications dont elles ont besoin. (...) Au vu de ce recensement, l'éducation nationale, des partenaires sociaux, des représentants des employeurs et des élus doivent définir le contenu des formations à adapter ou à créer », a-t-il précisé.

Décidément, la France entre-tout, avec son école, des relations passionnées. Un jour, elle attend tout d'elle, renforce ses missions, la charge de conduire 80 % d'une génération au niveau du baccalauréat et de doter chaque jeune d'un diplôme professionnel minimum, bref du bagage nécessaire pour trouver un emploi.

Le lendemain, elle lui reproche avances et incuries, lui fait porter le chapeau du chômage des jeunes, lui envoie à la figure ses lourdeurs, ses lenteurs ou l'inadaptation de ses formations aux besoins des entreprises.

A ce jeu, l'école fonctionne, plus que jamais, comme le miroir grossissant des mutations, des attentes, des blocages de la

société française. Et, singulièrement, de la gauche socialiste. En décrétant, vendredi 21 juin à Issoudun, la « mobilisation générale des énergies et des compétences » pour adapter la formation à l'emploi et faire face, ainsi, au défi du chômage, M. Mitterrand vient d'en fournir une nouvelle preuve.

C'est en effet la troisième croisée qu'il lance, en dix ans, sur la terrain de l'éducation.

La première fut celle, un brin surréaliste avec le recul, du « grand service public, unifié et laïque de l'éducation », portée par les cent dix propositions du candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1981. Il fallut quatre ans de désillusions et de rancœurs, un million de manifes-

tants dans les rues de Paris, au nom de la « liberté », et une crise gouvernementale pour enterrer ces vieilles lunes.

La seconde, qui d'une certaine manière s'achève, fut celle des 80 % de jeunes amenés au niveau du baccalauréat et au seuil de l'université. Lancée en 1985, mobilisant et bousculant tout le système éducatif, elle relevait d'une double ambition.

Ouvrir, tout d'abord, au plus grand nombre les portes de la formation, démocratiser l'accès au savoir et noyer, sous la masse, l'élite scolaire et sociale qui façonne la société française.

GÉRARD COURTOIS
Lire la suite page 7

Un entretien avec M^{me} Elisabeth Guigou

« Nous avons intérêt à aider l'Union soviétique »
nous déclare le ministre des affaires européennes

A une semaine du conseil européen de Luxembourg et à trois semaines du sommet des sept pays les plus industrialisés, M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée chargée des Affaires européennes, fait le point, dans un entretien au « Monde », sur les problèmes du continent. Elle estime notamment qu'il faut s'en tenir au calendrier de l'Union économique et monétaire et de l'Union politique - tel qu'il a été fixé par les Douze - et que l'Occident a intérêt à aider l'URSS.

« Êtes-vous satisfaite de l'avancée des négociations sur l'union économique et monétaire ? Ne craignez-vous pas une sorte d'alliance de la fauteur entre Bonn et Londres ? »

« D'abord, permettez-moi de rappeler dans quel ensemble se situe l'union économique et monétaire. Depuis le traité de Rome, en 1957, nous faisons l'Europe des marchandises. Avec l'acte unique, en 1985, nous avons décidé d'organiser la liberté de circulation, à l'intérieur de la Communauté européenne, des personnes, des marchandises, des services et des capitaux. L'an dernier, le président de la République et le

chancelier Kohl ont proposé à leurs partenaires une nouvelle avancée : que cette Europe économique déjà largement réalisée se dote d'une monnaie unique ainsi que d'une politique étrangère et, à terme, d'une défense commune.

« Voilà pour le panorama général. Ce sont des objectifs très ambitieux, s'ils se réalisent, feront de l'Europe des Douze une vraie puissance sur tous les plans. Je reviens à votre question spécifique.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
JEAN-PIERRE LANGELELLIER
et ÉRIC LE BOUCHER
Lire la suite page 4

Le débat sur l'immigration



Lire nos informations pages 7 et 8

La fin du congrès de Florence

Vaccin anti-sida : le scepticisme des chercheurs

Près de huit mille médecins et chercheurs ont participé à la septième conférence internationale sur le sida qui s'est achevée, vendredi 21 juin, à Florence. Consacrée aux recherches en cours sur le vaccin, la dernière journée a témoigné d'un grand scepticisme des spécialistes. Onze vaccins sont en cours d'expérimentations sur l'homme, mais la plupart sont préparés à partir d'une souche souche de virus. Or les chercheurs n'excluent pas, du fait de la grande variabilité génétique du virus, la nécessité de devoir mettre au point non pas un, mais des vaccins différents contre le sida.

Lire en page 24 l'article de FRANCK NOUCHI

THIERRY BRETON LA DIMENSION INVISIBLE



Un succès de M. Gorbatchev

Les conservateurs mis en échec au Soviet suprême page 6

« Grand-jury RTL-le Monde »

M. Jacques Sentar, premier ministre du gouvernement luxembourgeois, invité dimanche à partir de 18 h 30

Le nouveau code pénal à l'Assemblée nationale

Le harcèlement sexuel sera passible d'une peine d'emprisonnement page 9

Les investisseurs japonais à la conquête de l'Indochine

Diplomates et chefs d'entreprise rippons redoublant d'activité dans la péninsule page 21

L'Académie française a reçu M. José Cabanis

pages 11 à 14

HEURES LOCALES

Miracles et mirage de la thalassothérapie ■ La Provence interroge ses habitants ■ Des maires restaurant leurs calvaires ■ L'Essonne aide les PME à exporter ■ La région Rhône-Alpes consulte ses élus par référendum ■ Le contentieux de l'urbanisme

pages 17 et 20

Le sommaire complet se trouve page 24

ÉTRANGER

Les relations entre Paris et Rabat

Vive controverse autour de l'expulsion vers le Gabon du réfugié politique marocain Abdelmoumen Diouri

M. Abdelmoumen Diouri, l'opposant marocain qui a été expulsé, jeudi soir 20 juin, de France vers le Gabon, « n'est pas en état d'arrestation mais est simplement interrogé », a déclaré, vendredi, M. André Mba Obame, ministre gabonais des droits de l'homme.

« Pour des raisons de sécurité, on ne peut pas dire où il se trouve mais il est bien arrivé », a-t-il ajouté, précisant que le gouver-

nement lui cherchait un « hébergement sûr ». L'expulsion de M. Diouri, qui doit publier, à le rentrée, un livre, intitulé *A qui appartient le Maroc?*, était, selon un communiqué du ministère de l'intérieur, « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ».

M. Philippe Marchand a estimé, de passage en Dordogne, que la sécurité de l'écrivain n'était aucunement menacée au Gabon, pays

qui entretenait des relations très étroites avec le Maroc.

Cette mesure d'expulsion a provoqué stupéfaction et indignation dans le monde des organisations humanitaires. La section française d'Amnesty International a « insisté auprès des autorités françaises pour qu'elles obtiennent des garanties quant à la sécurité » de M. Diouri.

Par ailleurs, plusieurs associations et syndicats, parmi lesquels la Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, la CIMADE, le FEN, les Verts et la CGT, ont appelé à manifester, le lundi 24 juin, à 18 heures, à Paris, de la place Saint-Augustin au ministère de l'intérieur, pour inviter le gouvernement à « rapporter, sans délai, cette mesure ».

Le dossier ressemblait par la police française contre M. Abdelmoumen Diouri suffisait largement, selon le ministère de l'intérieur, à justifier son expulsion vers le Gabon, jeudi soir 20 juin. Cette décision relève essentiellement de la raison d'Etat, selon les proches de l'opposant au régime d'Hassan II et les organisations de défense des droits de l'homme.

Dans un communiqué, le ministère de l'intérieur a assuré que cette mesure était « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ». Le porte-parole du Quai d'Orsay a ajouté de son côté, que l'expulsion « s'est faite en plein accord avec le ministère des affaires étrangères » et que l'asile politique « implique un devoir de réserve qui ne met pas en péril les relations extérieures de la France ».

Refugié politique en France depuis 1974, M. Diouri avait été condamné à mort au Maroc, en 1964, pour complot contre Hassan II. Ce dernier l'avait amnistié l'année suivante. M. Diouri était surveillé de près par la police française et les services secrets (DGSE et DST). Lui ont reproché des « intelligences avec des groupes et des puissances étrangères, qui sont de nature à troubler la sécurité publique et à nuire aux intérêts de la France ».

Sont ainsi visés, primo, des contacts répétés avec les services secrets libyens, notamment à Tripoli. Secundo, un voyage à Bagdad pendant la guerre du Golfe, pour rencontrer des responsables irakiens de haut niveau. Tertio, des rapports avec certains groupes palestiniens, notamment le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache. A plusieurs reprises, les policiers auraient

demandé à M. Diouri de mettre fin à ces activités. D'autre part, le ministère de l'intérieur indique que des sommes d'argent « considérables et injustifiées, venant de l'étranger » ont alimenté les comptes bancaires de l'opposant.

Jeudi 13 juin, une semaine avant l'expulsion, le ministre marocain de l'intérieur et de l'information, M. Driss Basri, avait rencontré, à Paris, son homologue français, M. Philippe Marchand. L'entretien avait notamment porté sur l'interpellation de trois ressortissants marocains à l'occasion des incidents de Mantes-la-Jolie (Yvelines), et, plus généralement, sur le problème des jeunes Marocains dans les banlieues.

Tractations entre gouvernements

Des proches de M. Diouri croient savoir que des tractations auraient été conduites entre les deux ministres afin d'infiltrer des Marocains dans les milieux maghrébins et de désamorcer les tensions sur le sol français. Ils rappellent que le roi Hassan II avait, au moment de l'affaire des foulards islamiques de Creil, fin 1989, donné des consignes à ses compatriotes afin que les adolescents renouent à porter leur voile.

D'un interprétation avancée par l'entourage de M. Diouri, celui-ci a été expulsé pour se concilier les bonnes grâces du souverain chérifien, no an après la publication, aux éditions Calimard, du livre de Gilles Perault, *Notre ami le roi*, qui, dénonçait les violations des droits de l'homme dans le royaume. M. Denis Pryn, directeur des éditions L'Harmattan, qui doivent publier, à la rentrée,

l'ouvrage de M. Diouri - *A qui appartient le Maroc?* - est, quant à lui, formel : « La DST a fait pression sur M. Diouri pour qu'il ne publie pas ce livre contenant des données économiques sur la fortune de la monarchie chérifienne ». Cette information a été démentie au ministère de l'intérieur, où l'on affirme que le livre en question pourra être édité et diffusé en France.

Sept policiers en civil attendaient M. Diouri devant son domicile de Neuilly, jeudi 20 juin. L'ancien compagnon de route de Mehdi Ben Barka avait été ensuite entendu dans les locaux de la DST, puis expulsé, selon « la procédure d'urgence absolue » (qui permet d'éviter une comparution devant une instance judiciaire), vers un pays qu'il avait pas choisi, le Gabon (1).

Son avocat, comme les associations humanitaires, craignent pour la sécurité de M. Diouri dans la mesure où le président gabonais, M. Omar Boogo, entretenait des relations plus qu'amicales avec Hassan II, que sa garde personnelle est encadrée par des policiers marocains, et qu'il existe, entre les deux pays, une convention portant sur l'échange d'informations judiciaires, l'exécution des jugements et les conditions d'extradition.

ERICH INCIVAN

(1) Le 8 décembre 1987, à l'époque de la cohabitation, quatre jeunes et trois Turcs, sympathisants du mouvement d'opposition iranienne, les Moudjahidines du peuple, expulsés de France selon la procédure d'urgence absolue, ont été envoyés en Iran. Ils ont été « pour des raisons impérieuses de sécurité nationale » avaient été dirigés vers le Gabon. Plusieurs d'entre eux avaient été envoyés en Iran, à la suite de la mise de protection avant d'être autorisés, le 13 janvier 1988, à revenir en France.

Terrains, forêts, villas...

M. Abdelmoumen Diouri, l'écrivain marocain expulsé jeudi soir vers le Gabon, prétend dans son livre, *A qui appartient le Maroc?*, faire l'inventaire exhaustif de la fortune personnelle du roi Hassan II. Dans un entretien accordé en avril à l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*, il qualifie son livre de « véritable bombe à retardement ».

Selon M. Diouri, le roi possède le quart des terres cultivées au Maroc, soit 1,5 million d'hectares, qu'il se serait approprié au moment de l'indépendance. « Quand les paysans marocains se sont présentés avec leurs titres de propriété après la fuite des colons, l'armée a tiré. Depuis, per-

sonne n'a osé réclamer ses biens », déclare l'écrivain à *Cambio*. Dans son livre, M. Abdelmoumen Diouri décrit les activités de l'Omnium nord-africain (ONA), le principal groupe privé marocain, dirigé par des proches du roi. L'ONA a un domaine d'action des plus variés : vente d'or, d'argent, de cuivre, etc., dont 70 % des bénéfices vont au roi, affirme l'auteur. L'ONA touche également aux assurances, au tourisme, aux usines de voitures, aux transports, aux cosmétiques, à l'immobilier, compte 40 % des trois premières banques marocaines, etc. Le roi possède aussi, selon l'auteur, quelques biens à l'étranger :

2 000 hectares de forêt au Brésil, et un programme de développement touristique de construction de 2 000 villas, vendues 1 million de dollars chacune, à Orange County en Californie. M. Diouri accuse également le roi d'être « le plus grand trafiquant de drogue du monde occidental » et affirme même que le souverain cache dans son palais de Témara « l'un des plus grands laboratoires de transformation de pâte de cocaïne ». Enfin, il reproche au roi non seulement de s'enrichir mais aussi de mener son pays à la faillite. - (A.P.)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : à propos des falachas

Relance d'une polémique fondamentale entre synagogue et kibboutz

JÉRUSALEM

Manifestation, défilé devant le bureau du premier ministre, pas moins de huit motions de censure débattues à la Knesset (aucune n'aboutit), pugilats rhétoriques à la télévision et dans les colonnes des journaux : la classe politique israélienne vient d'être mobilisée par un de ces psychodrames politico-religieux qui, à intervalle régulier, animent le débat public à Jérusalem.

Objet de ces fracs : les falachas, ces quelque 18 000 juifs éthiopiens acheminés en Israël au moment où s'effondrait, à Addis-Abeba, le régime du colonel Mengistu. Caux d'entra au quel avaient réussi à s'échapper, au milieu des années 80, avaient déjà été au centre d'une retentissante polémique. La Grand Rabbinat d'Israël les avait jugés « défectueux » et anta d'ailleurs les « reconverter », suscitant leur humiliation, leur colère et leur refus obstiné. Cette fois, c'est leur ministre de tutelle, le rabbin ultra-orthodoxe Itzhak Peretz, chargé de l'intégration des nouveaux immigrants, qui provoque le scandale.

Lors d'un débat télévisé, le rabbin Peretz, d'origine marocaine, a tonné contre les « kibboutz athées » - « où les filles se promènent en shorts ultra-courts » -

et a annoncé qu'il entendait interdire qu'on y envoie les falachas. Il a accusé les kibboutzniks impies de « vouloir détourner les falachas de la Torah et des commandements, de chercher à les dépouiller de leur âme juive ». Il a comparé le sort présentement fait aux falachas dans les kibboutz avec celui que connaissent les juifs marocains dans les années 50, des immigrés, a-t-il dit, qui furent « déracinés » dans une société à direction ashkénaze (juifs d'origine européenne), « forcés » à abandonner leurs valeurs traditionnelles par une classe dirigeante israélienne antireligieuse et socialisante et dont le kibboutz représentait, précisément, l'idéal.

La gauche mobilise

Vieux débat en Israël. Mais le rabbin Peretz est allé plus loin, accusant les kibboutz d'avoir « pourri » toute une génération de jeunes immigrants marocains devenus, selon lui, des délinquants. L'allégation a fait bondir les kibboutzniks et tous les spécialistes de la question : s'il est vrai que les prisons israéliennes sont peuplées de jeunes afa-radins, il s'agit, parfois, des « récalcitrants » du circuit des écoles religieuses ultra-orthodoxes ou, le plus souvent, de ceux des milieux les plus pauvres, victimes de la

carence de l'encadrement public, mais en aucun cas des jeunes passés par le kibboutz.

En quelques mots, le rabbin Peretz a ravivé des plaies mal refermées et un double antagonisme : séfarades-ashkénazes et laïcs-religieux. Il a ramené la menace d'un « Kulturkampf » (conflit culturel) en Israël.

En s'en prenant au kibboutz, il visait une fraction très marginale de la société israélienne (sans doute moins de 4 % de la population) qui reste le symbole et le réservoir d'une élite (militaire, morale, intellectuelle) à l'incarnation des valeurs chères aux pères fondateurs. Vanant la part d'un rabbin ultra-orthodoxe, dont une bonne partie des jeunes fidèles sont exemptés du service militaire, l'attaque a suscité un tollé.

Toute l'opposition de gauche s'est mobilisée, ainsi qu'une partie de la droite. Objectif : boycotter et isoler le rabbin jusqu'à ce que les immigrants marocains devenus, selon lui, des délinquants. L'allégation a fait bondir les kibboutzniks et tous les spécialistes de la question : s'il est vrai que les prisons israéliennes sont peuplées de jeunes afa-radins, il s'agit, parfois, des « récalcitrants » du circuit des écoles religieuses ultra-orthodoxes ou, le plus souvent, de ceux des milieux les plus pauvres, victimes de la

ALAIN FRACHON

IRAK

Pas d'assouplissement des sanctions de l'ONU

Le conseil de sécurité de l'ONU a confirmé, vendredi 21 juin, son intention de ne pas assouplir les sanctions actuellement en vigueur contre l'Irak, a-t-on indiqué de sources diplomatiques à New-York. Réuni en consultations, le conseil a également demandé au secrétaire général de lui faire rapport sur la façon dont l'Irak se conforme aux décisions prises à son encontre depuis l'occupation du Koweït. Aucun délai n'a été fixé à M. Javier Perez de Cuellar pour la remise de ce rapport. Lors de consultations précédentes, une majorité du conseil avait estimé qu'il était encore trop tôt pour assouplir les sanctions contre l'Irak, même pour des raisons humanitaires, comme le souhaitait Cuba et le Yémen. - (AFP)

Une majorité de la population serait favorable à un compromis territorial

Selon un sondage publié, vendredi 21 juin, par le quotidien *Yedioth Aharonot* (indépendant), 75 % des Israéliens sont favorables à un compromis territorial en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en échange d'un traité de paix.

Selon ce sondage, réalisé en mai sur un échantillon représentatif de 1 200 personnes, 96 % des personnes interrogées s'opposent toutefois au retrait d'Israël du secteur oriental de Jérusalem (annexé en 1980) et 87 % refusent de restituer à la Syrie le plateau du Golan (annexé en 1981). 93 % excluent aussi un retrait de « tous » les territoires occupés et 79 % s'opposent à la création d'un Etat palestinien.

Par ailleurs, les autorités israéliennes ont, pour la première fois, reconnu que quatre unités spé-

ciales de l'armée, composées de soldats déguisés en Palestiniens, opèrent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en étroite coordination avec le Shin Beth (sécurité intérieure). Selon un porte-parole de l'armée, « ces unités ont déjà arrêté des centaines de dangereux activistes, et leurs méthodes sont appelées à être appliquées sur une grande échelle, notamment dans les camps de réfugiés et dans les rues des quartiers populaires des localités palestiniennes ».

La télévision a diffusé un film consacré à ces unités. « Notre objectif est un soldat, est de capturer ou tuer ceux qui appartiennent ou nouent des relations avec des Palestiniens », a-t-il affirmé. - (AFP)

YOUgoslavie : la visite de M. Baker à Belgrade

Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas une Slovénie « indépendante »

« Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas la Slovénie en tant qu'Etat indépendant », a déclaré le chef de la diplomatie américaine, M. James Baker, lors d'une visite officielle de vingt-quatre heures, vendredi 21 juin, à Belgrade, où il a rappelé que ni la Maison Blanche, ni l'Europe ne toléreraient l'éclatement de la Yougoslavie.

BELGRADE

de notre correspondant

M. James Baker est venu à Belgrade pour faire part aux principaux responsables yougoslaves de l'inquiétude des Etats-Unis, mais aussi de l'Europe et des autres pays de la CSCE, face au danger que représenterait la désintégration du pays. « La crise yougoslave concerne désormais tout le monde, et en particulier les pays membres de la CSCE, car elle menace sérieusement de déboucher sur des conflits internes qui secoueraient non seulement toute la région, mais qui déstabiliseraient aussi l'Europe », a estimé M. Baker. Lors d'un premier entretien de deux heures avec le premier ministre, M. Ante Markovic, le chef de la diplomatie américaine a rappelé que Washington, comme la CEE, souhaitait un dénouement démocratique et pacifique de la crise basé sur le respect des droits de l'homme et des minorités ethniques et garantissant l'unité et l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Convoqué que les possibilités de dialogue n'ont pas été épuisées, M. Baker a souligné que la crise peut encore être résolue par de nouvelles négociations. Il a apporté son soutien aux réformes économiques et politiques qui ont été entreprises par le gouverne-

ment fédéral, en insistant sur la poursuite du processus de démocratisation du pays. « Les Etats-Unis sont prêts à aider la Yougoslavie, à condition que la situation intérieure se normalise ».

Les Etats-Unis condamnent donc toute action pouvant interrompre le dialogue et annoncer qu'aucune décision « unilatérale » ne sera acceptée. Les quatre autres pays de la CSCE partagent cet avis, ainsi que les pays limitrophes de la Yougoslavie, à indiqué M. Baker qui a mis en garde la Slovénie, qui doit se constituer en un Etat indépendant, le 26 juin. Pour le secrétaire d'Etat, les Slovénes ont le droit d'exprimer leur volonté d'indépendance, mais leur proclamation ne doit pas représenter un acte de sécession.

Rencontre avec l'opposition du Kosovo

M. Baker a eu une série d'entretiens séparés avec les présidents des six Républiques qu'il a rencontrées séparément. Lors de ces discussions, le chef de la diplomatie américaine a apporté son soutien à la « plate-forme » proposée par la Bosnie et la Macédoine, estimant qu'elle représentait un compromis raisonnable. Les présidents de Croatie et de Slovénie ont rétorqué qu'ils ne renonceraient pas à se dissocier de la Yougoslavie dans les jours à venir.

M. Franjo Tudjman a notamment expliqué que la Croatie ne faisait pas sécession mais qu'elle entamait, au contraire, un processus de dissociation au cours duquel elle comptait tenir de fournir une alliance d'Etats souverains avec les Républiques qui le désiraient. M. Milan Kucan, le président slovéne, a affirmé pour sa part que le fait de devenir un Etat souverain et autonome ne

mettrait pas en péril la stabilité du pays, bien au contraire.

Si M. Baker n'a pas rencontré les représentants de la présidence yougoslave, il a consacré vingt-cinq minutes aux trois leaders de l'opposition albanaise du Kosovo, dont M. Ibrahim Rugova, leader de l'Alliance démocratique, qui lui ont déclaré qu'ils défendaient l'intégrité de la Yougoslavie, mais qu'ils ne voulaient pas, en revanche, être relégués au rang des minorités ethniques.

Le chef du gouvernement M. Markovic, s'est, de son côté, adressé, vendredi, au Parlement fédéral pour mettre lui aussi en garde les Républiques qui tentaient de désintégrer le pays. Il a annoncé que son gouvernement prendra « toutes les mesures dont il dispose » pour empêcher le redoublement des frontières avant la conclusion d'un accord entre toutes les composantes de la Yougoslavie. Il s'oppose donc à la sécession de la Slovénie et de la Croatie qu'il estime « illégitime et illégale ». En dépit de ces avertissements, la Slovénie a annoncé officiellement que la cérémonie de proclamation de son indépendance aura lieu mercredi 26 juin.

FLORENCE HARTMANN

M. Attali estime que « les scissions sont synonymes de sous-développement ». - Le président de la Banque européenne pour le développement ci la reconstruction, M. Jacques Attali, a réaffirmé, vendredi 21 juin, à Belgrade qu'il était favorable au maintien de l'unité de la Fédération. Il a indiqué que « divisions et scissions sont synonymes de sous-développement ». « Si la Yougoslavie veut coopérer avec nous, nous l'aiderons », a affirmé M. Attali. - (AFP)

DIPLOMATIE

Un entretien avec M^{me} Elisabeth Guigou

Suite de la première page

— L'union économique et monétaire, cela consiste à se fixer un objectif, qui n'est pas réalisable tout de suite : avoir un jour une monnaie unique. C'est un objectif maintenant admis par tous les pays de la Communauté, sauf par le Royaume-Uni, qui participe cependant activement aux discussions. A cet égard, tout le monde est prêt à tenir compte de la situation particulière du Royaume-Uni, qui est membre à part entière du système monétaire européen depuis quelques mois seulement alors que la plupart des autres sont dans le SME depuis douze ans. Il ne s'agit pas de mettre la monnaie unique en place demain matin, mais dans quelques années, à partir de 1996-1997. D'ici là, on peut penser que les différences — par exemple en matière d'inflation — auront été résorbées.

— Nous ne voulons forcer personne, mais il ne faut pas nous empêcher d'avancer. Nous nous sommes fixés un calendrier sur proposition du chancelier et du président Mitterrand, dans une lettre d'avril 1990, entérinée par les Douze à Dublin, en juin 1990, et confirmée par le conseil européen de Rome en décembre 1990.

— Ce calendrier prévoit de conclure, avant la fin de cette année, les deux conférences intergouvernementales sur l'union économique et monétaire d'une part, sur l'union politique d'autre part. Ces deux conférences sont chargées d'élaborer un nouveau traité, qui englobera la monnaie et la politique étrangère et de sécurité. L'ensemble sera chargé par des institutions qui assureront à cette union efficacité, cohérence et légitimité démocratique.

« Un calendrier raisonnable et progressif »

— En Allemagne, la Bundesbank semble remettre en cause les bénéfices à attendre d'une union monétaire.

— Ce n'est pas la Bundesbank qui fait les choix politiques, c'est le gouvernement allemand. Ils ont dit, à plusieurs reprises, confirmés depuis avril 1990, il est vrai qu'à écouter certains, on s'interroge : non, partenaires européens veulent vraiment avancer ? Ne cherchent-ils pas des prétextes tactiques pour reporter les échéances ? Si l'on y réfléchit, ces effervescences ne sont pas étonnantes. Nous sommes engagés dans une entreprise d'une très grande difficulté, parce qu'initialement plus ambitieuse que l'Acte unique, le ne peut pas imaginer que des engagements pris et réaffirmés récemment puissent être remis en cause.

— La France accepterait-elle d'étaler un peu ce calendrier ?

— Nous nous sommes fixé un calendrier commun. Nous sommes dans une première phase de l'union économique et monétaire. Nous entrerons dans une deuxième phase, elle aussi transitoire, au 1^{er} janvier 1994. Il est déjà prévu au bout de deux ou trois ans et au plus tard le 1^{er} janvier 1997 que nous déciderons si nous sommes prêts à entrer dans la troisième phase. Ce sera la dernière au cours de laquelle sera créée la monnaie unique. C'est un calendrier raisonnable et très progressif.

M. Bush a rendu compte à M. Gorbatchev de sa rencontre avec M. Eltsine

Le président George Bush a appelé vendredi matin 21 juin au téléphone le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, pour lui faire part de sa rencontre la veille à la Maison Blanche avec le président élu de Russie, M. Boris Eltsine, a annoncé la présidence dans un communiqué.

M. George Bush, au cours d'une conversation qui a duré une quarantaine de minutes, a également parlé de la « nécessité de conclure un accord sur les START » (réduction du nombre des missiles nucléaires stratégiques) et de la « possibilité d'un sommet ». Le communiqué indique qu'« aucune date spécifique n'a été discutée ».

Pour ce qui est de la visite de M. Eltsine à la Maison Blanche, M. Bush a indiqué à son interlocuteur qu'il avait eu « une bonne discussion avec les réformes politiques et économiques en train d'être appliquées en Union soviétique ». Le président américain, souligne le

gressif. Il faut tenir bon sur notre objectif de conclure les négociations préparatoires avant la fin de l'année. S'il fallait décaler le calendrier parce que tel ou tel pays a des élections, on ne ferait jamais rien en Europe.

— La politique britannique a-t-elle changé entre M^{me} Thatcher et M. Major ?

— Il y a eu un net changement de style, une volonté de ne plus être considéré comme le mauvais élève de la classe que l'on met au coin. Le Royaume-Uni ne veut plus rester sur le quai alors que le train part. Mais il y a certainement dans ce pays une tendance générale à freiner le convoi ou même à l'empêcher de partir. Pourtant, on commence à voir une réelle évolution des esprits, spécialement chez les jeunes. Nous souhaitons que le Royaume-Uni soit complètement avec nous et l'évolution de leur opinion publique va dans le bon sens. Il est important de maintenir notre élan. Nous sommes prêts à trouver le rythme qui convient au plus grand nombre, mais certainement pas à renoncer à nos objectifs. D'ailleurs, c'est le meilleur moyen d'amener le Royaume-Uni à nous suivre et à se rapprocher de l'Europe puisqu'il ne souhaiterait pas rester isolé.

— La réunification allemande ne fraine-t-elle pas le processus ?

— L'Allemagne est évidemment très absorbée par cette tâche immense. Mais les responsables allemands veulent situer cette unification sous un toit européen. Ce qui est important, c'est que les autres pays européens — en particulier la France — soient associés à ce processus de reconstruction. Nous sommes le premier investisseur non allemand dans l'ancienne RDA. Cela dit, notre part est encore faible. Le gouvernement, et le premier ministre personnellement, font de gros efforts pour que nos entreprises aillent là-bas. Tous ces efforts renforcent la convergence de nos économies. Nous avons réduit à un demi-point notre différentiel d'inflation avec l'Allemagne, nous sommes maintenant à un niveau de taux d'intérêt qui est très comparable. Qui pensait qu'il aurait pu en être ainsi il y a dix ans, alors que l'écart d'inflation entre la France et l'Allemagne était de huit points ?

— A quel ressemblera la future Banque centrale européenne ?

— La Banque centrale européenne sera totalement indépendante pour la gestion de la monnaie unique dans la phase finale. Notre accord est acquis là-dessus depuis près de deux ans. Nous discutons dans le détail des modalités de cette indépendance : processus de nomination, durée du mandat, etc. Il est important aussi que la Banque centrale n'empêche pas sur la responsabilité du pouvoir politique, qui est responsable des choix économiques.

— Quel est l'enjeu le plus important du prochain conseil de Luxembourg ?

— Ce conseil doit engager tout ce sur quoi nous sommes déjà d'accord. Et l'acquis des négociations, grâce en particulier à la présidence luxembourgeoise, est important. Ce sommet européen devra aussi donner une nouvelle impulsion sur les trois ou quatre

textes, a « noté avec plaisir l'état de coopération existant entre M. Eltsine et M. Gorbatchev pour faire avancer le processus de réformes ».

Il a aussi réaffirmé son soutien à celles-ci, qui n'aident pas seulement l'URSS, mais sont bénéfiques pour l'ensemble de la communauté internationale.

Enfin, les deux dirigeants ont également abordé le prochain sommet du G-7 à Londres où le président soviétique doit rencontrer les dirigeants des sept pays les plus industrialisés à l'issue de leur réunion à la mi-juillet, ajoute le communiqué. — (AFP)

Prochaine visite du chancelier Kohl à Moscou. — Le président Mikhaïl Gorbatchev doit recevoir le chancelier allemand Helmut Kohl, mardi 25 et mercredi 26 juin, à Moscou, a annoncé l'agence officielle soviétique Interfax. — (AFP)

questions importantes qui restent à régler d'ici au sommet de Maastricht en décembre. Car si l'on reportait toutes les décisions à la fin de l'année, il y aurait un risque évident de trop charger la barque.

« Ni exclusion ni droit de veto »

— Envisage-t-on une Europe économique à deux vitesses pour l'union économique et monétaire ?

— Votre question pourrait être formulée d'une autre manière. Comment donner aux pays qui ne sont pas tout à fait prêts la possibilité de venir se joindre aux autres plus tard ? Nous ne voulons pas d'une Europe à deux vitesses. Nous ne voulons exclure personne a priori, le corollaire étant que personne ne doit avoir un droit de veto. Il faut donc prévoir, pour les pays qui ont besoin de temps, des solutions de transition, des formules temporaires de dérogation. Nous avons l'habitude dans la Communauté de ce genre de situation. Lorsque nous avons, en juillet 1990, instauré la liberté de mouvement des capitaux, certains pays ont bénéficié de délais supplémentaires.

— Qui a besoin de plus de temps ?

— D'abord les pays qui ne sont pas dans le mécanisme de change du SME, ou bien ceux dont le niveau de développement économique est inférieur à la moyenne de la Communauté : la Grèce, le Portugal, par exemple.

— C'est un retour à l'Europe des Six ?

— Pas du tout. Un pays comme l'Irlande n'a pas de problème, il est dans le SME et la livre irlandaise se tient bien. Même chose pour le Danemark. Nous souhaitons que tout le monde signe ce traité à la fin de l'année, quitte à trouver ensuite des modalités pratiques pour que les uns et les autres puissent venir s'agréger à l'union au moment où ils seront prêts, je ne vois pas de raisons de grossir ce problème.

— Et l'union politique ?

— L'union politique, c'est l'ensemble constitué par l'achèvement du marché unique, l'union économique et monétaire et trois éléments très nouveaux : la citoyenneté européenne, la coopération en matière de police et de justice et la politique étrangère et de sécurité. Le dernier élément sera sans doute une des questions principales débattues au sommet européen.

« Pas de défense commune demain matin »

— Qu'aurait fait la France dans la coalition G-7 s'il y avait eu une politique commune européenne qui risquait de se ramener au plus petit dénominateur commun ?

— Nous n'aurons pas une politique étrangère et de sécurité, encore moins une défense, commune demain matin. N'appliquons pas par conséquent une hypothèse future à une situation actuelle.

On peut éprouver une certaine déception, et même une frustration par rapport à ce que l'on espère de l'Europe. Mais je considère que les réactions après la guerre du Golfe ont été plutôt encourageantes parce qu'elles ont nécessité de s'atteler à l'Europe politique. Certes, je ne sous-estime pas les difficultés car je refuse l'Europe incantatoire ou la mode. C'est le fait partir de la réalité, fût-elle sur notre diversité. Notre nation a mille ans. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie ont aussi leur histoire et leur culture. Notre atout, c'est que pour la première fois, nous allons faire l'Europe entre égaux. Toutes les entreprises précédentes ont été impérialistes et se sont soldées rapidement par un échec. La construction européenne n'est pas une idée neuve. C'est la façon de faire qui est nouvelle, en étant pacifique et démocratique.

— Comment voyez-vous le dossier de la sécurité commune après la dernière réunion de l'OTAN ?

— Les pays membres des organes militaires intégrés, dont la France ne fait pas partie, ont pris quatorze décisions de modernisation en ce qui les concerne. Mais ce qui nous concerne, nous plus directement, c'est que, pour la première fois dans une réunion de l'OTAN, l'idée d'une identité européenne de défense est reconnue et mentionnée.

— Est-ce une si grande victoire ?

— Par rapport à certaines volontés qui se proposaient d'interdire cette perspective à l'Europe, c'est déjà un pas en avant. Mais il faut le confirmer dans le traité sur l'union politique. L'Europe ne peut en effet pas avoir une politique étrangère sans la perspective d'une défense commune. Nous voulons le maintien d'une bonne alliance entre l'Europe et l'Amérique du Nord, mais l'Europe a le

droit d'avoir un jour une identité en matière de défense, ce n'est pas incompatible avec l'alliance atlantique, au contraire.

— Il semble que plus on avance dans la construction européenne, plus on arrive aux vrais problèmes — industrie, sécurité, monnaie — plus les divergences entre les pays apparaissent d'ordre politique.

— Vous avez raison, mais cela tient au fait qu'on aborde maintenant des éléments qui sont au cœur des souverainetés nationales. De fait, nous allons vers un système de souveraineté partagée. On n'abandonnera pas sa souveraineté, on la partage, et uniquement dans les domaines où l'on pense qu'on sera plus fort collectivement que seuls. Il ne s'agit pas de transférer aveuglément notre souveraineté nationale à je ne sais quelle technocratie indistincte. Il s'agit de partager la décision avec les onze autres États membres, selon les procédures de la Com-



munauté, lorsque nous jugeons qu'il est de notre intérêt de procéder ainsi. Les accords de Schengen illustrent bien cela. On a pas cherché à tout harmoniser, encore moins à tout uniformiser ; mais on a identifié les domaines où l'on a intérêt à prendre des décisions en commun. Même chose pour l'UEM, où il restera une très grande place pour les décisions nationales.

« Combattre le protectionnisme »

— Le gouvernement appelle de ses vœux une politique industrielle européenne mais on a l'impression qu'on bute sur des conceptions différentes entre les pays libéraux (la Grande-Bretagne, voire l'Allemagne) et les pays plus latins, comme la France ou l'Italie. Quel peut être le visage d'une politique européenne industrielle ?

— Nous ne pensons pas que l'Europe se limite aux seules institutions. Nous voulons que cette Europe-là s'inscrive dans la réalité, c'est pourquoi nous demandons qu'il y ait une stratégie industrielle entre Européens, qu'il y ait aussi une Europe sociale, qu'il y ait une politique commune sur l'environnement ou la recherche. Nous voulons fortement ces développements concrets de la construction européenne.

Cette stratégie doit aussi viser à obtenir de nos partenaires extérieurs les mêmes avantages que ceux qu'ils obtiennent de nous grâce à l'achèvement du marché unique ; cela s'appelle la réciprocité. Le marché unique offre des possibilités supplémentaires à nos partenaires étrangers ; par exemple, une banque américaine peut s'installer partout en Europe en demandant une autorisation dans un seul pays ; quand nos banques veulent aller aux États-Unis, il faut demander l'autorisation dans les cinquante-dix États. Nous disons donc à nos partenaires que nous sommes dans une optique d'ouverture, mais pas à sens unique. Le protectionnisme existe partout, nous avons pour objectif de le combattre, mais nous ne voulons pas être les seuls à le faire.

— Une politique industrielle c'est autre chose.

— Ce qui est important, c'est que comme cela se fait en Japon, nous puissions avoir entre les pouvoirs publics — nationaux et communautaires — et les entreprises, une définition des priorités à moyen terme. Dans des domaines d'avenir comme l'électronique, en particulier les composants, il nous faut définir en commun les secteurs précis dans lesquels nous avons intérêt à mettre au point une stratégie industrielle sur plusieurs années.

— Aujourd'hui, il faut poursuivre les recherches sur les produits nouveaux. Prenez la voiture électrique ou, nos entreprises — Renault et Peugeot — sont bien placées. D'ici trois à cinq ans, certaines grandes villes européennes, à cause de la pollution, interdiront la circulation automobile. A ce moment-là, si la voiture électrique est prête pour une utilisation à grande échelle, nous serons gagnants. Ce type de stra-

tégie dépend de la volonté des entreprises à coopérer entre elles. Le gouvernement français, M^{me} Cresson en premier lieu, encourage les coopérations européennes.

« Battons-nous et nous gagnerons »

— Est-ce que vous ne craignez pas que les gens ne retiennent du discours cressonien que les accents un peu démagogiques, le côté nationaliste, anti-japonais.

— Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'Edith Cresson a une attitude défensive, au contraire. Elle ne dit pas : replions-nous sur nous-mêmes. Elle dit : mettons-nous en mesure de faire aussi bien que ceux qui sont les meilleurs. En prenant l'exemple de l'Allemagne et du Japon, c'est un hommage que l'on rend à leur réussite. M^{me} Cresson traduit l'objectif qu'a tracé le président de la République à l'ensemble du pays : ne baissons pas les bras devant les difficultés, nous sommes un grand peuple, nous avons des ressources, battons-nous et nous gagnerons. L'objectif 1993 est à notre portée.

— On a l'impression que cette politique industrielle et la française que vous souhaitez vont adopter par Bruxelles bute sur le traité de Rome qui interdit toutes les aides à l'industrie. Ne faudrait-il pas modifier le traité de Rome ?

— Si nous voulons réussir dans ces domaines, il faut que nous, Français, abandonnions notre préjugé mignon qui consiste à vouloir tout faire et à vouloir avoir des textes qui ne sont pas appliqués. Des instruments existent déjà, pour peu qu'on ait la volonté de les utiliser.

— Faut-il aider l'Union soviétique ?

— Nous avons intérêt à aider l'Union soviétique parce que nous avons intérêt au succès des réformes démocratiques et économiques dans ce immense pays. Rien ne serait plus inquiétant que de le voir sombrer dans l'anarchie ou le chaos. La question qui se pose ne concerne donc pas le principe de l'aide, mais le moyen d'y arriver, ce qui ne soit gaspillé. Le président Mitterrand a beaucoup insisté pour que M. Gorbatchev puisse venir à Londres en juillet à l'occasion du sommet des sept ; jusqu'ici, il n'y a jamais eu de discussions collectives avec M. Gorbatchev qui est donc invité à une vraie réunion de travail.

— Vous admettez l'idée que l'on ne peut pas aider M. Gorbatchev d'une manière tant soit peu efficace tant que l'on n'a pas une nouvelle répartition des pouvoirs entre les Républiques.

— Il y a une très grande différence entre l'état d'esprit qui consiste à dire : ne faisons rien, n'aidons pas tant que tous les problèmes ne sont pas réglés, et le principe que je résumerais ainsi : il faut aider pour que les problèmes se règlent. Le principal travail à faire est de définir comment l'aide pourra être la plus utile aux réformes.

— Il faut aider pour que les réformes se fassent, donc pour vous, il faut aider avant que les réformes soient faites.

— Il faut aider certainement pour que les réformes réussissent, c'est une condition.

— En aidant vous aidez le centre qui ne veut pas les réformes, d'autant que c'est le seul interlocuteur que vous reconnaissez.

— Ce n'est pas notre seul interlocuteur. Nous voyons aussi les représentants des Républiques. Nous disons simplement que nous ne voulons pas ajouter à la complexité de relations, qui sont d'ailleurs en train de se redéfinir. Cela regarde les Soviétiques et les dirigeants des Républiques, c'est à eux de définir un schéma qui soit suffisamment clair.

« La confédération offre un cadre à tous »

— Seriez-vous favorable à une association de l'URSS au Fonds monétaire international ?

— Nous sommes pour que l'Union soviétique soit partie prenante de toutes les institutions économiques et financières internationales. Nous avons beaucoup insisté pour qu'elle soit membre de la BERD et de son conseil d'administration. L'adhésion au Fonds monétaire international est un processus de longue haleine qui ne va pas immédiatement résoudre les problèmes.

— On avait dit que l'URSS ne pourrait pas emprunter plus de 6 % des crédits de la BERD. Or, déjà, M. Attali dit que c'est un seuil que l'on pourrait dépasser.

— Il faut savoir être souple dans l'application de ce genre de règles. L'objectif est bien que tous ces pays puissent continuer à avoir les financements dont ils ont besoin. On ne sait pas assez qu'ils reçoivent des pays occidentaux, et principalement des membres de la Communauté européenne, des montants considérables, de l'ordre de 270 milliards de francs pour les trois ans qui viennent.

— Les déclarations du président Mitterrand repoussant à des dizaines d'années la date d'adhésion des pays d'Europe centrale n'ont-elles pas jeté un froid ?

— Le président Mitterrand a précisé sa pensée à Prague. Si la Communauté pouvait accueillir rapidement tous les pays de l'Est, ce serait idéal. Mais ce n'est pas possible parce que ces pays ne pourront pas se plier aux règles de la Communauté avant d'avoir accompli leurs réformes. S'ils entraient avant d'être prêts, ils seraient laniés. A moins que la Communauté ne change de nature, c'est-à-dire renonce à être elle-même. Mais de cela, la France et certainement la majorité des Douze ne veulent pas.

— Vladimir Havel a dit très clairement jusqu'où le projet français ne peut pas aller.

— C'est votre point de vue. Moi je trouve qu'il a montré dans son discours de l'ambition et la volonté de faire des avancées concrètes, ce qui correspond à ce que nous voulons. Notre projet de confédération correspond à un double objectif. Le premier c'est d'avoir un cadre dans lequel tous les Européens puissent se retrouver pour parler à égalité des sujets qui leur sont communs.

— Ce lieu d'existence n'aurait aujourd'hui. Entre la Communauté et chaque pays de l'Est, il y a soit des discussions bilatérales, soit des discussions avec la Communauté pour mettre en place des accords d'association. C'est très bien, mais cet exercice a ses limites propres : ces accords se passent en effet entre une puissance, la Communauté, de 340 millions d'habitants, et chacun de ces pays pris individuellement, dont le plus peuplé, la Pologne, a moins de 40 millions d'habitants. Au Conseil de l'Europe, on ne peut aborder que certains problèmes, en particulier, le respect du droit ; à la BERD, on aborde la coopération économique.

— Deuxième objectif, nous voyons bien, qu'il y a des coopérations concrètes et urgentes qui ne sont méritées nulle part. Les besoins sont immenses, par exemple dans le domaine de l'environnement, dans les communications — routes, chemin de fer, interconnexion des réseaux électriques — l'énergie, les mouvements de personnes ou les échanges culturels.

« La géographie ça compte ! »

— Mais ce sont les Tchecoslovaques qui ont demandé que les Américains soient à Prague ?

— Ils l'ont en effet demandé et nous l'avons accepté. Mais vous savez, nous n'avons pas d'a priori. Pourquoi, par exemple des historiens américains ne seraient-ils pas associés à la rédaction d'une grande histoire de l'Europe à laquelle songent certains universitaires de notre continent.

— On a l'impression que, pour la France, la CSCE doit être ramenée à la seule corbeille sécuritaire et qu'on oublie les corbeilles coopération économique et échanges humains.

— La CSCE est un cadre irremplaçable pour le dialogue entre l'Europe et l'Amérique du Nord et aussi pour perfectionner les modalités de règlement pacifique des différends. Nous souhaitons aussi qu'elle définisse des garanties pour les minorités. Mais lorsqu'il s'agit de déterminer par où passe une autoroute entre Paris et Prague, ou comment on met en place un réseau moderne de trains à grande vitesse à travers le continent, ce n'est pas à la CSCE que l'on règlera ce genre de problèmes. Ceux-ci seront traités entre les pays qui seront directement concernés. La géographie ça compte !

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, JEAN-PIERRE LANGELLIER et ÉRIC LE BOUCHER

(Publicité)
RECTIFICATIF
Une erreur s'est glissée dans la publicité :
« Liberté pour Duong Thu Haong »
(Le Monde daté 21 juin 1991)
Il fallait lire :
« Les Éditions des Femmes et les Éditions de l'Aube »

semaine de prison
de la faim

مكتبة الشرح

AMÉRIQUES

CHILI

Une soixantaine de prisonniers politiques font la grève de la faim depuis le 30 mai

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Une soixantaine de prisonniers politiques, sur un total de cent cinquante, font la grève de la faim depuis le 30 mai. Soutenus par leurs compagnons d'infortune et par les partis de gauche, ils réclament l'adoption de mesures permettant leur prompt libération. Après d'interminables tractations entre la coalition de centre-gauche et l'opposition de droite, le Congrès a voté, en mars, plusieurs lois visant à accélérer la procédure judiciaire, et a accordé au président Aylwin le droit de gracier les militants d'extrême gauche incarcérés sous le régime Pinochet. Les portes des prisons allaient-elles s'ouvrir pour les membres du MIR (Gauche révolutionnaire) ou du Front patriotique Manuel Rodríguez (ancien bras armé du PC), auteurs d'attentats souvent meurtriers contre des militaires, et qui n'avaient pas bénéficié des mesures d'élargissement prises en

favor des « prisonniers de conscience » ? Il n'en fut rien, « car les tribunaux n'ont respecté ni la lettre ni l'esprit des lois », déplore M. Carlos Margotta, qui dirige le département juridique de la commission des droits de l'homme. En effet, avant de pouvoir être graciés par le chef de l'État, les détenus doivent d'abord être jugés. Or, vingt-cinq d'entre eux seulement ont été condamnés, le président Aylwin ne s'étant, pour sa part, décidé à annoncer l'amnistie de onze détenus politiques que vendredi 21 juin, trois bonnes semaines après le début de la grève. Si la loi n'était pas restée pratiquement lettre morte, l'instruction des autres dossiers aurait été close dans les quarante-cinq jours. Mais il aurait fallu, pour cela, décharger les juges afin de leur permettre de se consacrer aux procès politiques. En outre, les tribunaux militaires ne font montre d'aucun empressément à se dessaisir des affaires de « terrorisme »

pour les confier à la justice pénale, qui se déclare souvent incompétente. La liberté provisoire est de plus presque systématiquement rejetée par les magistrats. La séparation des pouvoirs étant ce qu'elle est, le gouvernement estime n'avoir d'autre recours que d'insister auprès des autorités judiciaires pour que la procédure soit accélérée. Estimant cette démarche insuffisante, les prisonniers politiques souhaitent qu'une nouvelle loi fixe un délai impératif à l'action pénale engagée par les tribunaux. Mais le gouvernement n'est pas disposé à prendre le risque d'un affrontement avec la droite. « Nous n'accepterons aucune pression », affirme le ministre de l'Intérieur, pour qui « la grève de la faim des prisonniers politiques ne tient pas compte de l'énergie déployée par le président de la République pour trouver une solution à leur problème ».

GILLES BAUDIN

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Chasse aux immigrés clandestins haïtiens

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Le tan monte entre Port-au-Prince et Saint-Domingue, tandis que la chasse aux émigrés clandestins haïtiens a commencé sur le territoire dominicain. Jeudi 20 juin, le président dominicain Joaquín Balaguer a qualifié d'« absolument inadmissible » une note de protestation envoyée la veille par le ministère haïtien des affaires étrangères à la suite de la déportation de vingt-neuf adolescents qui travaillaient sur les plantations de canne à sucre. Port-au-Prince avait protesté contre la déportation, « une mesure unilatérale, adoptée sans concertation avec le gouvernement haïtien ». Dans sa réponse, lors d'une conférence de presse, le chef de l'État dominicain a affirmé que la note haïtienne « contredisait les principes les plus élémentaires du droit public international, car chaque pays est souverain et peut admettre qui il veut sur son territoire ». Le président Balaguer a ajouté que le plan de déportation des Haïtiens en situation irrégulière qu'il avait annoncé la

semaine dernière « serait mené jusqu'à son terme » car, a-t-il dit, sans ce « changement décisif de politique », la République dominicaine « risquait de perdre son identité nationale ». La plupart des commentateurs et des dirigeants politiques, y compris son vieux rival Juan Bosch, le dirigeant du principal parti d'opposition, ont applaudi au plan de déportation du président Balaguer. Profitant de ce climat d'union sacrée, parfois teinté de xénophobie, le chef de l'État a annoncé la signature d'un accord avec le Fonds monétaire international la semaine prochaine, une mesure qui suscitait avant « l'affaire haïtienne » des menaces de grève générale et de mobilisation populaire. Quelques voix isolées s'élevaient cependant pour mettre en garde contre les risques de dérapage. Lors des rafles organisées depuis quarante-huit heures par l'armée, des bavures ont été signalées. Des enfants nés en République dominicaine et qui, selon la Constitution de ce pays, sont dominicains, ont été séparés de leur famille. Des vieillards ayant travaillé plus de trente ans sur les plantations

sucrières ont été arrêtés, parfois sans ménagement, pour être expulsés vers Haïti où ils n'ont plus aucun lien. « Pendant des années, l'État dominicain a fait venir et exploité des immigrants haïtiens sur ses plantations sucrières et sur les chantiers de ses grands travaux. Il expulse maintenant ceux dont il n'a plus besoin », souligne l'avocat Ramon Antonin Veras. En Haïti, où le ministre français de la coopération, M^{me} Edwige Avice, vient d'arriver pour préciser les modalités de l'aide française, un afflux massif de rapatriés aurait des conséquences désastreuses au moment où le gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide tente de raviver une économie moribonde.

JEAN-MICHEL CARROT

BRÉSIL

Limogeage du directeur des affaires indiennes

Le ministère de la justice a limogé vendredi 21 juin, le directeur de la Fondation nationale pour l'Indien (FUNAI), M. Cándido Guerrero Guimarães, à qui il reproche de ne pas avoir su arrêter le tracé des terres des Indiens lanommas, dans le cadre de la commission mise en place en avril dernier par le président Fernando Collor de Mello (le Monde du 24 avril). De son côté M. Guimarães, remplacé par un autre responsable de la FUNAI, M. Edvino Batistelli, s'est justifié en invoquant le manque de moyens. Ce limogeage coïncide avec des informations faisant état d'un retour des garimpeiros (chercheurs d'or) sur ce territoire alors qu'ils en avaient été chassés l'an dernier. Par ailleurs, le ministère de la justice a annoncé l'envoi de deux cents policiers fédéraux dans l'État du Roraima, limitrophe du Venezuela, pour expulser ces garimpeiros et pour dynamiser les pistes d'atterrissage. Depuis 1987, plus de mille lanommas (ils sont neuf mille en tout au Brésil et onze mille au Venezuela) ont succombé à des maladies apportées par les garimpeiros. - (AFP, Reuters).

(Publié)

Une découverte de la recherche suisse "L'angoisse des cheveux"

BAÏLE - Entre l'avalanche des demandes et l'épuisement des stocks, il n'y a eu qu'un pas. C'est ce qui s'est passé récemment dans les pharmacies suisses, pour un produit contre la chute des cheveux. C'est en effet de Suisse qu'est arrivée la bonne nouvelle qui semble rassurer quelque peu les préoccupations légitimes pour ses propres cheveux. Les laboratoires d'une société de Bâle (Cosmophar Labo), capitale de la chimie, ont mis au point une préparation cosmétique avec une solution à 0,84 % de Nicoténol (association de deux molécules d'un vasodilatateur à usage topique). Testée par le professeur E. Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Elchingen, la préparation a révélé une efficacité particulière sur presque la totalité des sujets qui, pendant 4 mois, se sont soumis au test en appliquant la préparation 4 fois par semaine. Seule gêne rencontrée dans l'application, une légère rougeur d'une durée d'une heure environ sur les zones traitées. Cette découverte, commercialisée sous le nom de Labo, arrive aussi chez les pharmaciens français, après que leurs collègues suisses se soient débarrassés à grand peine contre la vague des mords de la chevelure à la recherche de la nouvelle préparation cosmétique.

AFRIQUE

ALGÉRIE

200 000 moutons australiens sauvent leur tête pour avoir perdu leur queue...

ALGER
de notre correspondant

Faute de queue, quelque 200 000 moutons viennent de sauver leur tête en Algérie. Ces ovins cheneaux avaient été importés d'Australie pour être sacrifiés durant l'Aïd-el-Kébir, l'une des deux grandes fêtes de la tradition musulmane, qui est célébrée dimanche 23 juin. L'Aïd-el-Kébir (ailleurs appelée Aïd-el-Adha) commémore le sacrifice d'Abraham, considéré par la tradition islamique comme le premier musulman. A cette occasion, et comme chaque année, deux à trois millions d'animaux seront égorgés. Rares sont les familles qui n'observent pas le rite, et, depuis plusieurs jours, les moutons convergent de toutes parts vers les lieux de rassemblement où les acheteurs viennent les choisir. Craignant une pénurie et voulant peser sur les prix, les autorités avaient cru bien faire en achetant en Australie 200 000 bêtes qui viennent de débarquer. On a été rapidement aperçu que les ovins de l'hémisphère austral, contrairement à leurs congénères algériens,

n'avaient qu'un ridicule petit bout de queue. Renseignements pris, les éleveurs australiens, qui avaient castré leurs moutons pour mieux les engraisser, leur avaient aussi coupé la queue pour que cette dernière ne puisse battrait à l'infester la plaie après l'opération. Ces moutons étaient-ils proposés au sacrifice ? Oui, ont assuré certains docteurs de la loi islamique. Non, ont répliqué, tout aussi nettement, d'autres sages en affirmant que les animaux ne pouvaient être présentés déjà mutilés devant le sacrifice. Vains débats. Car les moutons d'Australie ont été écartés après que le rumeur populaire ait indiqué qu'ils avaient été élevés en compagnie de cochons, et que l'absence de queue prouvait qu'ils étaient issus d'un croisement entre une truie et un bœuf... Les vendeurs de moutons algériens se frottent les mains : ils vendent leurs bêtes entre 7 000 et 8 000 dinars (2 300 à 2 600 francs), alors que le mouton australien était proposé à 3 000 dinars (1 000 francs).

GEORGES MARION

Un dirigeant du FIS appelle à « stocker des armes »

Le numéro deux du Front islamique du Salut (FIS), M. Ali Benhadj, a demandé, vendredi 21 juin, « au peuple de stocker chez lui toute arme qu'il trouverait, kalachnikov ou explosifs », en réaffirmant que les militants islamistes ne « craignent pas l'armée ». « L'armée n'est pas intervenue pour sauvegarder la démocratie, mais pour empêcher le mouvement islamique », a-t-il ajouté dans son discours à la mosquée El-Sana de Bab-el-Oued, à Alger. M. Benhadj a, cependant, démenti une nouvelle fois les accusations selon lesquelles il serait impliqué dans la constitution de groupes armés chargés de « déstabiliser les institutions de l'État » algérien. Par ailleurs, les autorités militaires ont ordonné aux maires islamistes de rétablir au front des maires la devise républicaine - « La révolution par le peuple et pour le peuple » - que les élus du FIS avaient remplacée par la mention « Communisme islamique ». - (AFP).

TUNISIE

Amnesty International dénonce la détention illégale de militants islamistes

TUNIS
de notre correspondant

Amnesty International a demandé, jeudi 20 juin, aux autorités tunisiennes d'ouvrir une enquête sur le sort de « plus de soixante-dix personnes », qui seraient détenues au secret, voire torturées, en prison ou « dans les locaux mêmes du ministère de l'Intérieur ». Selon l'organisation humanitaire, « des centaines de militants islamistes » et d'autres personnes ont été arrêtés « au cours des huit derniers mois ». Le président Ben Ali a convoqué, jeudi, une « réunion spéciale » à laquelle, avec plusieurs personnalités, a été notamment convié M. Moncef Marzouki, président de l'homme tunisien des droits de l'homme (LTDH). Vendredi, la Ligue a fait savoir qu'elle serait

autorisée à visiter des « centres d'arrêt et de détention ». Le chef de l'État a rappelé que le respect des droits de l'homme est « l'une des constantes fondamentales » de sa politique. Il a chargé un comité de vérifier la véracité des « allégations répandues faisant état de certains abus ». Auparavant, le président Ben Ali avait ordonné l'ouverture d'une enquête sur « les prétendues violations » des droits de l'homme. Le ministère n'a souligné qu'il considérait que « la propagation » de ces informations « constitue une atteinte grave à la réputation de la Tunisie ». D'autre part, M. Ben Ali a créé auprès de lui un poste de conseiller principal chargé des droits de l'homme, qui a été confié à M. Sadok Chaabane, jusqu'ici secrétaire d'État à la recherche scientifique. MICHEL DEURÉ

OCÉAN INDIEN

La crise s'aggrave à Madagascar

Suite de la première page

Jusqu'à présent, a-t-il déclaré en substance, le gouvernement a respecté l'entière liberté d'expression de chacun mais serait prêt, s'il y avait de nouveaux dérapages, à prendre ses responsabilités pour y mettre fin. Il faisait ainsi allusion à des accrochages entre manifestants et forces de l'ordre, jeudi, à Fianarantsoa et, vendredi, à Tananarive (ex-Tananarive). Dans un deuxième communiqué, le ministre précisait qu'il n'existait qu'un seul gouvernement sur le territoire, élu au suffrage universel. A son avis, l'annonce d'un « gouvernement transitoire » constitue une propagation de fausses nouvelles, passible de poursuites judiciaires. Le Comité des forces vives, qui groupe seize partis politiques et plus de cinquante organisations socio-professionnelles, a tout de même prévu de rassembler ses troupes, samedi, à « Tanana », comme d'habitude sur la place du 13-mai-1972 (jour où 34 manifestants furent tués par la police au cours d'émeutes). Vendredi, les protestataires (250 000 selon les organisateurs) s'étaient rassemblés devant le stade de Mahamasina. C'était jour de marché et il fallait céder le pavé de l'avenue de l'Indépendance aux petits vendeurs, à ceux qui n'ont pas les moyens de participer à une quelconque manifestation puis-

qu'ils vivent, au jour le jour, de leur négoce. Délaissant la capitale qui s'apprête à fêter, le 26 juin, le trentième anniversaire de l'Indépendance, le chef de l'État s'en est allé, vendredi, visiter une pêcherie dans le nord du pays avant de se rendre à Antananarivo (ex-Diego-Suarez), siège d'une importante base navale. Pour refuser la réunion d'une conférence nationale, M. Ratsiraka s'est abrité derrière sa légitimité acquise lors de l'élection présidentielle de mars 1989 (62,71 % des suffrages exprimés), mais dont l'opposition conteste la régularité. « Si je cédaux à ses revendications, je trahirais mes électeurs », a confié le chef de l'État, qui en est à son troisième septennat. Le chef de l'État s'en tient à la proposition d'amendement de la Constitution socialiste de 1975, qu'il a soumise à l'Assemblée nationale populaire (ANP), le 31 mai, initiative qui est un peu à l'origine de la mobilisation de l'opposition. « Ce n'est qu'un toilettage », explique le pasteur Andriamananjato. Nous exigeons une réforme de la Constitution et nous nous en préservons le droit de modifier, seul, la loi fondamentale. Le Front pour la défense du socialisme malgache, qui groupe tous les partis de la majorité, justice, lui, le système actuel qui évite, à la fois, les débordements

d'un régime présidentiel à l'état pur et les déviations notoires et paralysantes d'un régime parlementaire excessif. Dans la presse, le débat est ouvert. L'hebdomadaire catholique Lakroa part en guerre contre les amendements constitutionnels proposés par le chef de l'État : « On veut maintenir des principes marxistes tels que le centralisme démocratique, source d'innombrables abus », s'insurge M. Rasedinirivo. Celui-ci vitupère ce qu'il considère comme un renforcement des pouvoirs du président, qui serait « rééligible indéfiniment » et qui ne pourrait être démis de ses fonctions qu'en cas de haute trahison par un vote de l'ANP à la majorité des deux tiers. Est-ce de l'aveuglement ou de la provocation, se demande l'éditorialiste, en annonçant : « nous serions dans l'obligation d'appeler nos compatriotes à la désobéissance civile » si ce projet est voté. L'opposition paraît bien décidée à aller de l'avant. Elle prendrait contact avec des « dissidents » de la majorité présidentielle pour obtenir, à tout prix, la convocation d'une conférence nationale. Une épreuve de force se prépare après ce durcissement du pouvoir, qui a, jusque-là, autorisé les manifestations. Sur les trottoirs de l'avenue de l'Indépendance, les vendeurs de lampions et de pétards sont de plus en plus nombreux, à quelques jours de la fête de l'Indépendance. Date butoir symbolique pour l'opposition, qui espère bien, d'ici là, avoir renversé l'ordre des choses. JEAN HÉLÈNE

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : aménagement de la loi sur la sécurité intérieure. - Le Parlement a amendé, vendredi 21 juin, la loi sur la sécurité intérieure, pour réduire à dix jours la période pendant laquelle un suspect peut être détenu. Voté en 1982, l'Internal Security Act donnait à la police le droit de détenir une personne au secret pendant une durée illimitée, sa remise en liberté dépendant du bon vouloir des autorités. - (AFP).

COLOMBIE : reddition de Roberto Escobar, frère du chef du cartel de Medellín. - Roberto Escobar, quarante-quatre ans, numéro deux du cartel de Medellín qui dirigeait son frère Pablo Escobar, s'est rendu vendredi 21 juin aux autorités colombiennes et a été incarcéré à la prison d'Envigado (près de Medellín). Un autre trafiquant, Gustavo González Florez, dont on ignore quelles fonctions exactes il occupait dans le cartel de la cocaïne, s'est rendu en même temps que Roberto Escobar. Avec ces deux redditions, le nombre des membres du cartel de Medellín qui se sont rendus depuis mercredi dernier s'élève à sept. - (AFP).

KENYA : libération d'un opposant. - M. Raila Amolo Odiga, fils d'un ancien vice-président kenyan et avocat du multipartisme dans son pays, a été libéré de prison, vendredi 21 juin, après presque un an de détention sans jugement. Sa libération survient après celle de deux anciens ministres, MM. Kenneth Matiba et Charles Rubia. L'arrestation, en juillet 1990, de ces trois opposants avait provoqué des émeutes sanglantes qui avaient fait au moins vingt morts. Ils étaient accusés d'avoir voulu créer un parti politique pour s'opposer à l'Union nationale africaine du Kenya (KANU, parti unique). - (AFP).

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

EUROPE

URSS : la demande de pouvoirs spéciaux du premier ministre
ayant été écartée par le Parlement

M. Gorbatchev a mis en échec ses adversaires conservateurs

M. Gorbatchev a provisoirement mis fin, vendredi 21 juin, à la crise politique qu'évoit fait naître la demande de M. Valentin Pavlov, son premier ministre, de se faire voter des pouvoirs spéciaux. L'annonce de cette demande a été écartée par le Soviet suprême de l'URSS à une forte majorité (262 voix pour, 24 voix contre et 21 abstentions), après que le président soviétique, dans un discours, eut violemment dénoncé les conservateurs.

« Vous êtes assis là, totalement coupés de la réalité », avait déclaré M. Gorbatchev devant les députés. « À l'heure où l'Union et la coopération entre les Républiques progressent, il y en a qui veulent se replier sur eux-mêmes, dans la presse, aux plénums du comité central du Parti communiste. Tout cela nous fait perdre du temps, mais c'est sans doute ce qu'ils veulent, on le sait depuis longtemps. » C'est-il exclamation, avant d'accuser le Parlement dans son ensemble de rester « sous une cloche de verre ». « Nous sommes arrivés au moment où retarder (les réformes) reviendrait à signer un arrêt de mort », a-t-il dit encore.

Mettant en cause deux dirigeants du groupe conservateur Solovtsov, M. Iouri Blokhine et le colonel Victor Alksnis, M. Gorbatchev les a

accusés « d'essayer de déstabiliser la coopération et la coordination entre le Soviet suprême, le cabinet des ministres et les dirigeants des Républiques ». « J'appelle le Soviet suprême à ne pas se laisser faire », a-t-il dit. « Ils ne font pas peur, la démocratie se poursuit et personne ne réussira à l'abattre : surtout pas les défenseurs de ces intérêts politiques étroits (...). Je me sens sûr de moi et je continuerai dans la même direction », a poursuivi M. Gorbatchev, insistant sur le maintien de sa politique extérieure « parce qu'on a besoin d'elle à l'intérieur ». À ceux qui lui reprochaient que le sort de l'URSS soit décidé à Washington, le président soviétique a répondu que « notre destin n'est décidé nulle part sauf dans notre pays ».

Quant à la demande de pouvoirs spéciaux de M. Pavlov, M. Gorbatchev a minimisé son importance tout en désavouant implicitement son premier ministre : « Pavlov n'a pas correctement évalué ce passage de son rapport », a-t-il dit. Ce dernier prit ensuite brièvement la parole pour dire qu'il continuerait à travailler avec le président. Constatant l'absence de conflit entre les deux hommes, le Parlement a décidé qu'il n'avait pas à se prononcer.

Peu après, le président soviétique avait tenu à traverser les couloirs du Soviet suprême en compagnie des trois importants responsables qui avaient soutenu la demande de pouvoirs spéciaux de M. Pavlov : le maréchal Iazov, MM. Kravtchouk et

Pougo, respectivement ministres de la défense, du KGB et de l'Intérieur. Tous trois ont écouté sans broncher les remarques de Mikhaïl Gorbatchev, qui, après avoir repris à l'intention des journalistes ses attaques contre les conservateurs, a affirmé qu'il n'y avait « aucune contradiction insurmontable » entre les divers programmes de réforme économique actuellement en discussion. Ses services mettent actuellement au point « une synthèse du plan anti-crise du gouvernement soviétique, du programme mis au point aux États-Unis par l'économiste Gregory Yavlinski (un réformateur radical), des recommandations du Fonds monétaire international et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement », a-t-il dit, selon l'agence TASS, ajoutant que cette synthèse sera « le programme du président, avec lequel j'irai au sommet de Londres » des sept pays industrialisés.

Ce projet de synthèse a été toutefois mis en doute par M. Iavinski. Rappelant au cours d'une conférence de presse qu'une précédente tentative de ce genre, à l'automne dernier, avait conduit à une grave crise politique, l'économiste s'est dit surpris par l'idée d'une fusion de son plan radical avec celui, plus modéré, du premier ministre Pavlov. « Je ne sais pas comment on peut le faire », a-t-il dit. — (AFP, Reuters)

AUTRICHE : isolé et critiqué par la classe politique

Le président Waldheim renonce à briguer un second mandat

Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, a annoncé, vendredi soir 21 juin, à la télévision qu'il renonçait à se représenter à l'élection présidentielle de 1992. Élu le 8 juin 1986, avec 53,9 % des voix, pour six ans, le chef de l'État a pris sa décision « après mûre réflexion, dans l'intérêt de l'Autriche et à la suite des expériences des années passées ».

VIENNE

de notre correspondant

Agé de soixante-deux ans, le président a admis que durant les cinq dernières années « il avait subi maintes épreuves, difficultés et déceptions (...). Les controverses sur ma personne en Autriche et à l'étranger, a-t-il dit, m'ont fait souvent mal ». Ancien secrétaire général des Nations unies (1972-1981), M. Waldheim avait été l'objet de vives critiques au raison de son passé controversé dans l'armée hitlérienne. Il avait répondu à ses adversaires, qui l'accusaient aussi d'avoir été impliqué dans des crimes de guerre, qu'il n'avait « fait que son devoir » — une phrase qui lui avait valu les plus sévères reproches.

Une commission internationale d'historiens avait tenté de faire la lumière sur les activités du lieutenant Waldheim dans la Wehrmacht. Elle lui a reconnu une « certaine culpabilité morale » notamment dans les exactions commises par l'armée hitlérienne dans les Balkans où il était stationné. Selon cette commission, l'officier Waldheim « était ou pouvait être considéré comme un complice » des atrocités commises notamment contre les juifs et les partisans dans les Balkans, ce que le président avait toujours nié. Les historiens lui avaient également reproché d'avoir tenté de « minimiser » ses activités dans l'armée et une « perte de mémoire systématique ».

Le voyage à Bagdad

M. Waldheim s'était senti personnellement humilié mais il restait isolé dans sa résidence de la Hofburg. Après la décision du gouvernement autrichien de le mettre sur la liste des personnes « indésirables » aux États-Unis, aucun chef d'État occidental n'a voulu le rencontrer. Ses quinze visites officielles à l'étranger l'ont conduit uniquement au Vatican, au Proche-Orient et en Extrême-Orient. Israël n'est plus représenté à Vienne par un ambassadeur.

En août 1990, le président Waldheim avait provoqué une nouvelle vague de critiques dans le monde lorsqu'il avait « libéré » les Autrichiens retenus en otage par Saddam Hussein avec plusieurs milliers d'autres ressortissants occidentaux. La presse lui avait reproché à l'époque d'avoir trahi la coalition internationale qui refusait de négocier avec le dictateur irakien. En Autriche cependant, il avait été accueilli triomphalement à son retour de Bagdad.

Dans la classe politique, un profond malaise s'est fait sentir ces derniers semaines à propos d'un éven-

tuel second mandat de M. Waldheim. Les sociaux-démocrates avaient clairement annoncé, lors de leur récent congrès, qu'ils désigneraient leur propre candidat si M. Waldheim se représentait. Les chrétiens-démocrates, qui avaient soutenu sa candidature en 1986, étaient divisés, mais beaucoup ont déconseillé publiquement au président de briguer un second mandat. Le secrétaire général de l'association des industriels, M. Herbert Krejci, n'a pas mâché ses mots en déclarant que l'Autriche, qui s'appuie à l'étranger sur son entrée à la CEE, ne peut se permettre d'avoir un président boycotté par la majorité des États. La décision de M. Waldheim a donc été accueillie avec soulagement et satisfaction dans les milieux politiques.

WALTRAUD BARYLI

POLOGNE

Les Soviétiques ont rendu une partie des archives d'Auschwitz

L'URSS a remis, vendredi 21 juin, à la Pologne quatre des quarante-six volumes d'archives allemandes du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau. Ces archives avaient été emportées par les Soviétiques en 1945, à la libération du camp, et avaient été réclamées depuis plus de vingt ans par Varsovie. Pour la première fois, des historiens du musée d'Auschwitz ont pu se rendre aux Archives nationales de la révolution d'octobre et aux Archives centrales d'État jusqu'ici fermées aux chercheurs étrangers. Les Archives centrales conservent en particulier des documents allemands émanant des Waffen SS sur la construction du camp entre 1940 et 1944 avec des études techniques et financières, des correspondances avec les entreprises allemandes et les registres de décès. — (AFP)

Londres construira son propre char de combat

LONDRES

de notre correspondant

Liverpool est revenue en une journée, mercredi 19 juin, au centre de l'attention des Britanniques. Ce n'est pas à cause du football, mais parce que l'administration municipale de cette grande cité industrielle et portuaire du nord-ouest de l'Angleterre donne, une fois de plus, des signes inquiétants de fatigue. On ne ramasse plus les ordures depuis des semaines. Les fossyeurs et les croque-morts, même les employés du crématorium, se croisent les bras. Il s'agit d'une grève très dure, qui rappelle de vieux souvenirs aux Britanniques. Elle est aussi pour particularité d'opposer des employés municipaux syndiqués, soutenus par les trotskistes locaux, à une mairie travailliste modérée.

Après trois ans d'examen du dossier, le gouvernement britannique a choisi le char Challenger 2 du groupe Vickers pour équiper le corps blindé de l'armée de terre britannique. Ce char de conception nationale était en compétition avec le char M1 Abrams américain, le Leclerc AMX du groupe français GIAT-Industries et avec la possibilité d'acheter d'occasion des Leopard à l'Allemagne, qui doit s'en débarrasser dans le cadre des accords Est-Ouest de désarmement classique en Europe.

Le contrat, qui représente une dépense de 400 millions de livres (quelque 4 milliards de francs), prévoit la commande de 140 exemplaires du Challenger 2 et la modernisation de 420 Challenger 1 en cours de service en Grande-Bretagne. Dans le même temps, l'armée de terre retirera progressivement tout ou partie de ses 830 chars Chieftain, dont certains ont plus de trente ans d'âge.

GRANDE-BRETAGNE

La fin des « trotskistes » de Liverpool

LONDRES

de notre correspondant

Liverpool est revenue en une journée, mercredi 19 juin, au centre de l'attention des Britanniques. Ce n'est pas à cause du football, mais parce que l'administration municipale de cette grande cité industrielle et portuaire du nord-ouest de l'Angleterre donne, une fois de plus, des signes inquiétants de fatigue. On ne ramasse plus les ordures depuis des semaines. Les fossyeurs et les croque-morts, même les employés du crématorium, se croisent les bras. Il s'agit d'une grève très dure, qui rappelle de vieux souvenirs aux Britanniques. Elle est aussi pour particularité d'opposer des employés municipaux syndiqués, soutenus par les trotskistes locaux, à une mairie travailliste modérée.

Le symbole de la « gauche dure »

Liverpool est, bon gré mal gré, un symbole. La « gauche dure » travailliste, traversée de courants communistes, surtout trotskistes, a été jadis au pouvoir à la mairie, et le retour à un travailisme plus modéré ne s'est pas fait sans peine. Proches, coupes et blessures, intimidations de conseillers municipaux, corruption ouverte ont été quelques-uns des ingrédients de ce cocktail qui permet à la presse conservatrice d'affirmer que le Labour n'est toujours pas exorcisé ses vieux démons.

DOMINIQUE DHOMBRES

La réalité est plus nuancée. Liverpool sort très lentement du marasme industriel qui a frappé tout le nord de l'Angleterre, et la ville commence à être nettement mieux administrée que du temps de la « gauche dure ». Les trotskistes, alliés pour un jour aux démocrates-libéraux, ont ainsi voté mercredi, lors d'une séance du conseil municipal, le réembauchage de quatre-vingt-quatre employés licenciés par la mairie travailliste modérée. Celle-ci avait procédé, au début de l'année, à environ un millier de licenciements. Sept cents d'entre eux ont été acceptés par les intéressés sous la condition d'être réembauchés dans d'autres emplois municipaux avant été proposés.

La grande affaire est évidemment l'image nationale du Labour. M. Kinnoch joue à fond sur le nouveau visage, modéré et gestionnaire, qu'il a donné au vieux Parti travailliste. Il est prêt pour cela à toucher à des tabous tels que le licenciement de vieux travailleurs et l'appel à des firmes privées étrangères en matière de gestion municipale.

DOMINIQUE DHOMBRES

JAPON : consécutive à un revers électoral

La démission de la présidente du PS, M^{me} Doi semble confirmer un virage à droite du parti

M^{me} Takako Doi, présidente du Parti socialiste japonais (PS), a annoncé, vendredi 21 juin, qu'elle démissionnait de ses fonctions. Alors que les socialistes venaient d'adopter un projet de réforme de leur programme, M^{me} Doi a inopinément réuni une conférence de presse pour annoncer qu'elle assumait ainsi la responsabilité du recul du PS aux élections locales d'avril dernier. La comité exécutif du parti se réunira lundi pour désigner son successeur, qui devrait être élu le 2 juillet au cours d'une assemblée générale. Il est probable qu'il s'agira de M. Makoto Tanabe, actuel premier vice-président.

TOKYO

de notre correspondant

Atteint depuis plusieurs semaines (le Monde du 18 mai), la démission de M^{me} Doi intervient au moment où le PS vient d'adopter un nouveau programme politique. Bien que ce n'est pas la raison officielle, le retrait de M^{me} Doi n'est peut-être pas sans relation avec une accentuation du virage à droite du parti.

Le projet de réforme, élaboré par une commission présidée par M. Tanabe (intitulé « Réformes

politiques et responsabilité du PS japonais », aurait dû conduire à une révision en profondeur de la ligne politique du parti, notamment en matière de sécurité et de défense. De compromis en compromis entre les ailes droite et gauche, la révision telle qu'elle a été adoptée paraît timide.

Dans le document initial était soulignée la nécessité pour le PS d'être une véritable solution de rechange au pouvoir en place, en cessant d'être un simple « parti de résistance ». Au plan international, le texte notait que le parti devait s'adapter au nouvel ordre mondial et reconnaître le recours à la force militaire comme l'exercice du droit de défense (jusqu'à présent, le PS, qui prône une neutralité non armée, estime que les Forces d'autodéfense japonaises sont inconstitutionnelles).

Popularité éroisée

En raison des résistances de la gauche, la réforme présentée par M. Tanabe, membre de la droite du PS, semble diluée dans un certain verbiage qui rend ambiguë la reconnaissance de la légalité de l'armée, mais les rapports de forces au sein du parti d'en paraissent pas moins privilégiés l'aile droite. Or celle-ci estime que ses intérêts ne sont plus servis par M^{me} Doi, placée à la tête du PS en septembre 1986 alors qu'elle était une vaine du pouvoir au sein de

l'équipe dirigeante, à la suite d'un cuisant échec électoral.

Première femme à diriger un parti au Japon, M^{me} Doi a joui d'une popularité dont a bénéficié un PS languissant qui a soudain remporté des succès aux élections locales de 1987, puis aux élections générales de 1989 et sénatoriales de 1990. Femme à poigne, M^{me} Doi n'en était pas moins prisonnière d'un appareil et elle a été dans l'incapacité d'opérer des réformes. Sa popularité s'est éroisée, comme en témoigne le recul du PS aux dernières élections locales. Récemment, M^{me} Doi, qui n'appartient à aucun clan du parti, est apparue de plus en plus « lâchée » par la droite, qui considère qu'elle a fait son temps.

Renforcée par la mise à l'écart de tout ce qui pouvait encore être qualifié d'éléments de gauche au sein du mouvement syndical, l'aile droite du PS est en train de prendre clairement l'avantage. Cette évolution, sensible depuis 1989, incite certains commentateurs politiques à penser que la première formation d'opposition pourrait devenir une sorte de parti satellite de la majorité conservatrice. En attendant, conformément aux vœux de la grande confédération syndicale Rengo, le PS s'oriente vers un rapprochement avec le Parti social-démocrate.

PHILIPPE PONS

Une délégation de la Diète japonaise reçue par le premier ministre français

M^{me} Cresson incomprise ou mal traduite ?

Alors que se développe une campagne antifrancophone au Japon à la suite des propos sévères de M^{me} Edith Cresson, une délégation de la Diète a été reçue mercredi 19 juin par le premier ministre. Elle est sortie rassurée des quarante minutes d'entretien — au lieu de vingt prévues — que M^{me} Cresson lui a accordées.

C'est ainsi que les députés — dont MM. Kakizawa et Tsurushima, tous deux parfaits francophones — ont répliqué la controverse sur le plan du malentendu : « Ma première impression était que ses propos avaient été provocateurs. Après l'avoir rencontrée je suis persuadé qu'elle n'a pas été bien comprise », a déclaré l'un d'eux. « Nous n'avons entendu aucun mot provocateur de sa part et je pense que les médias (sous-entendu japonais) ont exagéré ». Ainsi auraient-ils utilisé le mot de « ennemi » au lieu

d'« adversaire ». « Nous voulons couper court à la controverse », a ajouté M. Kakizawa, d'autant que M^{me} Cresson ne veut pas aggraver la situation bilatérale. Et que ses propos ne sont pas destinés à critiquer le peuple japonais mais l'attitude des grands groupes japonais. Elle a été déboulonnée à la veille de l'arrivée du secrétaire d'État américain, M. James Baker. Par ailleurs, l'Union et la Communauté économique européenne ont officiellement établi des relations diplomatiques. — (AFP)

P. DE B.

■ SRI-LANKA : près de 70 morts dans l'attentat de Colombo. — Selon des membres du gouvernement et des députés de l'opposition, l'attentat à la voiture piégée, commis vendredi 21 juin à Colombo contre le principal quartier général de l'armée du Sri Lanka, aurait fait près de 70 morts, civils et militaires. Deux cents autres personnes ont été blessées. Cet attentat a été officiellement attribué à la guérilla tamoule. — (AFP)

■ AFGHANISTAN : retour de l'ex-président Karmal et fin de son règne. — Le président Najibullah a démis de ses fonctions l'un de ses sept vice-premiers ministres, M. Mahmoud Baryalai, à Moscou, vendredi 21 juin. Radio-Kaboul. Cette décision intervient au lendemain du retour en Afghanistan, après cinq ans d'exil passé en URSS, de l'ancien président afghan Babrak Karmal, frère du ministre limogé. — (AFP, Reuters)

POLITIQUE

• Le Monde • Dimanche 23 - Lundi 24 juin 1991 7

Après les déclarations du président du RPR sur l'immigration

M. Mitterrand évoque les « droits civiques » des étrangers en situation régulière

M. Mitterrand, qui avait renoué, la semaine précédente en Champagne-Ardenne, avec ses visiteurs en province, s'est rendu, vendredi 21 juin, à Issoudun (Indre), puis à Blois (Loir-et-Cher). A Issoudun, quelques centaines d'agriculteurs ont manifesté sur le passage du cortège présidentiel. Tout au long de sa visite, le chef de l'Etat, en lançant un appel à la « mobilisation générale des énergies, des capacités, des compétences », a traité, dans ses discours, de l'emploi et de la formation professionnelle. Il a également répondu implicitement à M. Chirac en dénonçant, à propos de l'immigration, « les raisonnements à connotation raciste » et en évoquant une nouvelle fois les « droits civiques » dont pourraient bénéficier les étrangers en situation régulière.

Au cours de la visite à Issoudun (Indre), puis à Blois (Loir-et-Cher) qu'il a effectuée vendredi 21 juin.

Adapter l'école aux besoins des entreprises

Suite de la première page

Mais, en même temps, relever globalement le niveau des diplômés - et par conséquent, croquer, des qualifications - pour permettre à l'économie française d'affronter des mutations technologiques accélérées et le compétition européenne et mondiale.

Pour relever le défi, le candidat Mitterrand de 1988 faisait de l'éducation la priorité nationale de son second septennat. En trois ans, ce choix s'est traduit par un effort presque sans précédent. Le budget de l'éducation nationale a augmenté de près de 50 milliards de francs et est redevenu le premier budget de l'Etat. Près de trente mille postes d'enseignants ont été créés. Et le nombre des bacheliers est passé, entre 1987 et 1990, de deux cent soixante-dix-huit mille à près de quatre cent mille, soit 44 % d'une génération contre 33 % trois ans avant.

Or tout le monde prend conscience aujourd'hui qu'il ne suffit pas de faire plus. Il faut faire autrement. C'est la troisième croisée du président de la République. En effet, l'ouverture des portes des lycées n'a pas seulement débarrassé des établissements et des enseignants jusque-là relativement saturés. Elle a provoqué une ruée vers les formations générales au détriment des filières professionnelles et techniques dont les entreprises ont besoin. Le décalage entre les diplômes et les qualifications requises n'apparaît aujourd'hui que plus cruel.

Elle n'a pas davantage réglé le problème le plus épineux du chômage des jeunes : le pourcentage de ceux qui sortent de l'école sans qualification est resté constant, aux alentours de 14 %, soit un peu plus de cent mille laisses-pour-compte chaque année. Enfin, comme l'explique le rapport de la commission de la formation professionnelle de l'horizon 2005, l'Etat ne pourra, à lui seul, assumer les besoins de financement du système éducatif. Il lui faut trouver de nouveaux partenaires.

Les six commandements

C'est tout le sens du discours d'Issoudun, qui prolonge et amplifie un débat de plus en plus pressant depuis deux mois. En formulant, sur un ton impératif, six commandements à son gouvernement, le président de la République ne réinvente certes pas le monde. Toutes les « directions » qu'il trace sont, peu ou prou, esquissées depuis trois ans, voire davantage.

Mais en mettant l'accent - avec une insistance - sur l'adaptation des formations à l'emploi, il change en réalité la priorité : l'effort qualitatif doit désormais primer sur la quantité. Profond changement de perspective par rapport aux traditions françaises, celles de l'éducation nationale comme celles

M. François Mitterrand a répondu, sans jamais nommer leur auteur, aux propos tenus par M. Chirac, le mercredi précédent, sur l'immigration.

« Il faut éviter des réponses excessives, simplement passionnelles ou bien démagogiques. (...) Jamais nous n'avons accepté, pour ce qui nous concerne, et moi le premier, les raisonnements à connotation raciste dont on peut user électoralement, mais qui ne sont dans l'intérêt de personne, qui sont un déni au respect que l'on doit aux gens », a-t-il dit à Issoudun, où il a été accueilli par le maire socialiste, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire. Au terme d'un long développement consacré à l'immigration régulière, au droit d'asile et à l'immigration clandestine, M. Mitterrand a ajouté : « Les campagnes qui ont lieu aujourd'hui ont lieu au lieu ou temps de ma jeunesse. Je me souviens de quelle manière on rejetait les Polonais du Nord, les Italiens du Quercy ou de l'Aveyron. Il y avait des campagnes d'une violence comparable à celle que l'on constate aujourd'hui pour les Belges qui franchissent la frontière du Nord. (...) Il n'en reste pas moins que ces grands flux migra-

toires qui se déroulent sur la surface de la planète en direction des pays considérés comme prospères représentent une cause de déséquilibre grave à laquelle il faut veiller. (...) Tout réfugié politique auquel l'asile sera accordé parce que c'est un vrai réfugié politique peut vivre en paix en France. Tout travailleur qui vient chercher un emploi et qui l'obtient après enquête sur ses possibilités d'emploi doit vivre chez nous avec tous les droits accordés aux travailleurs français. Vous savez, qu'on a souvent évoqué l'idée, le cas échéant, des droits civiques parce qu'après tout, toute femme, tout homme qui vit sur notre sol doit pouvoir dire son mot sur sa vie quotidienne. (...) Tout ce qui est clandestin dépourvu de nos lois doit être humainement ramené là où il faudra. »

A Blois, en compagnie de M. Jack Lang, maire de la ville, M. Mitterrand a pris, quelques heures plus tard, un bain de foule dans un quartier HLM dont les habitants sont en majorité d'origine étrangère. Là, le chef de l'Etat s'est arrêté devant un groupe de rap qui a vanté les vertus de la « zoulou nation ». Auparavant, dans la même ville, M. Mitterrand avait indiqué qu'il entend « mener les affaires du pays (...) de telle sorte que, assez vite, des gens qui ont un retour de crise, venus d'ailleurs, auront compris l'importance quotidienne liée à la renaissance de l'emploi sera revenue », il « aura la conscience tranquille » et pourra « dire aux Français : « Voilà, ça vous rend ce dont j'ai besoin, ça vous rend ce dont j'ai besoin, ça vous rend ce dont j'ai besoin, ça vous rend ce dont j'ai besoin. »

Mobiliser les entreprises pour la formation

L'emploi et son préalable, la formation, ont été les thèmes principaux des interventions du président de la République tout au long de cette journée. A Issoudun, dans le langage du candidat, le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle dans le gouvernement de M. Rocard, M. Mitterrand a lancé un appel « à une sorte de mobilisation générale des énergies, des capacités, des compétences » pour la formation, l'emploi et la compétition écono-

Le chiffon rouge

par Robert Solé

LES étrangers qui résident en France de manière régulière doivent avoir « tous les droits accordés aux travailleurs français », a-t-il dit à Issoudun, où il a été accueilli par le maire socialiste, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle dans le gouvernement de M. Rocard, M. Mitterrand a lancé un appel « à une sorte de mobilisation générale des énergies, des capacités, des compétences » pour la formation, l'emploi et la compétition écono-

Grasso modo, les résidents étrangers bénéficient aujourd'hui des mêmes droits économiques et sociaux que les Français : dans les entreprises, ils sont électeurs et éligibles ; dans les caisses de Sécurité sociale, les offices publics HLM, les écoles et les universités, ils ont leur mot à dire de la même manière que les nationaux. Seuls leur sont interdits l'accès à la magistrature, certains emplois dans la fonction publique et l'éligibilité aux conseils de prud'hommes. Et ils ne peuvent participer à aucune élection politique.

Un intérêt électoral

Le droit de vote des étrangers aux élections locales figure parmi les cent dix propositions du candidat Mitterrand, en 1981. Ayant soulevé des tempêtes, ce projet n'a jamais vu le jour. Et, dans sa Lettre à tous les Français, sept ans plus tard, le nouveau candidat Mitterrand n'en parle plus. A plusieurs reprises cependant, le chef de l'Etat a fait savoir qu'il restait favorable à une telle réforme, pour laquelle l'opinion française n'était pas encore prête. Chaque fois qu'il a abordé ce sujet explosif, les polémiques face à l'Allemagne et au Japon.

Après avoir affirmé la nécessité de « déconcentrer notre système éducatif », d'éviter « absolument ce gâchis social qu'est pour les jeunes la course déconcertante au premier emploi et pour les entreprises cette irritante difficulté à trouver des hommes et des femmes qualifiés capables de faire le travail demandé », le chef de l'Etat a indiqué au gouvernement cinq « directions » de travail :

« Les entreprises, les branches professionnelles doivent définir clairement les qualifications dont elles ont besoin. Elles doivent être capables de les prévoir. Il faut anticiper. Le ministère du travail les aidera. »

« Définir le contenu des formations à adapter ou à créer de toutes pièces. (...) C'est le travail conjoint de l'éducation nationale, des partenaires sociaux, des représentants des employeurs et des élus. »

« Que l'entreprise puisse devenir plus souvent qu'elle ne l'est un lieu de formation. (...) Il faut que la collaboration soit étroite entre la puissance publique et les entreprises pour que partout où travaillent des ouvriers, des employés, des cadres de toute sorte existe un lieu de formation. »

« Que les entreprises détachent, pour une durée limitée, avec un financement approprié, certains de leurs cadres dans le système de formation initiale ou continue afin de prendre part au travail des enseignants et des formateurs. On luttera ainsi contre le phénomène de vieillissement des connaissances. »

« Développer la fonction essentielle de tuteur. (...) Il faut que les jeunes appelés à faire un stage dans l'entreprise soient encadrés, que le lien soit assuré avec l'établissement de formation. C'est une véritable fonction à créer, qui doit faire l'objet d'une reconnaissance sociale. (...) Beaucoup de jeunes souffrent du fait qu'ils n'ont pas à leurs côtés un travailleur plus âgé, mieux formé, qui leur dit : « Voilà comment il faut faire », sans être obligés de passer par un enseignement qui serait excessivement abstrait. »

miques sur l'immigration ont immédiatement ressurgi.

Les étrangers paient des impôts dans leurs communes. Si on leur ouvre l'accès des urnes, ils seraient sans doute mieux entendus et mieux considérés. Cela se fera d'ailleurs tôt ou tard pour des raisons européennes. Mais une telle réforme exige de revoir la Constitution et d'aller à l'encontre de l'avis d'une majorité de Français (deux sur trois, selon un sondage SOFRES de février 1989). Aucun gouvernement ne serait prêt à prendre ce risque. D'autant que beaucoup de monde, à gauche, estime que le droit de vote n'est pas une bonne solution et qu'il vaut mieux favoriser la naturalisation des étrangers qui le souhaitent.

« Tout homme, toute femme qui vit sur notre sol doit pouvoir dire son mot sur la vie quotidienne », affirme M. Mitterrand. Cela n'implique pas forcément un droit de vote qui contribuerait à effacer la valeur du citoyenneté française dans un pays déjà atteint par une crise d'identité. Certaines petites municipalités ont d'ailleurs inventé des formules de participation des étrangers dans le cadre des lois existantes.

Partisans et adversaires du droit de vote ont, les uns comme les autres, des arguments solides. Mais faut-il relancer le débat ? Certainement pas si l'objectif est de calmer le jeu en matière d'immigration. Agiter le chiffon rouge du droit de vote, quitte à le faire de manière détournée en parlant de « droits civiques », ne peut avoir aujourd'hui qu'un intérêt électoral. Et encore... Il faudrait voir si ce ne serait pas pour la gauche un excellent moyen - parmi d'autres - de perdre les élections.

M. Chirac estime que son « message » est bien « passé »

NICE

de notre correspondant régional

Quarante-huit heures après sa distribution par l'immigration, à Orléans, M. Jacques Chirac est revenu sur le sujet, vendredi 21 juin, au cours de la « Nuit tri-colore » du RPR des Alpes-Maritimes, à Cagnes-sur-Mer. Evoquant les accusations portées, au sein de son mouvement, contre les médias « qui ne passent pas notre message parce qu'ils sont de gauche », le président du RPR a estimé qu'il s'agissait d'une « réponse un peu courte ». « Car, a-t-il poursuivi en confirmant implicitement que ses propos antérieurs ne constituaient pas un « dérapage » de sa part, quand il y a un message clair, je peux vous le dire par expérience, notamment récente, il passe parfaitement bien au travers des médias. »

Le « mépris de fer » de M. Pasqua

L'ancien premier ministre, qui était exceptionnellement accompagné des principaux responsables du RPR, MM. Alain Juppé, secrétaire général, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, et Charles Pasqua, son homologue au Sénat, a d'ailleurs maintenu ses positions sur le fond - mais dans un registre différent - quand il a abordé les problèmes de notre pays. Je suis content, a-t-il déclaré, lorsque j'entends, depuis quelques années, parler partout, dans les médias, chez les intellectuels, chez un certain nombre d'hommes politiques, d'une « identité raciale, ethnique, culturelle qu'il conviendrait de développer et d'approfondir. Jamais, je n'entends tous ces gens parler de l'identité française, parler de nos racines, de nos traditions, parler de la France. Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Leur ambition, à ces méprisables, est-elle simplement de transformer notre pays en une multitude de clans et de chapelles ? Nous sommes un grand, beau et fort pays qui a apporté au monde, notamment dans le

domaine des droits de l'homme, la lumière et la vérité et qui peut encore apporter beaucoup à condition qu'on ne lui coupe pas les jarrets au nom d'idéologies, laxistes, stupides et démoralisantes. »

MM. Juppé et Pasqua ont, pour leur part, ostensiblement serré les rangs autour de leur chef de file. Le premier en estimant que « Jacques Chirac dit la vérité aux Français. (...) Nous voulons, a-t-il ajouté, une France où on ne laisse pas entrer, chaque année, cent cinquante mille étrangers supplémentaires parce que cela rend impossible toute politique d'intégration ou d'assimilation ». Le second, très applaudi par les mille huit cents convives de cette soirée, a repoussé « avec un mépris de fer les accusations de racisme qui pourraient être adressées à ceux qui se réclament du gaullisme. François Mitterrand, a-t-il lancé, o soulevait un débat fascinant. Il l'a et il l'aura ! Ne vous y trompez pas, a d'autre part averti l'ancien ministre de l'intérieur au sujet de la crise des banlieues, ce qui se passe dans ces départements et ces communes est, à terme, porteur des premières d'affrontements ethniques et raciaux. Si nous voulons réduire les problèmes qui se posent dans ces secteurs, il faut un véritable plan d'importance exceptionnelle qui nécessitera la mobilisation de dizaines de milliards de francs. Comme M. Pasqua, qui avait incité ses « amis noirs » à s'unir pour « battre Le Pen » (titre de liste annoncée aux régionales dans les Alpes-Maritimes), M. Chirac a également fait allusion à la situation locale du RPR caractérisée, notamment, par une bruyante compétition entre les deux jeunes députés algériens du mouvement, M. Christian Estrosi et M. Jean-Marie Daugreilh. « Je ne suis pas de ceux, a-t-il déclaré, qui contestent les ombilions personnelles. (...) Mais elles doivent s'exprimer dans le cadre d'un minimum de règles qui privilégient la cohérence (...) et qui excluent (...) toutes querelles de clochers toujours dérisoires et dangereuses. »

GUY PORTE

Les mécomptes de la mairie de Paris

Invité du Journal de 20 heures d'Antenne 2, jeudi 20 juin, Jacques Chirac a cité l'exemple d'un chômeur immigré vivant avec quatre épouses et vingt enfants qui percevrait 57 819 F de prestations sociales. Il s'agissait apparemment, compte tenu de la préallocation apportée au franc libre, d'un cas réel.

A la mairie de Paris, nul n'était en mesure, vendredi, de préciser le décompte de cette somme. Un fonctionnaire municipal, ignorant l'origine du montant des prestations sociales citée, avait pour mission, en réponse aux questions, de reconstituer les éléments d'une situation réelle supposée.

La famille chosée comme cas d'école par ce fonctionnaire était composée d'un homme, de trois femmes et de vingt enfants, et ainsi dérivée : un couple légitime avec huit enfants de moins de dix-huit ans, et deux femmes seules, mères de six enfants chacune. Entra les allocations familiales (6 772 F), l'allocation logement

(5 218 F) et le revenu minimum d'insertion (9 442 F), le total légitime toucherait 20 432 F. Bénéficiaire de l'allocation de parent isolé et des allocations familiales, majorées pour enfants supplémentaires, chacune des épouses légitimes percevrait 7 311 F. Enfin une allocation spéciale d'action sociale à l'enfance versée au chef de famille s'élèverait à 10 000 F.

Contrairement aux autres, qui sont versées automatiquement - excepté la RMI - par la Caisse nationale d'allocation familiale (CNAF), la dernière prestation de 10 000 F est laissée à la discrétion du département, c'est-à-dire de l'occurrence à la mairie de Paris.

Au total, le montant des prestations sociales atteint 45 054 F dans le cas cité. Vendredi soir, il manquait encore, selon ce compte théorique de la mairie de Paris, 12 768 F pour atteindre la cas évoqué par M. Chirac.

O. B.

Le MRAP appelle à un rassemblement

Les propos de M. Jacques Chirac dénonçant le 19 juin à Orléans une « overdose » d'immigrés en France continuaient de susciter de nombreuses réactions.

Mme Simone Veil s'est déclarée « consternée », vendredi soir 21 juin, sur France-Inter. « Je suis triste, a-t-elle déclaré, d'entendre un tel discours, car je pense que c'est un dérapage de la part de Jacques Chirac, qui n'est pas raciste et qui s'est laissé emporter par le verbe, par l'atmosphère d'une réunion. Je l'excuse par amitié, mais c'est grave. Je ne veux pas croire que ce soit un calcul, car si c'était cela, ce serait un mauvais calcul. »

M. Alain Carignon, président du conseil général de l'Isère, en congé du RPR, a affirmé, à Grenoble : « Quand on a la responsabilité d'une collectivité locale ou nationale, on ne peut pas tenir des propos qui exacerbent les tensions, ni répéter tout ce qu'on entend. La vocation d'un responsable politique est d'être un pédagogue qui tienne compte de la com-

plexité des problèmes. Il doit avoir la force de conviction d'expliquer que les immigrés constituent désormais un élément de la société française. »

M. Bruno Megret, député général du Front national, a estimé, pour sa part, que « Jacques Chirac doit désormais tirer les conséquences politiques de ses déclarations, cesser de jeter l'anathème sur Jean-Marie Le Pen, affirmer que ses valeurs sont conformes aux nôtres et se déclarer prêt à des accords électoraux avec le Front national contre la gauche pour les élections de 1992 et 1993. »

Pour le bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, « un seul terme vient à l'esprit » pour qualifier le président du RPR : « Salaud ! Paris doit rejeter et vomir ce maire raciste », en conclut-il.

Le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a décidé d'organiser des poursuites judiciaires contre M. Chirac et appelle à un rassemblement, mardi 25 juin, à 18 h 30, devant l'Hôtel de Ville de Paris.

POLITIQUE

Après les déclarations du président du RPR sur l'immigration

La Constitution n'a pas d'odeur

par Thierry Bréhier

M. JACQUES CHIRAC ne comprend pas qu'un immigré et sa famille puissent vivre dans des conditions de logement déplorables. Il souhaite que les étrangers aient des prestations sociales qui ne soient pas la contrepartie d'une cotisation, selon la formule qu'il a utilisée, jeudi 20 juin à Antenne 2.

Cette partie-là, au moins, des propos du président du RPR n'aurait pas dû surprendre, puisqu'il s'était déjà mis d'accord sur cette proposition avec M. Valéry Giscard d'Estaing, lors des états généraux de l'opposition consacrés à l'immigration.

L'ennui, pour M. Chirac, c'est que, pour aboutir à un tel résultat, il faudrait tout simplement modifier la Constitution. Et le maire de Paris devrait le savoir mieux que quiconque puisque, sur ce sujet-là, précisément, sa ville s'est déjà fait sèchement rappeler à l'ordre par le Conseil d'Etat.

Cette proposition figure depuis longtemps, en effet, au programme du président du RPR. S'il n'a pas tenté de la mettre en application lors de sa cohabitation avec M. François Mitterrand, il s'est efforcé de la faire à Paris dès 1984. Le 28 novembre de cette année-là, le Conseil de la capitale avait décidé que l'allocation qu'il versait, depuis octobre 1980, aux familles de plus de deux enfants, pendant trente mois après une nouvelle naissance, si l'un des parents ne travaillait pas, serait réservée aux Français et aux ressortissants des pays de la Communauté européenne.

Jurispudience

Saisi par le MRAP, le tribunal administratif de Paris avait cassé cette décision en expliquant qu'on ne pouvait fixer de « conditions discriminatoires » à « une prestation versée sur fonds publics » que si cela découle nécessairement de l'application d'une loi, ou d'une nécessité d'intérêt général. Le Conseil d'Etat avait, le 30 juin 1989, confirmé cette décision.

Or la Conseil constitutionnel a eu l'occasion de préciser que le législateur national ne pouvait pas, lui non plus, prendre une option aussi discriminatoire. Depuis le 30 juin 1986, il existe, en effet, une allocation versée aux personnes âgées disposant de revenus inférieurs au minimum vieillesse, et celle-ci est réservée aux

Français. Se disposant à appliquer enfin la réglementation européenne, le législateur a voulu étendre le bénéfice de cette allocation aux Européens. Les gardiens de la Constitution le lui ont interdit, le 22 janvier 1990, en expliquant que « le législateur peut prendre à l'égard des étrangers des dispositions spécifiques à la condition de respecter (...) les libertés et droits fondamentaux de valeurs constitutionnelles reconnues

à tous ceux qui résident sur le territoire de la République ». Autrement dit, le loi aurait dû accorder l'allocation en question à tous les étrangers, mais nul n'a songé à proposer au Parlement de la République de le voter.

Plus grave, encore, pour M. Chirac, une modification de la Constitution ne serait probablement pas suffisante. Car le principe constitutionnel d'égalité s'applique non seulement sur l'article 2 du texte de 1958 (La France assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction

d'origine, de race ou de religion), mais aussi sur la Déclaration des droits de l'homme de 1789, dont l'article premier proclame : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », et dont l'article VI stipule que la loi « doit être la même pour tous ».

Est-ce ce texte que veut remettre en cause le président du RPR ? Ce texte, depuis deux siècles, par agrégation des anciennes provinces du royaume et par intégration des enfants d'une immigration constante, la nation française,

Les assises de Socialisme et République

M. Chevènement veut constituer un « pôle de gauche » au sein du PS

Le courant Socialisme et République réunit ses assises samedi 22 et dimanche 23 juin à Paris. Rassemblant les partisans de M. Jean-Pierre Chevènement, ce courant, qui avait recueilli un peu plus de 8 % des mandats au congrès de Rennes, en mars 1990, a perdu son unité depuis la guerre du Golfe et la décision prise par son chef de file, en janvier dernier, de quitter le gouvernement.

« Le conflit du Golfe a constitué, sur le plan intérieur, une parenthèse qui se referme », en lisant ces mots, par lesquels commencent la contribution des animateurs d'« Espace socialiste » au débat interne du courant Socialisme et République, M. Chevènement a fait s'élever, ainsi donc, ces six mois, marqués, pour lui, par un intense débat avec ses détracteurs et avec lui-même, qu'il avait ouvert, le 29 janvier, en se démettant de sa fonction de ministre de la Défense, ne serait-ce qu'une péripétie ? La rupture à laquelle il s'était résolu, en la voulant « fondatrice » d'un « nouveau départ » pour la gauche, hors des chemins boueux du libéralisme, de la compromission avec le centre et de la soumission à l'hégémonie

américaine, devrait être passée par pertes et profits ?

Pour le maire de Belfort, redevenu député le 9 juin, la position adoptée par M. Michel Charzat, Jean-Paul Planchou, Jean-Marie Bockel, Jean Gatzel et les autres fondateurs d'« Espace socialiste », tout simplement, l'acceptation. Tout en évitant de donner un démenti à une hypothèse selon laquelle l'existence même de Socialisme et République serait en cause, les fidèles de M. Chevènement, comme M. Jean-Yves Autexier, député de Paris, secrétaire général du courant, expliquent qu'il y a une continuité entre ce que ce courant a toujours défendu et la position qu'il a prise sur la guerre du Golfe et qu'il appartient à ceux qui contestent cette continuité de « choisir ».

Pour preuve de l'assurance avec laquelle elle aborde la confrontation, la direction du courant a fait figurer en tête des documents préparatoires aux assises de samedi et dimanche un texte sans concessions, signé par M. Autexier et par M. Jean-Luc Laurent, délégué général. Pour les opposants, ce texte est peut-être pas avoir reçu l'aval de M. Chevènement, même si ce dernier, en s'abstenant de le signer, a pu se ménager la possibilité d'une démarque plus conciliante. Toujours est-il qu'on y retrouve, exprimées de façon abrupte, des idées qu'on a pris l'habitude de rencontrer dans le

discours de l'ancien ministre. « Le bilan de l'après-guerre commence d'apparaître pour ce qu'il est : désastreux », peut-on y lire. Selon ce texte, « le « devoir d'ingérence » risque de dégénérer en interventionnisme militaire généralisé », et « le droit de l'homme est la dernière idéologie de l'impérialisme ».

Ce n'est pas tout. Pour les proches de M. Chevènement, la question soulevée par la guerre du Golfe est de savoir si « l'essence (des) nouveaux rapports internationaux », issus de l'effondrement du système soviétique, n'est pas, « à vrai dire, fondamentalement raciste ». Reprochant implicitement à M. François Mitterrand de s'être plié à la « nouvelle ordre » en entrainant la France dans la guerre contre l'Irak, les auteurs du texte se demandent si le choix n'est « qu'entre l'hégémonie allemande en Europe et l'hégémonie américaine au-delà » et si le président de la République a « tropé l'indépendance nationale contre une problématique stratégie d'influence ».

A travers cette étrange frontalité contre la politique du chef de l'Etat, ceux qu'elle vise, ou se dit de Socialisme et République, disent une stratégie minoritaire au sein du PS, passant par la constitution, au sein de celui-ci et sur ses marges, d'un pôle de « gauche » qui se constituerait à la prochaine élection présidentielle.

P. J.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

L'Europe en plans-séquences

Il est plus nécessaire que jamais de parfaire son éducation européenne, mais on ne va pas, pour autant, se lancer dans une nouvelle guerre, sous prétexte que celle-ci favoriserait les brassages et les vagabondages. Il y a d'autres moyens de s'éduquer, notamment ceux qui utilisent les instruments habituels de la connaissance lorsqu'ils s'offrent à la curiosité de chacun. En voici un qui raconte l'Europe, en séquences annuelles, depuis 1815. Une histoire du Vieux Continent, mise à plat, qui court du congrès de Vienne à la réunification de l'Allemagne ; une vision globale et scandée de l'espace compris entre l'Irlande et Moscou, la Scandinavie et le Méditerranée.

Serge Cosseron et Philippe Favaron ont mis au point cet agenda historique de l'Europe d'hier, qui permet de comprendre celle d'aujourd'hui et de demain, de voir en tout cas d'où elle vient. L'ouvrage se présente avec la forme d'un fort volume aisément maniable. Il le fait car il s'agit d'un outil destiné à servir souvent, autant que de besoin, soit pour recadrer dans leur environnement continental des pans de vie nationale, soit encore pour prendre la mesure d'une mutation qui a dépassé les frontières et pris plusieurs années.

S'agissant d'un fonds commun qui emprunte à tant de destinées nationales et qui vaut englober tous ces apports, il n'était pas possible de se lancer dans un récit linéaire, d'autant plus qu'il convenait de respecter la genèse polycentrique de cette histoire. Aussi les auteurs ont-ils choisi l'approche chronologique. Chaque

année, à partir de 1815, est présentée, sauf exception, sur une double page, avec la chronologie des faits historiques dans la colonne de gauche et, pour les plus importants ou significatifs d'entre eux, un commentaire dans la colonne de droite. Le trait marquant de l'année est mis en valeur dans le titre de la double page.

Cependant, le cours de l'histoire ne se plaie pas forcément à ce découpage. Les moments forts (révolutions, guerres) se voient donc accordés davantage de place. De la même façon, certaines mutations historiques se déroulent sur des périodes pluri-annuelles et ne s'illustrent pas dans des faits répertoriés avec précision dans la temps : elles font l'objet alors de synthèses qui complètent régulièrement le rythme événementiel. Il en est ainsi, par exemple, pour la phénoménologie des nationalités, la révolution industrielle, l'essor scientifique et culturel, le mouvement ouvrier, etc. Un appareil de dessins, cartes, photos, fac-similés, contribue à montrer comment est née l'Europe moderne. Des index alphabétiques et thématiques complètent cet ouvrage de référence et de documentation immédiate.

L'Europe dont nous héritons est née dans la douleur des crises et des guerres. Elle a tellement connu de drames que leur succession, et occultante qu'elle soit,

fini par occulter la gravité des plus marquants. Aussi cette chronique européenne trouve-t-elle un prolongement et un complément dans celle de la seconde guerre mondiale, racontée au jour le jour dans un album de six cent soixante pages abondamment illustrées. La méthode utilisée dans cet ouvrage (une chronologie très détaillée, jour par jour, et de courts articles relatant au présent les principaux faits à la manière d'un journal qui aurait eu la possibilité de couvrir l'ensemble des opérations) a déjà fait ses preuves dans d'autres volumes de la collection.

Ce travail a été fruit de rédacteurs anglais et français et il a été supervisé par des experts militaires. Des contributions amicales décrivent les événements, évaluent le coût de la guerre en vies humaines et en richesses matérielles et fournissent des notices biographiques sur les principales personnalités civiles et militaires (avec un appendice spécial pour les Français).

Ces récits de guerre, ces images de ruines et de morts, ces actes de barbarie, ce fut aussi cela la civilisation européenne. Il n'y a pas si longtemps. Ne l'oublions pas, car l'avenir sans mémoire risquerait de n'être qu'un recommencement.

► L'Europe de 1815 à nos jours, de Serge Cosseron et Philippe Favaron, La Manufacture, 672 pages, 195 F. Chronique de la seconde guerre mondiale, sous la direction de Jacques Legrand, Editions Chronique, diffusé par Larousse, 772 pages, 249 F.

Mme Cresson fait le ménage après le passage de M. Rocard

Dans un entretien publié par le Figaro-Magazine, daté du samedi 22 juin, Mme Edith Cresson affirme notamment, à propos de son prédécesseur à l'Hotel Matignon : « Tant mieux pour Michel Rocard s'il est parti au bon moment. Moi, je suis là pour faire le ménage. Dans six mois, il aurait été trop tard. A propos de l'affaire de la boulangère de Stains, mais d'un handicapé, décédé d'une crise cardiaque après être intervenu pour protéger son fils pris à partie par des jeunes du voisinage (le Monde du 9 mai), Mme Cresson affirme : « Je m'occupe des problèmes fiscaux du mari de cette boulangère dont le fils était martyrisé depuis longtemps par une bande de sauteurs ». Le magazine demande : « On peut employer ce mot quand il s'agit de Maghrébins ? » Des sauteurs, oui, répond le premier ministre. Je ne vois aucune raison de traiter les Maghrébins différemment des autres. Ce serait une forme de racisme. Personne ne doit échapper à la loi.

Mme Cresson affirme, au sujet de l'industrialisation de la France : « Le problème est que nous avons une administration très compétente pour intervenir dans les secteurs en déclin : la sidérurgie, elle, se fait. Ce qu'elle ne sait pas très bien faire, en revanche, c'est apprécier les risques et les chances des technologies nouvelles. »

► Plan de rigueur pour ITN. - l'Indépendent Television News (ITN), la société qui fournit les journaux télévisés des deux chaînes privées britanniques, lance un plan de rigueur pour réduire son déficit (100 millions de francs en 1990). ITN va supprimer 137 emplois sur 800, bloquer les salaires, fermer ses bureaux à Paris et Berlin, et réduire ceux de Johannesburg et Moscou.

COMMUNICATION

Rencontre des stations régionales européennes

M. Hervé Bourges plaide pour la télévision de proximité

STRASBOURG

de notre correspondant

Le président d'Antenne 2 et de FR3, M. Hervé Bourges, a plaidé pour l'identité des télévisions régionales et locales en présidant, jeudi soir 20 juin, la clôture de la CIRCOM régionale 91 à Strasbourg. La Coopération internationale de recherche et d'action en matière de communications, créée à Lille en 1983, réunit aujourd'hui quelque deux-cent-cinquante stations de vingt-cinq pays européens. Ces travaux strasbourgeois ont insisté, notamment, sur l'ouverture aux télévisions d'Europe de l'Est et sur les nécessaires coopérations entre stations européennes.

Devant les délégués, M. Bourges a estimé que les stations locales devaient préparer des programmes de proximité à des canaux sur satellites sans frontière : « Il ne faut pas préciser notre offre éditoriale afin de mieux affirmer notre personnalité face aux superstations dont les émissions bénéficieront d'écarts disproportionnés en termes économiques et de notoriété ». Pour cela, le PDG de la télévision publique française fait confiance à « la carte de la proximité » et « à des émissions qui échappent au tout venant international ».

Il encourage notamment les émissions transfrontalières, coproduites entre stations voisines, à l'image du magazine « Vis-à-vis », coproduit par FR3 Alsace et la station régionale allemande du Südwestfunk. Mais, précise M. Bourges, « la juxtaposition de sens perdus les frontières ne fait pas forcément un bon maga-

zine européen », cela passe, justement, par « la rigueur et la qualité de la conception éditoriale, et un travail régulier d'évaluation, d'innovation, d'amélioration ».

L'atelier de la CIRCOM sur ce thème l'avait d'ailleurs précédé, proposant une prise en compte réelle de ses émissions par les sociétés éditrices et donc la création de structures adaptées.

Le paysage des télévisions régionales européennes est cependant très contrasté. M. Peter Zimmermann, secrétaire général de la CIRCOM, calcule que la moitié d'entre elles sont des récepteurs régionaux d'un programme national, 20 % disposent d'une certaine autonomie dans leur zone, 20 % dépassent les dix heures d'émissions propres, enfin 10 % seulement émettent vers le continent entier grâce à des canaux sur satellites. Pourtant, il croit au travail en commun grâce notamment aux nombreux projets de coproduction et d'échanges, dont témoigne la téléthèque de la coopérative.

La CIRCOM régionale 91 a, enfin, primé deux émissions des stations membres. Le prix News est allé au programme « Northwest tonight » de la station de Manchester de la BBC pour un reportage sur le premier soir de la guerre du Golfe, et le prix Documentaire à la RTBF de Charleroi (Belgique) pour un reportage sur les prisons. Enfin, le prix spécial FR3 est allé au programme autrichien d'« On n'est pas des anges », de Bert Brecht, sur un poète handicapé de trente ans.

JACQUES FORTIER

L'audience des journaux selon IPSOS-Médias

« Le Monde », « Géo » et « l'Express » titres favoris des cadres

Quels sont les titres nationaux que lisent de préférence les cadres et cadres français ? Le Monde, l'Express et Géo, indique la nouvelle enquête IPSOS-Médias (1). La composition de ce lectorat est stable, les trois autres enregistrant une légère baisse.

lecteurs cadres, puis le Nouvel observateur (14,5 %), le Point (11,5 %) et l'Evénement du jeudi (8,7 %). A l'exception de celui-ci, dont le lectorat cadres est stable, les trois autres enregistreront une légère baisse.

(1) Enquête réalisée par téléphone du 14 novembre 1990 au 30 mars 1991 sur un échantillon national de 4600 cadres actifs (3200 cadres d'affaires et supérieurs, 1400 cadres moyens) interrogés sur cinquante-cinq titres (quotidiens, hebdomadaires, bimensuels et mensuels).

Directeur de la rédaction du « Washington Post »

Ben Bradlee fait ses adieux

Avec le départ en retraite de son directeur de la rédaction depuis vingt-six ans, le Washington Post perd son mentor, l'homme qui en a fait l'un des quotidiens les plus respectés des Etats-Unis. A soixante-neuf ans, Benjamin Bradlee laisse son journal dont la diffusion s'est doublée pour dépasser 800 000 exemplaires. Mais il garde l'image d'un journaliste n'hésitant pas à prendre des risques, à stimuler une rédaction qui, sous sa houlette, s'est glanée une réputation prestigieuse de vingt-trois prix Pulitzer, la plus prestigieuse des distinctions du journalisme américain.

L'affaire du Watergate, qui aboutit à la démission du président Richard Nixon en 1974, n'aurait pu être révélée et suivie sans l'acharnement de Ben Bradlee. L'ancien journaliste du Washington Post a joué le rôle dans le film Les Hommes du président. La publication des dossiers du Pentagone et d'autres enquêtes sans complaisance ont nourri sa réputation d'homme éminent, respecté de ses pairs et redouté de tous les pouvoirs. Même si cette aureole a souffert de la publication, sous son autorité, d'articles sur un enfant drogué de Washington qui se révélèrent forgés de toutes pièces, ce diplômé de Harvard occupe une place de choix parmi les grandes figures du journalisme américain.

Le harcèlement d'une peine

Les armées ont déjà reçu 1,5 milliard de francs

Le conseil de la consultation des habitants de Paris

مكتبة الشامل

COMMUNICATION

M. Hervé Bazin plaide pour la télévision de proximité

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le livre II du nouveau code pénal adopté par l'Assemblée nationale

Le harcèlement sexuel sera passible d'une peine d'emprisonnement

Les députés ont adopté, à main levée, dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 juin, le livre II du code pénal, présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Les groupes RPR, UDF, UDC et PC ont voté contre, le PS a voté pour. L'opposition a voulu, par son vote, protester notamment contre des dispositions jugées insuffisantes en matière de protection de mineurs, tandis que le groupe communiste a dénoncé un texte « sécuritaire ». Le texte adopté par l'Assemblée nationale a créé l'incrimination de « harcèlement sexuel » dans l'exercice de l'activité professionnelle et a supprimé deux dispositions, qui avaient été introduites par le Sénat : le délit d'homosexualité et la qualification d'avortement pour les interruptions volontaires de grossesse, pratiquées dans des conditions illégales.

L'opposition apparue jeudi 20 juin, entre les partisans d'un code pénal « sécuritaire », offrait une image morale « sociale » au prix d'un interventionnisme accru en matière de mœurs, et ceux pour qui la règle de droit doit se limiter à interdire les comportements dangereux pour la société, s'est affirmée dans toute sa vigueur, vendredi 21 juin, au cours des débats consacrés à l'adoption des articles du livre II. Le débat, largement amorcé la veille, sur le problème de la sexualité des mineurs et celui, long et passionnant, sur l'interruption volontaire de grossesse, offrait, il est vrai, un terrain privilégié à l'expression de ces deux visions du droit, et plus profondément, de la société.

Les communistes contre l'esprit vichyste

Une fois d'un pas continu, l'hémicycle se divisait en trois groupes : celui des orateurs communistes, M^{me} Muguette Jacquinot (Seine-Saint-Denis), Gilbert Miller (Gard) et Jean-Claude Lefart (Val-de-Marne), arborés sur la défense de la cité des libertés individuelles et dénonçant systématiquement le retour à « l'ordre moral » ; celui, constitué à lui tout seul, par M. Pascal Clément (UDF, Loire), soldat de la morale ; et enfin celui, plus contrasté, moins péremptoire, composé du rapporteur du projet de loi, M. Michel Pezet (PS, Bouches-du-Rhône) et de ses collègues du groupe socialiste, de M. Jacques Toubon (RPR, Paris) et de M. Jean-Jacques Hystet (UDC, Seine-et-Marne).

Mais au-delà du caractère « pavlovien » du débat, rythmé par le « va-t-en-guerre contre le laxisme »

de M. Clément, et les accusations d'« esprit vichyste » lancées par les députés communistes, c'est dans un climat d'une rare qualité que l'Assemblée nationale, a examiné les articles d'un projet de loi, qui fait plus appel à la conscience de chacun qu'à ses opinions politiques.

Un climat que traduit imparfaitement le vote final du texte, marqué par l'opposition conjointe du RPR, de l'UDF, de l'UDC et des députés communistes. Si de réelles divergences sont apparues entre les trois groupes de l'opposition et la majorité, c'est du voteage au voteage, c'est d'une condamnation que les députés RPR, UDF et UDC ont voulu donner au gouvernement, et surtout, une incitation à modifier le texte au cours des navettes parlementaires. Le vote à main levée, qui a permis de faire adopter ce livre II à la majorité onctueuse des députés présents dans l'hémicycle, alors qu'un scrutin public aurait conduit à son rejet (les socialistes ne disposant pas de la majorité absolue) témoigne de ce « gentlemen agreement ». Le ministre délégué à la justice, M. Sapin, s'est d'ailleurs engagé, à l'issue des débats, à proposer des modifications au projet, notamment dans le sens du renforcement des peines prévues en cas d'atteintes sur les mineurs.

Les principales dispositions

Les principales dispositions adoptées par l'Assemblée nationale sont les suivantes :

• Majorité sexuelle et protection des mineurs : par un amendement, qu'il a d'ailleurs été seul à voter, M. Clément a proposé de revenir sur l'âge de la majorité sexuelle, fixé à quinze ans et de le faire coïncider avec celui de la majorité civile, dix-huit ans, pour assurer une meilleure protection des mineurs contre les agressions sexuelles, pendant toute cette période de vulnérabilité qu'est l'adolescence.

« Vous avez une conception rétrograde de la jeunesse », s'est exclamé M. Miller, en ajoutant que, selon lui, la protection des mineurs passe par l'amélioration de « l'information, de l'éducation sexuelle, mais certainement pas par sa mise sous tutelle ». Le rapporteur a répondu, à toutes fins utiles, que l'âge de la majorité sexuelle s'établissait à onze ans en 1832, à treize ans en 1863 et à quinze ans depuis 1945...

• Suppression du délit d'homosexualité : le Sénat avait rétabli l'incrimination, supprimée en 1982, des relations sexuelles commises « sans violence, contrainte, menace, ni surprise » par un majeur sur un mineur du même sexe de quinze à dix-huit ans. M. Clément s'est opposé avec passion à l'amendement de suppression de cette disposition, déposé par la commission : « Est-ce donc être archaïque et borné que de chercher à protéger les jeunes garçons contre les homosexuels adultes ? », s'est-il

exclamé avant de lancer un réquisitoire : « Le peuple français jugera de l'état mental de ses dirigeants ! » Une fois encore seul contre tous, M. Clément a ajouté : « Si je distingue l'homosexualité de l'hétérosexualité, c'est que pour moi, la finalité de la sexualité ne doit pas être le plaisir, mais la procréation. »

• Interruptions volontaires de grossesse pratiquées illégalement : le renforcement, par le Sénat, du dispositif répressif contre l'interruption volontaire de grossesse, pratiquée illégalement, et sa qualification d'« avortement » a donné lieu à une autre passe d'armes. Fidèle à sa conception « normative » du code pénal, M. Clément s'est déclaré favorable au maintien de cette qualification : « Il ne faut pas avoir peur des mots. Dans certains cas, c'est bien d'avertir que l'on fait parler et non d'être évasif. » M. Pezet, suivi sur ce point par les députés communistes, ainsi que par MM. Hystet et Toubon, a refusé le retour dans le code pénal de cette notion jugée « infamante ».

La majorité des députés s'est également opposée à l'incrimination de l'IVG pratiquée par la femme elle-même, telle que le proposait un amendement de M. Hystet, au nom du « respect de l'enfant à naître ». Cette disposition, qui figure dans la loi Veil de 1975, a été supprimée dans le texte du gouvernement, et les sénateurs, après un très long débat qui avait divisé la majorité, avaient finalement renoncé à la réintroduire.

Contre l'avis de MM. Clément, Toubon, et Hystet, les députés ont adopté un amendement réduisant de cinq à deux ans, les peines d'emprisonnement encourues dans les cas d'IVG illégales (après l'expiration des délais, lorsqu'elle est pratiquée par une personne n'ayant pas la qualité de médecin, ou dans un lieu autre qu'un établissement public ou privé d'hospitalisation). Les députés de l'opposition se sont opposés à cette nouvelle échelle des peines, en indiquant que le dispositif répressif prévu par la loi Veil avait été une des conditions de son adoption en 1975.

• Harcèlement sexuel : au cours de la discussion générale, Mme Marie-Noëlle Liseumano (PS, Rhône) avait déposé une « loi importante » du projet de code pénal, qui ne comportait pas l'incrimination de harcèlement sexuel, réprimée dans d'autres pays. Les députés ont adopté un amendement de M^{me} Yvette Roudy (PS, Calvados), conquis par M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne), président de la commission des lois, qui punirait d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende, « le fait de solliciter, par ordre, contrainte, ou pression, des faveurs de nature sexuelle, commis par tout moyen, par une personne abusant de l'autorité que lui confèrent ses fonctions, à l'occasion ou dans l'exercice de l'activité profes-

sionnelle de la victime ». M. Clément, en désaccord avec cet « amendement de mode », ainsi que les députés RPR et UDC ont voté contre.

• Lutte contre les trafiquants de drogue : les députés ont retenu un dispositif différent de celui proposé par le Sénat. Le sous-traité sur tous les bancs de l'Assemblée, de pénaliser plus sévèrement le trafic de stupéfiants, a conduit les députés à criminaliser les actes jugés les plus graves - la production et la fabrication de stupéfiants - possibles de tenir ans de réduction, s'ils sont commis en bande organisée. Les délits d'importation et d'exportation de stupéfiants - possibles de dix ans d'emprisonnement, restent de la compétence des tribunaux correctionnels. La période de sursis obligatoire est applicable aux cas de trafic de stupéfiants commis en bande organisée.

Le ministre délégué à la justice s'est, en revanche, opposé fermement à la proposition, défendue par la commission des lois, de renvoyer à une cour d'assises spéciales les affaires de trafic organisé. M. Pezet, soutenu par MM. Hystet, Toubon et Clément, estimait en effet que, face à ce type d'organisation mafieuse, une cour d'assises spéciale, composée de magistrats, permettrait d'éviter les pressions sur les jurés. Cet argument avait notamment justifié le recours à des cours d'assises spéciales dans les affaires de terrorisme.

• Proxénétisme : les députés ont maintenu la période de sursis obligatoire pour les crimes de proxénétisme, commis en bande organisée ou accompagnés d'actes de torture ou de barbarie. Ils ont également adopté un amendement permettant la confiscation des biens mobiliers de la personne reconnue coupable de proxénétisme, et augmenté, à l'initiative de M. Toubon, l'amende encourue - de 5 à 10 millions de francs - en cas de proxénétisme aggravé.

• Délaissement d'enfant : les députés ont supprimé cette incrimination dans les cas où « les circonstances du délaissement ont permis d'assurer la santé et la sécurité » de l'enfant.

• Atteintes au respect dû aux morts : les députés ont adopté, sur proposition de M. Toubon, un amendement tendant à combler un vide juridique sur le respect de l'intégrité du cadavre, punissant toute atteinte d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d'amende. La majorité de l'Assemblée a également rétabli la qualification de circonstance aggravante pour les cas de profanation de sépulture, commis à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance des personnes décédées, à une ethnie, une race ou une religion déterminées. M. Pezet a souligné que cette disposition, qui figurait dans le projet initial du gouvernement, avait été rédigée bien avant l'affaire de Carpentras.

PASCAL ROBERT-DIARD

Une expérience de formation judiciaire en Vendée

Le juge, les jurés et la prison

LA ROCHE-SUR-YON
de notre envoyé spécial

Ils sont agriculteur, infirmier, postier, marin pêcheur, vendeuse, mère au foyer au retraité. Rien ne les appelle à se rencontrer et la vie de chacun comportait son lot de routines, composées de ces multiples habitudes si rassurantes.

Un jour pourtant, deux gendarmes sont venus frapper à leur porte et leur annoncer que le hasard les avait désignés pour remplir une tâche que la loi leur interdisait de refuser : pendant quelques jours, ils seront magistrats. Habituellement, les jurés de la cour d'assises subissent une formation très sommaire. Mais, à La Roche-sur-Yon, le président, M. Patrice de Charette, leur fait visiter la prison de la ville.

Messés sur le perron de la maison d'arrêt, les trente-quatre jurés rassemblés à un groupe de touristes descendant d'un autocar. Pourtant, les visages deviennent graves lorsque le directeur de l'établissement indique : « Cette porte ne s'ouvre que de l'extérieur. » Derrière, c'est « la zone de détention » et, dans le silence, quelques éclats de voix parviennent de l'intérieur, déformés par une étrange réverbération. « J'ai déjà envie de m'évader », plaisante un jeune homme, d'un rire nerveux. Un bruit de clés. La porte s'ouvre et les jurés entrent dans le bâtiment, enfouie par une forte odeur d'eau de javel.

« C'est petit », dit quelqu'un en jetant un regard circulaire sur les portes en bois d'une vingtaine de cellules. Une femme a remarqué le filin tendu entre le nez-de-chaussée et les galeries du premier étage. La cellule numéro 4 est ouverte. Mais il n'y a pas de détenu. Le président de la cour d'assises avait d'ailleurs prévenu qu'il n'était pas question de « regarder » des prisonniers.

Ils sont trois là-dedans ?

Nécessaire, la visite s'effectue par petits groupes qui se tassent dans la minuscule cellule. « Ils sont trois là-dedans ? », murmure une femme, horrifiée. Des morceaux de câble sont alignés sur la table et le directeur explique que ce détenu monte des prises périodiques. C'est son travail. A côté trône sa destruction : une superbe maquette de bateau presque achevée. Plus loin éperleissent des objets personnels. Les yeux se détournent. Patrick, un jeune juré, murmure : « J'ai l'impression de faire un peu voyeur. »

Devant la cellule, un groupe parle avec un surveillant. Le fonctionnaire explique que beau-

coup de détenus sont illettrés. « On n'imagine pas qu'il y a encore des gens qui ne savent ni lire ni écrire », s'étonne un juré. La visite reprend. Voilà le mirard, petite pièce totalement nue avec un socle de ciment en guise de lit : « Il n'y a pas de mantes », s'indigne Micheline, retraitée. Le directeur rassure les visiteurs : le couchage est remis chaque soir. « Ah ! quand même ! », grommelle cette femme. On se bouscule un peu dans un étroit couloir pour voir la cuisine et l'infirmerie. « Vingt heures en cellule et deux promesses de deux heures par jour », commente le directeur en dirigeant le groupe vers une cour si exigüe que des jurés plaissent sur le mot « promenade ».

295 francs par jour

En sortant de la prison, chacun des jurés y va de son commentaire. La directrice et les surveillants ont « l'air humain », mais le bâtiment « est assez froid ». Léone perle essouffée. Mais elle a voulu être là. Le matin, cette retraitée avait précisé qu'elle habitait l'île d'Yeu et, devant le difficulté des passages en bateau, le président était prêt à la dispenser de siéger. Mais, après avoir écouté le magistrat expliquer l'importance de la fonction de juré et le déroulement d'une audience, elle a refusé la dispense. Léone sera juré.

Ce n'est pas pour l'argent car le greffier leur a précisé qu'ils toucheraient - dans deux mois - 295,52 francs par jour « d'indemnité de compensation » s'ils font partie des neuf jurés tirés au sort à chaque affaire. A cette somme s'ajoute une indemnité horaire de perte de salaire basée sur le SMIC. Ceux qui seront obligés de coucher à l'hôtel recevront 68 francs par repas et 135 francs pour la nuit. Mais Daniel est marin pêcheur. S'il n'est pas tiré au sort, il aura totalement perdu sa semaine, car il n'aura pas embarqué.

Demain, il faudra siéger. Claude ne cache pas qu'il se sent un peu « à l'écart », dit Alain. Mais la visite de la prison les a marqués. Eric insiste sur le bruit des clés. Pour Jacques, cette visite, « c'est important, mais... perturbant ». Mireille, trente-deux ans, directrice de communication, avoue, songeuse : « On se surprend à avoir des réflexes de compassion. On se désolait. » Hervé, effrayé par la responsabilité du juré, n'avait pas envie de venir. Mais ce sont les gendarmes qui l'ont rassuré : « Ne vous inquiétez pas, si vous avez le moindre doute, il faut acquiescer. »

MAURICE PEYROT

DÉFENSE

Pour compenser le coût de la guerre du Golfe

Les armées ont déjà reçu 1,5 milliard de francs

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, a indiqué, jeudi 20 juin, à l'Assemblée nationale, que le premier ministre avait accordé « tout récemment un premier versement de 1,5 milliard de francs » au budget de la défense, pour compenser les dépenses de la guerre du Golfe. « Pour le reste, c'est la loi de finances rectificative [le collectif budgétaire de fin d'année] qui tiendra compte du coût de la guerre, estimé à 6 milliards », a ajouté M. Joxe. Le ministre de la défense a précisé que les contributions étrangères s'élevaient à une dizaine de milliards de francs, parmi lesquelles

la plus importante, celle du Koweït, s'élève à 6 milliards de francs. « Le Koweït a commencé à verser sa contribution selon le calendrier prévu », a-t-il précisé.

Interrogé sur la future école franco-allemande de pilotes d'hélicoptère que les deux pays ont décidé de créer en commun pour la formation des équipages du Tigre/Gerfaut, M. Joxe a déclaré que « cette école pourrait être installée à Rennes-Saint-Jacques » (Ille-et-Vilaine) et ouvrirait vers 1997. M. Joxe a voulu rassurer sur les nuisances, indiquant que beaucoup d'entraînements se feraient sur simulateur.

ILE-DE-FRANCE

M. Chirac va consulter les habitants sur la « Charte de Paris »

Comme il l'avait annoncé en présentant la « Charte de Paris » (le Monde du 3 juin), M. Jacques Chirac lance une consultation auprès des habitants de la capitale, sur l'avenir de la ville et de la région Ile-de-France. D'ici à fin juin, les 1 350 000 foyers parisiens recevront un questionnaire qu'ils pourront renvoyer avant le 30 septembre. Un

résumé de la « Charte de Paris » est joint à l'envoi. Les seize questions portent sur l'équilibre entre bureaux et logements dans la capitale, le maintien ou non du niveau des emplois, l'aménagement de jardins de proximité, la construction de parcs de stationnement en sous-sol et de voies routières souterraines, etc.

Un colloque international sur les ventes d'armes

La Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), l'Institut français des relations internationales (IFRI) et le Monde organisent, les 3 et 4 juillet à Paris, un colloque international sur le contrôle de la prolifération et des ventes d'armes de haute technologie. Une série de commissions, avec la participation de plusieurs personnalités françaises et étrangères, traitent, à l'École militaire, puis à l'Assemblée nationale, des thèmes suivants : que contrôler et pourquoi contrôler ? comment contrôler ? faut-il contrôler les échanges en matière de technologies de défense ?

C'est sous la présidence de M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, que s'achèveront les travaux, avec notamment une allocution du ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Les séances du mercredi 3 juillet seront à huis clos, seule la séance plénière du jeudi 4 sera ouverte au public.

■ Pour tous renseignements, Fondation pour les études de défense nationale, Direction des relations extérieures, Hôtel national des Invalides, 75007 Paris ; tél. : 11 45-55-30-11 poste 56 88 ou 16 11 27-05-12-07 ; fax : 16 11 45-55-39-29.

SCIENCES

Avant le débat parlementaire sur les déchets nucléaires

La CFDT préconise une loi d'orientation sur l'énergie

La CFDT a rendu publique, vendredi 21 juin, sa position sur la gestion des déchets nucléaires à vie longue. Elle a remis un document aux députés, à la veille du débat parlementaire sur ce sujet, prévu mardi 25 juin.

Seul un vrai débat sur l'ensemble de la politique énergétique du pays permettra de « lever la suspicion des citoyens » face au choix des responsables, a estimé M. Jean-François Trogic, secrétaire national de la CFDT, au cours d'une conférence de presse. Si les députés ne s'engagent pas dès maintenant, le problème des déchets nucléaires risque de se entraîner dans la spirale électorale. Les élus n'auront d'autre ressource que de « reprendre la tête de manifestations ».

Une « commission nationale d'évaluation »

A propos des déchets, la CFDT souhaite la mise en place d'une « commission nationale d'évaluation », comprenant des « représentants de la société civile et de la communauté scientifique internationale », dotée d'un pouvoir de veto

suspensif sur les travaux en cours. Selon elle, le choix des sites pour la réalisation de laboratoires souterrains devrait être justifié par la publication de l'ensemble du « classement » des vingt-huit sites présélectionnés, avec la mise à plat de tous les critères techniques.

« Malheureusement », déplore M. Trogic, le projet de loi que doit discuter le Parlement « est incomplet », car « il n'aborde qu'une partie des problèmes posés par les déchets radioactifs ». Il faut prendre en compte, dit-il, « l'ensemble de la filière nucléaire ». Aussi, la CFDT préconise-t-elle une diversification des moyens de production d'électricité et une limitation du parc électronucléaire « aux stricts besoins nationaux ». Elle craint une extension du programme à des fins d'exportation d'électricité. La place de l'énergie nucléaire doit, selon le syndicat, être définie par « une loi d'orientation énergétique précisant les objectifs à vingt ans de maîtrise des consommations de toutes les énergies - dont l'électricité - et de diversification des sources ».

J.-P. D.

ENVIRONNEMENT

A Madrid

Echec de la réunion du traité de l'Antarctique

La réunion du traité de l'Antarctique s'est soldée par un échec, samedi 22 juin à Madrid. La délégation américaine a demandé « davantage de temps pour examiner le texte de base », adopté en avril dernier par les vingt-six pays ayant droit de décision, a-t-on appris de source diplomatique française.

Les négociations ont buté sur l'article 24 du protocole, qui donne virtuellement un droit de veto à chacun des pays signataires du traité, pour lever, après cinquante ans, le moratoire sur la prospection minière. - (AFP)

Le Monde ÉDITIONS

Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

J.-P. D.

CULTURE

MUSIQUE

La joie des mélanges et la tristesse du play-back

A Paris, la dixième Fête de la musique a brassé publics et genres malgré l'impérialisme des variétés télévisées

Les « Basques new age » du groupe Oïo avaient salué le lever du soleil à sept heures, au matin du 21 juin, sous l'Arche de la Défense. Sur deux belles grandes scènes, dessinées pour reprendre le motif du moule de l'Arche, les groupes et les artistes se sont succédé toute la journée et une partie de la nuit, attirant successivement les travailleurs des tours, les consommateurs du centre commercial et les jeunes sortis de classe.

Entre élassisme de bon aloi (Malavoi, Bill Baxter, Philippe Lavi) et audaces mesurées (Corman et Tuscado, Poupia Claudio et son ragamuffin toulonnais) s'étaient glissés une quarantaine d'amateurs, réunis sous l'appellation Cité Swing. Ces jeunes musiciens de Nanterre sortaient d'une initiation accélérée sous l'égide du saxophoniste américain Hal Singer qui, avec les musiciens de son quartet, vient pendant trois mois de leur inculquer les bases de la musique. Big band modulable, Cité Swing se divise en petites formations qui pratiquent les genres de prédilection des musiciens, jazz, rap, etc. L'expérience se terminait par un concert à la Défense. La rencontre entre les aspirations parfaitement réalistes et irrépressibles des jeunes et l'exigence de rigueur des musiciens professionnels a donné un résultat qui faisait plaisir à entendre.

Place des Abbesses ou devant le Crédit lyonnais, sur les grands boulevards, la France multiraciale s'était donné rendez-vous, de l'Antillais Guy Conquette à la Turque Senem Diyici, en passant par la chanson française de Jacques Haurugnot, Boulevard Saint-Germain, la Maison de l'Amérique latine avait ouvert ses portes et ses jardins. A l'heure de l'après-midi, entre punch et parols, un public en mal de calme avait espéré la fin des avertis pour s'asseoir sur les pelouses et dégustait dans une tranquillité sursaturée le tango subtil et coquet de Haydee Alta. A l'autre bout du boulevard, l'Institut du monde arabe se livrait, et c'était une première, à un exercice de pur mélange qui ne faisait rater à aucun prix hier soir, qu'il se résistait aux attrait de la rue, ceux de la place de la Contrescarpe toute proche, où fane de Brassens et adeptes de hard-rock exhibaient sans d'autres heurts que cacophoniques au cœur de la place Furstenberg, à Saint-Germain-des-Près, où quelques amateurs de chansons de rue distribuaient gracieusement les paroles à reprendre en cœur.

Commenté à l'heure de la promotion, vers 19 heures, des plus de quatre heures après, quand la rue commençait à céder à la nervosité, le concert de l'IMA voulait administrer



Loin des fastes du Trocadéro, dans un bistrot de la Butte aux Cailles...

la preuve du gisement inexploité que constituent les musiciens étrangers vivant en France. Concoctée par le chanteur tunisien Ahmed Ben Dhiab, musicien éclectique, et Mohamed Mésali de l'IMA, la soirée aligna sans faille ni attentes indésirables onze groupes ou solistes, à commencer par l'octuor de violoncelles français Tempo di Celso jusqu'aux Sud-Américains de Karumanta. Sur la scène de l'amphithéâtre de l'IMA, devant une salle plus que comble, les champions des cultures mixtes, tel le percussionniste argentin Martin Saint-Pierre, avaient fière allure. Et le public se mit à adorer le Sicilien Carlo Rizzo et ses tambourins, le griot africain Lamine Konte, brillant joueur de kora, puis les chants déchirés du Kurde Temo, son jeu raffiné au *tambur* (un petit luth), et de son double féminin, la chanteuse Shaala. Too grave jusqu'au cours improvisé et infiniment drôle - différences entre la punjabi orientale en bambou et l'euro-penne en métal - du Vietnam Bach Yen.

Le Paris rock était resté dans ses quartiers (à l'exception des groupes du FAIR, installés place Denfert-Rochereau, de la place Clichy à République en passant par Stalingrad). Entre les pavillons désaffectés de l'hôpital Bretonneau, on avait du mal à mettre un pied devant l'autre tant l'affiche qui proposait l'hôpital

éphémère (en attendant la démolition de Bretonneau, un collectif d'artistes anime les lieux) avait attiré du monde. Les Satellistes, Dirty District, le Cri de la Mouche devaient jouer jusqu'à tard dans la soirée, avec les approximations d'horaires que suppose une tournée parisienne réalisée en vingt-quatre heures. Le Cri de la Mouche, Corman et Tuscado ont donné plusieurs concerts au quatre coins de Paris.

Place de la Bastille, la première averse s'est abattue environ cinq minutes après que le chœur de l'Opéra de Paris se fut installé devant un public de curieux. Il ne fallait pas rater cette première sortie dans la rue des musiciens de la Bastille, quitta à supporter le vacarme des voitures. La pluie vint, les choristes se sont dispersés, le public aussi.

Le long du boulevard Saint-Germain, les Beatles, Simon et Garfunkel foudroyèrent l'essentiel du répertoire de nombreux groupes démentant la traditionnelle image jazz du quartier. Le vrai jazz, on le trouvait devant la gare Montparnasse, avec, entre autres, le violoniste Pierre Blanchard et surtout le trompettiste américain Louis Smith. Le groupe TSF, humour et esprit de fête, a mis le public dans sa poche.

Pendant ce temps, au Trocadéro, la soirée TF1 déployait ses splendours. Les jardins étaient éclairés

aux flambeaux, le palais de Chaillot taggé à corps de projecteurs. Le public, massé sur les quais et le pont Alexandre-III, pouvait admirer les humières et écouter les disques sur lesquels les chanteurs s'agitaient. La Fête de la musique sans musique. Jusqu'au moment où les Casse-Pieds sont montés sur scène. Les Casse-Pieds ont longtemps joué dans le métro, une partie des musiciens sont allés rejoindre la Mano Negra. Les autres ont continué à jouer du « rock'n'roll » dans le circuit alternatif. Les Casse-Pieds viennent de signer avec Claude Martinez, manager, entre autres, des Gipsy Kings, ce qui leur a donné le ticket d'entrée à la soirée TF1. Une fois en direct, ils ont déployé une bandelette dénonçant le playback, annoncé leurs prochaines dates de - vrais - concerts, et chanté une variante de leur « tube » *Le Métro*, assez désoberlante pour TF1 et sa politique musicale. En règle, on a fait ce qu'on pouvait pour limiter les dégâts, cadrant la scène de très loin pour que la bandelette soit lisible, mais les Casse-Pieds avaient réussi leur coup, il était pour une fois question de musique sur TF1.

VERONIQUE MORTAIGNE et THOMAS SOTINEL

La saveur du pays, l'attrait du monde

Clôture des premiers Mardis du Duoos, qui ont révélé la vitalité des musiques traditionnelles de France

Le label new-yorkais Shanachie Records, qui a connu ses heures de gloire en lançant sur le marché américain les premiers échantillons de musique sud-africaine (la série *The Incredible Bass of Soweto*), bien avant la défunte *Graceland* de Paul Simon, possède un catalogue conséquent de musiques vivantes du monde. Très exotique et chic, figure en bonne place le quintette français *Le Jai, French Traditional Music From Limousin*. Le groupe, un prototype des mélanges créatifs qui agitent les musiques traditionnelles en France, revient d'une tournée de quinze concerts aux Etats-Unis. Ici même, Bretons, Basques ou Auvergnats sont rangés dans le rayon « Musiques du monde » des disquaires, où ils étoient les *Musiques du Ramayana*, les grands classiques persans ou la tradition malgache.

L'auditeur urbain type ressent la même distance entre la Corée et l'Iron, explique Eric Montbel, joueur de cornemuse de Le Jai, et coprésident avec Jean Blanchard du Centre de musiques traditionnelles de Rhône-Alpes. « D'ailleurs, la vieille à roue amuse les Américains, et les sonorités du bourdon les étonnent, comme nous celles du *sanjur* ». Les musiques de terroir s'approprient-elles donc à la grande famille de la sono mondiale?

Selon Pierre Tourneille, directeur du label Ocora de Radio-France, « les musiciens traditionnels français possèdent d'exceptionnelles qualités musicales. Un Arnaud Maisonneuve, un Benat Achary, qui des voix formidables qui les situent dans la lignée de *Pakistani Nusrat Fateh Ali Khan* ou de *Iranien Nazari* ». De fait, nous sommes loin de l'amateurisme, ce sentiment approximatif du métier d'artiste - à ne pas confondre avec les pratiques d'amateurs, points d'acrocage d'une musique riche de sa diversité - sont les détracteurs du « trad » firent leurs ehoux gras. Folie des barbes épaisses, des cheveux en bataille et des soirs de kermesse, les musiciens d'aujourd'hui ne sont plus ceux d'hier.

Les Mardis du Duoos, deux soirées par mois consacrées aux musiques traditionnelles, essentiellement françaises, avec incursions en Angleterre (*Oyster Band*) ou en Ouganda moderne (*Geoffrey Oryema*), ont poussé le bouchon un peu plus loin en garantissant les rencontres et les mélanges. Philippe Krümm, qui les a imaginés, tient le rôle du grand communicateur.

Cet ancien chargé de mission à la direction de la musique, passionné des « musiques d'ici », rédacteur en chef de *Trad-Magazine*, et ses proches, Gabriel Yacoub, ex-chanteur de Malicorne, André Ricors, chanteur et joueur de cabrette, développent une attitude autant qu'une esthétique, en prenant leurs marques sur les variétés et le rock : défense du style, de la manière et du renouvellement créatif. Redresseur d'images, Philippe Krümm sait que la marge de manœuvre est étroite, entre l'ethnologue et le *plaisantin*, avec, en filigrane, la question-clé : qu'est-ce que la musique traditionnelle en France aujourd'hui?

La galaxie du disque

« C'est une ornamentation singulière, une musique modale très travaillée sur des bases simples », précise Evelyne Girardon, chanteuse et joueuse de vielle à roue, membre de la Compagnie du beau temps et initiateur de l'excellent groupe vocal Roulez Fillettes. « La plupart des musiciens du *dis* servent au bourdon », poursuit Philippe Krümm. Mais la palette de sons est très étendue, grâce notamment à une grande variété d'instruments, une vingtaine à usage courant. « Et de lancer une boutade : « On fabrique chaque année en France plus de cornemuses que de violons. » Les chiffres lui donnent raison. La réalité est autre. Il suffit d'observer le balancement, entre effervescence et méfiance, du marché discographique.

L'hiver dernier, une quinzaine de labels « traditionnels » s'étaient regroupés au MIDEF de Cannes, sous l'impulsion du Centre national d'action musicale (CENAM) (1) et de la SACEM. Une galaxie peuplée d'indépendants souvent installés en région, où l'on retrouve le Breton Keltia Musique, le Corso Ricordi, mais aussi le classique Arion, le marginal Nato, ou les marins de la

revue *Le Chasse-marié*. Nouveau venu, Silix, créé par Philippe Krümm, avec la collaboration d'André Ricors, assure un volet plus novateur, mélange assuré et furtif poussé avec le jazz (André Ricors et Louis Schavis, *Le Partage des eaux* : Quintette de clarinettes *Musique itée*). Un pendant nécessaire à Ocora, pionnière et labo de qualité « tradition » - les musiques mélangées n'y ont pas tout à fait droit de cité. Fondée par André Ricors, président de l'AMTA (Association des musiques traditionnelles d'Auvergne), un des sept centres régionaux subventionnés par la direction de la musique et Pierre Tourneille, la collection « En France » de chez Ocora aligne quelques prix d'excellence souvent décernés par l'Académie Charles-Cros, ou des critiques élogieuses et unanimes (Gilles Chabnat, *Musiques pour vielle à roue*, Erik Marchand et Thierry Robin, *Chants du Centre-Bretagne*, Arnaud Maisonneuve, *Chants de Basse-Bretagne*, Benat Achary, *Aranao*, Evelyne Girardon, *Amour de Jusain*...). La collection a démarré grâce aux avantages du service public : « La non-obligation de rentabilité immédiate, la liberté de produire, l'aura internationale d'Ocora », précise Pierre Tourneille. Elle stagne en butant sur ses inconvénients : des moyens de production minima (un budget « nouveautés » d'environ 400 000 F par an pour six disques, toutes collections confondues), un budget de réassort encore plus maigre, et les pesanteurs administratives qui gênent le suivi des artistes. Pour reprendre son souffle et satisfaire leurs exigences, Ocora devrait multiplier ses capacités de production et de commercialisation par deux ou trois.

Manque de salles

Devant ces lourdeurs, les musiciens sont allés voir ailleurs. Et l'on retrouve aujourd'hui, dans la collection « Ethnic » chez Aavidis, la plupart des artistes Ocora. Le label soutient ses artistes. Silix égaie aussi. Mais, même si le Théâtre de la Ville à Paris programme, pour la saison prochaine, le trio d'Erik Marchand et le Quintette de clarinettes, le manque de salles alternatives au phénomène se fait cruellement sentir, celui de tournées professionnelles aussi. La SACEM, inopérante sur le répertoire traditionnel tombé dans le domaine public, mais touchée par un secteur créatif, composition, arrangements, en plein essor, est bien décidée à donner un coup de pouce. Elle a consacré cette année 1,5 million de francs au soutien des musiques traditionnelles (pour un budget variétés de 20 millions de francs).

Les musiques traditionnelles françaises, qui flirtaient aujourd'hui avec celles des communautés immigrées, veulent trouver leurs débouchés en dehors des limites du pays, en conservant de fortes identités. Leur chemin passe par Paris la centralisatrice. Mais aussi par les régions. On retrouve donc la plupart des musiciens dans les Centres de musique traditionnelle, où, de l'AMTA à Riom à la Deltum à Loudéac, ils mènent à bien des missions naturelles de collecte et de transmission des répertoires et des techniques, souvent en collaboration avec les départements d'ethno-musicologie des universités et les conservatoires, où, depuis 1987, il existe des certifiants d'aptitude aux musiques traditionnelles.

Les paris sont pris. Le dernier Mardi du Duoos pour cette saison fut optimiste. Quatre compères de la Compagnie du beau temps (Girardon, Blanchard, Amyot, Le Tron) y étaient la sortie chez Aavidis de l'album *Le Grand Félin*. Tout n'y était pas parfait, et ces excellents musiciens s'étaient boudés par une maladroite « mise en spectacle » quelques bouteilles de vin encombrantes pour la vielle et des habits de cuisiniers peu pratiques pour l'accordéon diatonique. Les chaussons, charmantes et travaillées, tournaient autour d'un trait d'union savoir-vivre ou « se faire pêter la sous-ventrière » avec élégance demeurait, en fin de compte, bien plus important que toutes les discussions d'école.

V. M.

(1) Le CENAM a publié un fichier des musiciens traditionnels en France, ainsi qu'un guide très complet et éminemment présent des *Musiques d'A France*. Tél. : (1) 42-33-38-24.

DANSE

Un air de modernité

Quatre ballets, quatre façons de jouer avec les codes classiques

CHORÉGRAPHES AMÉRICAINS

à l'Opéra Garnier

Ils sont quatre, réunis pour neuf soirs au Palais Garnier sous la bannière étoilée « Chorégraphes américains ». Un bel éventail de générations, du vétéran Jérôme Robbins, soixante-douze ans, au benjamin David Parsons, trente et un ans, en passant par le quadragénaire William Forsythe et la quinquagénaire Twyla Tharp. Sous passeport commun, quatre tempéraments bien différents, quatre manières d'insérer à la danse classique le sang vital de la modernité.

Il n'y a pas lieu de s'étourdir, cependant, sur le chéif hors-d'œuvre que constitue *An Envelope* de David Parsons, entré au répertoire de Garnier en 1987. Son langage postmoderne ne sort guère de la banalité, les allégres d'ouverture de Rossini étant ici prétexte à diverses piteuses autour d'une lettre dont on ne parvient pas à se débarrasser.

« Nous dépendons tous de la danse classique et de son enseignement », déclare la trépidante Twyla Tharp, longtemps figure de proue de l'avant-garde new-yorkaise. *C'est notre base. Je m'en sers et je joue avec, mais je la respecte*. Elle en joue davantage qu'elle ne la respecte, heureusement, dans *Push Come to Shove*, (la nouveauté de la soirée) : elle en raille les codes, en sabote les mécanismes, la machine de swing, de charleston, d'acrobaties. Décalages pervers, rivalités surnoises, fausses entrées et sorties, chapeaux melon volants - et missvants costumes de Santo Loquasto. Mais *Push* est plus drôle à New-York, où on l'a vu récemment dansé par

l'American Ballet Theatre. Les danseurs de l'Opéra se prennent encore un peu au sérieux dans cette bulle de savon. Malgré son charme peu résistible et quelques pyrotechniques, Patrick Dupond semblerait curieusement absent, le soir de la première.

On a déjà célébré ici le raffinement et la beauté de *In the Night* : Robbins semble y regarder la danse classique avec plus de nostalgie qu'ailleurs et nous parler aussi, dans ses pas de deux avec innumérables « portés », d'autres temps où l'homme traitait sa compagne en objet précieux (dans la danse contemporaine, comme on sait, il la jette à terre le plus brutalement possible). On retrouve avec bonheur les trois couples de la création, la divine Loudières en tête - seul Wilfrid Romoli remplace Jean Guizerix et confirme ses progrès constants.

Neuf étincelles d'enfer

Vient enfin Forsythe, le violleur, le violenteur de l'académisme, qu'il pousse aux paroxysmes du déséquilibre, de la désarticulation, de la vitesse. Jamais son fameux *In the Middle. Somewhat Elevated* n'a paru dansé de façon aussi éblouissante, par neuf étincelles d'enfer qu'il faut toutes nommer : Isabelle Guérin - étoile fétiche de la soirée Tharp, Robbins et Forsythe l'ont réclamé, - Marie-Claude Pietragalla, Laurent Hilaire, Maouel Legris, Lionel Delanoë, Fanny Gafda, Karin Averty, Nathalie Aubin, et Béatrice Martel. Sallie en délire.

SYLVIE DE NUSSAC

► Opéra de Paris Garnier, 19 h 30, jusqu'au 29 juin. Tél. : 47-42-53-71.

CINÉMA

Le miracle du clochard

Néo-réalisme à l'italienne pour une comédie bien française

UNE ÉPOQUE FORMIDABLE de Gérard Jugnot

Gérard Jugnot était arrivé en réalisation comme on entre en religion, persuadé de pouvoir évangéliser les foules par sa force de conviction. Il ne voulait pas être seulement acteur. Et s'il est vrai que *Pino simple fic* fut un coup d'essai sympathique, propre à mener de nouvelles fidèles au cinéma de café-théâtre, Jugnot cinéaste a glissé avec ses deux films suivants vers un comique purement franchouillard qui ne laissait plus rien à l'espérer.

Les miracles peuvent avoir lieu. D'une certaine manière, *Une époque formidable* en est un. Voilà un scénario bien construit, bien travaillé, armé dans le réalisme contemporain, avec des dialogues habiles, une mise en scène qui pratique dans ses meilleurs moments le mélange des genres, dramatique et burlesque, la comédie italienne. Avec, Jugnot en tête, une interprétation bien dirigée et, pour assouplir le tout, des bouffes d'amour et de tendresse car Jugnot est, aussi, un sentimental.

Michel Berthier, cadre supérieur

JACQUES SICLIER

EN BREF

► Mort du pianiste Malcolm Frager.

Le pianiste et musicologue américain Malcolm Frager est mort le 20 juin dans un centre hospitalier de Lenox (Massachusetts). Il était âgé de cinquante-six ans. Né le 13 janvier 1935 à Saint-Louis, initié au piano par un disciple de Clara Schumann, il avait remporté en 1959 le concours Leventritt et, en 1960, le prix du Concours de la Reine Elisabeth à Bruxelles. Polyglotte, interprète éclectique, il avait donné des concerts dans plus de seize-dix pays, et menait en même temps des

recherches musicologiques. Son dernier concert remonte à juillet 1990. ► Mort du chanteur Barthelemy Wartel. Le cinéaste américain Barthelemy Wartel, qui avait obtenu trois Oscars pour des films documentaires, et dont le dernier film, sur Andy Warhol, vient de sortir aux Etats-Unis, est mort le 18 juin à son domicile de Norwalk dans le Connecticut. Il était âgé de cinquante-huit ans.

► Report d'un record de Sviatoslav Richter. - Sviatoslav Richter déplace le record qu'il devait donner le 22 juin, à 18 heures, à la Grange de Meslay, près de Tours, au 27 juin, à 21 heures.

مكتبة الشارقة

La sagesse du pays
l'aurait dit tout de suite

L'ACADÉMIE FRANÇAISE A REÇU M. JOSÉ CABANIS

Pour ou contre Dieu ?

Il est piquant de voir M. José Cabanis, « moins dans le siècle » comme on ve le définir tout à l'heure, commenter, expliquer, disculper peut-être, l'athéisme avoué de Thierry Maulnier. Certes, en couvrant d'éloges l'œuvre littéraire où s'imbriquent les prises de position politique d'un maurassien militant — de moins en moins orthodoxe il est vrai — il fait preuve d'une évi-

dente lucidité. Per exemple, le nouvel académicien prend le contre-pied d'une formule qui fut fracassante au cours des années 20 : elle qualifiait le dix-huitième siècle de « stupide ». Voire ! Le pensum académique du moins fourni à M. Cabanis l'occasion d'ajouter un chapitre à sa galerie d'écrivains. N'est-il pas seulement romancier — et même, avec le *Crime de Torcy*, auteur d'un

polar métaphysique, — mais historien et essayiste ? Après, entre autres bons livres, son *Saint-Simon l'admirable*, son ouvrage sur *Mauriac, le roman et Dieu*, justifie une fois de plus l'assentiment de M. Jacques de Bourbon Busset : ce « mystique voluptueux » a retrouvé la grâce, la foi d'une enfance pieuse.

JEAN-MARIE DUNOYER

Le discours du récipiendaire

Penseur solitaire

Aucune complaisance jamais. L'ai relevé cette affirmation : « *Démontrer est sain, fatigant, ennuyeux et nul.* » Sa curiosité était multiple, qu'il s'agisse de politique ou de littérature, de sens des mots, des coutumes, de l'homme en général, de la femme en particulier, de ce que pourrait être un art de vivre, ou plutôt de ce qui pourrait rendre cette vie tolérable. Les réflexions qui en résultaient, on aurait dit qu'elles n'étaient que pour lui, sans qu'il songeât à convaincre. C'était une pensée libre, née d'elle-même et de l'occasion, une pensée surtout solitaire, qui rappelle la naissance de celle de Descartes quand celui-ci raconte : « *J'étais alors en Allemagne... Je demeurais tout le jour enfermé dans un poêle, où j'avais tout loisir de m'entretenir de mes pensées.* »

S'entretenant de ses pensées, sans souci d'un interlocuteur, il me semble qu'il y a de cela chez Thierry Maulnier, tout le contraire de Montaigne qui, dès les premiers mots, s'adresse au lecteur. Une sorte de retrait, de distance, de baveur, très curieuse, de ne pas paraître pas un hasard s'il se référait volontiers au « doute méthodique » de Descartes, « le plus grand philosophe des temps modernes », dit-il, trouvant également la « prise de conscience du cogito ». Mais avant celui-ci : le doute, qui est un geste, voire une méthode, dont Thierry Maulnier peut-être (j'allais dire : sans doute) ne se défait jamais.

Dans la déclaration liminaire d'un de ses ouvrages, il se présente comme un de ceux qui « ont posé à leur époque un plus grand nombre de questions », sans prétendre avoir donné des réponses satisfaisantes. « *Du moins, dit-il, j'aurais contribué, je l'espère, à rendre moins convaincantes les réponses des autres.* » Il dira de même, d'une autre manière : « *J'ai ne peux pas donner de réponses à toutes les questions, mais tu peux faire des questions avec toutes les réponses.* » C'était pousser loin le doute méthodique, le transformer en remise en cause, directe, de ce qui est admis. On passe du « je doute » à « je conteste ». En 1938, dans *Combat*, condamnant le nazisme et tout régime totalitaire, il constatait : « *Les lois de l'Esprit sont la confrontation, le doute, la contradiction.* » Rien d'une intelligence dogmatique. Après une jeunesse où, sous une influence dont il ne laisse pas de s'écarter bientôt, il n'avait pas hésité à se montrer parfois très affirmatif, il fut ensuite rarement un professeur, mais presque toujours un grand interrogateur, interrogateur de soi.

« Que le message soit clair »

C'est clairement qu'il posait les problèmes, sans dissimuler la complexité des sujets et l'incertitude des solutions, sous un langage abstrait et obscur. Il avait observé, dit-il, qu'une certaine obscurité voulue est un bon moyen de plaisir, ce dont précisément il ne se souciait pas. Son expérience lui avait appris que le lecteur ne répugne pas à mal comprendre : « *Trop de limpidité l'humilie* », taodis qu'un discours où il se perd un peu ou beaucoup le flatte. Thierry Maulnier voyait dans l'opacité de l'écriture non une difficulté à exprimer ce qui est trop riche, mais un signe de prétention, et une démagogie. On est sibyllin parce qu'on accroche ainsi un certain public. « *Tout peut être dit clairement* », dit-il ; mais il poursuit : « *Toute grande œuvre est un langage codé. Que le message soit clair, et que le sens soit caché.* »

Merveilleuse définition de ce qui ressortit de la littérature : à la différence des travaux universitaires ou d'érudition, où le texte doit être clair, objectif et complet, il coïncide ici de lire entre les lignes, là est le plaisir que donne la littérature, tout est à double ou triple sens, un langage facile, mais un regard attentif qui va au-delà, où sont les vraies richesses.

Première leçon que nous donne, me semble-t-il, Thierry Maulnier, et que me rappelle cette prière de Tolstoï que Monttherlant citait et admirait : « *Mon Dieu,*

donnez-moi la simplicité du style. » La recherche et les prétentions révoltent d'ordinaire une pauvreté qu'on voudrait masquer, alors qu'un grand écrivain livre ses secrets sans ambages, de même que dans une eau transparente et calme, à qui sait voir, apparaissent la prodigieuse variété, la poésie et l'idéal des fonds marins. On comprend pourquoi Thierry Maulnier a placé si haut Racine, sur lequel il est revenu maintes fois, et ce qu'il en dit nous fera connaître mieux Thierry Maulnier lui-même. Tant il est vrai qu'on se livre en parlant de ce qu'on aime.

L'éternel Racine

RACINE, dit-il, « ne se soucie ni de heurter ni de séduire », il ne consent à atteindre le spectateur que par un seul moyen : la qualité. Racine « n'est pas social », il n'est pas de ces auteurs qui fournissent des maximes pour honnêtes gens. A la différence de Corneille, il ne moralise jamais. Chez lui, le spectacle, ce qui attirent le public, est réduit à presque rien : tout est à deviner, à comprendre. (En passant, songez au théâtre de Victor Hugo). « *Pas de cris, il n'y a pas de baisers dans le théâtre de Racine. La folie ni la haine n'y écument, la douleur n'y hurle point.* » Tout s'y manifeste et s'y résout en paroles, et en paroles simples : l'émotion, le tragique est dans la musique impalpable (la modulation) de ses paroles, ce qui l'exclut pas la violence.

Thierry Maulnier ne croit pas au « *tendre Racine* », il insiste plutôt sur la « *cruauté racinienne* », toujours seulement suggérée, cependant cuisante. Je parlais tout à l'heure de la délicatesse, purement littéraire, que donne la lecture d'un texte entre les lignes, entre les mots, et à travers les mots pour découvrir ce qu'ils recèlent, ce qu'ils portent en eux, ou texte où tout est dit, sans le dire. Ainsi Andromaque annonçant à Pyrrhus qu'elle doit le quitter pour aller voir son fils : « *Je ne l'ai point encore embrassé d'adieu* », dit-elle. Au lycée, Georges Canquihem nous faisait remarquer qu'Andromaque disait cela à un homme qui babilait de l'embrasser. Ils ont de la chance ceux qui ont rencontré quelqu'un pour leur faire aimer Racine, et Thierry Maulnier fut un de ces initiateurs pour qui nous n'aurons jamais assez de reconnaissance. (...)

L'admiration et la joie d'admirer à bon sens conduisent ainsi Thierry Maulnier jusqu'à un hymne qu'on aurait pu ne pas soupçonner chez lui, et à une expression nouvelle de la beauté et de la grandeur de l'art grec. Même démarche, mêmes conséquences lorsqu'il traite d'une époque de notre littérature qui lui est particulièrement chère, qu'il trouve sa joie à faire revivre, quand elle était sinon morte, du moins profondément assoupie. Le dix-septième siècle, reconnaît-il, est sans doute « *le siècle royal de notre littérature* », mais ce qu'on a nommé l'école de 1660, qui exigeait des ouvrages « polis et repolis », « *vingt fois remis sur le métier* », s'il la respecte et l'aime dans Racine, lui semble aussi l'avènement et l'apothéose d'un esprit plus rassurant que novateur, celui de la bourgeoisie, apportant dans les lettres le rigisme de la convention, de la tristesse et de l'ennui. On rencontre alors, observe-t-il, des écrivains « *filis de tabellions et de drapiers* », que ne tente plus aucune aventure et qui ne sont plus guetés, Dieu ou en préserve, « *que par les penchants et l'académie* ». Toute l'attention de Thierry Maulnier, quittant Racine, toute sa réflexion se porte sur la première moitié du siècle.

Il aime « *l'œuvre libre, inquiète, vive, hordie, du temps d'Henri IV et de Louis XIII, une époque toute vouée aux plaisirs de l'invention et de la découverte, regorgement de virtuosités* ». C'est dans la poésie de cette époque, trop oubliée, qu'il découvre, en propres termes, « *le jaillissement de sources innombrables* ».

Ces poètes que la fio du siècle a rejetés dans l'ombre et dont il goûte la verte originalité, il sait découvrir dans leurs œuvres des vers inattendus, qui en font couler de source, et leur donne la part belle dans cette introduction à la poésie française, qui fut l'occasion pour Mauriac, tout en critiquant un choix qui étonnait, de dresser, des couronnes à ce brillant Thierry Maulnier. Précédant ce choix,

on avait pu lire un essai d'une rare densité, dont à tout moment des aphorismes et des idées pouvaient être détachés, non seulement se suffisant à eux-mêmes, mais ouvrant la voie à des commentaires nouveaux, à une longue rêverie.

Toute une part de notre littérature se trouve ainsi ressuscitée par Thierry Maulnier, au charme frais, en quelque sorte enfantine, que sans doute avaient annoncé certains poètes de la Renaissance, qui, déjà, avaient su exprimer à neuf, dit-il, « *la teneur de la chair adolescente, la tendre respiration de l'amour* ». C'était, remarquait-il, un monde naissant qui usait de mots qui n'avaient jamais servi, comme ceux qu'échangent deux enfants qui aiment pour la première fois. Le temps de Louis XIV et de Versailles sera celui d'une solide maturité, alors que nous avons ici les premiers feux de l'amour qui s'émerveille de pouvoir briller dans une langue qui sort de sa gangue, le français. On joue avec des mots qu'on ne fera plus jamais. Avec ces poètes tenus pour mineurs, et qui pour certains ne le furent pas, on devine chez Thierry Maulnier une complicité, une connivence, inséparable de l'amour qui commence et qui éblouit, et qu'il nous communique pour notre joie.

Un siècle prétendu stupide

Le dix-huitième siècle l'a plus rarement sollicité, et moins encore le dix-neuvième siècle français, s'il est vrai, qu'il a étudié très tôt Nietzsche, mais qui n'était pas de chez nous, et le jeune auteur en fut félicité par Léon Daudet dans un article du 8 juin 1933, où il était dit que Nietzsche avait balayé « *comme en se jouant le conformisme, l'académisme, les préjugés, les formules stériles du stupide dix-neuvième siècle* ».

Ces derniers mots, il faut les souligner au passage, ils sont riches de sens et le furent de conséquences pour bien des esprits qui n'étaient pas médiocres, au cours de la première moitié du siècle qui s'achève. J'ai de même relevé un bref souvenir que Thierry Maulnier évoque sans commentaires : « *Le 10 juin 1909, Charles Maurras parla aussi du « stupide dix-neuvième siècle ».* »

Dans cette condamnation, il semble que Thierry Maulnier retrace surtout un grief précis, qui était la propension du dix-neuvième siècle à « *tout confondre* » : « *Il avait fait, dit-il, de la peinture avec la musique, de la poésie avec la peinture, de tout avec tout, et spécialement de l'éloquence* ». La poésie romantique, à ses yeux, n'était guère que « *barbarisme versifié sur les événements et les sentiments, surtout les sentiments* ». Bavarde, le dix-neuvième siècle, assurément, mais stupide ?

Dans tous les domaines, peinture, roman, poésie, histoire, musique, politique, érudition, théâtre, chroniques, mémoires, sculpture, critique, une discipline qui fut alors inventée, quel siècle fut plus riche, plus foisonnant, plus divers, plus contrasté ? Le dix-neuvième siècle vit en France, après des siècles passablement monotones, l'explosion, sans doute désordonnée — mais comment faire ? — de talents heureusement contradictoires, et de bien des génies. Thierry Maulnier ne suivit pas l'exemple de l'ami de sa jeunesse, Maurice Bardèche, qui s'est attaché à Stendhal et à Balzac, avec bonheur. Fidèle en cela à Maurras et à Léon Daudet, il se détourna de ce siècle incompréhensible.

A Louis-le-Grand déjà, pour amuser ses amis, il récitait des poèmes de la *Légende des siècles*, en les parodiant, et on lui fait dire dans une interview : « *Je crois vraiment que la poésie française pourrait se passer de Victor Hugo.* » Il s'en occupa pourtant volontiers. (...)

L'admiration clairvoyante

C'est là, me semble-t-il, la seconde leçon que nous donne Thierry Maulnier. Il existe une critique de l'admiration qu'il approfondit, nourrit, justifie cette admiration, et une autre que j'appellerais, faute de mieux, une critique de dénigrement.

La première nous fait voir les beautés, les subtilités d'une œuvre, son sens d'autant plus précieux qu'il se dérobait, et donc nous fait mieux connaître dans cette œuvre ce qu'elle a d'essentiel, puisque ce sont cette beauté, cette richesse, les secrets qu'elle nous avait laissés seulement entrevoir, qui en font le prix, et qui expliquent qu'elle nous frappe et nous retient alors qu'elle vient de finir le jour, ou qu'elle ait pu franchir les siècles et nous enchanter encore. Le succès actuel d'une œuvre, comme sa survie, s'expliquent non par les scores qu'on y peut déceler, mais par ce qu'elle a d'admirable, et la critique née de l'admiration lui donne de nouvelles raisons d'exister, est féconde, accroît notre connaissance, et donc notre plaisir. Elle enrichit l'œuvre et nous enrichit. L'autre, qui dans une œuvre même remarquable s'attache à relever les contradictions, les incongruités, tout simplement les faiblesses, n'ajoute rien, reste à la périphérie du sujet, puisque les incongruités, les contradictions, les faiblesses de cette œuvre n'ont pas empêché que celle-ci nous touche, et parfois nous comble. Une telle critique perd son temps, comme si, devant une femme très belle, on s'en tenait à souligner que le lobe de son oreille aurait pu être mieux dessiné. Thierry Maulnier cite et sauve tel vers de l'époque de Louis XIII, qu'il trouve d'une « *brutalité noble* », et il a raison, de même qu'il donne raison à Gide quand celui-ci lui rappelle un vers de Hugo : « *Il descend, réveillé, l'ourle côté du rêve* », et le trouve parcellément admirable. Dans les deux cas, il voit juste : il n'y a que l'admiration qui soit clairvoyante.

Maurassien

En tout cas dans le domaine des lettres et des arts. Dans celui de la vie et de la réflexion politiques, autre domaine dont s'est fort occupé Thierry Maulnier, c'est une autre affaire. Combien de tyrans ou de médiocres qui furent adules, acclamés par des assemblées ou des foules qui célébraient ainsi l'avance la catastrophe, la faillite, la mort ou la servitude qu'on leur préparait. L'enthousiasme lui est rarement de mise. « *A Berlin disaient les uns, Nach Paris* » disaient les autres, ou l'inverse, et des fanatiques s'acharnaient du haut des balcons, tout cela pour aboutir à un ventricule ouvert ou à une tête éclatée, au milieu des champs dévastés, de ruines noires ou dans le désert ou la neige. L'enthousiasme, pour l'observateur politique, n'est pas un bon jeu, la vertu majeure est la lucidité. Thierry Maulnier n'en a pas manqué.

Sans doute raconte-t-on que, en 1934, Thierry Maulnier fit le roup de poing contre les policiers, et que même sa photographie en émeutier parut dans les journaux. Très vite, il s'en tint aux combats de la spéculation intellectuelle et de l'écriture. Il avait de qui tenir. Henri Massis lui-même rapporte que, à l'imprimerie de l'Action française, la nuit du 6 février 1934, aux manifestants sortant de l'émeute, fort échauffés, Maurras parla paisiblement des poètes symbolistes, lui encore, consciemment ou non, Thierry Maulnier se montra disciple assidu de Descartes, qui observa le monde selon les seuls critères de la raison, mais comme il est dit dans le *Discours de la méthode*, lâchant « *d'y être spectateur plutôt qu'acteur en toutes les comédies qu'il y jouent* ». Thierry Maulnier devait se démarquer, en cela, de nombre de ceux qui furent ses premiers compagnons. (...)

Erreurs de jeunesse

Le jeune Thierry Maulnier y fut Laccuilli, et ses mérites reconnus, dès le début des années 30, et en dépit de ce qu'on appelait son air d'indifférence et d'ennui, dans nombre de ses chroniques la violence du ton fut l'écho fidèle de celle souvent en bonhomme dans la maison. Le 11 septembre 1930, il parlait de la naïveté et de l'impudence d'Emmanuel Berl, ce qui n'était pas juger sagement. Encore le 22 septembre 1938, à l'annonce de colomes, Julien Benda était dit par lui non seulement imbécile, mais l'imbécile.

Lire la suite page 12

Premier contact

RECLUS dans ma province, d'où vous m'avez fait l'honneur de me faire si glorieusement sortir, je n'ai vu Paris qu'en 1945, à vingt-trois ans. Pour que je rencontre personnellement Thierry Maulnier, il avait donc fallu qu'il vint jusqu'à moi. Cela s'était passé en 1937 ou 1938 — jusqu'à ces derniers temps, je ne savais plus j'avais vu un jeune homme plus âgé que moi, mais pas de beaucoup, semblait-il, très grand et long, avec un regard attentif, myope et sérieux derrière des lunettes. Il était accompagné d'un ami, que j'ai supposé longtemps être Jean de Fabrègues. Ils avaient fondé une revue, *Combat*, qu'il s'agissait de présenter dans un cercle d'étudiants. Un numéro ancien de cette revue m'a permis, l'hiver dernier, de découvrir l'annonce de cette réunion et donc sa date, le 17 mars 1938, et que c'était René Vincent qui assistait Thierry Maulnier. Ils devaient traiter le sujet suivant : « *Nos raisons de combattre pour le vrai nationalisme contre l'argent.* » Le vrai nationalisme contre le démocrate. Le programme caractéristique de ce qu'il y avait d'original, et d'un peu subversif, dans la pensée de Thierry Maulnier. Après la réunion, il nous parla en comité plus restreint, puis écouta nos remarques et nos suggestions.

Ce fut pour lui l'occasion d'une réponse que je n'ai pas oubliée, et à vrai dire la seule phrase que je lui ai entendue prononcer dont j'ai gardé exactement le souvenir. L'un de nos camarades lui avait dit que sa revue était intéressante, mais que peut-être elle atteindrait un public plus vaste si son abord était plus facile, son contenu à la portée de lecteurs moins avertis. Thierry Maulnier répondit : « *Cela ne me paraît pas nécessaire.* »

Les cinquante ans qui ont suivi n'ont pas démenti ce propos, ce parti pris chez Thierry Maulnier de ne jamais chercher le succès en adoptant ce qu'on appelle dans le jargon d'aujourd'hui un *profil bas*, à étendre son public en se souciant de lecteurs moyens, qui sont nécessairement le grand nombre. Il dit de Victor Hugo qu'il fut « *prophète pour grand public* », ce ne fut pas son cas.

LA RÉCEPTION DE M. JOSÉ CABANIS

Le discours du récipiendaire

Suite de la page 11

type. Ce furent là erreurs de jeunesse, le vocabulaire de Léon Daudet faisait école. Quand Thierry Maulnier traitait d'autreurs qui lui étaient chers, tout changeait, et déjà il ne passait pas inaperçu. L'évaluation, qui ne laissait pas de lire aussi l'Action française, dans son Journal de ces années-là, dit à l'appréhension : « les critiques littéraires de Brasillach » et « les articles de doctrine littéraire de Thierry Maulnier ».

A l'Action française, on trouvait Thierry Maulnier si brillant qu'on se demanda s'il ne succéderait pas un jour à Maurras. Un de ses camarades le décrit ainsi : « Thierry était grand, maigre, à peine voûté, avec un front haut, un nez droit, des yeux lunettes, un regard aigre qui parfois devenait rêveur. Sa voix était grinçante, il avait le quolibet facile et riait en se trémoussant de nos plaisanteries d'une qualité très inégale. Nous l'admirions. Il était à nos yeux le plus intelligent. » Ce fut à l'occasion de la condamnation au pied levé d'un numéro d'une revue d'étudiants, proche de l'Action française, menée à bien par Brasillach, Bardèche, José Lupin et Jacques Talagrand, que celui-ci prit le nom de Thierry Maulnier.

Henri Massis salua avec joie La crise est dans l'homme, son premier essai qui ne fit pas purement littéraire : « Je suis pour de lectures qui valent, causent une satisfaction d'esprit aussi pleine. » Décantant ainsi la valeur de celui qu'il appelait « ce jeune homme », il ne se trompait pas, mais voyait en lui un traditionaliste, ce qui était s'avancer beaucoup.

L'indocile

DÉJÀ Thierry Maulnier faisait un peu bande à part, fondant en 1937 l'insurgé, titre emprunté à Jules Vallès, qui fut quinquante-deux numéros, et dans les idées particulièrement radicales et se voulant soucieuses des problèmes sociaux plus encore que Combat s'écarterait sensiblement de la politique de Maurras. Dans le premier numéro, on trouvait parmi d'autres, à la suite de Thierry Maulnier, Maurice Blanchot, Kéler Haedens et Claude Roy, sous un pseudonyme. Cet hebdomadaire est qualifié de « bizarre aventure » par Henri Massis, qui nous révèle que l'anticapitalisme de Thierry Maulnier effrayait Maurras, lui paraissant déraisonnable. « Nous voulons des agitateurs », écrit Thierry Maulnier. Il s'agissait de combattre les exploités de la France « par tous les moyens, avec toutes les armes ». Massis a publié la lettre que Maurras adressa à Thierry Maulnier : « Vous tendez à détruire l'armature morale de la fortune privée. Mon cher ami, réfléchissez-y. »

Son anticommunisme n'était pas moins vif, et il donna jusqu'à la défaite de 1940 des articles à nombre de publicateurs de droite du extrême droite, sans toutefois s'agréger à aucun groupe. Rappelons que la revue Combat, qu'il était allé défendre jusqu'à Toulouse, prônait un « véritable socialisme ». Le titre d'un de ses articles était « A bas la culture bourgeoise ! ». Thierry Maulnier y écrivait encore en 1936 : « Il est trop vrai que la nation française a été depuis cent ans le nation d'une classe, la nation de la bourgeoisie. » Il parlait de « la haine du salariat capitaliste ». Un anticommunisme, donc, à sa manière.

C'est la pensée de Thierry Maulnier n'a jamais été docile. « Ne recevoir jamais aucune chose pour vraie, que je ne la connusse évidemment pour telle », première règle de Descartes. Cela signifie nécessairement échapper, tôt ou tard, à toute influence, fût-elle des plus respectables et respectées. Dans sa préface à un livre d'Henri Massis, Thierry Maulnier use de la formule « Nos maîtres », mais pour corriger aussitôt : « Je n'aime pas beaucoup ce mot pour mon compte. » Il a dit aussi que Maurras lui-même lui avait donné l'exemple de « l'affirmation minoritaire, du refus de tout compromis ».

Ainsi, le « spectacle du monde », comme disait encore Desportes, avait conduit Thierry Maulnier à toujours davantage penser par lui-même et, toutes les fois qu'il le fallait, à changer.

A la mort de Maurras, il écrivait que, celui de 1940, on avait pu reprocher à celui-ci, ou au contraire l'admirer, de « se refuser à changer, alors que tout changeait autour de lui ». Il convient que son propre éhémisme avait été différent. « J'ai écrit pendant près de dix ans dans l'Action française, depuis bientôt dix autres années, j'écris dans un autre journal que Maurras avait nommé le Journal maudit. » Sans rien renier de son passé ni de ses amitiés (et quand certains le lui reprochèrent, il répondit avec violence), de plus en plus il exprima des idées qui ne devaient rien à personne, et partout où il pouvait les exprimer librement.

Discrete résistance

LES Décombres, de Rebatet, nous apprennent que, en 1939, il ne doutait pas de la victoire finale des Alliés, additionnant leurs forces dans le monde, ce que, du côté de Je suis partout, on estimait aberrant, tandis que Maurras en était profondément affligé. En mai 1940, le même calcul permettait à Thierry

Maulnier de soutenir que l'Allemagne serait un jour vaincue, ce dont Rebatet faisait des gorges chaudes, et il faut reconnaître qu'à ce moment-là cet optimisme pouvait paraître étrange. Le 7 juin 1940, dans Je suis partout, qui allait disparaître pour un temps avant de renaître sans lui, il persistait à parler d'un « miracle » possible. Un avenir alors lointain lui donnera raison.

Paris occupé, et après avoir suivi l'Action française à Limoges, Thierry Maulnier était à Lyon, toujours journaliste et chroniqueur militaire, ce qui ajouta à l'imprévu et au pittoresque du personnage. Il faut en revenir aux Décombres de Rebatet qui sont, quoi qu'on en pense, un document. Il y est dit que Thierry Maulnier, qui s'obstinait à prédire la victoire de l'Angleterre, était un serviteur « inconscient peut-être » de l'Intelligence Service, imputation qui à pareille époque pouvait n'être pas innocente ni sans suites. De fait, au Café Nef, place Belle-cour, il faisait sa partie d'échecs avec Klé-



ber Haedens, apprenant à ses amis à rouler les cigarettes et les invitant à recopier des textes antiallemands à faire circuler. En marge, peut-être, des bouleversements en cours, mais discrètement partisan.

S'il approuva d'abord ce qui a cru bon de se nommer la Révolution nationale, il se démarqua tout de suite, dans ses articles, de la presse de Paris, mais aussi de l'esprit de la presse vichyssoise. Sans contester la réalité d'une défaite qui n'était que trop certaine, il se refusait à imiter ceux, dit-il, « qui cèdent aujourd'hui à une passion singulière, qui se livrent à l'humiliation, pour ne pas dire de la servitude ». Cela, pour la presse parisienne. Il disait aussi que la France ne se relèverait pas avec des faux de camp, des boy-scouts, de l'hébertisme, le « dérasage » matinal, et des chants de patronage. Cela pour Vichy. Il espérait en la vitalité du pays, lequel donnait, même vaincu, « tous les signes de la résistance », formule allusive peut-être, en tout cas prémonitrice.

Je me souviens de son livre, publié chez Lardanchet en 1942, et qui fit sensation : La France, la guerre et la paix. On y entendait une voix discordante, au milieu du plat concert du moment. (Peut-on s'en rendre compte près d'un demi-siècle après ?) Il s'opposait à la fois aux « mythes démocratiques » et aux « mythes totalitaires », ceux-ci tellement vantés de l'autre côté de la ligne de démarcation, qui existait encore. Peu de temps après la parution de ce livre, négativement, dans un article, il rappelait l'exploit d'un cuisinier français qui, en juin 1940, avait su, dit-il, « échapper à l'ennemi en prenant la mer ». Cela semble aujourd'hui innocent, mais qui donc alors dans la presse des deux zones osait qualifier l'Allemagne d'ennemi. Thierry Maulnier se plaisait à jouer avec la censure, et les lecteurs de ce temps-là avaient appris à comprendre à demi-mot. En octobre 1943, la zone sud envahie, voici d'autres remarques apparemment naïves : après Verdun, notait Thierry Maulnier, qui aurait pensé que la guerre durerait encore deux ans, et en juillet 1918, quand l'Allemagne passait à l'offensive, qui aurait

prévu qu'elle mettrait bas les armes moins de quatre mois plus tard ? C'était laisser entendre que, si les Allemands occupaient presque toute l'Europe, rien n'était joué, que leur défaite même pouvait n'être pas loin. Dans un pays asservi, tout journaliste qui n'accepte pas de se taire pratique des sous-entendus, qui paraissent anodins la liberté retrouvée, mais qui enchantent les contemporains.

Pour Fontenelle

DANS une lettre de 1644, Descartes déclarait : « Mon humeur n'est pas de naviguer contre le vent. » Thierry Maulnier, « spectateur plutôt qu'acteur », lui aussi, ne craignait pas, en revanche, d'alter contre le vent, loupoyant dans la bonne direction, à sa manière.

De cette originalité, il donna une preuve qui ne me semble pas négligeable, exactement trois cents ans après la lettre de Descartes que je viens de citer, en 1944. La guerre continuait, l'épuration sévissait, qui partageait la France plus encore, peut-être, que l'ancienne ligne de démarcation, des vies très chères étaient menacées ; dans les Ardennes, l'offensive de von Rundstedt sembla quelques jours remettre tout en cause, et l'on a prétendu

stupéur que d'incompréhension ». Il prônait la destruction du capitalisme, dont il tenait qu'il n'était lié ni à la liberté ni même à la propriété. Il reprochait notamment au capitalisme qui se dit libéral de se réclamer de valeurs traditionnelles, qu'en réalité il méconnaît, ce qui a conduit ses adversaires à nier ces valeurs, d'où le communisme qui s'installa pour longtemps en Europe.

Ce que Thierry Maulnier a appelé « la face de méduse du communisme », ce pourrait être, à l'entendre, le capitalisme qui en serait en partie responsable : son exemple (et sa duplicité) aurait amené le communisme à prendre le contre-pied des valeurs célébrées par le capitalisme, qui en dégoûtait les autres, à voir comme il les bafouait. Il y a là un point de vue intéressant, et qu'on pourrait adopter dans bien des domaines : les relations parents-enfants, le problème actuel du terrorisme et des omages, celui des justiciables et de la justice, les Églises et l'antilibéralisme, mais ce n'est ni le lieu ni le moment de nous égarer.

Thierry Maulnier traite du capital et du travail, de leurs rapports tordus, de la lutte des classes dont il se contentait pas la réalité, selon des critères qui ne sont qu'à lui et qu'on ne saurait en rien qualifier de réactionnaires : « En construisant, rappelle-t-il, des maisons ouvrières confortables, des ateliers plus clairs et plus salubres, en aménageant des stades et des piscines dans les faubourgs, en instituant des maternités et des pouponnières », et l'énumération se poursuit : « On rend certes plus supportable la condition ouvrière ; mais en même temps on tend à voiler au regard de ceux qui en sont les victimes la réalité fondamentale de l'institution capitaliste, l'aliénation du travail qui profite d'une minorité des possesseurs des moyens de travail. » Déjà, le 23 janvier 1935, Thierry Maulnier avait participé à ce qu'on appellerait aujourd'hui un « colloque », tenu au siège d'une association qui portait le beau nom d'Union pour la vérité. François Mauriac s'y trouvait aussi, ainsi que Gabriel Marcel, Jean Guéhenno, Jacques Maritain, et quelques autres, surtout Gide, qui devait y justifier son adhésion au communisme. Thierry Maulnier était intervenu, Ramon Fernandez lui fit observer : « Savez-vous que votre point de vue est très proche du communisme ? »

Tout cela pour dire que lorsque vous avez appelé Thierry Maulnier parmi vous, et qu'un important journal fit son portrait sous le titre de « Un ultra », ce titre ignorait les nuances. Il est vrai que c'est le propre de la plupart des titres.

Le communisme, estime Thierry Maulnier, a donné une espérance à ceux qui n'en avaient pas, leur montrant qu'ils étaient le grand nombre et seraient donc la force, s'ils voulaient. Nous condamnons le communisme, dit Thierry Maulnier, mais sommes-nous honnêtes ? Trop de raisons personnelles nous incitent à cette condamnation. Il confesse : « Si la révolution communiste n'est pas la mort, la terreur, l'esclavage pour des millions d'hommes, alors nous en avons menti. »

Il va plus loin encore. Dans l'hypothèse où nous aurions raison, dit-il, si le visage que présente le communisme est vraiment abominable, il n'a aucune raison de paraître tel à la foule de ceux qui, croient-ils, n'ont rien à perdre : on ne parle pas de liberté à qui vit dans la misère. Ces réflexions honnêtes sont datées des années qui suivirent la guerre. Elles expliquent qu'un témoin averti, Claude Roy, qui peut-être pensait aussi à la misère, fut amené à dire que Thierry Maulnier était passé « d'un maurrassisme hétérodoxe » à un « marxisme réticent et dissident ». Nous sommes loin de l'ultra.

Thierry Maulnier ne pouvait prévoir que cette grande espérance serait ravie aux foules affamées et opprimées, et que pour beaucoup la remplacerait un fanatisme religieux qu'il aurait en tout nient en horreur. Il est vrai qu'avec le déclin du marxisme officiel, des sectes d'inspiration religieuse naissent déjà ça et là. Il en parla au cours d'un dialogue avec Jean Elleinstein en 1979, se demandant si c'était le signe d'un « besoin spirituel » chez tout homme. Une explication autre avait ses préférences, « le fait que l'humanité n'est pas arrivée, dans son ensemble, à l'âge adulte ».

Y parviendrait-elle jamais, c'est ce qu'il ne dit pas, mais qui a fréquenté avec assiduité son œuvre sera tenté de croire qu'il en doutait. N'imaginant pas les manipulations génétiques dont nous sommes menacés, il n'admettait qu'un seul moyen d'échapper à son beau temps, qui s'opposait au mythe inverse, selon les marxistes, d'une « nature humaine donnée une fois pour toutes ».

Cette nature humaine, à qui la cruauté répugne rarement pour qui l'exerce, et dont une des composantes est le goût de tyranniser et d'humilier (on a appelé cela le sadisme, et certains ne craignent pas d'en célébrer les vertus), s'est manifestée de nos jours d'une éclatante façon, confirmant ce qu'on avait pu observer depuis des millénaires, que l'homme est un loup pour l'homme, vérité qu'on trouve chez Hobbes mais que Plaute énonçait déjà. Les relations malgré tout ambiguës de Thierry Maulnier avec le communisme auraient dû conduire à ne pas douter de sa bonne foi quand il eut le mérite, dès avant 1950, de parler du goulag, de ce qu'il appelait des « millions d'esclaves pénitentiaires ». Il fut malade de ceux qui s'obstinaient à ne pas savoir. Il leur fallut bien des années pour convenir que ces « millions d'esclaves pénitentiaires » existaient bel et bien, si c'est cela exister, dans un pays qui était, pour nombre d'entre nous, le pays de nos rêves. Thierry Maulnier fut, en un temps où cela n'allait pas de soi, un des premiers rares lucides, avec l'indignation qui s'imposait.

Attentif jusqu'à ses derniers jours à

tout ce qui relevait de la vie de société, à l'Est comme à l'Ouest, et même à ce qu'on aurait pu prendre pour des faits divers, il vint assez pour voir les producteurs et les agriculteurs français, mécontents de leur sort, déverser leurs produits, légumes, fruits, parfois bétail, sur les routes et devant les préfectures, tandis qu'à Varsovie on n'attendait même plus devant les boutiques, où il n'y avait rien. Il put reprendre la double critique du capitalisme et du socialisme qui avait été longtemps un de ses thèmes favoris, mais avec une nuance nouvelle : le capitalisme engendre donc, dit-il, une surabondance anormale, et le socialisme une pénurie qui ne l'est pas moins. Une telle simplification est à la limite de la caricature (car le capitalisme engendre aussi la pénurie pour beaucoup), et il est permis de penser que Thierry Maulnier l'a voulu ainsi. Dans les articles au jour le jour qui témoignent de son évolution, il s'est plu souvent à marier le plaisant au sérieux.

Humour

JE n'ai jamais aimé l'esprit de sérieux, a-t-il écrit, et cette déclaration doit être prise à la lettre. Ce serait se tromper que de voir seulement chez Thierry Maulnier l'observateur politique toujours en éveil, ou le connaisseur en littérature qui jamais ne parla pour rien dire, ou pour redire ce qu'on a déjà dit, ce qui n'est pas courant. Il resta toute sa vie, et son aspect physique ne trompait pas, l'étudiant amusé et aimant s'amuser qu'on peut rencontrer dans le livre de souvenirs de Brasillach, Notre avant-guerre, dont les cent premières pages sont merveilleuses. Elles évoquent, au temps de Louis-le-Grand et de la Rue d'Ulm, ce que Brasillach appelle « le matin profond de la jeunesse », celle de Thierry Maulnier et de ses amis, leur découverte de Paris et de la vie, du théâtre, des printemps parfumés, du cinéma tout nouveau, de Georges et Lucille Pitoëff, et leurs goûts, leurs enthousiasmes, leurs fibres, leurs études, leurs lectures et leurs jeux. Cela tient de Mürger et de la Bohème, avec plus d'innocence et de gaieté, mais rappelle aussi au titre de Mauriac, le Démon de la connaissance, par le désir qui était le leur de tout comprendre, de savoir toutes les inventions et les créations de l'esprit humain qui ne sont pas utilitaires. Thierry Maulnier affirmait, plus tard, il est vrai que c'est la littérature est inutile. C'est pourquoi je suis assuré qu'elle vivra. Il faudra bien un jour qu'on revienne à l'inutile, raison de vivre des hommes. » Il citait le sport, qu'il pratiquait lui-même, inutile comme tout ce qui aide à supporter la vie, justifie la vie, ennoblit la vie, comme le jeu, la poésie, l'amour, et Dieu lui-même, qui sait ? Il cessait d'être Dieu s'il servait à quelque chose, dit Thierry Maulnier, qui ne répugnait pas au paradoxe et avec ses amis donnait volontiers dans le canular, en honneur à Normal. Il envoyait un jour un camarade étranger, et crédule, entendre le Siegfried de Wagner avec en main, comme livret à suivre attentivement, le Siegfried de Giroudoux, et il dit combien il avait aimé l'esprit et les mœurs de Normal, cette école qui avait, prétendait-il, la particularité « qu'on n'y enseignait presque rien » et qu'il n'y avait aucun règlement, de sorte que chacun vivait à sa guise. Il passait lui-même pour nonchalant, mais s'il le voulait sa puissance de travail était stupéfiante. Apparemment désœuvré, mais très tôt, d'une culture qui ne s'acquiesce pas sans d'attentives études et qui chez lui n'était jamais achevée, close, tel il était dans ces années 30, tel il resta, jamais adulte. Tel je le vis la seconde fois que je l'ai rencontré.

Bien des années avaient passé depuis que je l'avais aperçu à Toulouse, où la diffusion de Combat l'avait amené. Nous étions le 21 mai 1967, près de trente ans plus tard. Je n'avais pas été seul à venir, mais Thierry Maulnier avait toujours l'air d'un étudiant, seulement un peu moussé en graine. Cela se passait dans les caves de la Bonne Dame, à Vouvray, où, après l'épreuve d'un verre de grand format à vider sans barguigner, nous fûmes solennellement intronisés côte à côte chevaliers de l'Ordre de Chantepierre. Il y avait là celle dont la présence fut si prétexte et si déterminant auprès de Thierry Maulnier, M^{me} Marcelle Tassencourt, et aussi le très regretté Gilbert Cesbron, et mon ami André Baurin, beureusement ici parmi nous. Nous sommes repartis revêtus d'un grand cordon rouge et or, qui supportait le ruban d'un tannecan de Vouvray, après nous être, Thierry Maulnier et moi, bien amusés.

Pince-sans-rire

CE fut un aspect du caractère et du talent de Thierry Maulnier qui me fut suggéré : ce jour-là, je vis au naturel le bon vivant qu'il était, à son heure. Songeons qu'il osa consacrer plusieurs pages au strip-tease, dans la revue de rue Garancière que patronnait François Mauriac. Au cours de ses écrits apparemment les plus austères, on rencontre des séquences que Raymond Queneau n'aurait pas désavouées, tel ce court poème : Intéressé.

Le chat
S'approche
(à pas de chat)
de l'écrivain renommé.
Le flaire.
Fronce le nez.
Dit : « Ce n'est que ça ? »
Et s'en alla
(à pas de chat)
Et voilà.
Peut-être il reviendra.

DE M. JOSÉ CABANIS

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Il savait aussi donner dans un comique un peu amer, allant jusqu'à dire, en passant, qu'en amour le choix d'un partenaire est du même ordre que celui d'un arbre, ou encore que certains partenaires n'ont pas plus d'importance que le mouchoir en papier dont on use une fois, et qu'on jette. Il avait imaginé un scénario tout différent de celui de la Genèse : « Ayant créé le ciel et la terre, les étoiles, les plantes et les bêtes, l'homme et la femme, Dieu réforma la porte en disant : « Et maintenant, je n'y suis pour rien ». En 1936 déjà, Brasillach soulignait « cette ironie que connaissent bien tous les amis de Thierry Maulnier ».

Elle allait de pair avec une grande sensibilité, et savait s'effacer devant une émotion profonde. Se querellant avec Sartre, il arriva à Thierry Maulnier d'exprimer une raillerie mordante, mais quand il évoqua, dans le même article de janvier 1954, les « douze balles qui ont troué la poitrine de Brasillach », il ne plaisantait plus et frappe fort. C'était là fidélité à l'amitié, non pas rancune, Lucien Rebatet ne l'avait guère ménagé dans les *Décombrés* et s'attendait à le voir témoigner sévèrement devant un juge d'instruction, quand il vit et entendit Thierry Maulnier parler à son sujet de romantisme, de caractère excessif, alors que chacun l'accablait. Il lui dit : « Maulnier, vous êtes un homme de cœur ». Rendait compte de cet épisode, bien après, Rebatet ajouta : « Je pense toujours qu'il est un homme d'une noblesse bien rare ». Sensibilité qu'il exprimait peu, sauf peut-être s'il s'agissait des bêtes, des chats surtout, qui en cela lui ressemblent. Il lui arriva de penser à la mort solitaire et affolée d'un chat selon lui, souffrit « pour mettre en accusation tout entière la barbarie, l'atavisme, l'abominable cruauté ». Sensibilité, comme son ironie, un peu triste, vue pessimiste du monde, qui se dissimulait à l'ordinaire sous un air distrait, quelque peu absent, comme s'il n'était pas été de ce monde, mais ce n'était qu'une apparence. Au moment de la guerre d'Algérie, en discussion avec François Mauriac, celui-ci écrivit le débat par un coup de patte de chat où le gribouille pointait, lui disant : « Allons, vous n'êtes pas autant dans la lune que vous en avez l'air ». Et cependant, ici même, le jour de sa réception, l'histoire rapporte qu'il s'aperçut au dernier moment qu'il avait oublié son épée. On dut partir en hâte pour Marnes-la-Coquette où l'épée était restée en compagnie des chiens et des chats de M. et M^{me} Thierry Maulnier. Elle arriva trop tard, et le remerciement fut lu avec une épée d'emprunt.

Faiblesse du roman

C'EST que cet homme si curieux des événements de ce monde était, tout autant, ailleurs. Ce n'était pas un homme public, malgré les honneurs qu'il reçut. Il avait son univers où il voguait, planait, à son aise. Il fut le grand découvreur de poètes méconnus, retraçant, disait Kéber Haedens, « d'une main puissante de beaux paysages délaissés », et aussi l'homme de la nuit, dont le peu bienveillant mais cette fois équitable Mauriac a dit que c'était là « un drame qui ne laisse pas respirer ». Il fut l'homme, si j'ose dire, de Jeanne d'Arc, bouleversé par un procès où il fallait, dit-il, que l'accusée « se dévoue de sa vérité » et soit désolée, si possible, en avance ainsi sur tant de procès de notre siècle. Le roman seul ne l'a pas sérieusement tenté. Le roman, assurait-il, se modèle trop docilement sur la vie pour ne pas s'écarter quelque peu de l'art... La plus grave faiblesse du roman, à laquelle il succombe, semble-t-il, par un effet de son essence même, est qu'il n'est pas nécessairement « l'art de l'art » comme toujours une part d'anecdote, d'insignifiance ou d'impureté. On pense à la question qu'aurait posée, dit-on, Barrès à Paul Bourget : « N'êtes-vous pas fatigué de toujours raconter l'histoire du monsieur et de la dame ? »

Écartés sous leur forme romanesque, ces histoires-là ne réussissent fort Thierry Maulnier, il en était volontiers amateur. Il faut remarquer avec quelle gourmandise il semble savourer la séduction de la jeunesse, « la qualité de cette chair si tendre, qui appelle la consommation, dit-il. Premier printemps. Cet instant qui n'a que la durée d'un instant, est instant qui est pour un fruit, pour une fille, celui de l'extrême délicatesse, de l'extrême fermeté. » Nombreuses sont ses réflexions sur ce qu'il nomme l'« homme érotique », et nonobstant le vif attrait qu'on peut déceler en lui, elles sont assez pessimistes. J'en ai déjà cité quelques-unes.

Il croit observer que le mâle, sitôt satisfait, regarde sa nature, et il en suggère la raison : pour la continuation de l'espèce, le mâle a rempli son office et n'a plus à se soucier de la suite, tandis que commence le rôle de celle que Thierry Maulnier, un des premiers sans doute, qualifie de « mère portuse ». L'une d'elles déclare de « mère portuse ». « Nous les dans une de ses pièces : « Nous les femmes, nous n'avons besoin du père que pendant cinq minutes. Ensuite, il gêne plutôt, on peut le tuer. » L'homme ne serait donc qu'un « collaborateur occasionnel », dans une conjonction où selon l'ordre de la nature n'aurait que faire préférence, sentiments, fidélité, mariage. Thierry Maulnier ne se serait-il pas trop inspiré de ces bêtes familières ? Au comportement de celles-ci, la femelle de l'homme ajouterait, à l'en croire, un désir narcissiste, mais resterait « plante carnivore, mère profonde ». Quant à l'homme, si l'amour est pour lui « satisfaction d'un

besoin », comme pour toutes les créatures, il y trouverait aussi, selon Thierry Maulnier, « un vague désir d'angoisse ». Cette suggestion nous invite à nous aventurer un peu plus loin.

Pudeur

Il n'a jamais donné dans la littérature confidentielle. « Cette coutume bien enracinée dans les lettres de notre temps (et déplorable à mon sens), écrit-il, qui fait qu'on ne prend plus guère la plume que pour se raconter soi-même. » Thierry Maulnier réapparaît et pourtant un lecteur curieux croit parfois entendre presque une confidence. Je citerai ceci : « Je dis à mi-voix le nom de la femme que je désire, et qui ne peut m'entendre, et lo voici qui vient à moi, non pas réelle, mais présente. La prière elle aussi s'adresse à un dieu lointain qui ne répond pas, qui ne répondra pas, et pourtant l'espoir est dans la prière. »

Ainsi, comme la femme désirée, Dieu pourrait être une espérance pour la prière, une présence même, possible mais non réelle. Ce n'est pas le *Deus absconditus* de Pascal, qui était caché, peut se révéler à ses créatures, soudain vivant, sensible au cœur. C'est, dit Thierry Maulnier, « Dieu dérobé, Dieu masqué, dérobé à la pensée de l'homme. Incompréhensible. Inverifiable... » S'il était autre, il ne serait pas Dieu, il ne peut qu'être au delà de tout. « *L'artus prodeus* », disait Descartes. De même Dieu, qui n'obéit jamais son masque, qui ne révélerait jamais ce que l'ancien Testament appelle sa face.

Angoisse

RESTE l'angoisse, ce mal qui n'a balayé tant à l'encre. De Dieu, Thierry Maulnier avait dans un de ses livres, « on n'en n'a jamais fini ». C'est que l'être humain est jeté, désarmé, dans cette vie et ce monde pour lesquels il est si peu fait que le nouveau-né crie tout de suite au secours, dit Thierry Maulnier. Nous sommes, dit-il encore, condamnés à durer « dans une réalité que nous ne supportons pas » : nous ne cessons d'appeler au secours. Le cri de l'animal est aussi désespéré que celui de l'homme, aussi désespéré comme lui en ce monde. Thierry Maulnier constate que « quelque chose dans la vie est là, qui ne se satisfait pas du monde », et il ajoute avec son humour toujours un peu grinçant : « D'ailleurs,

elle n'y fait pas de vieux os. » Dans le drame que lui a inspiré l'exécution du duc d'Enghien, celui-ci parle longuement à son chien, juste avant sa mort, et lui dit que toute bête vit dans la peur, si elle n'est pas aimée, et que pour l'homme, c'est tout pareil. Thierry Maulnier a écrit : « Le meurtre d'une vache solitaire, dans un champ baigné de pluie, la plainte d'un chaton perdu nous en disent plus sur la détresse fondamentale de toute existence » que tous les discours des philosophes.

Sainte solitude

A cette détresse qui est dans toute créature, pour Thierry Maulnier, la science n'apporte pas de réponse, et celle que propose la religion ne peut être que mythique. Toute signification attribuée à la vie est une illusion, et pourtant les hommes voudraient, plus que tout, être rassurés. Sainte solitude, dit-il, qui ne méritera ? Et il pose cette autre interrogation : « La peur fondamentale, pour les hommes, serait-elle d'être seuls, seuls au monde ? » Et relevons bien qu'il écrit « seuls au pluriel ». Non pas seuls, par conséquent, pour n'avoir pas de compagnons, de compagnes, d'amis. Seuls, tous ensemble. Voilà l'angoisse que chacun en soi nourrit. Je lis ailleurs : « Les hommes portent en eux le besoin d'être sauvés, sauvés moins des périls du monde que de ceux qu'ils portent en eux-mêmes. »

Il observe que les temples grecs paraissent enseigner avec force la lucidité et la sérénité face au destin. Tandis que le christianisme promet une espérance, donne une réponse à ce qui est pour lui « cet obscur et pitoyable besoin d'être sauvé ». Il affirme aussi : « Dieu, lo vérité, l'amour, ce sont les illusions vitales, celles dont l'homme ne se libère que par la plus grande des peines, puis de la vie, puis de la pensée. » Les mythes des vieilles religions, conclut-il, étaient plus vraisemblables. Toute connaissance est impossible à l'homme comme toute possession. Lui demeure seulement possible de dire non.

Revenant un jour sur la Pluralité des mondes de Fontenelle, dont j'ai noté qu'il avait déjà si bien parlé, il dira dans une de ses chroniques : « Qu'il est excitant de

s'apercevoir que Dieu n'existe pas ! Qu'il y n dans les espaces infinis de Pascal, où l'effroi ne règne plus, des présences rassurantes, des êtres vivants... » Disant cela, il plaisantait, et ce ne sont pas des frères hypothétiques dans le cosmos qui nous rassurent. Lorsqu'il rendit compte du *Journal* de Julien Green, et sans doute influencé par cette lecture, Thierry Maulnier convint que « le problème du sens du monde, du perfectionnement de soi, de la sagesse ou du salut, regle le problème des problèmes ». Mais il n'y a pas de solution et croire, dit-il à propos de Mauriac, ce n'est pas être sûr.

Aux religions, il reconnaît le mérite d'avoir suscité d'innombrables œuvres d'art. Le grand-père barbu qui n'est pas aux cieux est aussi le démiurge de la Sixtine. Dans son commentaire, en 1977, de l'un des ouvrages de Thierry Maulnier, Bertrand Poirot-Delpech suggère qu'il était disposé à accueillir « quelque grand mensonge, n'importe lequel, pourvu qu'il permette à nouveau Chateaubriand et la Messe en si mineur ». Ainsi toute religion serait bonne, si elle met dans ce monde abominable un peu de beauté, dans ce bref espace de temps concédé au voyageur. Beauté, mais non vérité, apparemment.

L'art est transparence

DIEU me garde de faire dire à Thierry Maulnier plus qu'il ne dit, mais, sans avoir le sentiment d'être en rien malhonnête et avec le seul souci de comprendre, je n'ai pu m'empêcher de rapporter deux affirmations de Thierry Maulnier prises dans deux textes tout à fait différents. « Le divin, dit-il, quel que soit le visage qu'on lui donne, est de l'autre côté des apparences. » Et ailleurs, il écrit : « La vraie peinture est de l'invisible... L'art est transparence. » Thierry Maulnier n'a jamais dissimulé, ni rien, le milieu où il était né : « De mon éducation primaire, je me suis trouvé en dehors de la foi. » Cependant, pour qui a aimé l'art autant que lui, et qui conçoit que l'art est transparence, donnant accès à l'invisible, si au-delà des apparences il y a le divin, comme il le dit, ne serait-ce pas que le divin existe, sinon l'art ne serait rien.

Quant aux institutions religieuses, aucune ne l'a jamais attiré, et son hostilité s'est faite parfois virulente : « Mes bons pères, messieurs les prêtres des Eglises chrétiennes... » Suit le répertoire presque complet des horreurs que celles-ci ont perpétrées au cours des siècles, histoire, affirme-t-il, qui n'est rien d'autre

que « l'inversion bimillénaire du vrai message évangélique ». Connaissait-il vraiment ce message, à-t-il médité l'Evangile autant que le *Phèdre* de Racine ? Il y aurait vu que le prince de ce monde n'est pas le Christ, lequel a envoyé ses disciples dans le monde, mais en leur rappelant qu'ils ne seront pas de ce monde. François de Sales disait : « Nous sommes crucifiés au monde. » Pas nous, et pas assez. Beaucoup s'en sont accommodés et s'y sont trouvés à l'aise. Les Eglises chrétiennes, c'est le message évangélique tel qu'il subsiste, comme il peut, dans ce monde, et leur histoire n'est pas celle des princes de l'Eglise qui snat dans ce monde et qui en ont pris de la graine, qui n'est pas évangélique.

Je pourrais reprendre ici ce que je disais tantôt de la critique d'admiration et de la critique de dénigrement, car tout se tient, mais cela m'entraînerait trop loin et le temps presse. Je me bornerai à suggérer que l'histoire vraie des Eglises chrétiennes est celle, ininterrompue, des saints et non pas de ce qui peut scandaliser dans de pauvres hommes. L'Eglise de Rome, disait Claudel, « a traversé les siècles comme une vieille femme ivre ». Heureux ceux qui savent lire le Livre qu'elle a gardé à travers les siècles, malgré tout, qu'elle nous tend obstinément, d'une main souvent vacillante, et dont certains des liens n'ont cessé de nous parler avec un feu qui brûle.

Il y a quelque vingt ans, Thierry Maulnier commençait ainsi un de ses billes : « C'était un des derniers dimanches de Carême et je sortais de Notre-Dame de Paris où j'avais entendu l'éloquence sans éloquence, la parole tendue et dépourvue du Père Carré trouver son accord avec la musique pétrifiée des piliers nus, eux aussi jetés vers les altitudes où l'homme s'accroche ou se dévore, porteurs d'offrande et de fardeau. Je songeais à quel point cette nef était peu fonctionnelle — pour employer un mot misérable. Trente-cinq mètres de voûte pour couvrir ces fourmis humaines rassemblées toutes au ras des dalles ? Non, pour que la pierre plaie chanter. Pour réunir une foule de fidèles, un hangar suffirait. Ce n'est pas un espace utile que définit la cathédrale, c'est un espace mystique. »

Restons sur ce mot qui nous prouve qu'il avait tout compris, et qui nous le rend très proche. Pensons avec admiration, mais aussi avec confiance, à notre frère Thierry Maulnier.

La réponse de M. Jacques de Bourbon Busset

MONSIEUR, l'usage voudrait que je rappelle ici les principaux événements de votre vie, les étapes de votre formation intellectuelle, vos voyages, la naissance de vos livres, mais vous êtes de ces écrivains qui se racontent abondamment et pour ceux, nombreux, qui vous ont lu, je ne ferais que vous répéter.

Ces lignes ne sont pas de moi, elles sont de mon confrère et ami Michel Déon. Il les prononça ici même, il y a neuf ans, alors que j'étais à votre place, Monsieur, et que lui-même siégeait où je siége aujourd'hui. En me permettant de lui emprunter ces phrases, il me semble que je suis dans la ligne de ce qui est la marque de notre compagnie : la tradition vivante.

Une tradition vivante, cette formule résume assez bien votre vie et votre œuvre qui sont, d'ailleurs, étroitement liées. Vous êtes profondément fidèle à vos origines, à votre famille, aux lieux de votre enfance, à cette région de Toulouse où vous n'avez cessé de vivre. Mais cet attachement à un sol, à un paysage, à une maison, n'a rien, chez vous, d'une sclérose. C'est la source du fleuve de votre inspiration.

Monsieur, vous n'aimez pas les honneurs. Vous en avez reçu, mais ils vous sont inconnus. Vous ne leur faites même pas l'honneur de les dédaigner. Il y a en vous une vraie force, la force de la sauvegarde. C'est pourquoi il me plaît que, aujourd'hui, vous soyez exposé aux lumières et qu'on roule pour vous le tambour, comme si vous m'aimiez solennellement à l'échafaud.

Vous écrivez dans les *Cartes du temps* : « Je ne veux rien écrire qui ne soit juste, je mesure mes phrases, je pèse mes mots parce que je serai lu par des inconnus que je ne veux pas tromper. Il faut tout leur dire, et fidèlement. » Voilà une belle déclaration, directe et anistère, comme vous-même, et vous vous y tiendrez.

Un enfant pieux

JE pense que si, en dépit de votre jouable sauvegarde, vous avez consenti à vous présenter à nos suffrages, c'est que vous aviez la caution d'un compatriote d'ambition mondaine et auquel vous avez consacré un beau livre, je veux dire le Père Laendard. Vous dites de lui, au sujet de son élection dans notre compagnie, en 1860 : « *Lacordaire s'était résolu à paraître, pour affirmer la vie et le droit à la vie de ceux qui ont choisi, mêlés au monde ou hors du monde, d'être tout à Dieu.* » J'ose vous appliquer ces paroles, en vous priant d'excuser mon indiscret-



retrouvé, en même temps que son enfance, la tentation monastique.

La grâce de l'enfance retrouvée

DANS les *Profondes Années*, vous le dites très bien, commentant en 1975 votre journal de la dix-neuvième année : « L'achet des livres. Je lisais Proust et Stendhal. Ce fut une passion qui me tint longtemps. Je ne la regrette pas, car elle m'a fait passer des heures heureuses, mais la littérature ne m'occupe plus guère que comme le bréviaire que dirait un prêtre qui n'y croit plus. » Vous n'espérez plus décevoir de secret dans aucun livre, alors que chacun d'eux vous paraissait porteur de vérités qui vous étaient

afférées et dont vous vous empariez avidement.

Après l'effervescence de l'adolescence et les ambitions incontrôlées de la jeunesse, vous êtes revenu à votre vraie nature. Vous avez suivi votre pente qui n'est pas celle de tout le monde, qui a, en dehors d'autre mérite, celui de la rareté, la pente de l'intelligence mystique. L'emploi à dessiner cette formule, car on identifie trop souvent mystique et dissimulation, est une erreur. La mystique, c'est une vérité enracinée dans la vie. Comment, à quel prix se fait cet enracinement ? Je ne crois pas me tromper en suggérant que de telles interrogations sont, à vos yeux, capitales. Vous avez eu comme malheur deux hommes éminents, Georges Candau et Vladimir Yankélévitch. Ni l'un ni l'autre n'étaient des mystiques, mais ils vous ont donné la formation philosophique qui écarte les tentations de l'irrationnel. C'est pourquoi votre conversion n'a rien d'un coup de cœur, d'un emballement momentané. Elle est le résultat d'un lent travail de votre esprit. Vous appelez vous-même « la grâce de l'enfance retrouvée », grâce dont vous faites bénéficier le grand Michellet dans votre livre *Michel, le prêtre et la femme*. Vous dites de lui : « Du maître à penser il ne reste pas grand-chose, mais l'homme de la femme, des fleurs, des oiseaux et de la mer témoigne qu'une vie est belle qui commence par la passion de connaître pour s'achever dans la grâce de l'enfance retrouvée. » Vous aussi, vous aimez la nature et vous avez besoin de sa proximité. Pour vous, comme pour beaucoup d'autres, la nature est un talisman : le talisman qui prémuin contre la hêtise de l'orgueil humain. Et puis la prodigalité de la nature nous enseigne qu'il y a une générosité de la raison, que la raison authentique est une raison généreuse. Et c'est pourquoi le message de la France sera nul s'il n'est pas le message de la générosité de la raison.

Commentant en 1975 votre journal écrit en 1944, quand vous étiez en Allemagne requis par le service du travail obligatoire, vous écrivez : « Cette vie et ce monde qui ont été les miens, et que je croyais si perdus, je les ai retrouvés et ne les ai plus quittés, je suis de nouveau à Nollet, et il y a toujours les mêmes moineaux que jadis, qui nichent sous le toit et font grand bruit. » Il y a aussi le jardin.

Mon ami, Philippe Sénart, dans un article intitulé « José Cabanis ou le ciel du jardin clos », écrit excellentement : « Le salut, c'est sans doute le dernier et le premier mot, le mot perdu et retrouvé. Il y a dans l'œuvre de José Cabanis une quête du bonheur, mais c'est une entreprise mélancolique, et elle n'éclate dans la joie, dans une « félicité sans mélange », que lorsque le jardin clos autour duquel n'a cessé de tourner José Cabanis apparaît enfin

Lire la suite page 14

LA RÉCEPTION DE M. JOSÉ CABANIS A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

La réponse de M. de Bourbon Busset

Suite de la page 13

comme la figuration du Paradis, avec sa source de toute vie.

Ce royaume de Dieu, vous avez désiré en faire notre demeure.

Dieu et les femmes

VOUS êtes un janséniste élève des jésuites. Il y a là un de ces tours de force dont vous êtes coutumier. Vous aimez la complexité des contraires qui, selon moi, est la loi secrète de l'univers. Nul ne sait comme vous aimez la vivacité et la gravité, l'ascétisme et la volupté. Sous votre plume, ces alliances contre nature paraissent naturelles. Miracle de l'art, de l'art sans artifices, qui est le vôtre et qui s'épanouit dans votre œuvre, « cette vaste toile d'araignée, dites-vous, où tous les fils se croisent et se recroisent, tout en convergeant vers le centre ».

Le même souci d'unité vous fait aimer à la fois Dieu et les femmes, mais ici vous vous interrogez. Vous écrivez : « J'étais possédé par cet amour de Dieu et sa grâce inlassable, et puis je me suis dit : cette vaste toile d'araignée, dites-vous, où tous les fils se croisent et se recroisent, tout en convergeant vers le centre ». Ainsi parle le narrateur des *Jardins en Espagne*, un de vos plus beaux romans. Et il ajoute : « Je crains que tout cela n'aille trop bien ensemble et qu'on ne passe trop aisément d'un amour à l'autre, d'un amour à l'autre de gens ». Et le héros d'un autre de vos beaux romans, les *Jeux de la nuit*, avoue : « Je ne disais que j'avais en jadis un grand désir de Dieu, que je l'avais encore, mais plus rarement, que ce désir sans doute se perd à mesure que le temps passe, comme si Dieu se lassait et que j'étais sur le chemin d'un durcissement définitif ».

Pitoyable et féroce

VOS personnages masculins admirent les femmes et les désirent violemment. Ils les déclarent aussi menteuses. Reste à savoir si elles ne sont pas menteuses en raison de la bêtise de leur masculin. Afin d'éviter des algarades pour des bagatelles, elles prennent l'habitude de mentir et finissent par mentir pour des choses beaucoup plus graves. Votre Chabrière, assurément, est douée pour le mensonge, mais son amour est bien malade, quel qu'il en pense. Vous dépeignez la femme masculine avec une discrétion très efficace.

Vos héros se préoccupent du mal et du démon, et je ne saurais les en blâmer, mais le démon est un malin prétentieux qui l'importe de rabattre le caquet. Ainsi humilié, il se recroqueville et s'aplatit. Vos héros lui font la part trop belle. Ils tombent dans le piège de la prendre trop au sérieux. Il ne faut pas le nier, autre piège à éviter. Il faut ridiculiser cet orgueilleux pantin, qui est moins obsédé par le sexe, comme on le croit, que par le pouvoir, l'argent, la domination dans toutes ses formes.

J'avoue partager votre faiblesse pour cette séduisante Nathalie, issue de votre imagination, qui fait la joie et le malheur du narrateur du *Bonheur du jour* et des *Cortes du temps*. En la voyant vivre, grâce à vous, on est tenté de donner tort à Talleyrand qui disait était-il (sic) ? « La vie serait supportable, s'il n'y avait pas les plaisirs ».

Cette écharnante Nathalie, vous la retrouverez vieillie dans votre dernier roman, le *Crime de Torcy*. Un magistrat redoutable soupçonne votre héros d'avoir assassiné la belle, et le lecteur est bien pressé de partager son point de vue. Votre expérience personnelle du monde judiciaire donne à ce récit une force exceptionnelle. C'est un roman policier métaphysique, comme ont su en écrire Bernanos et Chertier.

Votre ton y est encore plus vif que dans vos autres romans. Le dialogue entre le buraliste et votre héros est sans faille. « Vers la fin de vos livres, dit le buraliste, vous donnez dans la religion et l'eau bénite, ce sont des capucines ». Qu'est-ce qui vous fait croire en Dieu ? J'attends qu'on m'explique.

La musique. Et l'enfance, la petite enfance, répond celui que je ne puis m'empêcher de considérer un peu comme votre double.

Les *Fouesses Nouvelles*, comme vous les intitulez, qui suivent le roman sont plus acides encore. Et vous le suggérez, face à ces destins pitoyables, à un envie de se mettre à genoux devant la douleur humaine. Vous n'avez pas honte d'avoir pitié de vos personnages, et vous avez raison. La pitié est le luxe des forts. Les faibles n'osent pas se la permettre.

En revanche, vous êtes féroce envers certains importants. Je n'oublierai pas le grand satyre, reconnu par une de ses victimes, et l'exclamation du juge : « Toi, seigneur de mauvais goût et qui pourroit vous coûter cher. La malheureuse devint écarlate, s'excusa et balbutia ».

Et vous concluez : « Le griffon avait eu chaud. C'est à l'autre bout de la ville, désormais, qu'il exerçait son industrie ». Oui, c'est un fait, vous n'aimez pas les importants, et vous vous efforcez de les éviter. Ne nous évitez pas. Nous ne sommes pas des importants, nous ne

sommes que le cercle des serviteurs attentifs de la langue française. Vous horrez des importants, vous l'exprimez par une image empruntée, comme toujours chez vous, à la vie rustique : « Une honte murante, rêlée, écrivez-vous, entoure un modeste jardin où, près de petites fleurs bien destinées, quelques femmes paraissent rêver et s'attendent. Un personnage grave, de l'autre côté de la muraille, contemple ce jardin si bien clos, et n'en rentre pas. Ce doit être l'important, le bavard, le curieux. Le désœuvré, l'important, le gros monsieur qui se prend au sérieux l'homme arrivé, ce que j'ai toujours fui comme la peste ».

C'est pour cette raison, si étrange que cela puisse paraître, que vous avez publié en 1980 *Saint-Simon l'Admirable*, qui, dans votre œuvre d'historien, succède au *Sacre de Napoléon* et à *Charles X roi ultra*. Vous montrez très bien que c'est en une comédie animale que Saint-Simon présente la cour, « devenue basse-cour ou chenil, ménagerie ou réserve de reptiles ». La cour est un cirque, où les gens de cour font leur tour de piste, se pourchassent et se mordent secrètement. Pour vous, Saint-Simon, « qui passe encore pour avoir reçu que pour les présences, savait qu'elles ne sont rien, qu'il faut s'en détourner et les fuir, se retirer dans l'humilité et la solitude pour accéder à cette paix qui ne nous est donnée, selon son mot, que dans le secret de la face de Dieu ».

Le dernier chapitre de votre livre s'intitule « Monsieur de la Trappe ». Il s'agit du célèbre abbé de Rancé, auquel Saint-Simon soumit des fragments de ses *Mémoires*, et qui en fut sans doute le premier lecteur. Cet attachement passionné de Saint-Simon pour Rancé, vous paraissez l'expliquer par une perpétuelle commune aux deux hommes, le passage de l'amour l'humain à l'amour divin. Ce thème est sans doute le thème fondamental de votre œuvre.

Et il inspire votre dernier livre, paru il y a un peu plus d'un mois, *Mauriac, le roman et Dieu*, que complètent de passionnantes « Notes » que vous intitulez « En marge d'un Mauriac ». Vous notez que des romans qui sont les chefs-d'œuvre de Mauriac, Dieu est absent, que cela donne à penser, et que Dieu, sans doute, n'est pas romanesque. Mais Claude Mauriac, dans le *Temps immobile*, vous a donné la réponse. Il nous rapporte que son père disait magnifiquement : « Le christianisme, ce n'est que le pan du manteau où l'on s'agrippe et que l'on suit dans la nuit ».

Vous ajoutez que, pour Mauriac, Dieu est une personne qu'on peut prendre par la main. Je crois que Mauriac était plus chrétien que déiste, et ce n'est pas moi qui lui donnerai tort.

Mais quand vous affrontez notre autre confrère, Chateaubriand, c'est une autre affaire. Vous reconnaissez avec beaucoup de bonté que, dans la *Vie de Rancé*, son plus beau livre, Chateaubriand parle plus des femmes que de Dieu. Le confesseur du vicomte lui avait imposé d'écrire ce livre comme pénitence ; le pénitent s'en est tiré en célébrant la gloire des créatures. D'ailleurs, Chateaubriand le disait lui-même, il voulait la gloire pour se faire aimer des femmes.

Le portrait de Rancé dans les *Mémoires* de Saint-Simon est, vous le notez, le seul qui ne comporte aucune ombre. C'est le seul être admirable dans cette foule que dépeint Saint-Simon, et l'ouïe peut penser, comme vous, que ce fut Rancé qui persuada Saint-Simon de la vérité d'un autre monde, qui donna son sens à celui-ci. Pensant à Rancé, à Saint-Simon et peut-être à vous-même, vous écrivez : « Il faut avoir vécu pour connaître ce qu'on laisse et le juger. Ce ne doit pas être un entrainement passager, un coup de folie ou un coup d'éclat, que de quitter le monde, mais une résolution réfléchie et calme, un choix qui a un sens et un but ».

Cela est juste, cela attire l'estime et le respect. Mais, plus tard, en 1987, à la fin de votre si perspicace essai sur Sainte-Beuve, vous écrivez assez curieusement, parlant d'un X, qui est évidemment vous-même : « Le plus difficile, sans doute, restait à dire, le raison de tout, et ce que signifiait le fait d'être qui j'allais sans fin dans le jardin nocturne, cette source où il avait bu. Alors seulement ses livres prenaient un sens et sa vie serait justifiée : on verrait vers quelle certitude menaient tant d'opposants détours. Et vous ajoutez : « Il du convenir très vite qu'il n'avait rien dit (...) ». Tout de pages pour en venir là, vingt années, inutile ».

Vous n'avez pas eu, monsieur, à renoncer, comme Rancé ou Saint-Simon, aux honneurs dérisoires, aux hochets de la vanité, vous avez vécu en province, dans votre cher Nollat, exerçant votre métier austère d'expert auprès des tribunaux. La révélation que vous voulez faire et dont vous prétendez qu'elle n'a pas été perdue, c'est celle de la présence de Dieu. Alors pourquoi ce pessimisme ? Je crains que vous n'ayez été effleuré par l'hérésie cathare et que vous ne voyiez dans la chute de l'âme dans le corps la catastrophe majeure. Et pourtant rien n'est plus éloigné de la foi chrétienne et, en particulier, de la catholique. Rentez en vous-même, mon fils, vous en avez l'habitude, et interrogez-vous. Le message que je lis dans votre œuvre et que vous cherchez, me semble-t-il, à occulter est essentiel : c'est que l'amour humain, loin de détourner de Dieu, conduit à Dieu. Tous vos romans le montrent et avec d'autant plus de force que ce ne sont pas des romans à thèse. Vos personnages se débattent dans leurs contradictions comme nous tous, mais - vous le dites vous-même à propos de notre confrère

Julien Green que vous mettez avec raison si haut, - « nous pouvons éprouver très vivement la mélancolie de ce monde et que sa beauté ne cesse pourtant de nous poursuivre ». Aimer cette beauté, ce n'est pas trahir l'autre monde. Les signes de l'autre monde sont à l'intérieur de celui-ci. Pourquoi vouloir opposer, comme deux puissances rivales, le monde des apparences et le monde de l'absolu ? Le fini est la demeure de l'infini. La religion de l'incarnation nous l'enseigne, et vos livres aussi. Il suffit de lire *Des jardins en Espagne* pour s'en convaincre.

D'ailleurs, je crois que je vous cherche une mauvaise querelle. Dans *Plaisir et lectures*, parlant de Hymnans que vous appréciez peu, vous dites : « Je suis toujours étonné par ces gens qui parlent de l'amour et n'y voient qu'une chose ignoble. La singularité, la pauvreté, le fait qu'ils ont dû avoir. Ces élans religieux qui naissent au départ, j'ai peine à les partager et le monde ne me paraît pas si affreux ». Nous voilà bien près un de l'autre, et je pense, comme vous, que Hymnans ne se grandit pas en disant : « Saint François d'Assise était gai, ce qui me le gâte ».

Au fond, je vous crois un mystique voluptueux, c'est la variété de mystiques que, pour ma part, je préfère. A l'aise pas les mystiques violents. A cette allégresse au fanatisme il y a une raison héréditaire que j'hésite à avouer. Le fanatique Savonarole est monté sur le bûcher sur l'ordre de mon oncle direct, Alexandre VI Borgia. Je retiens donc mon accusation cathare, et suivons ensemble la voie ouverte par saint François, où toutes les créatures célèbrent la gloire de Dieu et où l'absolu est sous nos yeux.

Telle est bien votre musique personnelle, et j'avoue qu'elle me plaît.

A la quatrième page de couverture du second volume de *Plaisir et lectures*, votre éditeur s'interroge : « Qu'est-ce qui fait courir Cabanis ? ». Et il répond avec, je pense, votre aveu : « Le plaisir... Ici, les plaisirs et la lecture ». Dans ces deux volumes, vous vous révélez un remarquable critique, à la fois perspicace et passionné. Cette lucidité dans la passion est, je crois, un de vos traits distinctifs. Vous vous abandonnez certes à l'admiration de vos auteurs favoris, mais le censeur vigilant et signalé les fautes qui se glissent parfois dans l'ombre de la beauté.

Poète avant tout

ROMANCIER, essayiste, historien, vous avez beaucoup de cordes à votre arc, mais j'ai omis la principale, c'est la corde poétique. Quel que soit le genre littéraire que vous adoptez, vous êtes, avant tout, poète. Certes, vos premiers romans représentent une concession à ce que vous appelez le réalisme, mais, à l'âge encore tendre où vous les composez, votre lucidité est déjà là, et vous notez : « Seulement, ce roman est officiel, sans nécessité, sans épaisseur et sans intérêt ». Cette note de votre journal de 1952, vous la commentez en 1987, et ce jour-là, deux voix à trente-cinq années de distance, est très étonnante : « J'ai fait, écrivez-vous, ce que j'ai pu, comme j'ai pu, aussi bien que j'ai pu, et cette bienheureuse indifférence qui m'est venue est une délivrance. Je ne pense ni que j'ai réussi une œuvre, ni que j'ai manqué, elle est comme elle est, je n'y pense plus, et il en sera comme Dieu voudra. Je la se faire aimer des femmes ».

Vous êtes bien peu homme de lettres, et comment ne pas vous en féliciter ? Cependant, il y a eu dans votre vie et dans votre œuvre une évolution. Dès vos deux premiers livres, cette évolution était prévisible, elle était en germe. Les botaïniers de votre maison de Bagères étaient déjà là, mais vous les regardiez à peine. Plus tard, au lieu de montrer la laideur des hommes, vous avez écouté ce que vous disaient les hortensias de Bagères. Vous avez trouvé les mots pour exprimer l'éclat des âmes et des paysages, ainsi que la lumière qui dort dans l'obscurité.

L'escadadieu, ce titre que vous avez donné à votre journal de 1947 à 1953, c'est le nom d'une abbaye que vous aimez, c'est l'échelle de Dieu, c'est votre itinéraire vers Dieu ou l'amour des lettres et l'amour de la famille sont des constantes. Le passage le plus prenant de ce livre est bien le récit de l'agallo de votre père, qui n'a jamais cessé d'être votre meilleur ami, ce père dont l'amour passionné qu'il vous portait était, comme vous dites, « l'amour du père qui pardonne tout ».

A côté d'un sentiment aussi fort et aussi désintéressé, l'amour des lettres vous paraît bien pâle, et vous avez raison. Vous justifiez toutefois le journal intime, qualifié souvent à tort de narcissique, et qu'ont illustré deux très grands écrivains contemporains, Julien Green et Marcel Jouhadou, à qui vous avez consacré de belles études.

Vous écrivez : « Chaque créature, unique et incomparable, aura mérité, depuis que le monde existe, de laisser son témoignage : ce serait celui d'une vie, toujours pathétique et riche, et imprévue, même pour les plus humbles et les plus méconnus ». Et vous ajoutez : « C'est la parabole du Bon Pasteur ». Je crois que le souvenir de la vieille et modeste carmélite de Bagères qui préparait l'autel vous a aidé à écrire cela.

Rencontre de Jésus-Christ

JE pense que le livre qui, pour vous, a marqué une coupure, car nos livres nous font autant que nous les faisons, c'est votre livre, *Lacordaire* et quelques

autres. Certes, l'ouvrage porte en sous-titres *Politique et religion*, et vous y montrez très bien que religion et politique se rencontrent nécessairement, mais pas toujours pour leur bien. Et vous rappelez un texte de notre confrère Fénelon : « Quel que soit le prince, il ne faut pas qu'il se croie le protecteur de l'Eglise, mais qu'il se croie le protecteur de la religion ». Mais ce qui m'a frappé encore, c'est la conversion de Lacordaire.

A vingt-deux ans, Lacordaire est un jeune homme sceptique qui écrit : « J'ai vu qu'il était vide ».

Notre commun ami, notre cher Père Carré, rappelle, que, dans une de ses conférences, dix ans plus tard, Lacordaire s'écrie : On rencontre ici-bas Jésus-Christ comme on rencontre un autre homme. Un jour, au détour d'une rue, dans un sentier solitaire, on s'arrête, on écoute et une voix nous dit : « Voilà Jésus-Christ ». Cela lui arriva et à vous aussi, son biographe. Comme lui, vous pensez qu'il y a loin encore de la foi à l'amour et de l'amour qui commence à l'amour qui déborde.

De cet amour qui déborde Lacordaire, comme vous, un solitaire de Toulouse écrit : « L'amour est l'acte suprême de l'âme et le chef-d'œuvre de l'homme. Son intelligence y est, puisqu'il faut connaître pour oïmer ; sa volonté, puisqu'il faut consentir ses passions, puisqu'il faut désirer, espérer, craindre, avoir de la tristesse et de la joie ; sa vertu, puisqu'il faut persévérer, parfois mourir et se dévouer toujours ».

Cet amour peut être l'amour pour une femme, vous l'avez dit dans *L'escadadieu* : « Un être dont on peut à chaque instant faire un être heureux, quel impressionnant coup ! ». Oui, le pouvoir politique paraît dérisoire à côté de celui-là.

Lacordaire évoque lui-même « la plus douce, la plus forte, la plus étroite, la plus sacrée des étreintes humaines, l'union de l'homme et de la femme, dans l'indissolubilité du nœud nuptial ».

Qu'est-ce à dire sinon que l'engagement, loin de diminuer l'homme, le grandit ? André Gide, que vous avez beaucoup aimé, et que vous jugez avec lucidité, a lancé une formule qui a fait de grands ravages : « Choisir, c'est renoncer ». Oui, mais si on ne renonce à rien, on ne préfère rien, on ne fait rien, on n'est rien. A quel sert d'être libre pour rien ? S'engager, choisir, c'est se créer, c'est se libérer. Nos choix nous créent et nous libèrent. La parole donnée et tenue est le socle indispensable pour construire dans la vie publique comme dans la vie privée. Ce n'est pas une contrainte imposée du dehors, c'est une structure qu'on a choisie, qu'on se donne. Et, quand l'âme s'engage, l'esprit se libère. Foi jurée, esprit libre.

Les rives empêchent le fleuve de finir en marécage. Les rives sont la chance du fleuve. De même, l'engagement est la chance de la liberté. Je pense que vous êtes d'accord, vous que les jardins clos de murs inspirent davantage que les espaces urbains indéfinis. Vous savez que les frontières ont un pouvoir libérateur. Votre goût des frontières est celui d'un classique. Peu vous chaut qu'on vous reproche votre écriture classique. Vous êtes de ceux qui ne se laissent pas impressionner. Et c'est ainsi que vous souriez quand un prophète du signifiant, race en voie de disparition, vous explique que ce que vous écrivez est sans intérêt, puisque vous ne mettez pas de sens dans le langage. Plutôt que de mettre en cause le langage, vous préférez nous parler du jardin de Bagères, ce que vous êtes seul à pouvoir faire et que personne ne fera à votre place.

Vous êtes profondément conscient de la singularité des êtres. On ce peut oublier votre Nathalie ni votre *Abnethie de la Baillie de Toulouse*. Vous n'avez pas aimé ainsi que quelques autres femmes qui traversent vos récits.

Comme écrivain, je ne puis non plus rester insensible aux tourments de l'Onclé Octave, ce poète raté, déchiré entre sa lucidité et ses illusions. Vous l'affirmez, « ne me dit d'être dit que ce que personne d'autre ne peut dire ». Vous avez appliqué cette maxime avec rigueur, et nous ne pouvons que nous en féliciter.

C'est la raison, je crois, pour laquelle vous êtes attiré par Rousseau, malgré tout ce qui vous sépare. Vous avez, comme lui, le sentiment très vif de ces instants privilégiés qui transforment une existence. Pour Rousseau, ce fut, en octobre 1749, la lecture de quelques lignes, sur la route de Vincennes, par une chaleur torride. « A l'instant de cette lecture, dit-il, je vis un autre univers et je devins un autre homme... Mes sentiments se montrèrent, avec la plus inconcevable rapidité, au ton de mes idées. Toutes mes petites passions furent éteintes par l'enthousiasme de la vérité, de la liberté, de la vertu ». A propos de ce texte, vous dites que ce que Rousseau a alors connu, ce fut une vocation, au sens religieux du terme, un appel auquel il répondit par une adhésion définitive. Vous ajoutez que la route de Vincennes a été son chemin de Damas. Pour vous, monsieur, le chemin de Damas, j'imagine, n'a pas été une route, mais un jardin. Et le pousseur l'indiscrétion jusqu'à suggérer que, dans votre cas, l'instinct privilégié est un instant perpétuel.

Et Pascal ?

VOUS qui avez consacré des études à de nombreux écrivains français, vous n'en avez pas consacré, à ma connaissance, à l'un des plus grands, qui, je crois, est votre vrai maître, l'homme de l'expérience vécue de la foi, l'homme qui a écrit : « On se fait une idole de la vérité même, car la vérité hors de la charité n'est

pas Dieu. » Je veux dire Blaise Pascal.

Pascal a retenu l'attention de Thierry Maulnier, votre grand prédécesseur. Dans le *Dieu masqué*, il montre avec force combien le Dieu de Pascal diffère de celui de Descartes. Comme il le dit, « le coup de génie de Pascal répond au coup de génie de Descartes. Le Dieu de Descartes s'atteint à travers l'évidence, celui de Pascal à travers le doute. Pour le savant Pascal qui est aussi le croyant Pascal, le doute et la foi sont complémentaires ». Thierry Maulnier ajoute : « Il y a plusieurs grandes religions mais il n'y en a qu'une qui permette au plus humble des êtres humains penché sur sa pioche, sa brouette ou son registre comptable, au plus médiocre, au plus insignifiant de se croire personnellement sous le regard d'amour de celui qui gouverne les mondes, plus encore, de n'être pas jugé indigne du sacrifice d'un Dieu ».

Thierry Maulnier met en lumière, dans ces lignes, la singularité de la foi chrétienne qui est son souci des âmes singulières, toutes uniques et irremplaçables. Tel est bien un des thèmes essentiels de votre œuvre. Ainsi, vous êtes tous deux, comme Pascal lui-même, des chercheurs d'absolu, et c'est ce qui fait de vous deux bleus plus que des auteurs de grand talent ; vous avez une autre dimension.

Assurément, la différence entre vous est importante. Alors que vous, monsieur, pensez avoir trouvé la réponse dans la présence de Dieu à vos côtés, Thierry Maulnier, lui, vous l'avez rappelé, écrit : « Tu ne peux donner de réponses à toutes les questions. Mais tu peux faire des questions avec toutes les réponses ». Il va plus loin encore et écrit dans le *Dieu masqué* : « La pire mésaventure, heureusement improbable, qui pourrait advenir à l'esprit humain serait la découverte d'une vérité définitive ». Ici, Maulnier se rapproche plus de Montaigne, votre ancêtre, car par votre nom, vous descendez directement de Montaigne. « Les idées aussi luttent pour la vie, écrit-il, et celle qui gagne est celle qui aide le mieux l'homme à supporter l'angoisse d'avoir à vivre ». Cette idée est celle d'un dramaturge, du grand dramaturge qu'était Thierry Maulnier, avec l'aide précieuse de sa femme. Mi lui ni vous n'êtes de ces personnages qui se complaisent dans leur petit moi. Vous savez que le sentiment de l'auto-suffisance est le signe le plus certain de la sottise.

L'absolu ne se savonne pas tout seul. L'absolu se construit à deux. On objectera : Et les vocations religieuses, qu'en faites-vous ? Je répondrai : Une vocation religieuse qui n'est pas une histoire d'amour avec Dieu n'est pas une vraie vocation. L'autre, qu'il soit le tout proche ou le tout autre, est celui qui nous fait exister. C'est le « tu » qui donne une structure au « je ». La machinerie inconsciente d'ello-même de l'univers compte peu au regard de la complexité qui nous fait être construits ensemble l'absolu. C'est d'un autre ordre, et cette distinction des ordres, si chère à Pascal, est sans aucun doute essentielle. Ecoutez Pascal : « Tous les corps ensemble, et tous les esprits ensemble, et tous leurs productions ne valent pas le moindre mouvement de charité. Cela est d'un ordre infiniment plus élevé ».

Je retrouve ici, monsieur, l'interrogatoire que j'avais l'audace de vous poser il y a quelques instants sur la manière d'encadrer la mystique dans la vie, et je crois que vous serez d'accord avec moi pour penser que la réponse est précisément de l'ordre de la ébarité, c'est-à-dire de l'amour.

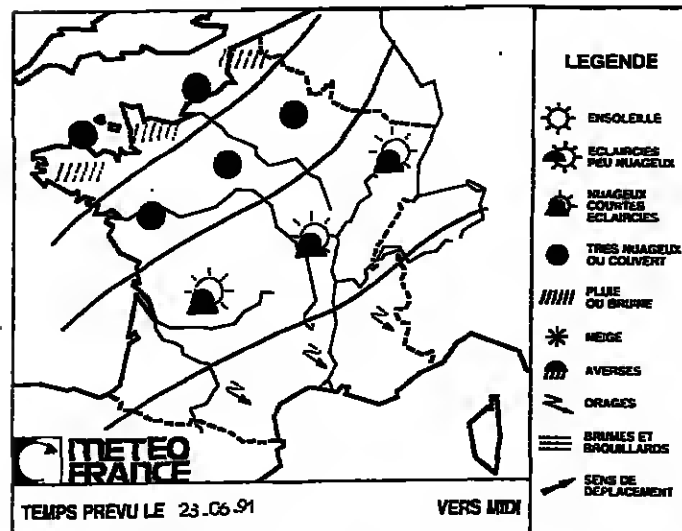
Vivre, c'est aider quelqu'un à vivre, et le vrai pouvoir n'est pas celui de faire ramper les autres mais celui de pouvoir d'un mot, d'un geste, éclairer un visage. Et l'absolu, un visage.

Votre prédécesseur et vous, je dois vous remercier. Tous deux, vous m'avez aidé. Quand j'étais prisonnier de guerre, j'avais un livre, un seul livre, à côté de ma paillasse, l'*Introduction à la poésie française* de Thierry Maulnier, et ce texte si vigoureux, si dense, m'encourageait à griffonner dans un cahier d'écolier. Quant à vous, monsieur, que j'ai beaucoup cité - et que j'aurais pu citer de mieux ? - la lecture de vos livres a renforcé ma conviction que le grand secret est de retrouver la fraîcheur du regard qui, seule, permet de voir scintiller le réel. Ainsi se construit une métaphysique de la proximité. Alors on découvre l'absolu dans la singularité des êtres, on acquiert la seconde naïveté et le regard créateur en s'efforçant de tout voir et de tout vivre comme pour la première fois.

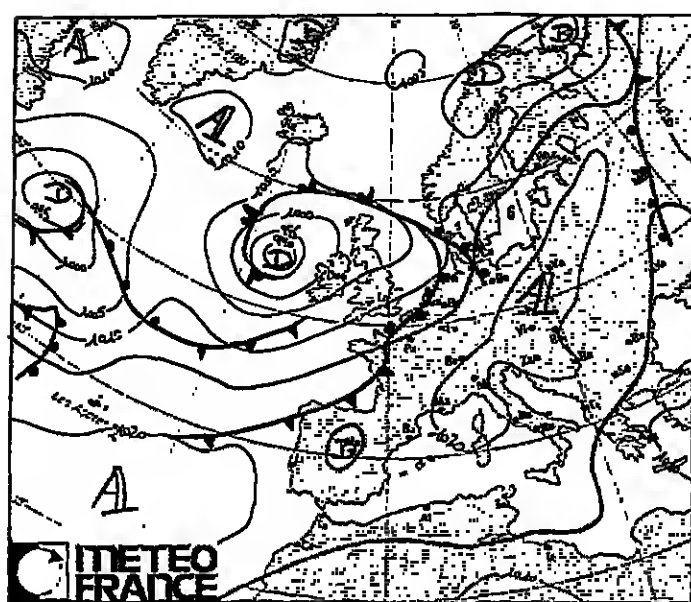
Alors, tout commence à chaque instant. Notre confrère Paul Valéry a dit : « Ce qui ne demande aucun effort n'est que temps perdu ». La grâce de la fraîcheur du regard, comme toutes les grâces, n'est pas un état passif, mais le fruit d'un effort poursuivi dans la joie. La joie qui nait de l'évasion de la prison du moi. Vous montrez, monsieur, dans vos livres que nul ne peut être à soi-même sa propre nécessité, que la complexité des contraires est l'anguille de l'esprit, que le non-moi crée le moi. Oui, la vraie nécessité paraît à l'appel d'un visage ou scintille l'espoir de vivre l'instant perpétuel d'un amour durable, c'est-à-dire l'éternité plus un jour.

مكتبة الأمل

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 23 juin 1991
Temps doux mais très nuageux

SITUATION LE 22 JUIN 1991 A 0 HEURE TU



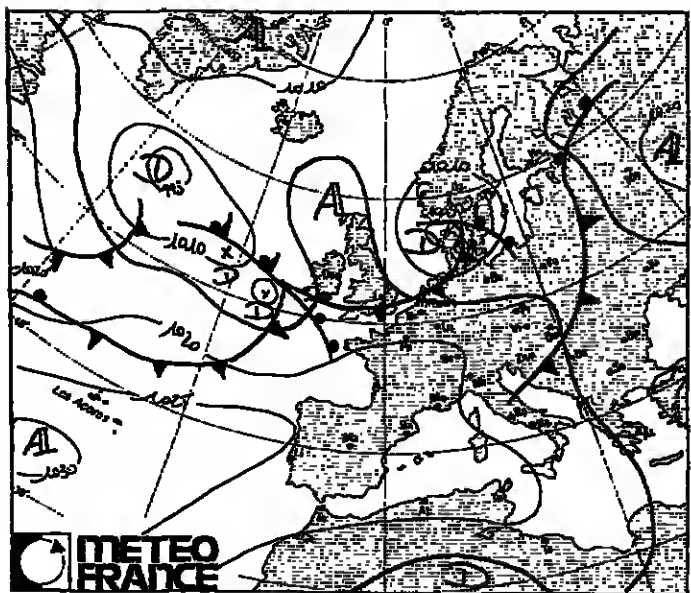
Lundi : nuages et précipitations au nord, soleil au sud. Sur la Bretagne, la Normandie, en Nord-Picardie, le-de-France, Champagne-Ardenne, Lorraine et Alsace, au lever du jour, le temps sera gris, humide et accompagné de chutes de pluie éparse. Ces précipitations se produiront essentiellement sur les régions côtières et le vent de sud-ouest y soufflera de façon modérée. Toutefois, en cours de matinée, le soleil fera quelques apparitions.

franches. Sur la moitié sud, après la dissipation des rares brumes matinales, le temps sera chaud et ensoleillé. A noter cependant que, sur les Alpes, les nuages bas seront fréquents au lever du jour, puis évolueront en petits nuages de beau temps.

Sur le Languedoc-Roussillon, le vent de nord-ouest se lèvera en soirée. Les températures maximales s'éleveront entre 11 et 17 degrés du nord au sud.

Les températures maximales s'éleveront entre 20 et 23 degrés des côtes de la Manche à la Provence.

PRÉVISIONS POUR LE 24 JUIN 1991 A 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
le 21-6-1991 à 18 heures TU et le 22-6-1991 à 8 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	30	17	N	LUXEMBOURG	19	14	C
ALGER	28	13	D		MADRID	33	14	D
BARCELONE	28	17	C		MARSEILLE	36	19	D
BORDAUX	26	17	C		MEXICO	23	19	D
BRESCIA	17	13	N		MILAN	26	11	D
CAEN	19	11	N		MONTREAL	23	19	D
CHERBOURG	17	11	N		MOSCOW	24	16	C
CLERMONT-FERRAND	27	14	N		NAIROBI	24	12	N
DIJON	25	13	C		NEW-DELHI	38	28	D
GRENOBLE	29	13	N		NEW-YORK	32	22	D
LILLE	19	12	C		OSLO	—	—	—
LIMOGES	22	16	C		PALMA-DE-MAJOR	26	16	D
LYON	27	17	F		PEKIN	28	24	D
MARSEILLE	27	17	D		RIO-DE-JANEIRO	28	23	N
NANCY	22	11	C		ROME	23	16	B
NANTES	20	12	C		SINGAPOUR	33	21	N
NICE	22	17	C		STOCKHOLM	—	—	—
PARIS-MONTY	21	16	C		SYDNEY	20	13	N
PAU	28	16	C		TOKYO	23	19	P
PERPIGNAN	25	17	C		TORONTO	27	15	D
RENNES	19	13	D		VARSOVIE	21	10	D
STRASBOURG	23	15	N		VIENNE	21	11	D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 22 juin

TF 1	LA 5
20.45 Variétés : Succès fous.	22.00 Les Nuls... l'émission.
22.30 Magazine : Ushuaïa.	22.50 Flash d'informations.
23.30 Formule sport.	22.55 Sport : Automobile.
0.25 Sport : Boxe.	23.00 Cinéma : L'Emprise des ténébres.
	0.30 Sport : Automobile.
	0.50 Cinéma : Milagro.
A 2	M 6
20.45 Téléfilm : Dangereuse défense.	20.50 Un privé nommé Striker.
22.25 Bouillon de culture.	22.30 Grain de folie.
23.55 Journal et Météo.	0.35 Journal de la nuit.
0.15 Médecins de nuit (rediff.).	0.45 Magazine : Intégral
FR 3	LA SEPT
De 20.00 à 0.05 Le SEPT	20.35 Le Cœur sur la route.
0.05 Série rose : Les Leçons de Bucciuolo.	22.25 Une affaire d'enfer.
0.35 L'Heure du golf.	
CANAL PLUS	LA SEPT
20.30 Le Labyrinthe imaginaire.	21.00 Piège pour un soldat.
	22.45 Soir 3.
	23.00 Cinéma de poche.
	0.00 Danse : Giselle.

Dimanche 23 juin

TF 1	LA SEPT
16.15 Sport : Automobile.	19.54 Six minutes d'informations.
18.20 Vidéo gag.	20.00 Série : Ma sorcière bien-aimée.
18.55 Disney Parade.	20.30 Magazine : Sport 6 (à 0.15).
19.15 Série : 21 Jump Street.	20.40 Téléfilm : Le Monstre des profondeurs.
19.05 Magazine : 7 sur 7.	22.25 Capital.
Invité : Alain Juppé.	22.35 Cinéma : Châteaux exotiques.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.	0.10 Six minutes d'informations.
20.45 T'es folle ou quoi ?	2.00 Rediffusions.
22.25 Ciné dimanche.	
23.40 Cinéma : Une affaire d'hommes.	
0.20 Journal et Météo.	
1.05 Danse : La Ovine Comédie.	
A 2	LA SEPT
15.05 Série : Mac Gyver.	15.25 Documentaire : Les Disciples du jardin des poiriers.
15.55 Osmose Martin (suite).	16.25 Documentaire : Cheng Tcheng (I).
16.40 Téléfilm : La Bavure.	17.25 Documentaire : Petit Bonheur.
17.35 Documentaire : Retour à Samarkand.	18.25 Documentaire : Première Lune.
18.30 Magazine : Stade 2.	19.00 Documentaire : Live.
19.30 Série : Maguy.	20.00 Magazine : Accidents graves pour l'orthographe.
20.00 Journal et Météo.	20.30 Le Temps de vivre.
20.45 Téléfilm : Le Gorille et l'Amazonie.	Le Temps de mourir.
22.20 L'Œil en coulisses.	22.45 Une histoire de vent.
23.40 Cinéma : L'Homme à la valise (rediff.).	0.00 Cinéma d'animation : Les Têtarde à la recherche de leur mère.
FR 3	0.20 Court-métrage : Un dimanche à Pékin.
14.30 Sports 3 dimanche.	0.40 Cinéma d'animation : L'Huître et la Bécasse.
17.30 Magazine : Montagne (1 ^{re} partie).	
18.00 Amuse 3.	
19.00 Le 19-20 de l'information.	
20.05 Série : Benny Hill.	
20.40 Musique : Maestros.	
21.55 Magazine : Le Divan.	
22.20 Journal et Météo.	
22.40 Cinéma : L'Homme de Londres.	
0.15 Carnet de notes.	
CANAL PLUS	
14.00 Sport : Automobile.	
14.30 Magazine : 24 Heures.	
15.20 Sport : Automobile.	
16.15 Documentaire : Grands félins d'Afrique.	
16.40 Dessin animé : Les Simpson.	
17.05 Les Nuls... l'émission.	
18.00 Cinéma : Au bonheur des chiens.	
En clair jusqu'à 20.30	
19.30 Flash d'informations.	
19.35 Ça cartoon.	
20.30 Dis Jérôme... ?	
En clair jusqu'à 20.40	
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.	
20.40 Cinéma : Scandal.	
22.30 Flash d'informations.	
22.35 Magazine : L'équipe du dimanche.	
1.15 Cinéma : Le Téméraire des gladiateurs.	
LA 5	
14.35 Série : La Famille des collines.	
15.25 Série : L'Homme qui valet 3 milliards.	
16.20 Tiercé à Longchamp.	
17.05 Série : Lou Grant.	
18.00 Série : La Loi de Los Angeles.	
18.55 Série : L'Enfer du devoir.	
19.50 Journal.	
20.10 Dimanche 20 h 10 Elkabach.	
20.45 Journal des courses.	
20.50 Cinéma : Cobra.	
22.30 Magazine : Top chrono.	
0.20 Journal de la nuit.	
0.30 Le Club du Télé-achat.	
M 6	
14.40 Concert de Wembley.	
16.20 Série : Vic Daniels, fils à Los Angeles.	
16.50 Série : L'Homme de fer.	
Série : Supercopier.	
18.30 Série : Les Routes du paradis.	
19.25 Magazine : Culture pub.	

CARNET DU Monde

Naissances

- Jean-Marc et Sylvia BÉRARD ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Philippe et de Pierre-Alexandre, le 4 juin 1991, à Nantes.

55, rue Marzelle-de-Grillaud, 44000 Nantes.
36, allée du Grand-Parc, 86000 Poitiers.

Décès

- Jean et Marie-Édénie Bergeron, leurs enfants et petits-enfants, Louis et Huguette Bergeron et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Yvonne BERGERON, veuve de

M. André BERGERON, survenu le 12 juin 1991, à Châtea-Thierry, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Torcy-en-Valois.

2, rue de Savoie, 87100 Limoges.
15, rue des Filles-du-Calvaire, 75003 Paris.

- Ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M^{me} Henri HAMET, née Monique Frigant,

le 15 juin 1991.

Selon sa volonté, son corps a été donné à la science.

Une messe sera célébrée le 27 juin, à 18 heures, en l'église Saint-Merri.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'Association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH), 26, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris Cedex 11.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et abonnés : 80 F

Communications diverses : 96 F

Thèses étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5547

HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui peut habiller des duchesses avec bien que des bergères. Risquent de rester froissées quand il y a eu un accrochage. — II. Pour l'épouser, il suffit de la suivre. Permet aux charmes de s'épanouir. — III. Coule à l'étranger. Règle. Adverbe. Évoque un homme qui n'a pas de prix. — IV. Sacré quand on prend le moitié. Pic des Pyrénées. Vieux poètes. — V. Se fait en passant en revue. Pronom. — VI. Permet de sauver le fagot. Participe. — VII. Une victime de la jalousie. Peintre italien. Quand elles sont noires, il y a beaucoup de cafards. — VIII. O'un audace. Un coup à haute trajectoire. — IX. Grand quand on perd la moitié. Pas sérieux. — X. On y reste quand on n'est pas bien. Peut apparaître après une opération. Un gouffre. — XI. Peut être complétés par un chapeau. Peut servir à faire des filets. Faire un travail d'urbaniste. — XII. Qui peuvent faire rougir. Rejets. — XIII. Le premier impérial. Article étranger. Bon, en Tunisie. Adverbe. — XIV. Peuvent décorer des entrées. Main de fer. — XV. Frappes fort. Doit se donner plus de mal quand il a le bourdon.

VERTICALEMENT

1. Spécialistes qui travaillent aux pièces. Amis autrefois. — 2. Peut courir sur le haricot. Dans l'attente. Évoque un joli teint. Pour le prendre, il faut le couper. — 3. A intérêt à écorner. Certains nous font les «poches». — 4. Branché. Calife. Porte pour le première fois. — 5. Agrément étranger. Jeté per celui qui choisit. Préposition. Morceau de pain. — 6. Laisse un bon morceau. Risquent de provoquer le feu quand ils ont perdu le fil. Il y a un froid dès qu'il s'en va. — 7. Qui ne sera pas atteint. Quelques-uns parmi les appelés. — 8. D'un eudisme. Endroit où l'on peut faire des exercices. — 9. Des femmes qui ne

ont pas sans reproches. — 10. Mesure. Peut survenir après coup. Exige la correction dans les rapports. — 11. Possessif. Peut être mis à l'index. Est comme l'éclair. — 12. Tout un «quartier» ne lui fait pas peur. Plus elle est haute et plus il y a de danger. Pronom. — 13. Qui n'a pas un grain de beauté. Pas du tout coulant. — 14. Des peuples préhelléniques. Comme parole le vérité. Un coup d'épée peut tout juste le troubler. — 15. Perlent parfois à tort en à travers. Un canal naturel. Vit une grande migration.

Solution du problème n° 5546

Horizontalement

I. Pesticide. — II. Avoine. II. — III. Tics. Raza. — IV. Ré. Omes. — V. Orange. Ut. — VI. Inn. Ri. — VII. Altère. — VIII. Té. Emeu. — IX. Cartable. — X. Cor. Elus. — XI. Anté. Eau.

Verticalement

1. Petronet. Ca. — 2. Evier. Leçon. — 3. Soc. Alt. Art. — 4. Tisonnier. — 5. In. Igné. Teo. — 6. Ceme. Réal. — 7. At. Emeu. — 8. Daeur. Elsa. — 9. Elastic.

GUY BROUTY

M^{me} Michelle LIPMANN,

née Pesty,

nous a quittés le 20 juin 1991.

Nous lui dirons un adieu le mardi 25 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, puis à 14 heures au columbarium du cimetière du Père-Lachaise, entrée place Gambetta, Paris-20.

De la part de James Lipmann, Marie Quennessen, née Lipmann, Eric, Emmanuel, Camille, Marielle, Thomas et Martin Lipmann, Jean-Louis et Stéphanie Quennessen, François, Antoine et Elsa Mancaum.

- M^{me} Jean-Pierre Mahaim, MM. Ivan et Pierre Mahaim, ses fils, Raphaël, son petit-fils, Jacques Debbé-Bridel, son beau-père, M. et M^{me} Gabriel Suter, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Charles Mahaim, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Harry de Montille, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Friedrich Rohde, ses enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

Jean-Pierre MAHAIM,

survenu le 30 mai 1991, à Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir), à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 4 juin.

4, rue de Montmorency, 75003 Paris.

- M. Robert Pajot, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, son épouse, M. Jacques Pajot, M. et M^{me} Richard et Florence Comto-Pajot, ses enfants, Olivier, Jules, Tanguy et Yves, ses petits-enfants, ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Fernande PAJOT,

survenu le 15 juin 1991.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Sylvia Schachter, ses enfants, M^{me} Isabelle et Corinne Meyer, ses belles-filles, M. et M^{me} Kinehma, sa sœur et son beau-frère (Canada), ses neveux et nièces, ses beaux-frères et belles-sœurs, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès, le 19 juin 1991, au terme d'une longue et douloureuse maladie, de

docteur Mendel SCHACHTER, psychiatre, membre affilié de la Royal Society of Medicine de Londres, ancien médecin-chef des consultations de neuropsychiatrie infantile-juvénile du Comité de l'enfance déficiente de Marseille, ancien chargé d'enseignement clinique à la faculté de médecine, auteur de très nombreux travaux portant principalement sur la pédopsychiatrie.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

79, boulevard Notre-Dame, 13006 Marseille.

Soutenances de thèses

- Université de Provence, centre d'Aix-en-Provence, le mardi 25 juin 1991, à 14 h 30, salle des professeurs, 2^e étage, M. Carol Isaac : «L'évolution du statut juridique et politique des juifs en Roumanie (1913-1938)».

AGENDA

o Portes ouvertes à la SPA. — Journées d'adoption les 22 et 23 juin, de 10 heures à 18 heures, deos tous les refuges SPA de France.

► Pour la région parisiennne, refuge Gramont, 30, avenue du Général-de-Gaulle, 92230 Gennevilliers, Tél. : 47-88-57-40.

POUR MIEUX COMPRENDRE LE MONDE D'AUJOURD'HUI

RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATEGIQUES

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

LE MONDE D'AUJOURD'HUI

HEURES LOCALES

Miracles et mirage de la thalassothérapie

Emplois qualifiés, retombées économiques, image prestigieuse : les centres marins fascinent les communes, mais l'offre commence à excéder la demande

ROCHEFORT
de notre envoyé spécial

UNE quarantaine de communes abritent des centres de thalassothérapie. Les élus d'une partie d'entre elles témoignent aujourd'hui des incontestables retombées que peut apporter cette activité. Christian Bonnet, ancien ministre, sénateur et maire de Carnac, dans le Morbihan, dit de Pierre Le Baud, dont les centres de Port-en-Dub sont, avec 200 employés, le principale entreprise de cette commune de 4 233 habitants : « Je lui suis infiniment reconnaissant de ce qu'il a apporté à la commune ».

Jean-Claude Empereur, maire de Pornichet, en Loire-Atlantique, estime que la réussite du nouveau quartier des Océanes repose avant tout sur le succès du centre de thalassothérapie, qui constitue le noyau d'une opération d'aménagement en plein milieu de la baie de La Baule. Ce centre, ouvert en juillet 1990, atteint déjà des chiffres de fréquentation qui n'étaient espérés qu'après plus de deux ans : « Notre station est complètement redynamisée par ce succès ».

Autant de témoignages qui vont réveiller chez certains des 900 maires des communes du littoral la question « Pourquoi pas nous ? ». On assiste en effet, depuis une quinzaine d'années, à une véritable explosion de l'offre en matière de thalassothérapie. Il y avait 18 établissements en 1978, 25 en 1987, et il y en a 45 aujourd'hui. Cette augmentation (près de 3 000 lits supplémentaires ces trois dernières années) s'accompagne d'un accroissement encore plus spectaculaire de la demande : 19 000 thalassothérapeutes en 1982, 45 000 en 1986, 141 000 en 1989 et près de 180 000 probablement cette année.

Les mérites scientifiques des cures

À ce succès, beaucoup de raisons (lutte contre le stress, remise en forme) qui ont fait pour la plupart l'objet d'une véritable médiatisation à travers une clientèle connue. Un phénomène de mode, certainement, mais aussi un véritable besoin qui, lui, n'est pas nouveau. Le docteur Patrick Badelon, président de la Fédération Mer et Santé, qui regroupe médecins et professionnels de la thalassothérapie, explique avec passion les mérites scientifiques des cures : « Le milieu marin confère l'ensemble des oligo-éléments dont l'organisme a besoin. Mais ce n'est pas pour autant, que le simple tourisme en bord de mer suffit. La thalassothérapie nécessite des techniques spécifiques comme le chauffage de l'eau de mer à 34°C nécessaire au transfert des éléments marins dans l'organisme. Il faut des bains de boue et d'algues pour renforcer la présence d'iode, de potassium ou de calcium ».

Aux exigences d'ordre médical s'ajoutent un certain nombre de critères qui excluent de l'appellation thalassothérapie les centres que l'on voit fleurir en région parisienne. La thalassothérapie ne peut se pratiquer que sur le littoral, dans des sites privilégiés, à l'abri des pollutions atmosphériques et marines. La commune sur laquelle s'implante le centre se doit aussi d'offrir aux curistes commerces, animations et loisirs comme à Perros-Guirec, dans les Côtes-d'Armor. « La promotion de la thalassothérapie a été basée sur la qualité de l'environnement



dans la commune. Si bien que la station elle-même a bénéficié en retour de cette image », raconte le maire Yvon Bonnot.

La volonté des élus est souvent déterminante dans les opérations menées par des investisseurs privés. A Pornichet, c'est la municipalité qui a défini l'ensemble du programme d'aménagement de la nouvelle zone du front de mer. Le centre de réadaptation fonctionnelle existant a servi de base à un ensemble d'activités gérées par une société d'économie mixte (SEM) qui regroupe les différents partenaires et la commune. La municipalité, après avoir cédé des terrains lui appartenant, a pris en charge les équipements publics. Jean-Claude Empereur ne cache pas « avoir une approche marketing du littoral » : « Nous avons ainsi repositionné l'image de Pornichet ».

Une concurrence de plus en plus vive

Christian Bonnet a lui aussi fait valoir la voix de la municipalité dans l'opération d'aménagement des 30 hectares des Salines de Carnac rachetées par Pierre Le Baud, il y a vingt ans. Alors qu'il était envisagé un projet immobilier autour d'un port de plaisance, le maire de Carnac a montré où allaient ses préférences : « La thalassothérapie a le mérite de procurer des emplois permanents et non plus saisonniers ». Ce centre réalisé avec le groupe Accor reçoit 380 curistes par jour. « Une clientèle fidèle, à l'image de la station », précise Christian Bonnet.

L'accroissement de l'offre commence à poser des problèmes. Michel Delalande, chargé de mission au ministère du tourisme, a annoncé le

23 mai à Rochefort, au colloque de l'Association nationale des élus du littoral (ANEL), qu'un centre de la nouvelle génération vient d'effectuer le premier dépôt de bilan. Il a également indiqué que plusieurs établissements sont à vendre, « pas précisément parce qu'ils sont florissants ».

Les centres de thalassothérapie nécessitent en effet des investissements lourds. La rentabilité est beaucoup plus lente aujourd'hui que la concurrence est plus vive. Patrick Viceriat, responsable du département loisirs et tourisme au Bureau d'Informations et de Prévisions Économiques (BIPE), estime, au vu d'une enquête qu'il a réalisée en 1989 pour le ministère du tourisme, qu'il faut plusieurs années à un centre pour s'imposer et commencer à réaliser des bénéfices. Cela n'empêche pas des groupes puissants comme Accor, Royal-Monceau, Yves Rocher, Promo-Thermes ou Peltge de se lancer dans l'aventure. Mais cela doit rendre prudents certains maires qui voient là une occasion de créer des emplois et d'améliorer l'image de leur commune.

De nombreuses municipalités sont en effet prêtes non seulement à fournir les équipements indispensables mais également à proposer des terrains dans des sites privilégiés et même à se porter caution. Marcel Laurent, le maire du Croisic, un port de pêche de la Loire-Atlantique, en difficulté, se bat depuis des années pour obtenir la création d'un centre de thalassothérapie sur sa commune. Depuis que le TGV a mis Le Croisic à trois heures dix de Paris, Marcel Laurent rêve d'un « établissement non polluant, non saisonnier, qui pourrait créer des dizaines d'emplois et entraîner un

regain d'activités de la commune ». Le groupe Lyonnais des eaux-Dumez paraît prêt à investir dans ce projet. L'adjoint aux affaires sociales se prépare à orienter les demandes d'emplois des habitants de la région. Des cures pour chevaux de courses donneraient au Croisic la spécificité indispensable sur un créneau encore inexploré. Mais en raison de l'opposition de deux associations, le projet est au point mort. Un retard qui déçoit Marcel Laurent, mais qui permettra sans doute d'y voir plus clair sur l'évolution du marché.

Il devient en effet troublant de voir de nombreux groupes continuer à vouloir investir dans la thalassothérapie alors que beaucoup de élus commencent à s'allumer. S'agit-il de la « thalasso-alibi » dont parle Michel Delalande, qui craint que certains projets ne soient « le cheval de Troie d'opérations immobilières » ? Aux premières difficultés, c'est le centre de soins qui ferme, et les hôtels intégrés construits dans des sites privilégiés sont revendus en appartements.

Des séjours moins coûteux

Ce risque n'existera pas si les prévisions les plus optimistes se réalisent. Il ressort d'un sondage effectué par le BIPE que 1,4 % des Français aimeraient faire une cure. Et 70 % des femmes seraient prêtes à partir si les séjours étaient moins coûteux. La thalassothérapie française se trouve devant un dilemme. Mondialisation répétée pour la qualité de ses centres, promotionnée à travers une clientèle à hauts revenus, elle a besoin d'élargir son marché sans faire fuir ses premiers adeptes.

Personne ne revendique le remboursement total des cures par la Sécurité sociale, à l'égal de ce qui se fait dans le thermalisme. Les soins de rééducation sont pris en charge, mais la thalassothérapie ne s'adresse pas uniquement à des malades. « La médicalisation à l'extrême reviendrait à éloigner la clientèle - en plein contre-pied - qui l'utilise exclusivement pour la remise en forme ou la prévention », met en garde Michel Delalande au nom des pouvoirs publics.

La clientèle de proximité constitue près d'un tiers des curistes. Il reste donc aux différents partenaires à mettre au point une stratégie de conquête. Patrick Viceriat s'étonne à ce propos du manque de données sérieuses : « Comment réaliser dans ces conditions une étude de marché avant tout nouvel investissement ? »

Le ministère du tourisme, échaudé par l'expérience des stations de ski, est prêt, avant d'investir dans toute action de communication, à proposer avec les professionnels une « définition claire et quasi officielle de la thalassothérapie qui permettrait de décerner un label de qualité ». Il a déjà subventionné avec les professionnels une étude intitulée « Optimisation des performances commerciales des centres de thalassothérapie », et il envisage une opération de promotion en Europe. C'est, en effet, la conquête de nouveaux marchés qui permettra à la thalassothérapie de se développer et de fournir à de nombreuses communes des emplois qualifiés. « La thalassothérapie est un atout très important pour le développement du littoral », reconnaît Michel Delalande.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Diplomatie décentralisée

À PRÈS le sommet franco-allemand réuni à Lille les 29 et 30 mai, François Mitterrand rencontre le premier ministre britannique, John Major, à Dunkerque le 24 juin. Ce n'est pas tellement le Nord et ses leaders socialistes qui sont à l'honneur, à travers ces événements européens importants, que la province tout entière. D'autant que quelques jours auparavant, les 21 et 22 juin, Montignac en Dordogne - dépeintement cher au cœur et au parcours politique du ministre des affaires étrangères Roland Dumas - aura servi de théâtre au séminaire franco-espagnol au cours duquel plusieurs ministres des deux pays (de l'agriculture à la mer en passant par l'intérieur) vont travailler sur des dossiers chauds et concrets.

Le président de la République lui-même a donné l'élan en renouant récemment, en Champagne-Ardenne, avec la tradition des voyages en province qui s'était malheureusement embourbée depuis plusieurs années. Quant au ministre de l'intérieur Philippe Maréchal, il ne veut pas se voir taxer de centralisme excessif : quelques semaines après avoir été nommé place Beauvau, il réunissait tous les préfets de région, pour leur parler d'aménagement du territoire et de contrats de plan, non à Paris mais à Poitiers.

Bref, il y a là une convergence de signes qui montrent que Paris n'est pas nécessairement le lieu obligé des rencontres et négociations importantes et que l'île-de-France n'est pas la France. Comme il existe une décentralisation politique, administrative et économique, entrée dans les mœurs et les textes depuis maintenant dix ans, il n'est pas exagéré d'évoquer désormais une sorte de « diplomatie décentralisée », et l'on voit mal qui pourrait s'en plaindre.

D'ailleurs, presque toutes les régions et les grandes villes nouent des liens avec des pays ou des métropoles étrangères, en Europe mais aussi dans les pays du tiers-monde. Le précédent ministre de la coopération, Jacques Pélletier, s'était beaucoup investi dans ce qu'il est convenu d'appeler la « coopération décentralisée ». On veut espérer que le nouveau titulaire du bureau de la rue Monsieur, qui est Edwyg Avece, reprendra le flambeau.

F. Gr.

Lire également

Dossier Le contentieux de l'urbanisme

Face aux ambitions de quelques promoteurs et particuliers, la justice est souvent débordée. Des affaires retentissantes, à Paris ou dans le Var, ont incité les pouvoirs publics à demander à leurs services de faire preuve de plus de fermeté vis-à-vis des contrevenants.

- Consultation d'élus en Rhône-Alpes
- Les maires bretons sauvent leurs calvaires
- L'UCPA, partenaire des collectivités
- L'Essonne aide les PME à exporter

Pages 19 et 20

La Provence interroge ses habitants

Le président du conseil régional souhaite connaître les attentes de la population, à quelques mois des échéances électorales

BRIGNOLES

de notre envoyé spécial
Il y avait de la musique, du sport, des jeux, le spectacle de Michel Leod, des dizaines de stands de villes et d'entreprises. Il y avait du soleil et des odeurs de menthe mêlées à celles du nougat chaud et de la barbe à papa. C'était, le samedi 15 juin, à Brignoles (Var), la Convention Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Pour une première, ce fut un indéniable succès populaire, avec douze mille personnes accourues des six départements de la région qui ont mis en état de siège l'ancienne capitale des comtes de Provence. À l'orée de l'été, cette fête marquait, en l'occurrence, l'aboutissement d'une intéressante expérience de démocratie participative. Rencontrer la population et répondre à ses préoccupations sous la forme d'une communication interactive : tels étaient les objectifs du conseil régional présidé par le sénateur (UOF-PR) Jean-Claude Gaudin.

Partant de l'intérêt de plus en plus concret de l'opinion pour le fait régional - vingt ans après la naissance de l'institution - les promoteurs de l'opération ont lancé, dès le mois de mars, une vaste campagne de consultation, par voie de presse et d'affichage, sur le thème général « La région est notre deuxième patrie ».

Au cours de cette consultation, les « enquêtes » étaient appelées à répondre à un questionnaire comportant une série de questions « fermées » permettant un classement hiérarchique des quatorze thèmes de réflexion proposés et un espace libre pour que chacun puisse exprimer ses « suggestions, commentaires et avis » (1).

Le TGV en accusation

Trente mille questionnaires - dont, seulement, 13 % anonymes - ont été retournés au conseil régional, soit un taux de 2,5 % sur l'ensemble des foyers de la région, jugé « satisfaisant » par les spécialistes et a priori en corrélation avec la population respective de chaque département. Les résultats ont apporté quelques surprises. Si, pour les questions « fermées », le thème économie-emploi a été placé, comme attendu, au premier rang, c'est, en revanche, celui de l'environnement - déjà, en deuxième place dans le classement précédent - qui apparaît en tête de la liste établie à partir des commentaires spontanés.

Principaux « coupables » dénoncés

(1) Cette enquête aurait coûté, au total, entre 4 et 4,5 millions de francs, soit, explique-t-on, le prix de la campagne de communication institutionnelle faite chaque année par la région (la convention en tenant lieu pour 1991).

par les habitants de la région : les feux de forêt, qui « défigurent » la Provence, le TGV, considéré comme un projet dévastateur sur le plan écologique, mais aussi les promoteurs immobiliers, auxquels est reproché le bétonnage aveugle du littoral, et... les touristes, rendus responsables de la dégradation de la qualité des eaux.

La consultation a également confirmé l'importance des problèmes de l'immigration (thème figurant en deuxième position dans les commentaires des habitants des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes).

GUY PORTE
Lire la suite page 18

« A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle... »

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

...Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier®

CRÉDIT FONCIER
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

DÉBAT

L'environnement : un triple défi

par Jean-Jacques Gouquet et Michel Prieur

L'ENVIRONNEMENT n'est plus simplement une mode, il est devenu un défi collectif mobilisant hommes politiques, médias et organisations internationales. Sans tomber dans un catastrophisme excessif, il ne faut pourtant pas croire que la plupart des problèmes environnementaux soient en voie de règlement. Ils s'aggravent (1) car face à la complexité des risques actuels (changement climatique, déchets radioactifs et chimiques (2), biotechnologies), les modèles traditionnels d'analyse semblent complètement dépassés. Nous renaîtrons dans l'ère de l'incertitude et dans le champ de l'irréversible.

L'enjeu de cette fin de siècle est de se demander s'il est possible de stopper cette fuite en avant suicidaire dans les déséconomies externes ou bien si l'on est condamné à les rendre supportables avec des coûts croissants et des rendements décroissants grâce notamment à une fiscalité moderne de l'environnement.

En ce qui concerne le droit de l'environnement, trois niveaux d'analyse sont incontournables : l'internationalisation, l'incertitude, la démocratie participative. La transnationalisation de la production a profondément transformé le statut de l'environnement par l'externalisation de la concurrence internationale et la modification de l'espace de valorisation des capitaux.

Celle-ci entraîne les mouvements de délocalisation-relocalisation d'activités économiques sur les plans national et mondial. La concurrence internationale explique la structuration des espaces nationaux. On assiste à l'éclosion de la démocratie participative. La transnationalisation de la production a profondément transformé le statut de l'environnement par l'externalisation de la concurrence internationale et la modification de l'espace de valorisation des capitaux.

À l'échelle mondiale, l'Etat est devenu un cadre dépassé pour analyser les problèmes économiques et écologiques contemporains. Le marché mondial se partage de plus en plus entre quelques grands groupes transnationaux qui transcendent les frontières. Il devient donc de plus en plus nécessaire de sensibiliser les firmes, et non seulement les Etats, aux conséquences de leurs stratégies sur l'environnement (éco-produits, élimination des déchets, audits d'environnement).

Ces rappels montrent qu'à l'heure d'une économie mondiale, il est nécessaire de déterminer quel est l'échelon pertinent pour gérer un problème donné (local, régional, national, plurinational, mondial) puis d'articuler l'ensemble de façon cohérente. On retrouve ici toute la complexité des espaces qui s'imbriquent les uns dans les autres mais fonctionnent avec des logiques différentes. Ce qui pose le problème de l'effectivité du droit.

La fuite dans la technique

Beaucoup d'auteurs plaident pour la mise en place rapide d'institutions supranationales chargées de régler les grands problèmes environnementaux. On parle aussi de mondialisation des ressources (4), voire de leur planification planétaire à travers le concept de patrimoine commun de l'humanité, et les projets de convention sur le climat, les sols, la conservation de la diversité biologique et les forêts. Le droit de l'environnement n'est plus un appendice des politiques d'environnement, il est devenu l'axe principal des stratégies nationales de développement durable (5).

Faute de recul pour résoudre les problèmes sociaux, les décideurs préfèrent la fuite dans la technique. L'histoire montre que la technique pose toujours plus de problèmes qu'elle n'en résout, et généralement à un niveau de complexité et de gravité supérieur. On ne fait ainsi que déplacer les risques. La solution consistait-elle à remettre en cause la recherche de la puissance et de l'efficacité économique à tout prix et à dénoncer systématiquement l'idéologie du progrès ? Les sociétés techniciennes cumulent malheureusement ces deux tares : ce sont des sociétés de négligence généralisée (M. Serre), ce sont des sociétés où règne l'imprévisibilité relative (tout fonctionne normalement, mais il existe une probabilité d'accident).

Dans ces conditions, tout, même le pire peut arriver mais ce pire est imprévisible. Le nucléaire donne un bon exemple de ce type de risque, que ce soit au niveau du fonctionnement des centrales ou du problème de l'enfouissement en grande profondeur des déchets radioactifs à vie longue. De tels risques majeurs devraient inciter à dépasser le raisonnement en termes de probabilité pour retrouver le simple bon sens. Au nom de quelle éthique peut-on hypothéquer la santé de la planète et

des générations futures en acceptant des risques irréversibles ? Plus que toute autre question, les problèmes écologiques nous obligent à appliquer le principe de précaution. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre la confirmation du diagnostic que seule peut fournir une autoanalyse. Ceci conduit à prendre sagement des réglementations préventives en dépit des incertitudes scientifiques.

Savoir intégrer le long terme dans les analyses et les décisions exige de nouvelles procédures (les études d'impact sur l'environnement en droit national et en droit international) et un nouveau contrat social. Qui se soucie véritablement des générations futures ? On peut toujours rétorquer en plaçant J. M. Keynes qui « dans le long terme, nous serons tous morts » ! La foi dans la science et la technique est absolue pour faire croire qu'on finira bien à la longue par trouver la solution, et ce en dépit du fait que l'opinion publique et les élus ne savent plus ce qui est dangereux (au-delà des lessives au phosphate), les experts ne le savent pas non plus. Au-delà de la logique économique, c'est donc à l'éthique qu'il faut se référer pour juger de certains projets dangereux.

Au secours de la démocratie

Dans nos sociétés techniciennes, un fossé se creuse de plus en plus entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas. Il existe ainsi un risque de démobilité de l'opinion publique, qui délaisse les grands problèmes parce que trop complexes, s'en remet aux experts. Quel débat y a-t-il aujourd'hui, en dehors des spécialistes, sur les choix à faire en vue de l'élimination des déchets radioactifs alors qu'un projet de loi est soumis au Parlement ?

Il est donc souhaitable que dans les procédures juridiques relatives à l'environnement, on institue un dialogue plus démocratique : enquêtes publiques (6), référentiels participatifs, auditions publiques, comités d'éthique... L'étude d'impact, devenant grâce à la vigilance du juge administratif un document sérieux, contribuera de plus en plus à éclairer l'opinion et les décideurs sur les conséquences écologiques à court et à long terme des équipements et travaux (7).

Cela est d'autant plus important que la science ne peut avoir réponse à tout et qu'une négociation environnementale est nécessaire, pour arriver à un compromis entre ce qui est économiquement et écologiquement possible et socialement souhaitable.

Mais il faut aller plus loin dans la transparence démocratique et l'introduction dans l'élaboration des normes techniques antipollution et des réglementations juridiques sur l'environnement. Les projets de décrets et d'arrêtés sur l'environnement doivent pouvoir être communiqués au public avant leur adoption et faire l'objet de commentaires et d'éventuels débats contradictoires réunissant administration, industriels et associations de protection de l'environnement. Le droit à l'information en matière d'environnement, devenu une règle imposée par la CEE, va contraindre à redéfinir, dans des limites étroites, le secret industriel et le secret gouvernemental. Les éco-labels vont permettre aux consommateurs d'accéder à des données scientifiques susceptibles d'être soumises à des contrôles extérieurs à l'entreprise. Le droit de l'environnement va contraindre les scientifiques et les décideurs à plus de transparence et de modestie. La contribution de l'environnement à la démocratie, c'est de mieux informer pour permettre aux citoyens de mieux participer et mettre fin aux monopoles de savoir « institutionnel » et du pouvoir fondé sur la seule légitimité électorale.

- (1) Rapport de la commission Brumland, *Notre avenir à tous*, Ed. du Fleuve (Canada), 1988.
- (2) « Les déchets industriels et l'environnement en droit comparé », colloque, Limoges, PUF, 1984.
- (3) « Europe des régions et environnement », colloque Limoges, PUF, 1988.
- (4) Sur les « biens » de l'environnement, voir A. Kiss, *L'Écologie et la loi*, l'Harmattan, 1989.
- (5) M. Prieur, *Le droit de l'environnement*, Dalloz, 1991, 3^e éd.
- (6) « Les enquêtes publiques, quel avenir ? » Notes et études documentaires, la Documentation française, n° 4910 (1990).
- (7) *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 1991 (32, rue de Turgot, 87000 Limoges).

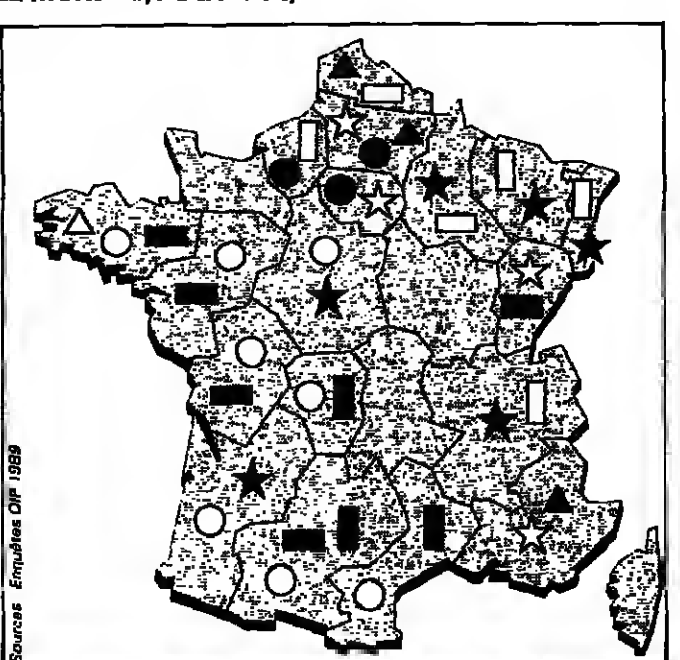
► Jean-Jacques Gouquet et Michel Prieur sont enseignants à la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges.

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

Les régions éprouvent en général une grande crainte face aux problèmes de l'environnement (plus de 55 % en moyenne pour les risques évoqués ici) (1), mais avec des écarts appréciables entre elles et des sensibilités différentes aux dangers, en fonction de leurs situations : ainsi, l'Alsace et la Haute-Normandie apparaissent comme les plus préoccupées par toutes les questions d'environnement sauf une, le dépeuplement des zones rurales ; en revanche, la Limousin, la moins inquiète, en règle générale, de toutes les régions, est celle qui redoute le plus cette désertification (83 % contre 74 % en moyenne) ; de la même façon, si la Bretagne craint moins que d'autres les risques nucléaires ou chimiques, elle manifeste la plus grande inquiétude de toutes à l'égard des problèmes de pollution de l'eau (87 % contre 78 % en moyenne).

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1989 par l'OIP auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes âgées de quinze ans et plus par région. Méthode des quotas. En 1989, dix-huit régions étaient partenaires de l'OIP. N'étaient pas de celles-ci l'Auvergne, la Basse-Normandie, la Bourgogne et la Corse : c'est pourquoi aucun renseignement ne figure, pour elles, sur la carte ci-contre.



Les régions sensibles aux risques pesant sur l'environnement :

	Pollution de l'eau	Pollution de l'air	Risques nucléaires	Stockage des déchets chimiques	Dépeuplement des zones rurales
régions les PLUS sensibles	■	■	■	■	■
régions les MOINS sensibles	□	□	□	□	□

AGENDA

► Drogues et toxicomanies dans la cité. — L'Association des maires de France et la délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie organisent, mercredi 28 juin au Sénat, un colloque dont le thème est « Drogues et toxicomanies dans la cité, quels moyens pour les maires ? ». Placée sous la présidence de François Delga, président du groupe d'études sénatoriales sur la toxicomanie, cette réunion doit permettre aux élus de mieux connaître les actions de prévention et de réinsertion qui sont pratiquées dans les villes.

► Renseignements : Association des maires de France. Tél. : 46-51-88-48.

► Décentralisation à l'italienne. — La deuxième réunion du Club des enjeux locaux, organisée par l'Institut de la décentralisation et le Press-Club de France, doit traiter le « modèle italien » en matière de décentralisation et de coopération locale. Elle aura lieu, jeudi 27 juin à 14 h 45, au siège du Press-Club, à Paris. M. Hugues Portelli, spécialiste des institutions locales en Europe, doit présenter le premier bilan d'une loi-cadre de 1990 censée « recomposer » les territoires et ordonner des aires métropolitaines.

► Renseignements au [16-1] 47-23-75 ou au [16-1] 47-61-82-46.

► Europe et décentralisation. — L'Institut La Botz et l'Institut de la décentralisation organisent le jeudi 27 juin au Sénat une journée d'études sur « la décentralisation française et les expériences européennes ». Les débats porteront sur les débats rencontrés en Europe par les réformes françaises et sur les réformes récentes des systèmes locaux en Europe.

► Renseignements et inscriptions : Institut La Botz, 44, avenue d'Alsace, 75116 Paris. Institut de la décentralisation, 2, rue des Longs Prés, 92100 Boulogne-Billancourt.

► Communication et élections. — La Fondation pour la gestion des villes organise une journée d'étude nationale sur « les risques de la communication en période électorale », mardi 2 juillet au Sénat. Des spécialistes doivent examiner les conséquences de la loi du 15 janvier 1990, qui interdit aux collectivités toute campagne de communication publicitaire six mois avant la date des élections.

► Renseignements au [16-1] 42-56-33-70.

► Musées de société. — Pour assister au colloque sur les musées de société, contactez le [16-1] 40-20-02-03.

NOMINATIONS

► M. Marc Gauché, directeur du cabinet du président du conseil général du Tarn. — M. Marc Gauché a succédé à M. Jean-Pierre Cabrol, nommé chargé de mission à l'antenne universitaire d'Albi, comme directeur du cabinet de M. Thierry Carasso, président du conseil général du département du Tarn.

(Né le 23 juin 1949 à Saint-Germain-Laxis (Seine-et-Marne), M. Marc Gauché est titulaire d'une maîtrise d'information appliquée à la gestion et d'un DES en gestion des collectivités publiques. Administrateur territorial bon classe, il a débuté sa carrière à la Caisse des dépôts et consignations comme spécialiste des finances des collectivités territoriales. De 1978 à 1983, il a été secrétaire général de la mairie de Saint-Germain-Laxis (Seine-et-Marne), puis secrétaire général d'une commune de l'Yonne. En 1983, il est devenu directeur de cabinet du groupe socialiste de la mairie de Marseille de 1986 à 1989. Il était secrétaire général de la mairie d'Avignon depuis 1990.)

► Cabinet de M. Jean-Pierre Sueur. — M. Michel Thénaud, administrateur civil, est nommé directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des collectivités locales.

La Provence interroge ses habitants

Suite de la page 17

Et ce, comme le note l'Institut d'information, qui a procédé à une analyse lexicologique des questionnaires, à travers une « vision agressive ». La culture, en revanche, est arrivée très loin dans les préoccupations exprimées par la population de la région, très gâtée, il est vrai, dans ce domaine.

Il s'agissait, ensuite, de ne pas laisser se rompre le fil noué avec les « enquêtes ». Un accusé de réception pour des lettres personnalisées ont été adressées à chacun d'eux, les invitant à approfondir le dialogue amorcé en participant à des réunions thématiques qui ont été organisées dans

BLOC-NOTES

(Né le 23 janvier 1947 à Paris, Michel Thénaud, ancien élève de l'ENA, promotion André Malraux, est licencié de sciences économiques et diplômé de l'Ecole nationale des impôts. Il a été inspecteur du fisc pendant sept ans. En 1982, il devient directeur de cabinet du préfet de Lorraine puis de celui de Bourgogne. L'année suivante, il exerce la fonction de chargé de mission auprès du directeur général de l'administration. En août 1984, il est nommé chef de cabinet de Gaston Defferre, alors ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire. Devenu sous-préfet de première classe, il est affecté en 1985 dans l'arrondissement d'Alès (Gard). Depuis 1989, il exerce la fonction de secrétaire général à la préfecture des Yvelines.)

► M. Jean-Marie Guillemot, directeur de la communication de la région des Pays de la Loire. — M. Jean-Marie Guillemot a succédé à M^{me} Anna Jankowsky-Jeantin à la direction du service de la communication de la région des Pays de la Loire.

(Âgé de trente-cinq ans, Jean-Marie Guillemot est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Adjoint au délégué général de Syntec-Ingenierie, il a été nommé en janvier 1988 directeur de la communication et des relations extérieures au Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables.)

PUBLICATIONS

► L'audit. — Peut-on définir une méthodologie de l'audit des collectivités locales pour la France, le Canada, la Belgique, la Suisse ou certains pays africains francophones, quel que soit leur niveau de développement ? C'est ce que tente de faire Gérard Fomard, docteur en droit et consultant des Nations unies, dans un ouvrage de réflexion intitulé *L'audit des collectivités locales en France et dans les pays francophones*. 152 pages, 140 francs. Ed. Librairie générale de droit et de jurisprudence, 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris.

► TGV. — Les actes du colloque « Villes-TGV » qui s'est tenu au Creusot en 1990 ont été publiés dans un ouvrage intitulé *TGV et aménagement du territoire : un enjeu majeur pour le développement local*. Au sommaire : l'enjeu du tracé, l'aménagement des sites, la stratégie européenne.

► 153 pages, 150 francs. Ed. Syntec-Alternatives, 8, rue Montmarie, 75011 Paris.

► Contours territoriaux. — La Centre national de la fonction publique territoriale vient de publier deux ouvrages devant faciliter la préparation du concours de rédacteur : les *Annales du concours de rédacteur territorial 1988-1989* (138 pages, 30 francs), et les

Epreuves de techniques d'expression écrite et orale, préparation au concours de rédacteur territorial (360 pages, 40 francs).

► CNFPT, 3, villa Thorizon, 75738 Paris Cedex 15. Tél. (16-1) 40-60-48-00.

TEXTES

► Décentralisation. — Le Conseil économique et social a adopté, le 12 juin, un avis sur « la décentralisation et la répartition des compétences entre les collectivités locales ». Le projet avait été présenté par M. Alex Raymond, maire (PS) de Colomiers (Haute-Garonne), au nom de la section des économies régionales et de l'aménagement du territoire, qui s'en est saisi en décembre 1989.

Bien que la décentralisation paraisse aujourd'hui irrévocable, certains dysfonctionnements, liés notamment à la répartition des compétences et aux financements croisés, persistent. Pour y mettre fin, le rapporteur propose d'instaurer un principe de complémentarité entre les régions, auxquelles serait confié l'aménagement sous toutes ses formes, et les départements et communes, chargés de gérer la quotidien.

Il insiste sur la prépondérance de l'Etat en matière de relations extérieures, et ne reconnaît qu'aux régions la possibilité de signer à l'étranger des conventions ayant des implications économiques. Pour renforcer leur rôle, il propose que les plus petites d'entre elles s'associent, voire fusionnent.

L'Etat, quant à lui, devrait mieux assurer « les conditions de l'égalité » et veiller à ne pas faire financer par les collectivités des actions qui relèvent de ses compétences. Le rapporteur estime qu'il faut renforcer l'intercommunalité, il reprend un certain nombre de dispositions du projet de loi sur l'administration territoriale et propose, en plus, que les regroupements soient soutenus par des incitations fortes, notamment fiscales.

Il prône une globalisation accrue des dotations et subventions de l'Etat ainsi qu'une simplification des modes de calcul de la DGF et de la DGE. Il suggère, enfin, de renforcer la déconcentration avec, notamment, la nomination d'un préfet de région distinct du préfet de département.

Concertation sur les primes des personnels

DÈS son entrée en fonction, Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a dû examiner le dossier des primes des agents territoriaux. Un projet de décret relatif à la loi du 28 novembre 1989 devait être étudié par le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (le *Monde* daté 27-28 janvier). Or il a suscité une telle émotion parmi les organisations syndicales de cette instance consultative que le secrétaire d'Etat a décidé de le revoir.

Le projet de décret prévoit que les primes devront être établies en référence aux services « extérieurs » de l'Etat, et non plus aux services centraux, où elles sont pourtant nettement plus substantielles. Cette disposition irrite des élus, des cadres territoriaux et des représentants d'organisations syndicales qui estiment que l'Etat considère les territoriaux comme des « sous-fonctionnaires » et lui reprochent de ne pas respecter le principe de la parité dans la fonction publique.

Selon eux, le texte révisé considérablement la liberté qu'avait été accordée aux collectivités de fixer elles-mêmes les indemnités de leurs collaborateurs. Ils rappellent aussi que la législation n'avait pas voulu soumettre la loi de novembre 1989 à la parution d'un décret d'application, dont ils contestent l'existence. « Le gouvernement ne peut déposer un projet de loi, puis, si le texte adopté lui déplaît, le modifier par décret », proteste Albert Vecten, président (UDF-CDS) du conseil général de la Maine.

Certaines organisations syndicales (CGT et CFTD) estiment, au contraire, qu'un décret d'application est nécessaire pour éviter une véritable énarchie des rémunérations. Mais elles réclament son extension à toutes les catégories de personnel. Elles assurent, surtout, qu'il aurait mieux valu revaloriser les salaires.

R. Ra

président a célébré, pour sa part, « un grand début », tenant en une injonction : « dessine moi la région » et constituant « un précieux capital pour l'action ».

Mais si, en effet, la convention a innové et fait naître l'espoir d'une nouvelle pratique politique — susceptible d'inspirer d'autres régions — elle était trop proche du scrutin de 1992 pour qu'on ne s'interroge pas sur ses mobiles électoralistes. Flotée de bout en bout par la majorité de droite du conseil régional, elle donnait, à s'y méprendre, l'illusion du lancement de la campagne de Jean-Claude Gaudin. Le Front national, en particulier, n'y a vu que la « promotion personnelle » de celui-ci et ne s'est pas privé de dénoncer le « gigantesque cirque » de Brignoles. La démarche, du moins, avait du bon, et les électeurs se feront sans doute leur propre opinion.

GUY PORTE

la région Rhône-Alpes
ses élus par réfé

L'Essonne

A

Un partena

HEURES LOCALES

La région Rhône-Alpes consulte ses élus par référendum

A l'initiative de Charles Millon, président du conseil régional, ils sont 42 000 à se pronancer sur le plan pour les lycées

LYON
de notre bureau régional

TROIS mille grandes affiches sur les murs des villes, des messages publicitaires sur les radios nationales et les télévisions locales, deux courriers adressés aux 2,2 millions de foyers de la région, un numéro vert pour de plus amples informations, une mallette envoyée aux élus avec des documents de présentation et une cassette vidéo, un avion affrété pour les journalistes régionaux afin qu'ils constatent, à Stuttgart (RFA), les bienfaits de la formation en alternance : ce sera à la Rhodanienne o'élèves, au cours du plan Permis de réussir concocté pour les lycées par Charles Millon, président (UDF - PR) du conseil régional.

Pris de vitesse par l'initiative politique, d'autant qu'ils partagent peu ou prou son diagnostic sur le malaise dans les lycées, le Parti socialiste, le Parti communiste et le Front national concentrent leurs critiques sur le coût de cette « opération médiane » - 12 millions de francs selon l'exécutif régional, 15 millions selon eux - et dénoncent son caractère « plébiscitaire » et « électoral », à moins d'un an des élections régionales.

Ces trois partis ont décidé, séparément, d'appeler au boycottage du référendum organisé le samedi 22 juin. Ils invitent les quarante-deux mille élus à ne pas se prononcer sur les six propositions de Charles Millon : obtenir une large autonomie des établissements scolaires, mettre en place un système d'orientation et de développement des formations professionnelles en alternance, lancer un programme d'aménagement de bureaux pour les enseignants, donner un complément de rémunération aux professeurs, qui, volontairement, s'engageront en plus de leurs heures de cours, et assurer la présence de jeunes répétiteurs pour soutenir les élèves.

« C'est une manipulation médiocre, estime André Viaud, président du groupe socialiste au conseil régional, une piteuse, nous assistons à une dérive de la démocratie de la part d'un fétard. Imaginons que Gaudin [président UDF-PR du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur] utilise le même procédé pour un référendum sur l'immigration... »

Charles Millon s'appuie sur la récente loi Joxe-Marchand, qu'il n'a pas votée, et son article sur les référendums d'initiative locale pour justifier sa démarche, qu'il qualifie de « nouvelle forme de démocratie ». Per-

suadé que l'autonomie des établissements scolaires est « inéluctable », il cite, avec satisfaction, le soutien que lui a apporté M. Alain Touraine dans un point de vue publié par le Monde, le 12 juin. « Mon seul adversaire, insiste-t-il, c'est l'échec scolaire. » Une idée vivement contestée par le PS, qui s'élève contre « les risques de démantèlement de l'éducation nationale », et « la mystification de M. Millon voulant faire croire qu'avec 200 millions de francs supplémentaires il va résoudre les problèmes de l'école ». Le PCF parle de « texte dangereux », et les différents syndicats de la FEN critiquent ce plan.

Les élus UDF, RPR et non inscrits, majoritaires à l'assemblée régionale, soutiennent bien évidemment cette initiative, considérant qu'il est du devoir des élus d'« agir face à l'in-

quétude réelle et légitime des jeunes et des parents ». Cependant, en coulisses, des voix expriment des réticences devant le coût de l'opération et se personnalisation. Mais, en ces temps d'union de l'opposition retrouvée, personne ne se risque à formuler des critiques. D'autant que les négociations pour la constitution des listes pour les élections régionales de 1992 battent leur plein.

Charles Millon fait mine de pas s'en mêler, il verra cela à l'automne. Il préfère se concentrer sur le taux de participation au référendum, son résultat ne faisant guère de doute, la majorité des élus de la région penchant à droite. Il s'estime satisfait s'il atteignait, comme en Suisse, entre 10 % et 20 %. Afin de ne rien laisser au hasard, un ramassage de cars est organisé pour les élus éloignés.

BRUNO CAUSSE

Des maires restaurent leurs calvaires

Pour relancer le tourisme, un syndicat intercommunal du Morbihan investit dans le patrimoine religieux

PONTIVY
de notre envoyée spéciale

A U pays des Rahan, églises, chapelles, oratoires, fontaines et calvaires sont sacrés. Depuis bientôt dix ans, les élus préviennent une large somme sur les deniers municipaux pour restaurer ces lieux de culte. Viogt et un million de francs (moins six et demi de subventions) ont déjà été dépensés, dans le seul caotoc de Pontivy, pour sauvegarder une trentaine d'édifices.

« Les touristes connaissent surtout la côte du Morbihan. Notre opération devrait les inciter à visiter aussi l'intérieur des terres », espère M. Jean-Charles Cavallé, député (RPR) et président du syndicat intercommunal, maître d'ouvrage.

Il montre fièrement les innombrables clochers de schiste et de granit émergeant d'une campagne d'éméraude où, insiste-t-il, « pour en finir avec une idée reçue », il ne pleut pas « tant que ça ».

« Cette opération est exemplaire, commente M. Geocviève Louarn, conservatrice régionale des monuments historiques. Il est rare de rencontrer chez les élus tant d'enthousiasme pour le patrimoine religieux. De plus, la restauration est remarquable car de bons maîtres d'œuvre ont été choisis. »

La société d'économie mixte chargée de l'aménagement n'a pas hésité, en effet, à s'adjoindre les services d'un architecte des Bâtiments de France et d'un architecte en chef des Monuments historiques. La direction régionale des affaires culturelles a constamment accompagné les travaux, qu'il s'agisse d'édifices classés, inscrits ou oco protégés. Une « tutelle » discrète mais présente, accompagnée de subventions importantes, et parfaitement accueillie par les élus.

L'autre secret de cette réussite, c'est évidemment l'intercommunalité. La répartition des dépenses se fait, pour 50 %, au prorata de la population. « Sans cette péréquation, jamais nous ne pourrions envisager de restaurer Notre-Dame de Quélven », estime le maire de Guern, qui veille attentivement sur ses 1428 administrés et leur chapelle gothique. Sa commune a versé cette année une participation de 75 000 francs (pour un budget de fonctionnement de 3,5 millions).

Dix millions à trouver

« Pourtant, soupire M. Jean-Charles Cavallé, si nous avions su quels traces tout cela exigeait, peut-être n'aurions-nous jamais commencé ! » Il a fallu compter, inventurer, négocier, programmer, patienter... Le syndicat a contracté vingt emprunts, auprès de cinq banques, pour réunir treize millions de francs, remboursables sur vingt ans. Il doit encore trouver dix millions. Le sous-préfet qui contrôle les budgets ne se montre pas inquiet, même si Pontivy, chef-lieu de canton, peine quelque peu, cette année, pour payer sa quote-part, qui a considérablement augmenté. « En 1982, elle était de 50 000 francs. Aujourd'hui, elle s'élève à un million de francs, pour un budget de fonctionnement de 77,5 millions. Nous avons réduit notre programme d'investissements pour pouvoir la financer », assure un gestionnaire municipal.

Bien qu'ils éprouvent quelque difficulté à quantifier les retombées économiques de l'opération, les élus ne regrettent rien. Au contraire, ils se sont associés à treize communes des cantons de Rohan et de Cléguérec pour fonder un nouveau syndicat, plus puissant.

Maintenant qu'ils font partie de la Fédération nationale des pays d'accueil, ils se proposent d'agrandir leur infrastructure hôtelière et de mettre en place une véritable animation touristique.

RAFAËLE RIVAIS

L'Essonne aide les PME à exporter

Grâce au conseil général, des industriels ont pu découvrir le marché anglais avant de mettre le cap sur l'Allemagne

APPORTER une aide personnalisée et concrète aux petites et moyennes entreprises pour exporter, telle était l'ambition de l'opération « Eurojet » organisée et financée par le conseil général de l'Essonne par le biais du Comité de développement économique (CDEE) et les services de l'Etat. Une quarantaine de PME-PMI du département, réalisant souvent moins de 50 millions de chiffre d'affaires, en ont bénéficié l'an passé.

Le constat est presque toujours le même : les dirigeants de PME n'ont pas le temps de se livrer aux investigations de départ et n'ont pas les moyens de payer un cadre-export. Le programme « Eurojet » aura permis aux patrons des entreprises sélectionnées par le comité de pilotage de l'opération de se remettre totalement à des spécialistes pour cerner les besoins, élaborer une stratégie, profiter des nombreuses aides et subventions disponibles, rechercher enfin des débouchés hors des frontières. « Il s'agit d'une véritable mission d'accompagnement. Nous mettons le pied à l'étrier, après, les entreprises doivent poursuivre seules sur le chemin que nous avons balisé », précise Yves Jégo, le directeur du CDEE. Les dossiers ont été instruits par les fonctionnaires des directions régionales de l'Industrie (DIR) et du commerce extérieur (DRCE), par ceux du poste d'expansion économique de l'ambassade de France à Londres ainsi que par les conseillers d'un cabinet, sous contrat avec le CDEE.

Rechercher la complémentarité

Après une période de préparation, loogue de quatre mois, les chefs d'entreprise se sont rendus outre-Macoe. Leur programme prévoyait un court séminaire sur les pratiques commerciales en Angleterre, des rencontres avec le patronat britannique et, surtout, des rendez-vous avec des partenaires potentiels soigneusement choisis. « Nous avons recherché la plus grande complémentarité possible entre sociétés françaises et anglaises afin que ces contacts soient de bonnes chances d'aboutir à des échanges », souligne Marc Franc de Ferrière, l'un des animateurs de l'opération.

Dix accords (représentations locales, fabrication sous licence, assistance technique ou commerciale, échange de technologie) ont déjà été conclus. Sept ont eu passe d'être signés. Et ce coup de main coûte peu aux candidats exportateurs. Les premiers mois des démarches sont en effet pris en charge financièrement par l'Etat et le conseil général.

PATRICK DESAVIE

Un partenaire nommé UCPA

Les municipalités s'adressent à l'association spécialisée dans les vacances sportives pour construire et gérer des équipements de loisirs

A Saint-François en Guadeloupe, les stagiaires de l'Union nationale des centres sportifs de plein air (UCPA) s'étonnent de voir les écoles utiliser les planches à voile du centre pendant la pause du déjeuner. Les moniteurs doivent expliquer à ces « métros » - au demeurant un peu envieux devant la dextérité des jeunes Guadeloupéens - que la municipalité de Saint-François, qui est propriétaire du centre, a passé un accord avec l'UCPA pour l'animation sportive des jeunes de la commune.

Car, lorsque Lucien Bernier, le maire, aujourd'hui décédé, de Saint-François, a voulu développer en 1985 un tourisme qui ne soit pas uniquement réservé aux vacanciers attirés par l'hôtel Méridien, le golf ou la marina, il a fait appel à l'UCPA, dont la vocation est, depuis sa création en 1965, de donner au plus grand nombre la possibilité de pratiquer une activité sportive.

L'UCPA a donc construit une base nautique sur le lagon près du vieux village créole. Ce centre reçoit chaque année plusieurs centaines de jeunes métropolitains qui pratiquent - dans des conditions de prix défiant toute concurrence - la planche à voile et le golf. Mais l'UCPA reçoit également en externat des jeunes Guadeloupéens, qui encadrent les stages sportifs. La commune de Saint-François a monté le financement du centre avec des subventions du département, de la région et de l'Etat, au titre de commune nautique. Une convention à long terme lie la commune à l'UCPA, simple locataire,

qui supporte tous les frais de fonctionnement. Un exemple illustre les retombées économiques de cette installation : il y a aujourd'hui sept cafés-restaurants à proximité du centre ; il n'y avait qu'un seul café il y a cinq ans.

A Lacanau (Gironde), l'ouverture du centre UCPA a marqué le début d'une période de développement spectaculaire pour cette commune de 2 419 habitants dont la population a augmenté de près d'un quart ces cinq dernières années. Après la construction des bâtiments pouvant recevoir près de 200 stagiaires autour d'un golf et d'une dizaine de courts de tennis - des investissements d'un peu moins de 4 millions de francs financés par un syndicat mixte regroupant la commune et le département - la municipalité s'est lancée dans une politique volontariste pour allonger la période touristique. Le centre UCPA fonctionne toute l'année, une Maison de la glisse pour les surfers s'est ouverte sur le front de mer à l'initiative de la municipalité, un centre de formation aux loisirs et à l'hôtellerie est à l'étude. Le bilan tiré par le maire, Michel Peyronnet, est très positif : « Le centre UCPA emploie une dizaine de permanents : une quinzaine de personnes entretiennent le golf. Le commerce de la commune a largement profité de ces nouvelles activités. A Lacanau-Océan, non seulement les menaces de fermeture qui pesaient sur l'école en 1982 ont disparu, mais une quatrième classe a ouvert en 1989. »

Même bilan positif à Bois-le-Roi (Seine-et-Marne), dont la base régionale gérée par l'UCPA attire près de 500 000 personnes chaque année. Cette commune de 4 800

habitants a largement profité de la réhabilitation de ce domaine de 70 hectares : par la création d'emplois et par les retombées économiques bien sûr, mais aussi en termes d'image.

Les trois quarts des centres sportifs de l'UCPA appartiennent à des collectivités publiques. Ces cinq dernières années, celui de Saint-Clement-la-Rivière, près de Montpellier, a été financé par le conseil régional et l'Etat ; celui de Hourtin en Gironde par le département et la commune ; celui de la Courneuve en partenariat avec le conseil général de la Seine-Saint-Denis ; celui de Saint-Jorioz en Haute-Savoie par la commune. Le golf public du parc estoral régional de Brotonne, qui sera inauguré le 29 juin, a été financé par le ministère de la jeunesse et des sports, la région de Haute-Normandie et le département de la Seine-Maritime.

Des opérations menées en concertation

Bien que l'UCPA propose l'assistance de ses services spécialisés, le montage financier des opérations est la plupart du temps pris en charge par les collectivités territoriales. Les architectes, les animateurs sportifs ou les gestionnaires de l'association signalent parfois aux élus, dès la conception des projets, que le site ou l'architecture des bâtiments ne seront pas adaptés aux loisirs prévus. Comme l'explique Olivier Hindemeyer, directeur général de l'UCPA : « Nos conseillers sont les futurs utilisateurs des centres. Ils ont donc tout intérêt à ce qu'ils soient bien conçus. » Il est exceptionnel que l'UCPA se limite

au rôle de prestataire technique, comme elle a pu le faire pour les centres de loisirs des îles du Frioul commandés par la mairie de Marseille. Il arrive aussi que des collectivités locales demandent à l'UCPA de reprendre la gestion d'équipements hôteliers ou de villages de vacances qui connaissent des difficultés. Le centre de ski de la Norma en Haute-Maurienne, fourni « clés en mains » par l'UCPA à la commune d'Avrieux - qui a financé 21 des 23 millions de francs de l'installation - est un exemple également assez rare d'une opération prise entièrement en charge de la conception à la gestion par l'association.

La plupart des opérations sont entièrement menées en concertation. Les premiers contacts avec les élus sont noués par les directeurs régionaux de l'UCPA. Une fois la décision prise par le conseil municipal, la commune choisit l'architecte et contrôle les travaux. Le fonctionnement des centres est en général contrôlé par un conseil permanent composé d'élus et de responsables des centres. Les besoins de la commune sont pris en compte et la gestion est entièrement à la charge de l'UCPA, qui paie un loyer pour la location des bâtiments.

De gros efforts d'information - une plaquette a été adressée à l'ensemble des élus territoriaux - ont été faits par les responsables de la rue de la Glacière : « L'UCPA, qui est une association à but non lucratif, considère essentiel ce partenariat avec les collectivités locales qui assure 80 % de son développement actuel », reconnaît Olivier Hindemeyer.

C. de C.

REPÈRES

ALSACE

Le Haut-Rhin aide les jeunes conducteurs

Parce qu'il ne veut plus admettre que les jeunes de moins de vingt-cinq ans se trouvent impliqués dans 40 % des accidents de la circulation et que cinq cents jeunes du département soient blessés chaque année sur la route, le conseil général du Haut-Rhin vient de lancer une vaste opération de prévention : « Les volants jeunes ». Un crédit de 4,7 millions de francs, auquel s'ajoute un demi-million de francs débloqué par le comité interministériel à la sécurité routière, doit permettre de financer, aux deux tiers, des stages de formation complémentaire pour tout jeune inscrit en auto-école et ayant atteint le niveau minimal requis pour passer le permis.

Cette formation, d'un surcoût de 1 500 francs, se traduit par trois jours de conduite en toutes circonstances et de sensibilisation à des notions comme la préparation d'un parcours, l'entretien du véhicule, la connaissance des limites du conducteur et de sa voiture. Les partenaires de l'opération sont les auto-écoles, des compagnies d'assurances, des instituts financiers qui consentent des prêts bancaires à taux préférentiel pour le financement de l'ensemble de la formation au permis ainsi que pour l'achat du premier véhicule.

TV-Mulhouse teste son public

Au terme de cinquante heures de programme, les partenaires de l'expérience d'une chaîne de télévision locale testée en décembre à Mulhouse ont mené une enquête auprès de 300 abonnés au câble de la ville. Selon M. Michel Leclerc, directeur de la communication de la municipalité, « cette expérience nous a confortés dans notre intention de nous doter d'une télévision locale », mais, précise-t-il, « il nous faut prendre le temps de la réflexion pour lancer durablement ». L'estimation budgétaire, 100 000 francs l'heure d'émission, explique que la mise en place de cette télé locale ne devrait intervenir qu'en 1992.

Le galop d'essai de décembre dernier aura eu le mérite de quantifier l'intérêt pour une chaîne locale, puisque 70 % des sondés affirment avoir eu connaissance de l'expérience (60 % ont au moins suivi une émission). Leur jugement est globalement positif, ce tout cas conforme à leur attente (40 %), 22 % se disant même agréablement surpris. Cette consultation a mis en évidence, le fort taux d'écoute (50 %) des informations locales, de l'information pratique (48 %) et de la météo (42 %). C'est donc une télévision de proximité qu'attendent les futurs téléspectateurs de TV-Mulhouse.

MIDI-PYRÉNÉES

Deux nouveaux tronçons d'autoroute en service

Les autoroutes du sud de la France vont mettre en service, le 9 juillet prochain, deux nouvelles sections sur l'autoroute A 64, la Pyrénéenne, entre Bayonne et Toulouse. A l'ouest, elles ouvriront le tronçon Salles-de-Béarn-Peyrehorade (15,5 km), avant-dernier maillon tant attendu pour relier en ligne directe Bayonne à Pau. A l'est, elles lanceront le tronçon Capvern-Pinas (10 km), véritable avancée vers Toulouse, permettant la déviation du point noir de la ville de Lannemezan.

VENT DE PARAITRE

POLITIQUE

LE GUIDE PROFESSION POLITIQUE

TOUS LES RESPONSABLES DE LA POLITIQUE ET DU POUVOIR EN FRANCE

784 PAGES - 3 MISES A JOUR / AN 650 FRANCS

COMMANDEZ AU (1) 46.29.29.87

REPÈRES

CENTRE

Une vitrine pour le Printemps de Bourges

Le Printemps de Bourges, qui fait la renommée internationale de la ville de Jacques Coeur, avait besoin d'une vitrine permanente pour le festival et la chanson française. Le projet a enfin pris forme après un an de gestation. Une association, Espace-Printemps, est créée, avec pour objectif de rendre permanente l'image du Festival de Bourges, mais aussi de répandre l'esprit et de garder la mémoire.

Grâce à une subvention de la région Centre de 4,25 millions de francs, dont 3,45 millions de francs au titre de l'année 1991, votée récemment, l'achat du bail d'une quincaillerie a été possible. Après des travaux qui devraient s'achever à la fin de l'année, l'Espace-Printemps, constitué de salles d'accueil, de documentation vidéo et sono, d'exposition et de réunion, entourées de murs d'images, peut devenir la Maison de la chanson française regroupant divers lieux de rencontre, de diffusion, de mémoire, de consultation et de formation.

L'Etat cherchant un local pour archiver tout ce qui concerne ce mode d'expression, les élus ont proposé les sous-sols inoccupés du palais Jacques-Coeur situé juste de l'autre côté de la rue.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Le difficile «métier» de maire

Trois maires de trois petites communes du département de l'Hérault viennent simultanément de renoncer à leur mandat d'élu parce qu'ils le jugent inconciliable avec leur activité professionnelle. René Gillain, PDG de la société Royal Canin et maire de Villeneuve, commune de 507 habitants, ainsi que le bâtonnier Jacques Laffont, maire de Boissery, 1 000 habitants, et Jean Clavel, directeur de l'Association de promotion des vins des «Coteaux du Languedoc» et premier magistrat de Saint-Bérès, 2 000 habitants, ont rendu leur écharpe, en parfait accord avec leur conseil municipal.

Tous trois éprouvent en effet une certaine saturation. «Lorsque vous avez travaillé dix heures dans la journée et que vous rentrez chez vous, vous aspirez à vous reposer le soir. Mais lorsque vous avez encore cinq réunions dans la semaine sur le POS, l'urbanisme ou que sais-je, il arrive un moment où l'on fatigue», explique Jean Clavel. De plus, selon lui, la charge de maire est plus envahissante dans une petite commune que dans une grande. «Lorsqu'il y a une panne d'électricité ou d'eau dans une grande ville, on appelle les services techniques. Chez nous on dérange facilement le maire.»

POITOU-CHARENTES

Une soucoupe pour abriter les nouveaux locaux de l'ENSM de Poitiers

Trop à l'étroit dans son anecdotique abbaye du centre-ville de Poitiers, l'ENSM (École nationale supérieure de mécanique et d'aérospatiale) déménagera à la rentrée 1993 sur un site du Futuroscope. A cet effet, un jury présidé par le recteur vient de faire son choix entre cinq projets d'architectes soumis au concours.

Les propositions retenues émanent du cabinet nantais Durand-Ménard-Thibault, qui a réalisé une maquette en forme de soucoupe. Légèrement inclinée, celle-ci fait de 8 à 20 mètres de hauteur et 150 mètres de diamètre. Le jury a été séduit par l'aspect innovant des lignes qui s'intégreraient parfaitement dans l'architecture futuriste du site, mais aussi par sa fonctionnalité.

Un projet important - il est évalué à 130 millions de francs - qui sera financé par le ministère de l'Éducation nationale, le Fonds européen d'aide à la recherche et la région. Le département prend en charge les logements et des espaces de vie disposés autour d'un minilac.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Thierry Bréher et de nos correspondants : Bernard Lederer (Moulhouse), Michel Lévesque (Poitiers), Patrick Martinat (Bourges), Jacques Monin (Montpellier) et Jean-Jacques Rollat (Toulouse).

DOSSIER

Le contentieux de l'urbanisme

Immeubles trop hauts, villas construites sans permis
le fait accompli supplante bien souvent la règle, devant une justice débordée

Le droit de l'urbanisme est meulé. La formidable inflation du contentieux administratif n'a d'égale que le difficulté à faire exécuter les décisions. Les associations s'activent mais les constructeurs - promoteurs ou particuliers - redoublent d'ardeur pour prendre de vitesse une justice toujours surchargée.

SUR le littoral méditerranéen la pression immobilière se heurte en permanence aux exigences de protection des espaces naturels. Les procès en tous genres prospèrent. Ainsi, au mois de mai, le tribunal administratif de Nice annule, coup sur coup, la décision de création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Cavalière au Lavandou dans le département du Var et une partie du nouveau plan d'occupation des sols (POS) du Rayol-Canadel-sur-Mer.

Toujours dans le Var, la découverte de plusieurs immeubles qui ne correspondaient pas vraiment aux permis de construire accordés a défrayé récemment la chronique. A la Messadière près de Saint-Tropez, l'hôtel de luxe où s'est marié Johnny Halliday, a 3 000 m² de plus que prévu, ainsi qu'un accès par un bois classé. Plus loin, c'est la villa d'un neveu de François Mitterrand qui est sur la sellette. Le parquet a été saisi des affaires.

Trois tours illégales à Paris

Il arrive enfin que des particuliers se passent purement et simplement de permis, comme Franck Gomez, ex-patron de Waterman, dont la résidence-hôtel camargaise a dû être rasée cet été. Exemplaire? L'affaire laisse toutefois dans l'ombre un phénomène tout aussi inquiétant : le foisonnement de cabanons modestes qui grignotent en toute illégalité des régions entières (lire notre encadré). Nul ne doute des effets de l'argent et des bonnes relations. Que dire lorsqu'un élu doit choisir entre l'intégrité du paysage et le sort de foyers sans ressources?

En 1988, 6 700 recours administratifs ont été recensés contre 3 700 en 1986. Le stock en attente se chiffrait à 170 000 affaires dans les tribunaux administratifs et plus de 25 000 au Conseil d'Etat, la juridiction d'appel. Du coup, l'urbanisme gagne la troisième place dans le palmarès des secteurs à contentieux, derrière la fiscalité et la fonction publique.

Evolution inverse pour le contentieux pénal (constructions sans permis, ne respectant pas le permis, ou poursuite d'un chantier illégal). Après avoir augmenté jusqu'en 1981, le rythme des procès-verbaux fléchit : 6 300 en 1988, dont seulement 2 054 aboutissent à un jugement... et 470 à une exécution. La contradiction n'est qu'apparente car ce qui compte, c'est l'issue des procédures. Des exemples passés montrent que le droit n'a pas toujours le dessus.

La célèbre affaire de Grand Canal, opérant immobilière sur le canal Saint-Martin à Paris, fait partie de ces exemples. En 1974, six immeubles de cent logements ébauchés sans permis, alors qu'ils



dépassent la norme (50 mètres de hauteur contre 31 mètres autorisés). En 1976, le Conseil d'Etat annule l'opération, mais trois tours sont déjà construites. C'est alors que la Ville de Paris élabore un «plan d'urbanisme spécial» pour régulariser la situation. Document contesté et annulé en 1978. L'association SOS-Paris demande au tribunal judiciaire la démolition. Elle sera déboutée, la demande étant jugée non recevable. Bilan : trois tours illégales à jamais.

«Les magistrats n'ont pas voulu assigner trois cents personnes à quitter les lieux. En outre, l'Etat (responsable des autorisations de construire à l'époque) aurait été impliqué dans des compensations financières», commente, après coup, l'avocat d'un plaignant, Henri Fabre-Luce. Pour ce dernier, l'affaire est entendue. «Dans la pratique, tous les cas d'annulation de permis de construire sont déjà quand les bâtiments n'ont jamais été appliqués. Aujourd'hui ce serait exactement pareil!»

La faute à la justice? Mémoires introductifs et complémentaires.

Les interventions de l'Etat plus importantes en Ile-de-France

L'ANALYSE de l'activité du tribunal administratif de Paris (compétent à Paris et dans les trois départements de la petite couronne) entre 1984 et 1989 laisse deviner les pratiques urbaines de la première région de France. Les contentieux de permis de construire arrivent en tête du «palmarès» et les requérants sont majoritairement des particuliers. Il s'agit du contentieux de l'urbanisme ordinaire, pour reprendre l'expression de Patrick Huet, sous-directeur de l'assistance juridique et du contentieux du ministère de l'Équipement.

Mais ces affaires perdent peu à peu de l'importance (les permis de construire ne représentant plus que 45 % du contentieux en 1989), tandis que les problèmes des POS, de fiscalité et de pré-emption inégalement entre promo-

teurs et municipalités des terrains et de ZAC progressent. Une évolution bien spécifique à l'Ile-de-France. Dans une région urbanisée, où la pression est forte, les interventions de la puissance publique sont nombreuses, complexes et délicates.

Entre 1984 et 1989, les délais de jugement s'élevaient à quinze mois en moyenne. Dans 35 % des cas, les recours ont abouti à une annulation pour des raisons de fond ou de procédure. Plus de la moitié des décisions de préemption ont été déclarées illégales, contre 20 % pour le contentieux des ZAC. Quant au sursis à exécution, il a été accordé dans un cas sur deux (soit quarante fois).

H. G.

Pavillons de complaisance

DANS le domaine de l'urbanisme, chaque région a ses mœurs particulières, et donc son style de contentieux. Dans le Sud, le littoral a pour spécialité les contestations des plans d'occupation des sols, trop permissifs, et des grosses opérations immobilières touristiques ; tandis que, dans l'arrière-pays, c'est la marée des petits cabanons illégaux qui inquiète les défenseurs du droit.

Le phénomène date du milieu des années 70, estime Philippe Bompard, chef du service contentieux à la direction départementale de l'équipement (DDE) du Gard. «Il est le fait de gens qui ont peu de moyens, des chômeurs, qui se débrouillent pour avoir un coin au soleil, explique ce dernier. La spéculation les empêche d'acheter des parcelles constructibles. Le développement du marché parallèle des terrains de loisir est extraordi-

réalité économique ou sociale bouge plus vite que la règle.

«Tout le monde a partie liée», dénonce Henri Fabre-Luce. Et on a l'impression que la vérité d'aujourd'hui ne sera plus valable demain. Cela déstabilise les juges. «La décentralisation n'est pas une mauvaise chose, en cela qu'elle distingue celui qui délivre les permis (le maire) de celui qui fait respecter la loi (le préfet)», ajoute l'avocat. En réalité, l'Etat n'est pas toujours motivé, sauf lorsqu'il veut embêter une municipalité. Il serait sain que les pouvoirs s'opposent davantage de ce point de vue. «Si l'Etat abandonne ses prérogatives, il ne servira plus à rien de faire des POS. Ce serait le règne de l'urbanisme sélectif», réchérte Philippe Bompard.

Le coût des réparations

C'est en 1986 que le service contentieux de la direction de l'architecture et de l'urbanisme du ministère de l'équipement a commencé à s'adresser à la question. Initiant une sorte de «tour de France» des tribunaux, pour mesurer le phénomène. Inquiétude ravivée en 1990 : car le contentieux a un coût lié aux recours en responsabilité (demande de réparation) de plus en plus nombreux, eux aussi. En 1988, l'Etat a ainsi versé 90 millions de francs à un seul promoteur pour avoir revissé à la baisse une vaste opération immobilière.

Des affaires retentissantes comme celle de Vallauris (Var), où un promoteur s'outrepasse sans permis en détruisant à jamais une vieille batterie militaire, ont accéléré la prise de conscience. Ces exemples ont incité le gouvernement à encourager, par une circulaire, les services à faire preuve de plus de fermeté. Le premier ministre a demandé au Conseil d'Etat, au mois de février, un audit assorti de propositions. Cette étude doit examiner l'efficacité des décisions de justice : rapidité, effet suspensif des recours, ainsi que la pratique décentralisée de l'urbanisme ainsi que le pouvoir des schémas régionaux qui encadrent les POS. L'objectif est de garantir des protections, mais aussi la stabilité du droit.

«Le code de l'urbanisme organise de façon très précise la lutte contre les infractions. Le problème, c'est la volonté politique», insiste Philippe Bompard. Les déclarations récentes des pouvoirs publics et l'exaspération croissante d'une partie de l'opinion donnent de l'espoir à certains. «Je pense objectivement qu'on va avoir de bons résultats», lance ainsi Daniel Lesage. Mais la bataille sera rude. Les sceptiques rappellent que derrière les beaux discours des Français - responsables ou particuliers - il y a toujours un constructeur en puissance.

HÉLÈNE GIRAUD

(1) Également rapporteur général adjoint de la section des études et du rapport du Conseil d'Etat, l'instance chargée de piloter l'audit du code de l'urbanisme. Un groupe de travail a été créé pour cela, présidé par Daniel Labatouze.

(2) Le transfert des compétences en matière de permis de construire date d'avril 1984 et de 1986, en ce qui concerne les opérations d'aménagement (ZAC, lotissements, etc.). Seuls 15 000 communes, parmi lesquelles les plus importantes, ont aujourd'hui un plan d'occupation des sols, contre 3 600 à l'époque des lois Defferre. Celles qui n'ont pas de POS sont soumises à des règlements d'urbanisme nationaux, c'est l'Etat qui reste alors compétent.

«La DDE ne chasse pas systématiquement ces hors-la-loi ; elle intervient à la demande, sur information ou, tout simplement, au hasard. «La plupart des familles viennent de la ZUP de Nîmes ; cela correspond au rejet des grands ensembles», commente Philippe Bompard. Il cite le cas de la commune de Cabrières : 500 habitants, plus de 80 maisons sans permis.

L'arrière-pays varois est lui aussi touché, mais il s'agit plutôt de résidences secondaires de Marseillais. Ces «caravanes éoliennes», en cours de standardisation, représentent chaque année la moitié des contentieux au pénal du département (soit 400 à 500 dossiers) selon Daniel Lesage, responsable du contentieux à la DDE de Toulouse.

H. G.

مكتبة الشهدا

BILLET

Ouverture européenne pour le rail

Les ministres des transports des Douze sont tombés d'accord, les 20 et 21 juin à Luxembourg, sur plusieurs directives destinées à harmoniser les conditions d'acheminement des personnes et des marchandises dans la Communauté. Les plus importantes, outre des dispositions sur les permis de conduire et le contrôle technique des véhicules (voir ci-dessous), amorcent une libéralisation des chemins de fer.

Les Douze ont ainsi confirmé que les sociétés nationales exploitant les réseaux, qui devront fonctionner de façon « indépendante » des pouvoirs nationaux, devront clarifier leurs comptes de façon à distinguer la gestion des infrastructures de l'exploitation proprement dite. Cette séparation des fonctions des entreprises peut apparaître comme une première « ouverture », allant dans le sens des thèses libérales, qui réclament le principe du « common carrier », c'est-à-dire un accès ouvert à toutes les entreprises de transport.

Ouverture limitée, voire surveillée. Les sociétés de transport combiné, qui acheminent des camions par rail, pourront emprunter les voies ferrées des autres pays. Mais en dehors d'elles, seules les compagnies nationales de chemin de fer vont pouvoir profiter de cet accès, et à certaines conditions : l'« accord politique unanime » qui s'est dégagé leur permet de se regrouper afin de créer des trains communs sur leurs réseaux respectifs. Cette unification devrait être facilitée par les mesures de normalisation adoptées en même temps : les Douze veulent accélérer l'harmonisation technique de façon à réduire les changements de locomotives ou de conducteurs aux frontières.

« En clair, nous allons essayer, pendant dix ans, d'inciter, par exemple, la SNCV, la SNCB (les chemins de fer belges) et la Bundesbahn à coopérer », nous a déclaré M. Paul Quilès, ministre de l'équipement et des transports français. Ces assouplissements augmentent le chiffre d'affaires des différentes sociétés nationales, mais ils ne suppriment pas leurs monopoles. N'importe qui ne pourra pas rouler sur l'import-export par rail. Cet « accord politique » — dont le contenu technique devra encore être précisé par les experts de l'administration — revient à accorder un délai aux sociétés nationales pour se préparer à affronter une concurrence implicitement reconnue comme inévitable.

ALAIN FAUJAS
et GUY HERZLICH

Un permis de conduire européen en 1996

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Un nouveau modèle de permis de conduire, valable dans toute la Communauté européenne et rédigé de façon à éviter les problèmes de langue en cas de contrôle hors du territoire national, verra le jour... en 1996, ont décidé les ministres des transports. Auparavant, il faut harmoniser les conditions de délivrance des permis : âge du conducteur pour chaque catégorie de véhicules, modalités de l'examen, etc.

Les ministres ont aussi décidé de généraliser les contrôles techniques pour les véhicules mis en circulation depuis plus de quatre ans. Allant plus loin que les projets initiaux de la France, ils ont fixé la périodicité de ce contrôle à deux ans. Cette mesure deviendra effective à partir de 1994 dans les pays qui ont déjà adopté des contrôles techniques et en 1998 dans les autres, dont la France. Les Douze espèrent limiter ainsi l'hécatombe annuelle sur les routes communautaires : 50 000 morts et 1,5 million de blessés.

J. de la G.

En attendant la levée de l'embargo américain

Les entrepreneurs japonais se préparent à investir l'Indochine

Les produits japonais, notamment électroniques, ont investi la péninsule indochinoise. En attendant un début de règlement du conflit au Cambodge, les diplomates japonais multiplient leurs efforts et les chefs d'entreprise nippons s'installent, surtout au Vietnam où le Japon est en passe de devenir le premier partenaire commercial.

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Panneaux publicitaires et devantures de magasins en témoignent : les Japonais arrivent en Indochine. Vietnamiens, Laotiens et Cambodgiens disent communément Honda pour moto. L'électronique japonaise domine le marché flamboyant des caméras, vidéos, ordinateurs... Les grandes sociétés commerciales nippones s'installent au Vietnam et au Laos, en attendant un début de règlement du conflit pour en faire autant au Cambodge. « Le jour où l'embargo américain sera levé, ils emporteront le morceau », la prédiction fait déjà l'unanimité.

La diplomatie japonaise, elle aussi, s'active de manière inhabituelle. Le ministre japonais des affaires étrangères, M. Taro Nakayama, a séjourné au Vietnam du 10 au 14 juin et en a profité pour revoir, à Hô-Chi-Minh-Ville, le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen. S'est en effet rendu à Tokyo quelques semaines auparavant pour y subir des soins. Il y avait eu de longues discussions sur des propositions japonaises de paix et sur une aide humanitaire substantielle à Phnom-Penh.

Voilà deux ans, le Japon s'était déjà déclaré prêt à cooiser, le moment venu, 2 milliards de dollars (12 milliards de francs environ) à la reconstruction des États indochinois. Il propose désormais d'organiser et d'accueillir une conférence internationale sur le même sujet et a l'air plus d'intervenir en Cambodge, en cas de règlement international, sous la bannière des Nations unies. Il entend figurer parmi les premiers pays accredités auprès du CNS — le Conseil national suprême du Cambodge — à Djakarta en septembre 1990 — le jour où cet organisme s'installera à Phnom-Penh, même si un règlement n'est pas intervenu entre-temps.

Sur la ligne de départ

Certes, le Japon ne veut pas se démarquer des États-Unis et respecter, à quelques ratés près, un embargo économique américain décrété en 1979, au lendemain de l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge, et qui demeure en vigueur dans l'attente d'un règlement international. En outre, Tokyo appuie le plan de l'ONU pour met-

tre fin au conflit, tout en admettant — mais c'est également le cas de la France — que certains amendements réclamés par Phnom-Penh sont valables sur le fond.

Mais l'Indochine représente un marché trop prometteur pour que les entreprises japonaises ne soient pas déjà sur la ligne de départ et ne s'inquiètent pas de voir Français ou Australiens commencer à prendre pied dans certains secteurs et à décrocher quelques marchés, surtout au Vietnam où vivent soixante-cinq des quelque quatre-vingts millions d'Indochinois. L'Union soviétique ayant réduit de façon drastique son aide et, donc, ses échanges, le Japon va devenir cette année le premier partenaire commercial du Vietnam.

Les échanges officiels entre les deux pays franchissent sans doute le cap du milliard de dollars en 1991, contre 853 millions l'année dernière et 580 en 1989. Ils auront donc pratiquement doublé en l'espace de deux ans. Les importations officielles vietnamiennes — des voitures aux biens d'équipement — demeurent limitées : 106 millions de dollars en 1989 et 145 en 1990. Mais ces chiffres ne reflètent pas la réalité, car ils ne tiennent pas compte de la masse importante de produits japonais importés au Vietnam en contrebande, souvent à travers le Cambodge.

Le Japon a acheté plus de 80 % des 2,7 millions de tonnes de pétrole brut extraits en 1990 au Vietnam, pour environ 400 millions de dollars, ce qui représente près des deux tiers de ses importations. Cette production devrait passer à 3,6 millions de tonnes cette année. Tokyo est également le premier importateur de produits de la mer surgelés.

Une présence assidue

Les Japonais, ce qui est encore plus important, sont en train de procéder à un véritable inventaire des ressources du Vietnam, de ses réserves de bauxite ou d'or aux possibilités offertes par plus de 2 000 kilomètres de côtes poissonnières. Plus de mille délégations d'hommes d'affaires ont visité le pays en 1990. Ils constituent une bonne partie de la clientèle des hôtels de Hanoï et de Hô-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saïgon, où il existe trois restaurants japonais. Près de cinquante sociétés nippones ont ouvert des bureaux de représentation dans la grande ville du Sud et une vingtaine d'autres dans la capitale.

Les études de faisabilité se multiplient et les tirons se remplissent de projets. Rien n'est laissé au hasard : parmi les hommes d'affaires qui se rendent au Vietnam, les Japonais sont à la fois les plus nombreux (plus de tiers du total), ceux qui restent le plus longtemps sur place et, surtout, qui circulent le plus fréquemment hors des grandes villes. En revanche — embargo oblige — ils investissent peu : moins de 90 mil-

lions de dollars, soit moins de 10 % du montant global des investissements étrangers autorisés au 1^{er} décembre 1990.

Les géants de l'électronique fournissent à Viettronics, une entreprise d'assemblage de Hô-Chi-Minh-Ville, les éléments de récepteurs de télévision et de cassettes-vélos destinés au marché local. Des sociétés de commerce nippones équipent les entreprises vietnamiennes qui exportent sur le Japon poissons, crevettes et crabes surgelés. Une autre, Tomen Corp., a deux projets industriels en cours de réalisation : une usine de résine de pin dans le Nord et une fabrique de détergents dans le Sud. Les Japonais s'implantent en aidant des Vietnamiens intéressés par le marché nippon à s'équiper, raison pour laquelle le Vietnam devait d'ailleurs, dès 1989, quelque 340 millions de dollars au secteur privé nippon. « Ils sont dans leurs starting-blocks », dit-on à Hanoï comme à Saïgon en constatant l'intense préparation à laquelle les milieux d'affaires japonais s'adonnent surtout depuis deux ans.

Le Vietnam devrait être, en effet, le prochain champ d'intervention des Japonais, qui ont déjà sauté de leurs investissements et produits de consommation les autres pays du Sud-Est asiatique, à l'exception de la Birmanie. La réserve de main-d'œuvre à très bon marché — et apparemment très facile à former — est inépuisable. Et l'embargo américain n'expliquant pas tout l'absence d'infrastructures appropriées et l'incapacité de la bureaucratie locale sont pour beaucoup dans la reticence actuelle du secteur privé japonais.

Les Japonais semblent, en revanche, moins intéressés par le Laos, qui leur est pourtant tout ouvert. En 1989, Tokyo a reçu M. Kaysoke Phommavhane, le numéro un laotien, qui effectuait ainsi sa première visite dans un pays non communiste. M. Taro Nakayama s'est rendu à Vientiane l'année suivante. Mais le marché laotien — environ quatre millions de consommateurs — semble jugé à Tokyo d'un intérêt limité. En 1990, le Japon n'a exporté que pour 20 millions de dollars et ses importations n'ont été que de 7 millions. Le seul véritable projet financé par Tokyo concerne le projet hydroélectrique de la Nam-Negun.

Il reste que les Japonais savent ce qu'ils veulent faire en Indochine. Au-delà d'intérêts économiques et commerciaux évidents, ils entendent contribuer à la stabilisation, qu'ils jugent impérative, de la péninsule. Ce qui explique pourquoi leur diplomatie fait preuve de dynamisme, notamment en ce qui concerne le conflit cambodgien. Ils se sentent les coudes plutôt franches dans cette zone qui fait partie, en quelque sorte, de leur pré carré. Et ils ont les moyens de se faire entendre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

A Perpignan

La gestion de la chambre de commerce est mise en cause

PERPIGNAN

de notre correspondant

A la demande du procureur de la République, des vérifications sont actuellement effectuées sur les comptes et la gestion de la chambre de commerce d'Industrie CCI de Perpignan et des Pyrénées-Orientales. Les élections pour renouveler les deux cent vingt-quatre délégués consulaires et désigner les quatorze membres permanents de la chambre de commerce n'auront lieu qu'à l'automne, mais la campagne a commencé dès ce printemps et dans la rue.

Trois tracts anonymes largement distribués auprès des ressortissants de la CCI mettent en cause directement l'actuel président M. Jacques Farran et accusent les gestionnaires de la chambre de nombreuses irrégularités. Figurent ainsi dans ces « Appels aux commerçants » l'acquisition du château de Corbère-les-Cabanes, que la chambre de commerce aurait payé le triple du prix annoncé officiellement, et le versement des intérêts du 1^{er} logement (CCI) de Perpignan et des Pyrénées-Orientales à la chambre de commerce, considérant que les allocations contenues dans ces tracts devaient être « ou démenties ou confirmées », a demandé aux services

de police d'entendre différentes personnes. La semaine dernière, il saisissait officiellement le préfet des Pyrénées-Orientales afin d'obtenir le droit de procéder au contrôle des comptes de la CCI, et le ministre du budget envisage d'envoyer prochainement à Perpignan trois de ses experts. Le M. Clausse, directeur de l'aéroport de Perpignan-Rivesaltes, Bille, ancien chef comptable de la CCI et Rosas, chargé au sein de la CCI des relations avec l'Espagne, avaient déjà fait l'objet d'auditions avant que le secrétaire général de la chambre de commerce, M. Jacques Salvat, ne soit entendu à son tour lundi 17 juin. Pour ce dernier, le contenu des tracts n'est qu'un « tissu de calomnies » et la gestion de la CCI est d'une « transparence totale ».

M. Farran n'a pas encore été entendu mais d'autres proches collaborateurs, ainsi que d'anciens membres du PR, sont sur les listes des prochaines auditions. Le 16 mai, deux cents membres de la fédération départementale du PR, dont M. Farran est le président départemental depuis 1984, avaient rejoint avec fracas les rangs du CNI (Centre national des indépendants).

Réélu depuis 1970 à la chambre de commerce sur une liste unique, M. Jacques Farran pourrait cette fois-ci trouver sa route une liste d'opposition, que quatre cents adhérents de la CCI se disent déjà prêts à soutenir.

J.-C. M.

(1) Les chambres de commerce et d'industrie sont, comme les CIL (comités interprofessionnels du logement), collecteurs du 1^{er} patronal, contribution des employeurs à la construction de logements.

170 puits éteints sur 600

Le Koweït recommence à exporter son pétrole

Le Koweït produit à nouveau plus de pétrole qu'il n'en consomme, a déclaré jeudi 21 juin le ministre koweïtien du pétrole, M. Hammoud Abdallah Al-Rasbi. Une première cargaison de 770 000 barils a été exportée le 11 juin et une seconde doit quitter le Koweït le 25 juin, a-t-il ajouté. Le niveau actuel de la production koweïtienne est de 160 000 barils par jour alors que la consommation quotidienne de l'émirat varie

entre 130 000 et 150 000 barils. Selon le ministre, la plupart des puits de pétrole koweïtiens incendiés par les troupes irakiennes pendant l'occupation du Koweït seront maîtrisés en mars 1992. Actuellement, sur les 600 puits enflammés par les troupes de M. Saddam Hussein, les équipes de pompiers ont réussi à rétablir le contrôle sur plus de 170. Leur rythme est de un ou deux puits par jour. — (AFP)

Au congrès des céréaliers

M. Louis Mermaz annonce des réductions des taxes agricoles

PERPIGNAN

de notre correspondant

Afin de défendre la compétitivité des agriculteurs, le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, a annoncé le 27 juin à Perpignan, devant le congrès de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), une réduction de 25 % à compter du mois de juillet prochain de la taxe BAPSA (Budget annexé des prestations sociales agricoles). Cette taxe avait déjà été réduite de 30 % l'an dernier. M. Mermaz a, de plus, indiqué que la taxe ANDA (Association nationale pour le développement de l'agriculture) serait aussi réduite de 5 % en juillet alors que la profession demandait généralement un abaissement de 10 %. La taxe sur le financement des actions du secteur céréalier (FASC) sera diminuée de 10 %. Ces décisions sont de nature à modérer la colère des céréaliers qui, par la voix de leur président, M. Henri de Benoist, avaient promis de manifester pour alerter l'opinion.

« Dans ce vaste ensemble qui va du Maroc à la Syrie, vivront dans les vingt ans qui viennent près de 250 millions d'habitants. Ils sont jeunes, nous vieillissons. Ils ont faim. Les trois quarts d'entre nous sont plus guetés par la suralimentation que par la malnutrition. Si nous voulons que s'établisse entre ces régions et les nôtres un nouvel équilibre économique, social et culturel, il faut les aider à se développer chez eux et non pas viser à leur abandonner nos surplus alimentaires à coups de subventions », a déclaré M. Henri de Benoist, qui a estimé que « le GATT, et notamment les Américains, nous proposent, en baissant systématiquement les prix, le contraire de ce qu'il faudrait faire ».

Les régions à handicap

Au cours de ce congrès des 400 000 producteurs français qui valent à la France un solde positif de la balance du commerce extérieur de 30 milliards de francs, M. Guy Legras, directeur général de l'Agriculture à la Commission européenne, a tracé une esquisse de la future politique agricole commune (PAC). Selon lui, la réforme de la PAC passe par une baisse des prix des céréales « avec des aides de compensation intégrées, au niveau des marchés ». Il a ajouté : « Ce sera une sorte de déficience payée à l'américaine, tenait compte des régions à handicap », avec des mesures spécifiques pour le secteur de l'élevage.

A la veille de sa rencontre avec le premier ministre, le vendredi 21 juin, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA, s'est déclaré de son côté « très inquiet de ce qui se passe à Bruxelles où on ne nous change les orientations qui vont dans le sens d'une remise en cause des prix agricoles ».

JEAN-CLAUDE MARRE

Une enquête de l'INSEE

Les industriels prévoient de réduire de 6 % leurs investissements cette année

Pessimistes, les industriels prévoient de réduire de 6 % en volume leurs investissements cette année, d'après l'enquête de mai de l'INSEE. Ce mauvais résultat est obtenu pourtant avec une hausse des investissements des firmes automobiles, qui veulent se préparer à la concurrence japonaise. Le secteur le plus en retrait est celui des biens intermédiaires. Manifestement les industriels attendent de voir des signes concrets de reprise et attendent d'en connaître l'ampleur.

L'an passé les industriels avaient augmenté leurs investissements d'environ 10 % en volume, d'après la même enquête de l'INSEE, malgré les premiers signes de ralentissement conjoncturels et malgré la guerre du Golfe. On avait cru à un gel des investissements. Il ne s'est produit dans aucun secteur, l'effort des PME ayant été plus marqué encore.

Après le coup de ponce donné au SMIC

La CFDT et FO se félicitent du « réalisme » du gouvernement

Seules la CFDT et Force ouvrière se sont félicitées, vendredi 21 juin, de l'augmentation de 2,3 % du SMIC, annoncée la veille par M^{me} Edith Cresson, en soulignant que, respectivement, « le bon sens » et « le réalisme » l'avaient emporté dans la décision du gouvernement. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a rappelé qu'en ce qui concerne la politique salariale de la fonction publique, « le problème demeurait entier ».

La CGT a relevé que le coup de ponce accordé au SMIC constituait « une amorce (qui) était déjà annulée par l'augmentation de la cotisation d'assurance-maladie ». La CFE-CGC a dénoncé « le peu d'estime et de respect » du premier ministre à l'égard des partenaires sociaux, en regrettant que M^{me} Cresson n'ait pas préalablement informé la Commission nationale de la convention collective.



LOUIS DREYFUS FINANCE SA

devient

Correspondant en Valeurs du Trésor
(C.V.T.)à partir du 1^{er} août 1991

Louis Dreyfus Finance SA

(anciennement Louis Dreyfus SNC)

est une filiale

du Groupe Louis Dreyfus

87, avenue de la Grande Armée - 75782 Paris cedex 16

juin 1991

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 17 AU 21 JUIN

PARIS

Trou d'air

Les records sont fréquemment des butoirs. La preuve vient encore d'en être administrée. Après s'être élevée le 11 juin dernier à son plus haut niveau de l'année, la Bourse de Paris n'a pas réussi cette semaine à redresser son exploit. Pis, comme soudain aspirée par le fond, elle a essuyé brusquement décroché pour revenir à la cote de la mi-mars.

Le marché ne devait pas attendre pour tourner casaque. Un démarrage prometteur était attendu dès lundi en repli tactique (- 0,72 %). Nouvelle baisse mardi (- 0,77 %), qui se transformait mercredi en dégringolade (- 1,77 %). Jeudi, jour de liquidation générale, la Bourse parvenait, non sans peine, à freiner sa chute pour terminer la semaine avec une perte (- 1,11 %), pour la première fois depuis janvier dernier, avant de se redresser légèrement à la veille du week-end (+ 0,72 %). Pas assez cependant pour rattraper l'altitude perdue. Un sacré trou d'air puisque, d'une semaine à l'autre, l'indice CAC 40 s'est déprécié de 2,79 %.

Mais il est peu d'être encore plus important si nombre de petits actionnaires n'avaient pas été pris de court par une liquidation de juin avancée de vingt-quatre heures (comme le seront encore celles de juillet et

d'août), sur une décision de la Société des Bourses françaises (SBF) passée inaperçue du vulgum pecus parce qu'annoncée subrepticement le 30 avril, quelques heures avant le premier pont du mois de mai. C'est un comble : même Chronoval, instrument vidéo payant utilisé par la SBF pour diffuser les cours, n'avait apparemment pas été mis dans la confidence. Bref, beaucoup se souviendront de ces traces imposées pour la mise en route progressive de RELIT, filiale de livraisons automatiques des titres. Surtout que des ordres ont manqué d'être exécutés et que cela a entraîné des pertes de 2,79 %.

La reprise américaine

Les dernières statistiques économiques publiées aux Etats-Unis n'auraient-elles pas réussi à convaincre les plus pessimistes que la reprise était en vue outre-Atlantique, appelant nécessairement une riposte de ce côté de l'eau ? A dire vrai, plus les jours passent, plus le doute grandit sur la viabilité des chiffres d'un redémarrage de l'activité en France. Pourtant, deux indices publiés cette semaine aux Etats-Unis auraient dû porter à l'optimisme. L'emploi, d'abord, et l'aggravation du déficit commercial, eigne que la consommation est repartie, avec la hausse des importations. Mais cela ne suffit

pas, car les interrogations portent désormais non plus sur l'existence d'une reprise, mais sur son ampleur, jugée par tous comme très insuffisante.

Sans cette indispensable bouffée d'oxygène américain, l'Hexagone ne pourra pas renouer avec l'expansion. Malgré les exhortations venues d'en haut, tous les avis demeurent convergents : ce ne sera pas avant le début 1992. A condition encore que le chômage ne continue pas à croître, et, deuxième raison, le déclin gouvernemental de relever de 0,9 point la cotisation maladie des salariés pour « boucher le trou de la Sécurité », dans le cadre de cette croissance impatiemment attendue, fait l'effet d'une douche froide au Palais Brongniart. « Autant de milliards qui n'iront pas à la consommation », relèvent-on dans des commentaires acerbes.

Sur la route de Dijon

C'est dans cette atmosphère déjà passablement perturbée par la déception que de nouvelles et insistantes rumeurs ont plusieurs fois circulé sur la démission de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget. Le grand organe de la France s'est fâché tout rouge. Il a démenté en bloc et condamné les auteurs de ces bruits. Mais la médiane, si elle est vraiment l'origine, est insidieuse.

Beaucoup en Bourse restent persuadés qu'il y a « de l'eau dans le gaz » entre Bercy et Matignon.

Quant à la dégradation du climat politique, les tensions observées sur les taux d'intérêt, la faiblesse persistante du franc et la hausse du dollar sont sujets de préoccupation, faut-il dès lors s'étonner que la Bourse se sente les jambes lourdes ? Dans l'immediat, les opérateurs se raccrochent au filin espoir que la réunion du G7 durant le prochain week-end à Londres, comme l'a promis la Rue de Bercy, leur donnera des indications d'ordre monétaire.

Des nouvelles de la semaine, l'on retiendra en vrac : l'application non revendiquée faite sur 1 % des actions Thomson-CSF ; la promesse de M. Bérégovoy d'indemniser les clients de la société de Bourse Tuffier-Ravet-Py ; la décision de la cour d'appel de Paris de condamner Five-Lite à payer 400 millions de francs pour la faillite de NASSA électronique. Ajoutons qu'une grande figure de la Bourse va s'effacer. La Banque Bruxelles-Lambert a en effet annoncé l'arrêt de son activité de Bourse Auboyneau-Labouret-Olivier. Il est bien loin le temps où les commis chantaient en chœur, sur l'air de « la route de Dijon, la belle digue don », « Auboyneau, Auboyneau ». Les ordinateurs, c'est bien connu, n'ont aucune fibre musicale.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Les 3 000 reperdus

NOIX DOW JONES

-1,16 %

Wall Street n'aura pas réussi longtemps à se maintenir sur la cote des 3 000 points. Après y être remonté la semaine précédente, il en est redescendu ces derniers jours.

Non sans opposer une assez vigoureuse résistance. Mais le fait est là : d'un vendredi à l'autre, l'indice Dow Jones a décroché pour baisser de quelque 1,16 %.

Simple consolidation des positions acquises ? Les boursiers s'affirment. Mais les investisseurs ont aussi été confrontés à un certain nombre d'informations, qui demandaient un peu de réflexion pour y voir clair. De fait, de nouvelles statistiques économiques sont tombées cette semaine, qui, à première lecture, se sont d'abord révélées décevantes après les signes encourageants de reprise récemment enregistrés. Les intervenants ont ainsi appris tour à tour que le déficit de la balance commerciale, réduit en mars, s'était de nouveau accru pour avril, puis que les demandes d'allocation chômage avaient augmenté début juin. En fait, ces informations recouvraient une réalité quelque peu différente. Le solde négatif des opérations commerciales a été ainsi très largement dû à l'accroissement des importations, un signe que les affaires reprennent. Parallèlement

au chômage, l'on s'est ensuite aperçu que le chiffre des créations d'emplois avait grossi. Bref, ceci expliquant cela, les troubles occasionnés se mêlant aux préoccupations suscitées à mi-semaine par la hausse des taux à long terme, puis par l'annonce chez IBM de résultats inférieurs aux prévisions pour le deuxième trimestre, ont considérablement gêné les investisseurs. Finalement la détente apparue sur le front du loyer de l'argent a provisoirement dissipé les craintes.

Indice Dow Jones du 21 juin : 2 965,56 (c. 3 000,45).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Alcoa	68	69 1/4
AT&T	44 5/8	45
Bovis	49 3/8	46 1/8
Chase Man. Bank	19 7/8	19 1/8
De Pau de Nemours	47 3/4	48 1/4
Eastman Kodak	41 5/8	40 3/4
Exxon	58 1/4	58 1/2
Ford	36 3/4	37 3/4
General Electric	75 1/2	75
General Motors	44	44 1/8
Goodyear	33 5/8	34 1/4
IBM	100 1/4	99 5/8
ITT	60	59 5/8
Mobil Oil	65 3/4	65 3/8
Pfizer	58 1/2	57 1/2
Schlumberger	61 5/8	58 1/2
Texas	63	61 1/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	153 1/2	145 1/4
Union Carbide	20 3/8	20 1/4
Westinghouse	29 1/2	28 7/8
Xerox Corp.	54 1/2	53 3/4

TOKYO

Rechute ou reprise ?

NOIX NIKKEI

-1,27 %

La timide amélioration observée voici une huitaine de jours au Keibundo-cho paraît n'avoir été qu'une simple embellie. Cette semaine, la grande Bourse nipponne a rechuté (- 1,27 %). C'est du moins le constat que les indices proposent. Mais le déroulement des séances impose une autre vision de la situation. Certes, les trois premières journées furent très mauvaises (se soldant par une nouvelle baisse de 3,5 %), qui devaient porter à un peu plus de 10 % la dépréciation moyenne des valeurs japonaises depuis la mi-mai. Mais un mouvement de reprise s'est suivi, insuffisant pour effacer toutes les pertes initiales mais d'ampleur satisfaisante pour faire naître un certain optimisme sur le parquet.

A entendre les professionnels, le facteur technique a joué dans les deux sens, d'abord à la baisse, après le vague d'achats assez forte qui avait favorisé la remontée des cours la semaine précédente, puis à la hausse, de nombreux investisseurs jugeant que trop, c'était trop, et qu'au niveau où il était désor-

mais tombé, le marché ne pouvait faire autre chose que de se redresser. A dire vrai, les intervenants se sont un peu sentis pris entre deux feux. Tous attendaient avec impatience les derniers chiffres sur la croissance. Ils furent un peu trop gâtés (+ 2,7 % pour le premier trimestre), au point d'en perdre après coup tout espoir d'une baisse des taux d'intérêt. Difficile d'évoquer le beurre et l'argent du beurre. Sans doute convaincus de cette vérité, beaucoup commencent à se remettre en chasse des bonnes affaires. Est-ce l'annonce de la reprise d'été ? Les spécialistes hésitent encore à se prononcer. Mais cela y ressemble.

Indices du 21 juin : Nikkei, 24 775,08 (c. 25 093,89); Topix, 1 873,84 (c. 1 920,58).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Akai	1 220	1 230
Bridgeport	1 080	1 050
Canon	1 560	1 480
Fuji Bank	2 680	2 680
Honda Motors	1 500	1 470
Matsushita Electric	1 690	1 640
Mitsubishi Heavy	723	706
Sony Corp.	6 260	6 070
Toyota Motors	1 830	1 820

LONDRES

Déprime

-1,4 %

Au London Stock Exchange aussi, la reprise semble avoir fait long feu. Cette semaine, les cours ont rechuté de 1,4 % sans manifester de velléité quelconque de redressement. Résultat de la baisse de popularité du Parti conservateur dans les derniers sondages, l'affaiblissement de la livre sterling a été largement responsable de ce coup de déprime. Mais l'annonce d'un déficit budgétaire plus important que prévu a également fait craindre au marché que la reprise économique attendue n'arrive trop tard pour permettre aux Tories de gagner les prochaines élections. Les déclarations de M. Thatcher contre la monnaie européenne et la réponse violente de l'ex-premier ministre M. Edward Heath ont ajouté aux inquiétudes.

Indices « FT » du 21 juin : 100 valeurs, 2 487,5 (c. 2 522,3) ; 30 valeurs, 2 947,3 (c. 3 076,3) ; mines d'or, 203,9 (c. 201,8) ; Fonds d'Etat, 83,79 (c. 83,83).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
Bovis	6	6,25
BP	3,37	3,33
Charter	4,50	4,62
Courtauld	3,90	4,04
De Beers	13,56	14,09
Glaxo	12,35	12,52
ICI	15,10	15,50
ICI	13	12,83
Reuters	8,20	7,90
Shell	5,13	5,14
Unilever	7,57	7,47
Vickers	2,03	1,95

FRANCFORT

L'effet « Berlin »

+ 0,7 %

L'effort de consolidation s'est poursuivi, permettant au marché de se maintenir au voisinage de ses plus hauts niveaux de l'année. En l'absence de tout facteur économique de nature à favoriser les placements, la Bourse allemande a surtout bénéficié de la décision prise par la chambre basse du Parlement de choisir Berlin comme siège du gouvernement. Le résultat du vote a été particulièrement bien accueilli par les investisseurs étrangers, qui y ont vu une promesse de redressement pour l'ERDA et un nouveau stimulus pour l'économie allemande en général. Plus enthousiastes, les commentateurs de l'ancienne RFA ont franchement tiré sur le « hausse berlinoise » de 1,47 % vendredi. L'activité a augmenté et sur les huit places allemandes les transactions ont atteint 38,73 milliards de deutschemarks contre 34,36 milliards.

Indices du 21 juin : DAX, 1 711,86 (c. 1 699,83) ; Commerzbank, 2 022,70 (c. 2 020,50).

	Cours 14 juin	Cours 21 juin
AEG	202,50	202,50
BASF	255,50	256,40
Boyer	284,60	272,30
Commerzbank	261	257,90
Deutschebank	670,50	664,50
Hochtief	258,70	255,30
Karstadt	68	67,4
Manneberg	294,80	294,80
Siemens	664	664,50
Volkswagen	406,60	416,90

Alimentation

	21-6-91	Diff.
Béghio-Soy	552	- 37
Bongrain	2 450	+ 50
BSN	889	- 16
Carrefour	1 985	- 98
Casino G. P.	3 240	+ 3,50
Euronorm	3 940	- 30
Guyenne-Gasc.	1 190	inch.
LVMH (I)	4 280	- 20
Occid. (Gie)	772	- 7
Oliver	241	+ 12,10
Permod-Rizart	1 152	- 34
Promodis	2 300	+ 37
Saint-Louis	1 406	- 94
Sourire Perrier	1 462	- 53
Nestlé	3 401,00	80

(1) Coupon de 51,50 F.

Banques, assurances

	21-6-91	Diff.
AGF	494,50	- 20,50
AXA (ex-Cie Mid)	1 053	- 31
Bail Equipement	128	- 6,50
Banque (Cv)	481,90	- 38,10
Cedex	683	- 12
CCF	1 152	+ 5,80
CFP	1 165	- 61
CFI	392	+ 3
Chargers (I)	749	- 3
CPR	263	- 17
EuraFrance	1 665	+ 19
GAN	1 860	- 131
Héris (La)	603	- 20
Locindus	800	- 52
Midland Bank	88	inch.
OPF	1 821	+ 16
Paribas	441	- 16,20
Schneider	659	- 41
Société générale	415,50	+ 6,20
Sovac	645	- 15
Suez (Cv fin.)	360,70	- 6,20
UAP	542	- 27
UCB	125	- 13

(1) Coupon de 28 F.

Bâtiment, travaux publics

	21-6-91	Diff.
Aucl. d'entr.	1 163	+ 42
Bouygues	586	- 21
Ciments français	340	- 8
GTM	413	- 5
Imob. Phénix	745	- 15
I. Lefèvre	745	- 15
Lafarge-Coppée	367,20	- 27,30
Paliet	436	- 18,30
SGE-SB	242,10	- 5

Filatures, textiles

	21-6-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 133	- 139
BHV	730	- 40
Damart	1 997	- 3
DMC	375	inch.
Gil. Lafayette	1 666	- 9
Nouv. Calens	800	- 13
Printemps	536	- 1
La Redoute	3 691	- 4
SCOA	29,40	+ 2,50

Mines, caoutchouc

	21-6-91	Diff.
Géophysique	759	- 17
Imetal	318	- 5
Métallurop.	107,30	+ 3,50
Michelin	104,70	- 0,60
RTZ	55,75	+ 1,55
ZCI	1,81	inch.

Matériel électrique

	21-6-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	580	- 5
CSEE (ex-Signaux)	295	+ 36
Générale des eaux	2 654	- 28
Intertechnique	1 088	+ 28
Labinal	771	- 11
Legrand (I)	3 469	- 86
Lyon. des eaux	560	- 19
Matra	222	- 7,80
Merlin-Gerier	469	- 30,50
Moulinex	144,50	- 2
Radiotechnique	497	- 18
SEB	1 531	- 50
Sextant-Avionique	480	- 4
Thomson-CSF	141,50	- 6,10
IRM (I)	610	- 3
ITT	365,10	- 7,40
Schlumberger	356,30	- 18,70
Siemens	2 259	- 7

(1) Coupon de 6,10 F.

(2) Coupon de 29,75 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	21-6-91	Diff.
PME 10,6 % 1976...	100,02	inch.
8,80 % 1977	123,98	- 1,03
10 % 1978	100,65	- 0,15
9,80 % 1978	100,35	- 0,40
9 % 1979	100,10	- 0,15
10,80 % 1979	102,35	- 6,35
CNE 3 %	4000	- 30
CNE 4 % 5 000 F.	99,63	- 0,03
CNE Paribas 5 000 F.	99,40	- 0,20
CNE Suez 5 000 F.	99,60	- 0,20
CNI 5 000 F.	99,58	- 0,12

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 juin 1991

Nombre de contrats : 53 458

Valeurs diverses

	21-6-91	Diff.
Accor	770	- 27
Air liquide	674	- 5
Ajomart	2 036	- 65
Bic	724	- 8
Biscuits	330	- 14,90
CGIP (I)	1 024	- 38
Club Méditerranée	452	- 11
Esso	358	- 7
EuroDisney	115,90	- 3,10
Europe 1	995	- 68
Eurotunnel	46,50	- 1,50
Groupe Citi2	590	- 1,50
Hachette	187,60	- 2,90
Havas	369	- 14,40
Marine World	305	- 11
Navigation marse	1 181	- 49
Nord-Est	127	- 4,60
L'Oréal	584	- 4,90
Saint-Gobain (S)	437	- 19
Safran	864	- 4
Sauvages Châtillon	247	- 4
Skis Rossignol	641	- 31

(1) Coupon de 28 F.

(2) Coupon de 16,50 F.

(3) Coupon de 14,50 F.

Produits chimiques

	21-6-91	Diff.
Inst. Métrieux	4 380	- 82
Roussel-Uclaf	1 825	- 185
Synthelabo	760	- 35
BASF	838	+ 6
Boyer	869	+ 27
Hoechst	870	+ 25
ICI	127,70	- 0,30
Norsk Hydro	174,70	+ 4,60

MATIF

	21-6-91	Diff.
RM	2 434 693	2 766 778
Complait	8 542 434	10 151 009
R. et obl.	148 774	139 682
Actions	11 125 901	13 057 469
Total	11 125 901	13 057 469

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeudi

	14-6-91	17-6-91	18-6-91	19-6-91	20-6-91
RM	2 434 693	2 766 778	3 597 536	4 469 410	3 169 140
Complait	8 542 434	10 151 009	8 694 024	6 081 252	6 546 318
R. et obl.	148 774	139 682	287 837	162 010	320 802
Actions	11 125 901	13 057 469	12 579 397	10 712 672	10 036 260

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Lourd d'incertitudes

Lourd d'incertitudes, le marché des capitaux a accueilli ces derniers jours des débiteurs de grand renom, dont les apparitions sont très peu fréquentes. Cette association de qualité et de rareté, qui normalement est un gage de réussite, n'a pourtant pas conduit au succès escompté par tous les emprunteurs.

L'explication généralement donnée aux difficultés rencontrées dans la plupart des comparaisons tenait à l'incertitude des marchés des changes à l'approche des importantes réunions monétaires du week-end. Cela a renforcé le poids des éléments négatifs de nature économique et politique qui pèsent sur de nombreux marchés européens. Celui de l'écu a particulièrement souffert. On le savait très sensible aux événements français. Les spécialistes ne s'attendaient toutefois pas à ce qu'il répercutât avec autant de vigueur les tensions de nature politique et sociale du pays.

Ainsi la très grande opération de 1 milliard d'écus lancée lundi 17 juin pour le compte de la Norvège a-t-elle été malmenée. Il s'agit d'un emprunt de 5 ans qui, au départ, devait rapporter aux investisseurs quelque 9,09 %. Ses cours se sont tant détériorés que, vendredi, son rendement avait augmenté à 9,22 %.

Comme cette évolution ne trahissait pas vraiment sur le ton général du marché de l'écu, l'opération n'a pas fait l'objet des critiques qui, habituellement, accompagnent de telles opérations. On aurait pourtant tant aimé que la Norvège se distingue sur ce marché d'émise, dès son apparition. L'emprunt est important. Il marque l'attachement du Trésor d'Oslo à la construction de l'Europe et confirme la solidité du lien qu'à l'automne dernier ce pays a noué entre sa propre couronne et l'écu.

Nombreux sont ceux qui regretteraient qu'il n'ait pas suivi les avis des banques, qui lui avaient conseillé d'émettre ses obligations au mois de mai. Le niveau de l'indicateur était alors encore en train de s'abaisser. Le débiteur n'aurait probablement pas tardé si longtemps s'il n'avait pas voulu associer son émission de contrats d'échange, de façon à obtenir notamment des fonds en dollars. L'opération était placée sous la conduite de Paribas (le Monde

daté 5-6 mai). On sait que l'Allemagne n'a jusqu'à présent répondu à aucune des pressantes sollicitations de nombreux eurobanquiers qui l'incitent depuis des mois à emprunter en écus.

Ce marché ne permet donc pas de mesurer la préférence relative des investisseurs entre le dette de l'Allemagne et de la France. Il offre toutefois une autre comparaison très intéressante avec l'Angleterre, dont le Trésor public, comme celui de Paris, a eu une semaine volumineuse et libérale en écus, qui viendra à échéance dans dix ans.

L'écart entre le rapport que procurent les obligations britanniques et les françaises était, vendredi 21 juin, de 4 centimes, les taux de rendement se situant respectivement à 9,17 % et 9,21 %. D'aucuns trouvent dans cette comparaison une sorte de réconfort et soulignent que l'écart est le même que celui qui s'était établi initialement, en février dernier, lorsque Londres avait lancé son gigantesque euro-emprunt en écus.

Vrais et faux convertibles

La situation se présente sous un jour très différent si on mesure le rendement des fonds d'Etat en francs français à celui des obligations du gouvernement allemand en marks. La différence était vendredi de 86 points de base (ou centième de point de pourcentage) contre une quarantaine il y a un mois. Cette augmentation reflète l'attitude des investisseurs étrangers, qui se détournent actuellement des placements en francs. Les spécialistes ne manquent pas de souligner l'influence de l'internationalisation du marché français à cet égard.

Nagôtre, quand les titres en francs n'étaient que peu répandus hors de l'Hexagone, lorsque le franc était attaqué, il n'y avait pas à redouter une forte réaction des rendements à longue échéance. L'impact de la dévaluation de l'étranger se faisait principalement sentir sur le rendement de l'argent à court terme. Malheureusement, le long terme en subit également l'effet.

En l'absence d'appétits étrangers, il n'est pas question d'émision d'obligations de type classique sur le marché de l'euro-franc. Ce compartiment d'est tou-

tefois pas demeuré inactif ces derniers jours, puisqu'il a vu une belle opération montée par la Caisse des dépôts et l'établissement américain Bankers Trust. Elle a été émise pour le compte d'une entreprise industrielle, l'Alfage Coppée. La transaction qui viendra à échéance dans trois ans est de celle qui assure aux prêteurs de récupérer à terme au moins leur mise initiale et qui offre des possibilités de gains supérieures à la moyenne, si les cours de la Bourse des actions le permettent. Le remboursement dépendra du prix d'une seule action, celle du débiteur. Cela fait l'originalité de cette affaire qui, dans le meilleur des cas, pourrait rapporter quelque 17 % à ses détenteurs. On a tendance à la comparer à un emprunt convertible. Elle s'en distingue cependant, ne serait-ce que parce qu'il n'est pas question d'échanger les obligations contre des actions et que tous les paiements se feront en espèces.

Pour ce qui est des vrais titres convertibles, une grande opération vient d'être émise en France, pour le compte d'Euro Disney. Elle retient l'attention pour une foule de raisons qui vont de la notoriété de l'emprunteur à de nombreux mérites techniques. C'est une merveille d'ingénierie qui a demandé une grande mise au point. Comme toutes les transactions de cette nature en francs français, les conditions existantes ont un droit de souscription prioritaire. Ils pourront l'exercer jusqu'au 3 juillet, cela fait qu'il est trop tôt pour juger du placement. On en dit toutefois beaucoup de bien à l'étranger, notamment en Suisse.

Les investisseurs de ce pays n'avaient pas été admis à souscrire à la première émission d'actions de la société, qui privilégiait alors les résidents de la Communauté européenne. Les investisseurs suisses admis à participer à cette seconde étape manifestent comme une sorte de besoin de mitigeage. La partie française de l'affaire est confiée à la Banque nationale de Paris. S'y ajoute une tranche internationale dirigée par la banque londonienne S. J. Warburg Securities. C'est la première fois qu'une maison étrangère dirige un tel emprunt obligataire libellé en francs.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar sous pression

Après avoir passé la barre des 6 francs la semaine dernière, le dollar a poursuivi sur sa lancée pour atteindre 6,20 francs à l'approche de la fin de semaine (près de 1,82 deutschemark) avant de retomber à 6,05 francs et de remonter, à la veille du week-end, aux alentours de 6,12 francs, donc un peu plus haut que la semaine précédente (6,08 francs).

Son repli a été provoqué par plusieurs facteurs : déficit commercial américain plus important que prévu (4,78 milliards en un an, bien qu'il soit en diminution régulière depuis un an) et, surtout, l'annonce d'une réunion du groupe des Sept dimanche 23 juin à Londres, qui a fait craindre des interventions concentrées des banques centrales.

Cette annonce fit même rechuter le dollar de 1,82 DM à 1,76 DM. Mais, rapidement, un certain scepticisme se fit sentir sur les résultats concrets de la réunion de dimanche. Sans doute, M. Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, espère-t-il que cette réunion « donnera une indication aux marchés » afin que « des taux d'intérêt trop élevés ne pénalisent pas une reprise et une reprise et une reprise ». Mais M. Helmut Schlesinger, vice-président, et bientôt président de la Banque fédérale d'Allemagne, a déclaré qu'il n'attendait rien de la réunion du G7 et que, de toute façon, le niveau des taux d'intérêt était du ressort des affaires intérieures des Etats.

Dans le cas de l'Allemagne, la Banque centrale allemande est disposée à maintenir le sien, sans éliminer la possibilité de le relever si le dollar montait trop. A cette occasion, les opérateurs s'interrogeaient sur l'étendue et la limite des

«plages» de fluctuation que pourraient fixer les ministres des finances du groupe des Sept. Les accords du Louvre, en janvier 1987, avaient, dit-on, assigné au dollar une plage de 1,70 DM-1,20 DM. Aujourd'hui, on parle de 1,40 DM-1,80 DM, sans aucune certitude naturelle. A la veille du week-end, néanmoins, les opérateurs attendaient lundi pour racheter du dollar, qu'ils voient bien retomber à 1,85 DM (6,30 francs environ). D'autres plus hardis voient le billet vert à 6,50 francs d'ici l'automne ou à la fin de l'année.

Le franc toujours discuté

Cette semaine, le franc est resté discuté, notamment vis-à-vis du mark, dont le cours a un moment dépassé 3,40 francs, atteignant 3,4025 francs avant de revenir à 3,3975 francs à la veille du week-end. Mouvements sociaux, nouvelles rumeurs de départ de M. Pierre Bérégovoy (à nouveau démenties par l'intéressé) et incertitude sur la politique de M. Cresson se conjuguent pour déprécier notre monnaie, sans trop de gravité toutefois : après tout, le mark frôlait les 3,41 francs en mars dernier, avec le gouvernement de M. Rocard. Le très vif repli de la peseta espagnole n'a même pas profité au franc, qui reste en queue du système monétaire européen. Sans doute son écart avec la peseta a été ramené de 6,18 % (le maximum) à 4,50 %. Mais le phénomène n'a guère profité à notre monnaie, les capitaux quittant l'Espagne se reportant sur le mark.

Le vif recul de la peseta a été provoqué (le Monde daté 16-17 juin) par des rumeurs de retour à une marge de fluctuation

normale (2,25 % au lieu de 6 %). Comme les opérateurs se demandaient quel cours pivot serait adopté, avec une possibilité de dévaluation de la peseta, ils ont vendu assez massivement. Les rumeurs ont, bien entendu, été démenties par la Banque d'Espagne et son directeur, M. Mario Rubio : de toute façon, si cette institution prenait la décision de réduire la marge de flottabilité, elle n'aurait pas le cri sur les toits.

Recul de la peseta donc, mais les experts font remarquer que la marge étant réduite, le risque de fluctuation de la devise espagnole serait réduit, et les capitaux étrangers pourraient à nouveau se ruer en Espagne pour profiter des taux d'intérêt très élevés qui y sont offerts. La Banque d'Espagne a accumulé plus de 50 milliards de dollars de réserves (300 milliards de francs) qui, du reste, peuvent s'en aller comme ils sont venus si leurs détenteurs s'effarouchaient. En attendant, la diminution de la pression émanant de la peseta n'a guère soulagé le franc, comme on l'a vu, et la Banque de France doit rester vigilante.

A ce sujet, les conséquences de la vigueur excessive de la peseta et le coût des interventions de cette même Banque de France pour maintenir les parités ont fait baisser ses réserves : elles sont tombées de 162 milliards de francs fin 1990 à environ 115 milliards de francs, et même moins actuellement, ce qui explique les positions sur la liquidité bancaire et la tension des taux sur le court terme.

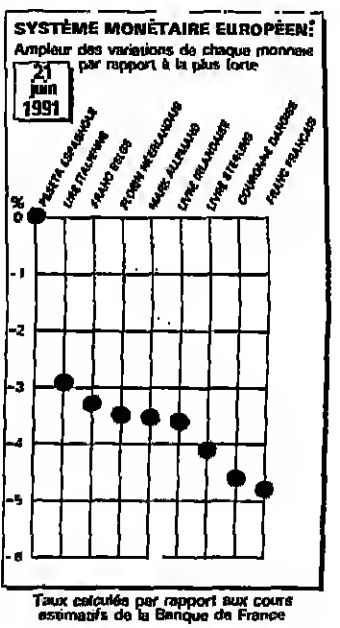
FRANÇOIS RENARD

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 17 AU 21 JUIN 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ EU	Franc suisse	Franc belge	Franc luxemb.	Franc néerl.	Franc port.	Franc ital.	Franc grec
New-York	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Paris	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Zurich	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Frankfurt	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Bruxelles	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Amsterdam	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Milan	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200
Tokyo	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200	1,8200

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 juin, 4,4144 F contre 4,3303 F le vendredi 14 juin.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre en quête d'une image

Les cours du cuivre à Londres se sont inscrits en hausse ces jours derniers, à 1 380 livres la tonne, le marché réagissant avec quelque nervosité à la situation de la production en Amérique latine. Au Chili d'abord, où les négociations salariales se poursuivent dans l'industrie cuprifère. Chaque année, cette phase de discussion est marquée par des menaces de grève, parfois menées à exécution. Cela suffit en général pour stimuler les prix, même si les conflits durs sont somme toute assez rares.

On parlait en fin de semaine d'un possible arrêt de travail dans la grande mine de Chuquibambilla, tandis que les inquiétudes demeurent sur la capacité de la grande mine d'El Teniente, paralysée par des éboulements de galerie. Au Pérou en revanche, les mineurs ont rejeté l'idée d'une grève générale et l'ensemble des centres d'ex-

traction avaient repris le travail vendredi, à l'exception de deux petites unités de la firme d'Etat Centromin.

La situation n'est pas meilleure en Afrique, où la production du Zaïre pourrait cette année diminuer de 25 % et n'atteindre plus que 300 000 tonnes, contre 400 000 tonnes l'an dernier. La paralysie de la mine de Kamoto en mai est à l'origine de ce recul sensible, la société nationalisée Gécamines ayant déclaré à l'époque la force majeure pour justifier son incapacité à livrer 45 % des tonnages pour lesquels elle était engagée en 1991 (soit 100 000 tonnes). Il est vrai que le site de Kamoto fournit à lui seul 30 % de la production minière de la Gécamines. D'après les experts, il faudra 400 millions de dollars (2,4 milliards de francs) pour réhabiliter les installations de ce gisement qui fonctionne à 20-25 % de ses capacités. Si la Gécamines obtient des financements de ses bailleurs de fonds belges, elle pourrait produire dès l'an prochain de 430 000 à 450 000 tonnes.

D'après le rapport de la « Metals and Minerals Annual Review » publiée à Londres, les perspectives du marché du cuivre sont assez bonnes, le surplus prévu pour 1991 étant estimé à 100 000 tonnes. Un tonnage faible, compte tenu de l'état relativement tendu de l'offre et du bas niveau des stocks mondiaux. L'an passé, la consommation a globalement augmenté de 2,5 %, grâce à une demande soutenue de métal rouge au Japon et dans la plupart des pays européens, à l'exception de la Grande-Bretagne. La consommation s'est en revanche tassée aux Etats-Unis, au Brésil, au Canada et à Taïwan. A l'occasion d'un récent colloque de la firme chimique Codelco à Paris sur les perspectives de l'économie du cuivre, le directeur du dévelop-

pement commercial de cette société a mis en garde contre la menace grandissante de voir les produits de substitution remplacer le métal rouge.

Matériaux du futur

La liste s'allonge régulièrement de ces matériaux du futur, depuis le plastique jusqu'aux céramiques et composites, en passant par les fibres optiques et les aciers galvanisés, sans oublier le déjà classique aluminium. D'où la nécessité pour les professionnels d'assurer la production d'un métal qui ne bénéficie pas d'une image de marque aussi forte que celle de ses concurrents. A titre indicatif, l'industrie du cuivre investit chaque année 45 millions de dollars pour la promotion, une somme jugée insuffisante comparée aux 150 millions de dollars dépensés annuellement par l'industrie de l'aluminium, ou aux 200 millions de dollars consacrés à l'image des plastiques.

D'après le responsable de Codelco, les industries du cuivre devraient rapidement doubler la mise (à 100 millions de dollars) pour espérer rester dans la course aux matériaux. Comme pour la majorité des métaux ferreux, la demande de cuivre ne cesse de diminuer depuis un siècle et demi, à mesure que s'éloigne l'âge d'or de la révolution industrielle et le temps des conflits classiques, lorsque le métal rouge passait à juste titre pour un métal guerrier. Après avoir augmenté de 5 % l'an entre 1950 et 1970, la consommation n'a plus progressé en moyenne que de 3 % dans les années 80, puis de 1,6 % dans les années 90. Les professionnels estiment cependant que le cuivre reste promis à un bel avenir dans les industries de l'espace et l'électronique.

ERIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Sinistrose

« Le marché est comme un canard à qui on a coupé le cou : il continue à marcher mécaniquement mais ne sait plus très bien où aller », soupire un opérateur à la veille du week-end. Effectivement, sur le MATIF qui reflète fidèlement la sinistrose et la morosité ambiantes, les cours virent, montant et redescendant, mais dans la gamme basse : entre 104,16 (plus bas sur l'échelle juin) et 104,30 sur septembre, et 104,70. Cela donne tout de même un rendement compris entre 9,15 % et 9,25 % pour l'OAT à dix ans, ce qui est cher, avec, pour conséquence, un creusement de l'écart entre l'OAT et le Bund allemand à 10 ans, qui a augmenté à 0,90 % et même frôle le point complet.

Les opérateurs ont fini par abandonner l'espoir, longtemps nourri, d'une nouvelle baisse des taux directeurs de la Banque de France, surtout au moment où le mark caracolait au voisinage de 3,40 francs. Petit espoir : si la peseta occasionnait un maintien sans recul (voir en rubrique « Devises et or »), la banque serait délivrée d'un de ses soucis et de l'obligation de vendre des devises pour maintenir les parités, ce qui lui a coûté plus de 50 milliards de francs de devises depuis le début de l'année et a contribué au maintien élevé des taux de l'argent à court terme, par ponction sur les liquidités. A la veille du week-end, le loyer de l'argent au jour le jour était repassé au-dessus de 10 % et l'argent à trois mois volait 9,75 % une belle inversion, le long terme se retrouvant inférieur au court terme.

Sur un marché obligataire qui, lui aussi, souffre de la sinistrose

Les TSDI de Rhône-Poulenc

En revanche, la Caisse autonome de refinancement, émanation de la Caisse des dépôts, qui emprunte pour refinancer les prêts aux HLM, n'a pas su résister à l'enthousiasme pour son émission de 1,2 milliard de francs à 9,50 % nominal et 9,43 % réel, sous la houlette du Crédit lyonnais : les souscripteurs, essentiellement investisseurs institutionnels, ont fait la grève, préférant les placements « monétaires » à court terme. Il faut dire que, avec l'argent au jour le jour à plus de 10 % et le 3 mois à 9 3/4 %, la tentation est grande.

Saluons cette semaine une émission intéressante, celle de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) effectuée par Rhône-Poulenc sous l'égide d'Indosuez, assistée de la Caisse des dépôts, du

Crédit lyonnais et de Paribas, pour un montant global de 2,3 milliards de francs, sous forme d'obligations multi-options. Ces options sont assez originales, avec trois périodes de huit ans pendant lesquelles les intérêts peuvent être fixés avec un plafond (Pibor à 10 % mais majoré de 0,20 %, puis 0,70 % et enfin de 1 % pour le court terme) et un plancher pour le long terme (TMF + 0,20 %, + 0,70 %, + 1 %, de même que l'OAT 1999-0,10 %, l'OAT 2007 + 0,70 % et l'OAT 2015 + 1,10 %). Le taux de rendement des obligations était fixé à partir d'une OAT de référence au-delà de vingt-quatre ans.

Ces options multiples permettent de se couvrir à la fois contre une hausse des taux à court terme (inversion) et à long terme, avec un parachute éventuel à la baisse du court terme. Cette panoplie très complète a séduit beaucoup d'investisseurs institutionnels, de sorte que l'émission s'est bien placée. Certains, en revanche, ont trouvé cette panoplie trop lourde et trop compliquée, préférant « la glace à la vanille », suivant l'expression anglo-saxonne.

Mais, compte tenu de l'instabilité des taux d'intérêt, on comprend l'utilité de garde-fous. Rappelons, toutefois, que les TSDI sont des titres subordonnés, c'est-à-dire que, assimilés à des quasi-fonds propres, ils peuvent faire l'objet d'un report de la distribution de leurs coupons, qui restent dus et, dans le cas de Rhône-Poulenc, sont capitalisés au taux de l'emprunt majoré de 4 points.

F. R.

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

La fin de la conférence internationale de Florence

Le vaccin universel contre le sida reste une perspective éloignée

La septième conférence internationale sur le sida s'est achevée, vendredi 21 juin à Florence, par un discours du professeur Max Essex (Harvard AIDS Institute, Boston), très critique à l'égard de l'administration Bush. Ovationné par les milliers de scientifiques présents, le célèbre chercheur a annoncé que si, d'ici au 3 août, le gouvernement américain n'abrogeait pas les mesures discriminatoires visant l'entrée aux États-Unis des personnes contaminées, la prochaine conférence sur le sida, prévue à Boston en 1992, serait annulée. La dernière journée du congrès de Florence a été consacrée aux vaccins antisida, qui restent une perspective éloignée.

FLORENCE

de notre envoyé spécial

Ce fut, pour tout dire, le seul résultat positif des différentes sessions consacrées au vaccin antisida : pour la première fois, une équipe de chercheurs américains, dirigée par le docteur Emilio Emini (division biologie et immunologie du VIH des laboratoires Merck, Sharp and Dohme), a réussi à démontrer qu'il est possible d'immuniser passivement un chimpanzé contre le virus du sida. Jusqu'à présent, seules des expérimentations d'immunisation active - qui passe par l'administration de substances stimulant la production d'anticorps par l'organisme - avaient permis de vacciner un chimpanzé. Cette fois, la protection immunitaire obtenue par les chercheurs américains est due à l'utilisation d'un anticorps monoclonal dirigé contre l'une des parties les plus importantes de l'enveloppe du virus, la boucle protéique V3. Cet anticorps réussit donc à neutraliser le VIH en empêchant d'infecter ses cellules-cibles, les lymphocytes.

Hélas, la portée de cette expérimentation est moins grande qu'il y paraît. Les chimpanzés ont, en effet, la particularité de supporter parfaitement l'injection de quantités considérables de VIH. Certes, ils produisent bien des anticorps dirigés contre le virus, mais ce dernier ne provoque jamais, chez eux, de déficit immunitaire important. En outre, l'anticorps utilisé par le docteur Emini avait été fabriqué à partir de la même souche virale que celle qui a été par la suite injectée au chimpanzé. Ainsi, rien ne dit qu'il aurait protégé de la même manière un chimpanzé infecté par une autre souche de VIH.

Des résultats encore très partiels

De nombreuses études précochées à Florence ont bien montré combien il est difficile d'extrapoler à l'homme des résultats obtenus chez le singe. Cette absence de modèle animal parfait est l'un des obstacles principaux pour les chercheurs. Étant donné qu'il est hors de question de faire avec l'homme ce que l'on fait à un singe (injecter de fortes concentrations de virus pour vérifier l'efficacité du vaccin), il faut trouver d'autres moyens permettant de mesurer l'immunogénicité protectrice des vaccins.

Onze vaccins différents sont en cours d'expérimentation sur l'homme. Certains, à visée purement prophylactique, sont destinés aux personnes séronégatives, indemnes de toute contamination antérieure par le VIH. D'autres sont conçus de manière à être administrés chez des personnes déjà infectées. Comme l'a rappelé, lors du congrès de Florence, le professeur Dani Bolognesi (Duke University Medical Center), leur développement n'en est encore qu'à un stade très préliminaire et il faudra de vastes essais thérapeutiques pour apprécier leur éventuelle efficacité.

Des souches multiples de virus

Pour ce qui est des vaccins à visée préventive, le professeur Bolognesi a indiqué que leur mise au point serait encore plus longue. « Comment définir l'immunité protectrice ? », s'est-il demandé. Des résultats assez encourageants ont tout de même été présentés par le docteur Barney Graham, de l'AIDS Vaccine Clinical Trial Network des États-Unis. Ils ont été obtenus en administrant un candidat-vaccin, mis au point par la firme Bristol-Myers Squibb, à partir de la protéine GP 160, à douze personnes volontaires et séronégatives. D'abord, ce vaccin leur a été injecté en deux temps (une première injection et une seconde, de rappel, huit semaines plus tard). Il s'en est suivi une réponse immunitaire en général « faible », mais « durable ». En outre, aucune production d'anticorps neutralisants n'a pu être observée.

Une deuxième phase de cette étude a consisté en l'injection, toujours à ces douze personnes adultes, d'une dose-rappel de 640 microgrammes de GP 160. Cette fois, la réponse immunitaire a été beaucoup plus importante et, dans sept cas sur douze, des anticorps neutralisants ont même pu être obtenus. Mais, là encore, rien ne dit qu'une telle réponse se révélerait suffisante face au VIH. Ces problèmes ne sont malheureusement pas les seuls auxquels sont confrontés les chercheurs. Dans un éditorial publié le 20 juin dans *Science*, le professeur Simon Wain-Hobson (Institut Pasteur de Paris) explique que le nouvel échec attend les scientifiques. La plupart des vaccins expérimentaux, écrit-il, sont préparés à partir d'une seule souche de

virus (VIH-LAI), celle qui a été découverte en 1983 à l'Institut Pasteur. C'est un peu comme si, explique-t-il, on énonçait comment vit un habitant de Florence et qu'on estimait ensuite tout savoir sur le mode de vie des Italiens en général. On trouve maintenant du VIH-LAI dans tous les laboratoires du monde, mais est-on vraiment sûr qu'il en est de même pour tous les malades infectés de par le monde ? Assurément non.

Ainsi, par exemple, la souche V3 du VIH-LAI - c'est-à-dire la partie de l'enveloppe protéique du virus contre laquelle les anticorps neutralisants sont principalement dirigés - est unique, si on la compare au millier de souches différentes du HIV aujourd'hui déjà répertoriées. Tout cela est assez « déprimant », conclut le professeur Wain-Hobson.

La question soulevée par le professeur Wain-Hobson est de savoir s'il sera un jour possible de mettre au point un vaccin universel contre le sida, un seul et même vaccin qui protégerait contre toutes les souches du VIH. A plusieurs reprises au cours du congrès, tant le professeur Luc Montagnier que le professeur Dani Bolognesi n'ont pas écarté l'idée selon laquelle les chercheurs seront contraints, du fait de la grande variabilité génétique du virus, en particulier selon les régions du globe, de mettre au point plusieurs vaccins antisida différents dirigés contre les principaux groupes de souches virales.

Si cette « approche géographique », selon l'expression du professeur Bolognesi, était en définitive privilégiée, tout le problème serait de savoir l'ordre des priorités.

FRANCK NOUCHI

Devant le congrès de la Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés

M^{me} Cresson annonce un projet de loi renforçant la prévention des risques professionnels

LA ROCHELLE

de notre envoyé spécial

M^{me} Edith Cresson a rejoint à La Rochelle, vendredi 21 juin, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicapés et des accidentés de la vie, pour elire le trente-neuvième congrès de la Fédération nationale des accidentés du travail et handicapés (FNATH), devant lequel elle a annoncé le dépôt d'un projet de loi sur les risques professionnels.

Ce texte doit être examiné « prochainement » par le Parlement. Il « marquera la transcription en droit français de différentes directives communautaires », ce qui fait dire au premier ministre que « la France sera ainsi fidèle à son rôle de pionnier dans la réalisation concrète de l'Europe sociale ».

Le projet annoncé par M^{me} Cresson doit renforcer le dispositif existant, en « mettant davantage l'accent sur la prévention, en assurant une plus grande information des salariés sur les risques liés au travail, en prévoyant la mise en place de comités d'hygiène et de sécurité (CHS) dans tous les établissements de plus de cinquante salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics ».

M^{me} Cresson a également indiqué que le texte précisera les moyens dont doivent être dotés les CHS et apportera donc « une amélioration notable, en particulier dans le secteur particulièrement exposé du BTP ».

Le dépôt de ce projet de loi devrait s'accompagner d'instructions données à l'inspection du travail pour « renforcer encore son contrôle », alors que le taux d'accidents du travail a recommencé à

se dégrader depuis trois ans, en liaison avec l'intensification de l'activité économique de 1988 à 1990, et « la part de travail précaire et de sous-traitance que comporte toute reprise ».

Sur un autre plan, M^{me} Cresson a répondu au secrétaire général de la FNATH, M. Marcel Royer, qui avait exprimé la déception des trois cent mille adhérents de sa fédération face à l'augmentation des cotisations maladie des seuls salariés et s'était élevé contre « le double le plus complet » qui plane encore sur la revalorisation des retraites. Plus généralement, M. Royer s'est inquiété « de cette rigueur dont vous avez parlé, et qui ne semble pas devoir épargner les plus défavorisés ».

M^{me} Cresson a de nouveau justifié ses choix, en affirmant que son « gouvernement ne sera pas celui qui laissera aller à vau-l'eau la Sécurité sociale » et en ajoutant qu'« il ne s'agit (...) pas d'être rigoureux par principe », mais « d'être responsable par nécessité ». Elle a souligné que si la progression des dépenses de santé n'est pas maîtrisée, n'importe quel gouvernement devra augmenter « encore (...) beaucoup de fois » les cotisations d'assurance-maladie. M^{me} Cresson a réaffirmé que la CSG n'est mise ni « à l'encaissement », ni « à l'index ». Elle a ajouté que son « souhait est d'envisager qu'il y ait un prélèvement davantage sur les revenus, en particulier sur les revenus des salariés, pour financer la protection sociale » avant de conclure en appelant à « inventer un modèle français (...) de la gestion des dépenses de santé ».

J.-L. A.

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans : l'invasion de l'URSS..... 2

ÉTRANGER

M. Waldheim jette l'éponge
Le président autrichien ne briguera pas un second mandat... 6
Démision de la présidente du PS japonais..... 6

POLITIQUE

M. Chirac et l'immigration
La président du RPR, en visite à Nice, a estimé que son « message » est bien « passé ». 7 et 8
Socialisme et République en conclave
Les membres du courant de M. Jean-Pierre Chevènement se sont réunis ce week-end à Paris. 8
Libres politiques
Par André Laurens..... 8

COMMUNICATION

Télévisions régionales en Europe
M. Bourgas plaide pour une coopération transfrontalière.... 8

SOCIÉTÉ

Le nouveau code pénal à l'Assemblée nationale
Le harcèlement sexuel sera possible de prison..... 9

CULTURE

La fête de la musique.... 10
M. José Cabanis reçu à l'Académie française..... 11 à 14

HEURES LOCALES

• Miracles et mirage de la théosynthèse • La région Rhône-Alpes consulte ses élus par référendum • Un partenaire nommé UCPA • Docteur : la comantaux de l'urbanisme..... 17 à 20

ÉCONOMIE

Un permis de conduire européen en 1996..... 21
Revue des valeurs..... 22
Changes, Crédits
Grands marchés..... 23

Services

Abonnements..... 2
Carnet..... 16
Météorologie..... 18
Mots croisés..... 18
Télévision..... 18
Spectacles..... 15

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 juin 1991 a été tiré à 490 886 exemplaires.

ÉTATS-UNIS

Le Congrès sollicité à nouveau pour sauver les caisses d'épargne

Le Congrès américain devrait se voir demander dans les prochains jours une rallonge de 80 milliards de dollars (480 milliards de francs) aux 85 milliards déjà dépensés pour financer le plan de sauvetage des caisses d'épargne. C'est ce qu'a annoncé le 21 juin devant la commission bancaire du Sénat, M. William Seidman, président de la Federal Deposit Insurance Corp. (FDIC), agence fédérale chargée d'assurer les dépôts bancaires, et

aussi administrateur de la résolution Trust Corp. (RTC), agence fédérale créée en 1989 pour mener la restructuration des caisses d'épargne.

Celle-ci fait l'objet de violentes critiques pour sa lenteur et ses dépassements budgétaires, et M. Seidman vient d'accepter le remplacement de M. David Cooke, l'homme qui lui-même nommé à la tête de la RTC il y a deux ans.

EN BREF

• **AUTRICHE** : le gouverneur de Carinthie a été démis de ses fonctions. - Le chef du Parti libéral de droite (FPÖ), M. Jörg Haider, a été démis, vendredi 21 juin, de ses fonctions de gouverneur de Carinthie (sud de l'Autriche) par une motion de défiance déposée par les sociaux-démocrates et soutenue par les conservateurs à la Diète provinciale à la suite de ses déclarations vantant la « politique d'emploi correcte sous le III^e Reich ».

• **Commémoration de l'opération Barbarossa**. - L'Union soviétique s'est « fermement engagée dans la voie de la réconciliation » avec le peuple allemand et les relations entre les deux pays doivent constituer « un véritable exemple de bon voisinage et de partenariat », a déclaré, vendredi 21 juin, le président Mikhail Gorbatchev dans un message télévisé à l'occasion du 50^e anniversaire de l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS, le 22 juin 1941 (voir page 2). La victoire de la coalition anti-hitlérienne « avait donné à l'humanité une chance unique pour une avancée commune vers un nouvel ordre démocratique. Cette chance a été

perdue (...) avec la guerre froide », a-t-il estimé. Le chancelier Helmut Kohl a lancé de son côté un appel « à l'amitié et à la paix » aux jeunes générations soviétiques et allemandes, dans un texte diffusé par la télévision soviétique. Dans un message à M. Gorbatchev, il a déclaré que « le peuple allemand a fini par payer lui-même un prix élevé ». - (AFP)

• **La Cour de cassation rejette des pourvois contre le PNFE (extrême droite)**. - La chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté les pourvois formés par le procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, par la Cimade et la Ligue contre l'arrêt rendu en faveur de trois responsables du Parti nationaliste français et européen (PNFE, néo-nazi) dans les affaires d'attentats visant des forces Sonacotra de la Côte d'Azur (le Monde du 26 janvier). Le non-lieu dont avait bénéficié, en appel, MM. Claude Cornilleau, président du PNFE, François Allouehery, ancien secrétaire général, et Serge Lecanu, ancien secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), devient définitif.

Lundi 24 juin

Le trafic aérien fortement réduit par la grève des contrôleurs

Le trafic aérien sera très fortement réduit en France, lundi 24 juin, par la grève des contrôleurs de l'aviation civile sur l'ensemble du territoire, déclenchée à l'appel des quatre syndicats qui réclament un accroissement des effectifs et une revalorisation des salaires.

Les tours de contrôle de plusieurs aéroports français (Grenoble, Montpellier, Perpignan, Tarbes, Pau, Biarritz, Brest, Quimper, Rennes, et Lille) vont notamment être fermés, ce qui entraîne la suppression des vols depuis ou vers ces villes, notamment pour Air Inter. La compagnie intérieure, qui devra annuler au total 65 % de ses vols, va, en revanche, renforcer la desserte de Bordeaux et de Nîmes pour compenser la fermeture des aéroports du Midi et va assurer en totalité celle de la Corse. Air France aussi assurera la totalité de ses vols vers la Corse, mais seulement un vol court-courrier ou moyen-courrier sur quatre en moyenne (ce qui correspond à la plupart des destinations européennes ou d'Afrique du Nord). En revanche, les vols long-courriers seront tous maintenus (notamment ceux à destination des départements d'outre-mer).

Air Inter recommande aux passagers de confirmer leur réservation en téléphonant, pour Paris au (1) 45-29-25-25, pour la province aux centres de réservation régionaux, ou en consultant le Minitel au 36-14 ou 36-15 code AIRINTER. Air France invite à appeler, pour les vols au départ le (1) 43-20-11-55, pour les vols à l'arrivée, le (1) 43-20-15-55, ou bien les centres régionaux de réservation (à Paris le (1) 45-35-61-61) ou le service Minitel 36-15 ou 36-16 code AF.

• **MARSEILLE** : la SNCF fait appel à l'inspection générale du travail. - La SNCF a décidé de faire appel à l'inspection générale du travail des transports pour trouver une issue au conflit qui paralyse depuis douze jours la gare Saint-Charles de Marseille. Les grévistes, appuyés par les syndicats CGT et CFDT, ont rejeté vendredi 21 juin en assemblée générale les propositions de la direction (qui comprendraient notamment une prime annuelle de 950 F versée en plusieurs fois et la revalorisation, sur le plan national, d'indemnités de travail de nuit), réclamant toujours une « prime de panier » de 25 F par jour (soit plus de 5 000 F par an). Ils ont décidé de continuer à bloquer les voies.

Dimanche 23h30

"J'AI DIX ANS !"

LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 ÉPISODES RADIO

JUSQU'AU 30 JUIN



Europe 2

Le Monde

RADIO

LES

au



Chemie sulfuree
création de Lar...
SEPT et FRS

FRI



مكتبة المجلد